



Leiden


C A U S E S

C É L E B R E S

E T

I N T É R E S S A N T E S .

T O M E D I X - N E U V I E M E .



Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
Boston Library Consortium Member Libraries

CAUSES CÉLEBRES

ET

INTÉRESSANTES,

AVEC

LES JUGEMENTS

QUI LES ONT DÉCIDÉES;

RECUEILLIES

Par Mr. GAYOT DE PITAVAL,

Avocat au Parlement de Paris.

TOME DIX-NEUVIEME.

Nouvelle Édition, corrigée & augmentée.



A AMSTERDAM, & se vend A LIEGE,
Chez { J. F. BASSOMPIERRE, Libraire.
VAN DEN BERGHEN, Lib. à Bruxelles.

M. DCC. LXXV.

CALISTO

CONFES

INTERESTS

LESSON

QUIBES

LECTURES

THE GAYOT DE PITAVAT

THE GAYOT DE PITAVAT

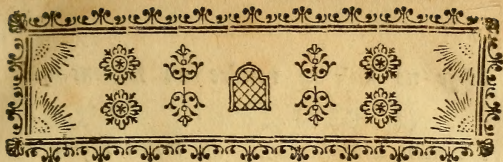
TOME DEUXIEME

THE GAYOT DE PITAVAT



THE GAYOT DE PITAVAT
THE GAYOT DE PITAVAT
THE GAYOT DE PITAVAT

THE GAYOT DE PITAVAT



A M O N S I E U R
L E D U C
D E G E S V R E S ,
P A I R D E F R A N C E ,

Chevalier des Ordres du Roi , pre-
mier Gentilhomme de la Cham-
bre de Sa Majesté, Brigadier de
ses Armées , Gouverneur de Pa-
ris , Capitaine & Gouverneur du
Château & Capitainerie Royale
de Monceaux , Grand-Bailli , &
Gouverneur de Crépy & du Va-
lois, &c.

A Tes Vertus, SEIGNEUR; j'adresse
mon Hommage,

Sans pouvoir les louer; tu me l'as défendu.

*Si je ne puis te rendre un Encens qui
t'est dû,*

*De mon attachement, du moins reçois ce
gage.*

*Daigne agréer mon Livre, accepter mon
présent :*

*Mon esprit te veut peindre un cœur recon-
noissant.*

*Chargé de tes bienfaits pourrai-je seul me
taire ?*


*Lorsque pour te louer, à la Ville, à la
Cour,*

*Des Chœurs de mille Voix résonnent chaque
jour ;*


*Encor si mon Recueil avoit l'art de te
plaire.*

GAYOT DE PITAVAL.

AVÉR.



AVERTISSEMENT.

 OICI pour cette Année le tribut que je paye ordinairement au public tous les ans. Depuis long-tems*, je lui donne chaque année deux volumes de Causes curieuses & choisies. La Mort a failli à lui enlever son tributaire, mais après avoir lutté contr'elle à plusieurs reprises, quoiqu'elle m'eut envoyé un mal qui suspend toutes les fonctions de la vie, & éteint un homme avant qu'il meure, un Médecin *, dans qui la Science n'a pas attendu le nombre des années, a détourné le coup de faux dont elle m'alloit moissonner, & m'a préservé de toutes les atteintes & des funestes vestiges que laissent de semblables maladies dans l'ame & dans le corps. Mon Esculape ne m'a pas conservé seulement en partie; mais, il m'a conservé tout entier, ma vue, mon ouïe, ma mémoire assez heureuse, & mes talens tels qu'ils

* Depuis l'Année 1733.

* M. Fontaine.

* 3

VI Avertissement.

qu'ils sont , jusqu'à mon petit filet de Veine Poétique , & le reste. Voilà ce que j'ai crû devoir d'abord apprendre au Public , qui , s'étant intéressé dans un Ouvrage qui a excité sa curiosité , a pû s'intéresser dans l'Auteur.

La premiere Cause dont je le ré-gale à présent seroit une des plus singulieres que je lui ai offerte : si ce que les Adversaires du principal Acteur de l'Histoire lui imputent étoit vrai , ce seroit un des plus grands prodiges de la cupidité ; mais , le succès qu'il a eu , lui donne droit de traiter de calomnie le soupçon injurieux qu'on forme contre lui : les regles que la justice a établi pour assurer le repos des hommes , lui donnent la fille qu'il a réclamé. Si ses raisons ne fussent pas aux hommes qui sont infectés du levain de la malignité , elles fussent aux hommes sensés.

La seconde Cause , puisée dans l'Histoire , est Marie Stuard. Sa Religion , sa Beauté , lui ont suscité une redoutable ennemie , dont elle a été la victime , sacrifiée à sa politique

&

& sa jalousie : heureuse , parce qu'elle a par-là expié ses crimes , & a été honorée du titre de Martyre. Les Critiques , qui ne me permettent pas des Causes historiques qu'ils croient disparates dans mon Recueil , murmureront encore : mais , j'immole leurs murmures à l'envie que j'ai de faire lire à des gens du monde des ouvrages du Palais , mêlés avec des histoires curieuses qui sont dans le fonds des Causes , puisqu'elles sont dénouées par des Jugemens.

Ces mêmes Critiques ont trouvé à dire , que j'aye fait connoître le mauvais cœur d'un Auteur dont le génie a gagné leurs suffrages. J'ai mis en œuvre dans le sixieme tome de mon Recueil la Cause de Rousseau , qui a été condamné par Arrêt , pour avoir calomnié Saurin , en mettant sur son compte des Chançons satyriques de la façon du Calomniateur , & étayant la Calomnie par des témoins subornés. Je n'ai eu aucun démêlé avec lui , je rends justice à ses talens , mais j'ai crû cette Cause utile & agréable , tanpis pour lui s'il instruit le public à ses dépens ; la Justice elle-même l'a immolé à

VIII AVERTISSEMENT.

cette instruction, je n'en puis mais ; j'ai usé de mes droits , pouvois - je , résister à la tentation de mettre à profit une Cause si exemplaire , si curieuse , un des plus beaux ornemens de mon Recueil.

Enfin il a payé à la mort le tribut qu'il lui devoit , mais on assure qu'il a payé le tribut qu'il devoit à la Religion , & que le Chrétien a tout expié. Cependant , comme il me regardoit comme un de ses plus grands ennemis , parce que j'avois mis dans les mains de tout le monde le portrait de son cœur , & quel portrait ! il avoit laché une année avant sa mort contre moi cette Epigramme qu'il intitula son Epitaphe.

EPITAPHE DE ROUSSEAU.

*De cet homme noirci par les traits de
Saurin ,
Passant , veux - tu sçavoir quel fut le
caractère ,
Il compta pour Amis , Duffé , Brumois ,
Rollin .
Pour Ennemis , Gacon , Pitaval , &
Voltaire .*

AVERTISSEMENT. IX

Je répondis par ces Vers.

Qui croiroit que Rousseau , qui fit la
Moisade *
Avec un tas d'écrits, que Priape inspira, * Ouvrage
Faisant à la pudeur la plus vive incar- impie.
tade,
Ait pour amis Rollin, & d'autres qu'il
nomma,
Que leurs mœurs ont rendu de célèbres
modeles,
Ah ! qui ne frémiroit de pareil paral-
leles,
Quoi ! leur cœur vertueux seroit frappé
d'horreur,
Des crimes dont leur bouche encenseroit
l'Auteur,
Mais contre lui plutôt leur saint cour-
roux éclate
Et déteste à l'envie sa Muse scélérate.

J'étois frappé d'un tel contraste :
mais, je ne doute pas que Rousseau
n'ait détesté lui-même sa poésie im-
pie & libertine.

Lorsque Rousseau mourut, Voltaire
étoit, dit on, à Bruxelles. Si celui-ci
nous racontoit les circonstances de la
mort édifiante de Rousseau, il ne se-
roit pas suspect, & nous charmeroit.
Ce sujet mériteroit de beaux vers de sa
façon, lui à qui ils ne coûtent rien, on

x Avertissement.

me pardonnera bien cette digression.

La troisième Cause est une Cause d'Etat; les vrais principes sont employés par un célèbre Avocat, il les fait triompher de l'éloquence séduisante de son adversaire. Tout homme de bon sens adoptera ces principes, & malgré l'art de la fable de l'Avocat qui attaque la Dame, que sa partie réclame pour mère, son apologie éclate, l'oracle a parlé en sa faveur, l'Aréopage a invoqué l'équité la plus éclairée. Voyez les pages 359 & 360 de ce XIX. tome. La Justice dont les lumières sont supérieures la venge des faux jugemens, & nous garantit de l'illusion de tous les yeux d'éloquence qu'on a employés contre elle. Il n'y a pas une seule preuve de filiation qui ne soit suspecte; vouloir s'en payer, c'est vouloir se tromper de gayeté de cœur.

Quelque instructive que soit cette Cause, je l'aurois sacrifiée à la Dame respectable qui en est le sujet. Si je l'ai mise en œuvre, voici mes raisons. Cette Dame a triomphé d'une accusation dont tout Paris a été abreuvé. Quelle famille peut être à l'abri d'une fausse filiation; l'erreur

a été repandue dans le public. J'ai crû que je devois apprendre comment on en a été guéri. On a appris en même tems par les lettres qu'on a produites , qu'on a eu raison de dire, que la gloire de rendre délicatement dans une lettre des sentimens, appartient aux Dames , ce sont elles qui parlent au cœur. La plûpart de nos meilleurs Ecrivains ne vont pas au-delà de l'esprit. Ajoûtons à l'égard de l'accusation , que l'Accusatrice étant denuée de titre & de possession, & ayant contre elle titre & possession , toutes les regles défendoient qu'on lui permit la voye suspecte de la preuve testimoniale , on ouvroit l'entrée aux imposteurs. Voilà le grand principe de M. Cochin.

Dans la quatrieme Cause un Séducteur de l'innocence d'une fille veut se mettre à l'abry par le talent de son Défenseur, mais elle trouve un organe qui dévoile son faux amant.

Je finis ce volume par un Supplément aux Causes de Séparation de corps & de biens, où l'on verra des choses qui ont, je le puis dire, mérité d'être recueillies.

XII AVERTISSEMENT.

Le second volume commence par la cassation du Testament d'un Magistrat célèbre dont la mémoire sera toujours respectable , mais on dira que , quoique grand Magistrat , il a laissé entrevoir l'homme dans cette occasion. Cette Cause est singulière en ce qu'elle établit qu'un pere , qui avantage l'un de ses enfans par une haine injuste pour l'autre , fera un Testament qui sera cassé , quoiqu'il laisse sa légitime au dernier. La Cause par laquelle M. le Camus a exclus M. de Nicolai , le pere & son fils , de la succession de Mademoiselle de Nicolai sa fille qu'il institue sa légataire universelle , en donnant à ses biens la qualité de propres , & appelant le plus proche parent portant son nom , est une ruse de Palais , & un raffinement de formalité. C'est la breche par laquelle on est entré pour forcer le Testament , en prouvant la haine du Testateur contre le pere & le fils. Il avoit trouvé le secret d'éloigner deux héritiers , dont l'un se présente quand l'autre est repoussé. Le Plaidoyer de M. Arraud est de cette éloquence dont on ne doit

dolt rien retrancher. Celui de M. l'Avocat Général est un chef-d'œuvre d'exactitude & de discussion. Il semble d'abord qu'il veuille rejeter toutes les preuves de haine qu'on apporte contre M. le Camus, & mettre son Testament à l'abri, mais il fait enfin deux preuves frappantes de haine. Cet examen, & cette recherche sont très-curieux, & feront goûter un plaisir parfait aux amateurs de ce genre de travail. Comme l'Auteur m'a paru un peu long, j'ai été tenté de le réduire, mais j'ai craint d'énervier ses raisonnemens.

La seconde Cause a été jugée dans le second Parlement de France. Un Testament qui a été déclaré nul, a eu le sort qu'on attendoit; beaucoup de Testamens en auroient un pareil, si le caractère du Testateur étoit bien connu à la Justice *.

La troisième Cause fait le portrait horrible des Juifs, les plus grands ennemis de notre Religion, elle qui malgré leur haine demesurée, loin de nous inspirer de la leur rendre, nous fait souhaiter avec ardeur de les conduire au bonheur incorruptible où nous aspi-

* Voyez la Lettre qui est à la fin du 2^{oe}. Volume, qui n'a pû entrer dans cette Cause.

XIV AVERTISSEMENT.

aspirons. Quoique le Juif accusé n'ait jamais avoué son crime , même par la force des tourmens , qui n'est pas convaincu , après avoir vû le Procès , qu'il a enlevé l'enfant destiné à être l'objet de la fureur des Juifs qui ont prolongé sa mort , pour repaître leur cruauté , ainsi qu'ils l'ont pratiqué mille & mille fois à l'égard même des hommes Chrétiens ? Osera-t'on dire ici le motif de leur barbarie dont ils se font une religion ? Ils veulent se retracer une vive image de leur Dénicide. Qui ne frémiroit d'horreur ? qui ne croiroit que la terre les engloutiroit alors dans ses abîmes les plus profonds ?

J'ai rappelé tout ce que le sujet des Juifs m'a présenté de plus curieux. Leurs usages , leurs mœurs , leurs Loix , la Cabale , la Massure , le Talmud , les différens effets de la colere de Dieu qu'ils ont éprouvé. Le siège de Jérusalem , le plus funeste spectacle d'horreur que nous voyons dans l'Histoire. Jésus-Christ qui a tracé avec des caractères si vifs la prédiction qu'il a fait des malheurs de ce siège , a fait un double usage de sa Prophé-

phétie, en l'appliquant à la désolation qui annoncera la fin du monde. Joseph dans ses Antiquités Judaïques a été mon guide, j'ai copié ses coups de pinceau, & même ceux que d'habiles modernes ont fait d'après lui. J'ai voulu suivant ma coutume, à propos de cette Cause, épuiser tout ce qui pouvoit avoir quelque liaison avec ce sujet à titre de matiere digne d'être mise en œuvre. Dût-on me comparer à Montagne, qui faisoit voyager ses Lecteurs dans des pays plus curieux que ceux qu'il leur avoit promis.

Je ne dirai rien de la quatrieme Cause, elle est de ma façon, mon amour propre me souffle aux oreilles bien des choses à dire, mais il en sera la duppe. C'est pourtant l'amour propre d'un Auteur qui est bien puissant.

Robert d'Artois qui est la cinquieme Cause termine le Recueil, elle est encore prise de l'Histoire. Ne vous contraignés point, Critiques, murmurés à votre aise, je ne me contraindrai point, & n'en aurai pas moins mes coudées franches. C'est le travail d'un sçavant judicieux que je donne dans cette Cause, où
j'ai

xvi AVERTISSEMENT.

j'ai fait des additions. Ainsi finira mon entretien avec le public , celui qui a travaillé à ce morceau d'histoire a usé en quelques endroits des expressions des anciens Historiens , croyant y trouver plus de naïveté.



CAUSES



CAUSES CÉLEBRES

ET

INTÉRESSANTES,
AVEC LES JUGEMENS,
qui les ont décidées.



HISTOIRE DE LA NAISSANCE
de la Demoiselle DE SFRONDATE, &
de la Filiation qu'elle a réclamée, ju-
gée par le Sénat de Turin.



UL titre plus douteux que ce-
lui de la paternité ; on ne
sçauroit dissiper les nuages
qui environnent la vérité.

Avez-vous une femme co-
quette ? nombre de victoires qu'on a
remporté sur elle, quelle incertitude ne
jette t'il pas sur ce titre ? Votre femme
est-elle prude ? il n'en est pas moins in-

Tome XIX.



cer-

certain, pour avoir succombé avec plus de misère, elle a toujours fait naufrage. Est-elle belle? combien de fois a-t'elle été priée d'amour? Elle a été trop souvent ébranlée pour n'être pas tombée à la fin. Est-elle laide? elle a prié elle-même d'amour; les hommes sont toujours sans défense; elle s'est offerte à ceux qui n'aiment pas un amour pénible, ni à se promener dans les circuits du labyrinthe de Cupidon. Enfin, coquette, prude, belle, laide, quelle qu'elle soit, elle fera naître des doutes sur la paternité qu'elle vous attribue, & il sera nécessaire que la Loi vienne étayer votre titre chancelant.

On ne veut pas faire ici injure au sexe, & lui refuser la vertu de la chasteté. On dira que la vertu peut regner parmi les femmes, mais on dira aussi que le vice y peut établir son empire; & cette possibilité suffit pour rendre la paternité douteuse & incertaine. On ne veut dire que cela, sans vouloir donner aucune prise à la satire. On ajoutera même, que la chasteté, si rare parmi les hommes du monde, est très-commune parmi les femmes.

On ne peut trop admirer la sagesse du Législateur, qui, dans une matière aussi ténébreuse, a voulu fixer les esprits; c'est une foible lueur, qu'elle nous donne dans une nuit si profonde, pour nous calmer. Pouffe-t'on les recherches
avant

avant le mariage, comme dans la Cause que je vais rapporter ? le flambeau de la Loi vient encore au secours de la paternité. On sent bien, qu'il ne vous éclaire point & qu'on ne voit goutte; mais la Loi offre à votre aveuglement un objet qu'elle vous dit certain & qu'elle voit pour vous. C'est sur sa foi qu'est fondée votre tranquillité. Fusiez-vous l'homme le plus difficile & le plus ombrageux ? il faut vous rendre. La Cause suivante fournira toutes les raisons qui doivent bannir votre inquiétude.

J'ai cru qu'après avoir traité plusieurs Causes merveilleuses qui ont été jugées en France, je pouvois sortir du Royaume, pour en chercher d'aussi singulieres. Je n'ai pas été fort loin sans trouver ce que je cherchois: l'on m'a fait part d'une Cause jugée il y a quelques années dans le Sénat de Turin, & de tous les Plaidoyers de part & d'autre qui y ont été prononcés.

Je me suis déterminé avec d'autant plus de raison à faire part de cette Cause au public, que les Parties qui l'ont discutée habitent un pays où s'observe le Droit écrit, & que leurs sçavantes Dissertations peuvent nous être utiles. Ce sera un véritable plaisir pour la curiosité de voir la façon avec laquelle d'habiles Avocats étrangers traitent une question d'état.

On présente en cette affaire deux Histoires différentes : mon Lecteur adoptera celle qui lui paroîtra la plus vraisemblable. Le jugement qu'on doit porter de ces deux Histoires, c'est que chaque Partie l'a ajustée au système qu'elle a embrassé. Celui, qui a gagné son Procès paroît le moins suspect.

Voici la premiere Histoire que les Adversaires de la Demoiselle de Sfrondate ont proposée, & qu'ils ont soutenue conforme aux Enquêtes qu'ils ont faites.

Le sieur de Blancary, d'une Noblesse distinguée dans le Piémont, avoit une fille unique, qui avoit les agrémens de son sexe ; c'étoit un parti considérable, elle étoit dans ce degré de beauté d'une fille, où la Bruyere dit qu'un homme d'esprit souhaitoit d'être jusqu'à l'âge de 22. ans, & après cela de redevenir homme.

C'est dans ce tems florissant, qu'elle conçut une passion vive pour le sieur Tauriny, un jeune homme de son rang, son cousin germain, qui en ressentit une pareille. Cette passion fit tant de progrès dans son cœur, que, dans un rendez-vous qu'elle donna à son amant, sa vertu s'endormit dans une mortelle langueur où elle fit naufrage. Elle s'aperçut bientôt des traces que son amant avoit laissées. Accablée des reflexions que sa situation lui inspiroit, elle alla
se

se soulager auprès d'une amie, qui depuis quelques années avoit embrassé l'état Religieux; c'étoit la Dame Marescoti. Elle lui dit en même tems, que son pere lui proposoit un autre parti; c'étoit le sieur de Sfrondate homme de naissance. La Religieuse conseilla à la Demoiselle de Blancary de s'aller jeter aux pieds de son pere, de lui confier son Avanture, & de ne rien oublier pour l'attendrir; elle lui fit esperer qu'elle réussiroit dans cette démarche, parceque le parti étoit sortable. Soit que la Demoiselle de Blancary suivit ce conseil, ou que, n'osant pas le suivre, elle fut résoluë de se livrer à sa destinée, se flattant que son amant s'opposeroit au mariage que son pere lui avoit proposé, elle vint retrouver son amie. Elle lui dit, qu'elle avoit suivi son conseil, mais qu'elle avoit trouvé son pere inflexible, qui lui avoit dit qu'il vouloit absolument tenir la parole qu'il avoit donnée au sieur de Sfrondate. Alors, la Religieuse, qui craignit que la Demoiselle de Blancary n'apportat à son mari des preuves parlantes de la tendresse de son amant, & qui vit que le tems étoit précieux pour l'honneur de son amie qui ne se marieroit jamais assez tôt, oublia qu'elle étoit Religieuse, & lui donna un conseil d'une personne du monde; car elle lui dit, que la facilité qu'elle devoit avoir pour le sieur de Sfrondate devoit

prévenir la bénédiction nuptiale. Il y a apparence, qu'elle ne suivit pas ce conseil. Victime de la honte & de l'obéissance, elle épousa le fleur de Sfrondate. Le mariage fut célébré le premier Avril 1700. dans une terre du pere, qui, après quelques jours, retourna à Turin.

La Fontaine dit que rien n'est plus clair-voyant, que l'œil d'un amant : je dirois l'œil d'un mari jaloux, sensible à son honneur.

*Dos est
magna
parentium
Virtus, &
metuens
alterius vi-
ci certa fo-
dere casti-
tas.*

Le fleur de Sfrondate, qui crut d'abord que sa femme lui avoit apporté cette dot précieuse, sans laquelle tous les biens sont méprisables, fut bientôt desabusé. Il décrouvrit même, qu'elle avoit le gage de l'amour d'un précurseur de son mariage. Il lui fit part de sa découverte, & la pressa de lui dire le nom de son seducteur; l'assurant avec transport, qu'il ne l'en aimeroit pas moins. Commandée par sa honte & ses remords, elle lui avoua tout le mystere amoureux, le fruit du mystere, & le nom de l'acteur; &, quand il eut arraché son secret, il la quitta brusquement. Il étoit dans une de ses terres qui est dans le Querasque, & partit pour Turin le 18. ou le 20. Avril; son épouse le suivit.

Une seconde scene plus terrible, & aussi humiliante, se passa dans la maison du pere. Son gendre l'informa de son mal-

malheur ; il eut même la dureté de contraindre son épouse à avouer sa foiblesse. Le pere se livre à son désespoir ; & , non content des reproches & des injures , insensible aux larmes & au repentir de sa fille , il veut se porter aux dernières extrémités contre elle. La générosité du sieur de Sfrondate se reveilla ; il sauva son épouse de la fureur du sieur de Blancary , il opposa les droits & le pouvoir du mari à la violence & à l'impétuosité du pere. Cependant , la première résolution fut de mettre la fille dans un lieu où elle pleurerait sa faute le reste de sa vie.

Mais le sieur de Sfrondate , ayant eu quelques heures pour réfléchir sur les inconvéniens de ce parti , écrivit le même jour à dix heures du soir un billet au sieur de Blancary , par lequel il le prioit de ne parler de rien qu'il ne l'eut vû ; & le lendemain matin il déclara qu'il vouloit garder sa femme. Il demanda seulement qu'on lui donnât la satisfaction de ne pas avouer un enfant qui n'étoit pas de lui. Il est aisé de concevoir que le sieur de Blancary ne rejetta pas une proposition si raisonnable. On regla les expédiens pour cacher la naissance prématurée de l'enfant. Cependant , le calme dura peu. Le sieur de Sfrondate partit précipitamment de Turin , son épouse courut après lui , elle le joignit dans un village à deux lieues de là ; il la

reçut avec désagrément, il ne la pouvoit souffrir. Ils se séparèrent de concert; le mari alla à une de ses terres, la femme se retira à une terre de son pere. Le sieur de Sfrondate exigea toujours, comme une condition inséparable du raccommodement qu'il avoit promis, que jamais il n'entendrait parler de l'enfant qui devoit naître; il vouloit même que les couches se fissent à Milan ou à Pavie. On lui fit connoître l'inconvénient de ces voyages, qui ne servent souvent qu'à déconcerter les mesures les plus secretes. Il se livra à la prudence du sieur de Blancary, & le laissa maître de la conduite de cette intrigue.

Soit que le chagrin peint sur le visage du sieur de Sfrondate, & l'éclat qu'il fit dans la maison de son beau-pere, & l'homme mécontent qu'il continua d'offrir aux yeux de tout le monde, & les brouilleries si peu ordinaires dans les premiers mois d'un mariage qui avoit paru si convenable, où les époux cherchent à s'approcher, fissent naître des soupçons, soit que l'indiscrétion de quelqu'une des parties intéressées eut laissé pénétrer le mystere, l'Avanture étoit presque publique, & faisoit l'entretien des compagnies. Un voyage auroit tout découvert; on n'embrassa point ce parti.

Le sieur de Blancary vers le tems des
cou.

couches emmena sa fille à une de ses terres où il avoit un Château qui étoit dans un desert. La Dame de Sfrondate seule, abandonnée de son mari & de son pere, sans domestiques, assistée seulement d'une Demoiselle à qui elle avoit fait confiance de son malheureux état, d'une pauvre femme de Turin sa marraine, & d'une nommée Acosta, personnes qu'elle assembla; aux termes de neuf mois de sa grossesse, elle accoucha la nuit du 6. au 7. Septembre 1700. d'une fille, qui fut portée dans un panier dans une Paroisse étrangere & éloignée de cinq à six lieues de Turin, nommé Pontaloné : elle y fut baptisée le 8. Octobre. Voici les termes de l'Extrait Baptistaire : *J'ai baptisé une enfant trouvée nommé Catherine, de laquelle on n'a pas voulu reveler les parens.* Signé, Gourgone, Vicaire.

Le sieur de Blancary fit en même tems courir le bruit que sa fille s'étoit blessée, & qu'elle étoit accouchée à six mois d'un enfant mort. Il en parle ainsi à ses amis, l'écrivit même au sieur de Sfrondate, non pas pour le tromper; car, il n'a point affecté de lui cacher que cette enfant fut vivante: mais, pour le confirmer dans la parole qu'il lui avoit donnée qu'il n'en entendroit jamais parler; il prit en même tems des mesures d'humanité pour la nourriture de cette malheureuse fille, & de prudence

pour cacher son état, & satisfaire à ce qu'il devoit à la Dame de Sfrondate. Au reste, c'est à la charité seule du sieur de Blancary, que cette fille fut redevable de sa conservation; car, il est prouvé que le sieur & la dame de Sfrondate étoient convenus de l'exposer dans la campagne, à la ported'une Eglise. L'enfant baptisée fut transportée dans le Milanois, elle y passa dans deux ou trois habitations différentes, de-là elle fut transferée à Turin; on l'y perd de vue, mais elle fut toujours placée entre les mains de personnes obscures & de la lie du peuple, afin qu'elle fut inconnue toute sa vie au public & à elle-même.

Cependant, le sieur de Sfrondate étoit en proie à la douleur; il y avoit un violent combat dans son cœur entre son honneur véritable qui consiste dans l'idée que notre propre conscience nous offre, & l'honneur qui consiste dans l'idée du monde. Souvent ces honneurs ne s'accordent pas. Le sieur de Sfrondate résolut enfin de tout sacrifier à l'honneur du monde. D'abord, il demeura plusieurs mois après l'accouchement, sans vouloir entendre parler de sa femme. Il la fuyoit, il ne s'informoit pas même de ses nouvelles. Cette Dame, dont le cœur étoit plongé dans un noir chagrin, prit enfin le parti de lui écrire, que s'il persistoit dans cet éloignement, au péril de faire é-

clater

clater son infortune, elle alloit se jeter dans un Couvent.

Que l'on se figure toutes les pensées tristes, qui assiegent une personne déshonorée, & qui percent son ame de mille pointes. Y a-t'il une situation plus douloureuse? Elle est toujours prête à se jeter dans les bras du désespoir.

Le sieur de Sfrondate, plus sensible à son intérêt qu'aux menaces de son épouse & à la crainte que sa honte ne fut divulguée, se réconcilia avec cette Dame. Elle étoit la seule héritière d'une Maison opulente: c'étoit un grand charme pour endormir les chagrins de l'époux, & un moyen pour préserver la femme d'un divorce éternel. Aussi depuis cette réconciliation intéressée, le public n'a rien connu dans le procédé du sieur de Sfrondate qui marquat qu'il se souvint du passé. L'intérieur & la vie domestique n'étoient pas aussi calmes.

Le sieur de Blancary faisoit élever dans l'obscurité l'enfant de scandale, dans la vue de l'enfermer pour toujours dans quelque Communauté, aussitôt qu'elle auroit atteint un âge raisonnable; mais, la mort prématurée de la Dame de Sfrondate; arrivée le 17. Novembre 1703. par les accidens d'une couche, & l'amour de l'intérêt dans le sieur de Sfrondate, rompirent toutes les mesu-

res,

res, que la sagesse, la prudence, & la gloire du sieur de Blancary lui avoient fait prendre pour cacher cette enfant de tenebres, & mettre à couvert l'honneur de sa famille.

La Dame de Sfrondate n'avoit point laissé d'enfans de son mariage : dans les premiers instans de la feinte douleur que le sieur de Sfrondate exprimoit sur la perte de son épouse, il disoit à tout le monde, que ce qui redoubloit son affliction & son malheur, c'étoit de n'avoir point d'enfant.

Qui auroit pensé qu'un homme de sa condition eut été capable d'adopter un enfant illégitime, & d'entreprendre de donner pour héritière à une famille illustre une fille de séduction qu'il avoit désavouée & proscrite avant qu'elle eut vû la lumiere, & dont il avoit demandé l'éloignement éternel avec tant de raison ?

Mais, que ne sacrifie-t'on point à l'idole de l'intérêt ? Il falloit rendre la dot, il falloit renoncer à l'espérance de jouir des grands biens du sieur de Blancary. Ces motifs l'emportèrent sur le parti que le sieur de Sfrondate avoit pris pour conserver son honneur, la gloire de son beau-pere, & son propre repos. Il ne craint plus l'éclat de cette Histoire scandaleuse que l'on avoit tâché d'ensevelir dans l'oubli, en dépayfant la petite fille par le changement de plusieurs

sieurs habitations. Il veut tirer du néant une enfant, dont la naissance inconnue à tout le monde, & dont l'éducation abandonnée, prouvoit assez l'il-légitimité: quelle entreprise!

Le sieur de Sfrondate, à qui on n'avoit pas dissimulé que l'enfant vivoit, la fait chercher par-tout. Le sieur de Blancary averti, & que la vérité & la justice animoient contre un dessein si extraordinaire, si injuste, & si préjudiciable à sa famille, prend des mesures pour la mieux cacher; mais, le sieur de Sfrondate fut mieux servi. Il enleva une petite fille, qu'on lui dit être celle qu'il cherchoit. Il la fit porter chez lui, & demanda Acte, par une Requête qu'il présenta aux premiers Juges, de ce qu'il reconnoissoit cette fille.

On dit que le Démon, qu'on n'a dore plus sous la figure des Dieux du Paganisme, est adoré parmi les Chrétiens sous la forme du Dieu de l'intérêt.

Il fit plus; il fit entendre, en vertu d'une Ordonnance du même Tribunal, quinze Témoins dans une Enquête, au mois de Décembre 1703. & en Février 1704.

Le sieur de Blancary tolera ce qu'il avoit inutilement tenté d'empêcher.

Quel parti prendre pour un pere? S'opposer à l'injustice & à l'indignité des démarches du sieur de Sfrondate, c'étoit publier le déshonneur de sa fille: concourir pour la reconnoissance de cette enfant de tenebres, c'étoit récompenser la cupidité du sieur de Sfrondate, couronner l'imposture, & substituer u-

une héritière illégitime à la place des héritiers naturels. Les grandes afflictions sont muettes, le sieur de Blancary garda le silence, ou, s'il parla, ce ne fut qu'un langage d'indignation: *Qu'il se la garde*, dit-il; *qu'il offense la Nature & la Religion*. Mais ses sentimens n'ont point été équivoques, sa conduite le justifie. Il cessa de voir le sieur de Sfrondate, il le bannit pour toujours de sa maison, & il rompit tout commerce avec lui. Il fit plus; il dressa lui-même les Mémoires sur lesquels il voulut que ses héritiers s'opposassent à l'entreprise du sieur de Sfrondate, en cas qu'il y perseverat.

Le Mémoire écrit de la main du sieur de Blancary a été reconnu, il est au procès; l'Histoire, que nous avons racontée, y est décrite.

On peut dire, qu'il porta encore plus loin sa précaution, puisque, par son Testament olographe, ouvrage de sa dernière volonté, il disposa de ses biens, non seulement sans faire aucune mention de cette enfant supposée, mais encore en déclarant que sa fille étoit morte sans enfans.

Cependant, le sieur de Blancary étant tombé malade sur la fin de l'année 1709, & sa maladie ayant paru mortelle au commencement de l'année 1710, le sieur de Sfrondate, qui suivoit toujours ses vues, & qui pensoit qu'une reconci-
liation

liation publique avec son beau-pere courronneroit l'ouvrage de son imagination, tenta les voyes de se rapprocher. Il n'y trouva aucun obstacle de la part du sieur Contariny *. Au contraire, dans une visite que l'Evêque de Turin rendit au sieur de Blancary, le sieur Contariny parla lui-même à ce Prélat pour ménager cette entrevue. Le Confesseur du sieur de Blancary (c'étoit un Car-me Déchauffé) regardoit aussi ce retour comme le chef-d'œuvre de son habileté : il est aisé de comprendre, qu'il ne s'oublia pas pour rendre service au sieur de Sfrondate, homme considéré par sa naissance.

Ainsi, le sieur de Blancary, touché des sentimens de religion que les approches de la mort rendoient encore plus vifs, plein du Dieu qu'il venoit de recevoir dans le saint Viatique, fit approcher son gendre. Sur le champ le sieur de Sfrondate, prosterné aux pieds de son beau-pere, s'attendrit, pleura, & parla en présence de plusieurs personnes. Voici de quelle maniere son humiliation fut reçue : *Je vous pardonne en Dieu*, dit le sieur de Blancary, *mais je ne vous pardonne pas le tort que vous voulez faire à ma famille. Dieu nous jugera tous deux : je vous adjourne sur cela devant lui ; allez, je n'ai plus rien à vous dire.*

Quelles paroles terribles d'un homme
mou;

mourant ! Il donne au Christianisme , il donne à Dieu même , le pardon & l'oubli des injures. *Je vous pardonne en Dieu.* Mais , il s'élève contre l'injustice , il n'étoit pas le maître de la remettre. La Religion ne souffre point d'Imposture , & ne permet point qu'on entreprenne sur le bien d'autrui. *Je ne vous pardonne pas le tort que vous voulez faire à ma famille ,* en supposant une héritière illégitime , pour frustrer les héritiers naturels : vous sçavez la vérité vous même ; ma fille en votre présence me l'avoit révélée. C'est pour satisfaire à votre juste prière , que j'avois pros crit ce fruit de séduction. *Dieu nous jugera tous deux : je vous adjourne sur cela devant lui.* Vous implorerez inutilement le secours des Loix humaines : quand elles seroient impuissantes , pour percer le mystère d'iniquité , la justice de Dieu ne se trompe point , & ne peut être trompée. Tout est dévoilé à ses yeux. *Dieu nous jugera : allez , je n'ai plus rien à vous dire.* J'ai rempli les devoirs du Christianisme : satisfaites à ceux de l'équité.

Ajoutons , que le Confesseur , dans le dessein de favoriser le sieur de Sfrondate , insista : *Mais , Monsieur , dit-il , quant à Dieu vous pardonnez , vous mettez bien tout aux pieds de la Croix.* Alors , le sieur de Blancary tournant la tête répondit : *Eh ! mon Pere , finissez ; ne m'en demandez pas davantage.*

C'est

C'est ainsi que le sieur de Blancary se reconcilia avec son gendre; il est mort dans ces sentimens: son testament porte encore témoignage, qu'il a toujours perseveré, & qu'il s'est toujours élevé contre la supposition.

On voit dans ce Récit qu'on a blanchi le sieur de Blancary en noircissant le sieur de Sfrondate; mais le sieur de Blancary n'y gagne rien, on a fait au procès un Récit opposé, où on le noircit en blanchissant le sieur de Sfrondate. Chaque Partie ajuste son système à sa cause, souvent aux dépens de la Vérité. Si on ne l'altère pas entierement, on lui fait de grandes violences. Au moins on la supprime, quand elle est désavantageuse; quand on ne le peut pas, on l'extenue, on l'affoiblit, elle n'est plus la même: tel est l'Art de l'Orateur. Ainsi, il faut se défier de l'Histoire qu'on vient de raconter; il faut la recevoir en doutant si elle est véritable ou romanesque dans plusieurs circonstances. J'ai crû qu'on seroit bien aise de voir comme le Défenseur de la Demoiselle de Sfrondate a présenté l'Histoire de sa Cause. Au risque d'user de redites, on verra que plusieurs faits des Récits sont les mêmes, mais on en verra aussi plusieurs sous une face différente. Je me flate que cette variété fera plaisir. Jusques ici, dans les Causes de ce Recueil, je n'ai point rapporté les différens Récits des Parties.

J'ai cherché la vérité dans les deux narrations & les différentes circonstances qui y sont éparfes. J'ai fait un tout, dont j'ai composé mon Histoire ; mais dans cette Cause la grande disparité des faits, que chaque Partie a mis en œuvre, fait le tissu de deux Histoires qui ne se ressemblent point. Je n'ai pu résister à la tentation de faire part de deux Récits si différens. N'ayant pas rencontré encore dans aucun Procès une telle différence, elle m'a paru curieuse ; elle donnera lieu aux plaintes que l'on fera sur la destinée de la Vérité maltraitée par l'un ou l'autre Orateur. Voici comme a parlé le sieur Bareti , Défenseur de la Demoiselle de Sfrondate. Il y a quelque fondement de dire , que la Vérité parle pour lui , à cause du succès favorable qu'il a eu.

Il faut effuyer le Récit de plusieurs circonstances qui paroissent legeres , mais qui sont importantes dans une telle Cause ; c'est un sacrifice qu'il faut faire à la Recherche de la Vérité.

Au mois de Janvier de l'année 1700. le Sieur de Sfrondate rechercha en mariage la Demoiselle Marie-Anne de Blancary , fille unique du sieur de Blancary.

Le sieur de Sfrondate joignoit aux avantages de la naissance & de la fortune toutes les qualités personnelles convenables

bles à un homme de sa condition. L'on juge aisément qu'un parti aussi considérable fut écouté avec plaisir par le sieur de Blancary, & en effet le mariage fut arrêté dans le même tems que les propositions en furent faites.

Le Contrat ne put être signé que le 19. Mars suivant; la Dame de Blancary y apportoit de jour en jour des difficultés, qu'on ne put vaincre plutôt, & qui suspendirent encore le mariage jusqu'au premier Avril 1700. qu'il fut enfin célébré de son consentement dans une maison de campagne du sieur de Blancary.

Les époux revenus à Turin, la Dame de Sfrondate fit paroître peu de tems après son retour les premiers signes de grossesse. Les fréquentes incommodités, qui en furent la suite, engagèrent le sieur de Blancary son pere de l'emmenner au commencement des vacances dans son Château de Marisy, où tous les ans dans cette saison le plaisir des vandanges l'attiroit. Il se flattoit que l'air de la campagne apporteroit quelque soulagement à la Dame de Sfrondate.

Sur la fin du mois de Septembre, la Dame de Sfrondate se laissa tomber sur un escalier de pierre qui conduisoit dans son appartement *; la chute fut si violente, qu'elle resta un tems assez considérable dans un évanouissement.

La déposition du second témoin de

l'Enquête
de la Da-
me Conta-
riny rap-
porte ce
fait.

L'Intendant du sieur de Blancary accourut au bruit, il appella la Gouvernante du Château de Marisy, l'un & l'autre prêterent à la Dame de Sfrondate les secours dont on se sert communément pour rappeler les sens d'une personne évanouie. Ils la porterent dans son lit.

Le sieur de Blancary étoit pour lors dans une de ses Fermes, à son retour il apprit cet accident. Balancé entre l'espérance & la crainte, il prit le parti de n'en rien écrire au sieur de Sfrondate. Mais pour être plus à portée des secours dont sa fille pourroit avoir besoin s'il arrivoit quelques suites facheuses, il la fait transporter dans son Château de Scarampo qu'il avoit à une lieue de Marisy sur le chemin de Turin; il prit même la précaution d'y faire venir une Demoiselle de ses voisines nommée la Demoiselle Paulo, une autre femme appelée Jeanne Baroti qui l'avoit servi autrefois, & qui étoit marraine de la Dame de Sfrondate, & la femme d'un nommé Acoſta qui faisoit la régie de ses Terres. La Dame de Sfrondate garda de son côté toutes les précautions dont les femmes enceintes usent ordinairement pour prévenir les suites d'une chute, mais elles ne purent la garantir d'un accouchement prématuré.

Le 7. Octobre 1700. sur les six heu-

res

res du matin, après les neuf jours de la chute, elle accoucha de la Demoiselle de Sfrondate, dont on conteste aujourd'hui l'état légitime, en présence du sieur de Blancary & des trois femmes dont on vient de parler. Elle eut à peine donné le jour à cette fille infortunée, qu'une perte de sang la mit tout d'un coup aux portes du tombeau.

De toutes les passions qui corrompent le cœur humain, l'avarice est la plus séduisante ; elle engage quelquefois les hommes les plus vertueux en apparence dans des injustices affreuses, dont elle a l'art de leur cacher la noirceur, & qu'elle leur fait même regarder comme des actions innocentes, pour les soustraire à la voix secrète des remords. On va juger des effets de cette passion par les injustes entreprises, qu'elle dicta au sieur de Blancary, & qui font aujourd'hui tous les malheurs de la Demoiselle de Sfrondate.

Le sieur de Blancary attendoit les derniers soupirs de la Dame Sfrondate sa fille unique. Il ne pouvoit compter sur l'enfant prématurée qu'elle lui laissoit ; mais cette enfant pouvoit vivre assez longtems pour survivre à sa mere, & dans ce cas le sieur Sfrondate héritoit de sa fille, dont la mere avoit eu en dot cent mille livres. Voici les odieuses

pratiques, que le sieur de Blancary, qui envisageoit déjà la succession de sa petite fille comme une succession ouverte, mit en usage pour priver d'avance le sieur de Sfrondate de la légitime que la loi lui accordoit.

Il écrivit d'abord au sieur de Sfrondate, qui étoit dans une de ses Terres, qu'une chute inopinée avoit précipité les couches de la Dame de Sfrondate, & qu'elle étoit accouchée d'un enfant mort (a). Mais il eut soin de lui cacher l'état dangereux où elle étoit, dans la crainte qu'il eut que le sieur de Sfrondate ne vint au Château où étoit sa femme, & n'apportât par sa présence quelque obstacle au projet qu'il avoit médité. Il chargea son Intendant de porter sa lettre en toute diligence au sieur de Sfrondate, & de prendre garde aux sentimens qu'il feroit paroître en la lisant.

Le domestique obéit fidelement aux ordres de son maître; il rendit la lettre au sieur de Sfrondate, & il revint le lendemain à Scarampo, & dit au sieur de Blancary que le sieur de Sfrondate avoit marqué beaucoup de chagrin de l'accident qui étoit arrivé à la Dame de Sfrondate, mais qu'il avoit paru se consoler,

(a) La Dame Contariny convient de cette Lettre. C'est la nièce du sieur de Blancary, qu'il a instituée son héritière testamentaire.

foler, parce qu'il n'y avoit rien à craindre pour ses jours (b).

Le sieur de Blancary, content du succès de ce double mensonge, qui ne lui faisoit point craindre la présence du sieur de Sfrondate, ne pensa plus qu'à écarter la Demoiselle de Sfrondate sa petite fille. Il n'avoit avec lui dans son Château, pour témoins des couches de la Dame de Sfrondate, que les trois femmes qu'il y avoit appellées: la Demoiselle Paulo, & Marguerite Ricoty femme d'Acosta, & Jeanne Baroti, la marraine de la Dame de Sfrondate. Il leur fit connoître l'intérêt qu'il avoit de publier la mort de sa petite fille; il leur fit promettre le secret, & les instruisit du dessein qu'il avoit formé. Il donna même à la dernière l'argent qu'il faloit pour l'exécuter.

Affuré de la fidélité de ces trois personnes, il alla dans son Château de Marisy. Il y fut à peine arrivé, qu'il donna ordre à son valet de s'en retourner sur ses pas à Scarampo, & de faire tout ce que la Demoiselle Paulo exigeroit de lui.

La Demoiselle Paulo attendit la nuit pour l'exécution du dessein du sieur de Blancary. Quand elle crut que ses dé-

mar-

(b) Ce fait prouvé par la déposition de l'Intendant, second témoin de l'Enquête de la Dame Carriany.

marches ne pourroient être découvertes de personne, elle fit monter le valet & Marguerit Ricoty sur un des chevaux du sieur de Blancary; elle leur mit entre les mains un panier dans lequel elle avoit enfermé la Demoiselle de Sfrondate. Elle donna ordre au valet de suivre Marguerite Ricoty, & de revenir à Scarampo dès qu'il auroit remis la Demoiselle de Sfrondate entre les mains d'Acosta.

Le valet arriva entre sept à huit heures du soir à Pontaloné, il donna à Acosta le panier dans lequel la Demoiselle de Sfrondate étoit enfermée: il remonta aussitôt à cheval, & fut droit à Marisy rendre compte de son voyage au sieur de Blancary.

Acosta, informé par sa femme des desseins du sieur de Blancary, alla trouver le sieur Gourgone, Vicaire de Pontaloné, pour sçavoir de lui s'il voudroit bien baptiser un enfant dont il étoit important de ne point découvrir les parens? Ce Vicaire peu scrupuleux promit sur les neuf heures du soir de faire ce qu'on vouloit. Acosta choisit pour parrain Jacques Inamorato, & pour marraine Catherine Cornety. La Demoiselle de Sfrondate fut portée sur les neuf heures du soir du 8. Octobre dans l'Eglise de Pontaloné; elle y fut baptisée par le sieur Gourgone, qui dressa l'Extrait Baptistaire en ces termes: *Le*
huit

huit Octobre 1700. j'ai baptisé une enfant trouvée, nommée Catherine, dont on n'a point voulu reveler les parens.

Au retour du Baptême, Acoſta la remit entre les mains d'une nourrice nommée Marie Cavallero, Fermiere du lieu de la Grange, à un quart de lieue de Pontaloné. Elle ne reſta chez cette premiere nourrice qu'environ trois ou quatre ſemaines. Acoſta, Agent du ſieur de Blancary ſ'apperçut que cette nourrice, preſſée par la Dame dont elle étoit Fermiere, vouloit porter trop loin ſa curioſité, il prit des meſures pour mettre la Demoiselle de Sfrondate dans un endroit plus éloigné.

Il écrivit à un de ſes oncles, Chirurgien dans le Bourg de S. Albino dans le Duché de Mautoue, de ſe rendre inceſſamment à Pontaloné pour une affaire importante qui l'intéreſſoit. Ce Chirurgien ſ'y étant rendu quelques jours après, Acoſta, qui avoit ordre du ſieur de Blancary de cacher la naiſſance de la Demoiselle de Sfrondate, fit entendre à ſon oncle, qu'il avoit abuſé d'une jeune fille de quinze à ſeize ans, & que de leur commerce il étoit né une fille qu'il vouloit faire nourrir ſecretement. Il fit paſſer la Demoiselle de Sfrondate pour le fruit de ſa débauche, & il pria le Chirurgien de lui chercher promptement une nourrice à S. Albino.

Le Chirurgien promet à son neveu , qu'un certain jour qu'il lui marqua , il se rendroit au port S. Bonifacio avec une nourrice , & il s'en retourna à S. Albino. Il y arrêta une nourrice avec laquelle il se rendit à S. Bonifacio dans le jour marqué. Acoſta de ſon côté ſ'embarqua avec la Demoifelle de Sfrondate dans une barque conduite par le Batelier de la Patache de Pontaloné , & le Matelot , qui le conduifirent au port S. Bonifacio. Il y trouva le Chirurgien qui l'attendoit depuis une heure , il lui remit la Demoifelle de Sfrondate. Il donna d'avance à la nourrice qui étoit avec ſon oncle dix-huit livres pour le premier terme , après quoi il ſ'embarqua & revint à Pontaloné , d'où il écrivit au ſieur de Blancary ce qu'il avoit fait.

La Demoifelle de Sfrondate reſta neuf mois chez cette nourrice. Le ſieur de Blancary envoyoit de tems en tems à Acoſta l'argent néceſſaire pour le payement des nourritures. Acoſta le faiſoit tenir au Chirurgien , qui prenoit le ſoin de les payer.

Cette nourrice ſ'étant trouvée groſſe , le Chirurgien retira la Demoifelle de Sfrondate d'entre les mains , & la garda dans ſa maiſon pendant ſept mois ; il la nourrit d'abord avec du lait de chevre & du ſucré , & enfuite il la ſevra.

Ces ſept mois à peine expirez , le
ſieur

sieur de Blancary , qui étoit toujours agité par la crainte qu'il avoit que le sieur de Sfrondate ne vint à être informé du sort de la Demoiselle de Sfrondate , ne voulut pas risquer de la laisser si long-tems dans un même endroit : il écrivit à Acoſta son agent de la transporter à Turin , & il lui fit un détail de toutes les précautions qu'il falloit prendre pour n'être pas découvert.

Acoſta ſur ces ordres ſe rendit un ſoir à S. Albino , il paya les nourritures qui étoient dues au Chirurgien ſon oncle , & il prit entre ſes bras la Demoiselle de Sfrondate , qui pouvoit avoir alors 17 mois. Le Chirurgien l'accompagna juſques au chemin qui conduit à Marſaglia *, Bourg près de Pignerol dans le chemin de Turin.

De Marſaglia , Acoſta alla à Plaſſaco où le Matelot , qui l'avoit déjà conduit lors du voyage de Pontaloné à S. Albino , l'attendoit avec une barque. Ils s'embarquerent à la pointe du jour , & ils arriverent la nuit ſuivante à Turin. Ils prirent la Demoiselle de Sfrondate entre leurs bras , & ils la porterent ſur les trois heures du matin devant la porte de l'Egliſe Cathédrale , où ils avoient ordre de s'arrêter.

Le ſieur de Blancary avoit pris ſes meſures de ſon côté Il avoit chargé Jeanne Baroty , un des témoins des couches de la Dame de Sfrondate , de chercher

* Bourg
fameux par
un fan-
glant Com-
bat entre
l'Armée de
France
comman-
dée par le
Maréchal
de Catinat,
& celle du
Duc de Sa-
voye qui
fut entiè-
rement dé-
faite en

1693.

cher dans le quartier le plus reculé de la ville de Turin, quelque femme d'Artisan, qui voulut bien prendre la Demoiselle de Sfrondate en pension.

Jeanne Baroty, par tendresse pour l'enfant d'une Dame qu'elle avoit eu l'honneur de tenir sur les fonds de baptême, convint avec son mari de garder la Demoiselle de Sfrondate dans leur maison, & de faire accroire au sieur de Blancary qu'elle avoit trouvé une personne qui vouloit bien s'en charger pour une certaine somme; elle hazarda ce projet, le sieur de Blancary le crut facilement. Il lui dit d'aller le lendemain sur les trois heures du matin devant l'Eglise Cathédrale; que là elle trouveroit deux hommes (c'étoient Acofta & le Matelot) qui lui diroient *qui vive?* Qu'à ce mot du guet, elle leur répondroit *c'est moi*, & leur montreroit en même tems une sonde qu'il lui donna pour servir de signal, & que sur la représentation de cette sonde, ces deux hommes lui remettroient entre les mains la Demoiselle de Sfrondate.

Jeanne Baroty s'y rendit le lendemain à l'heure qui lui avoit été marquée, elle attendit jusqu'à six heures du matin sans voir paroître les deux hommes dont le sieur de Blancary lui avoit parlé. Elle alla toute allarmée en informer le sieur de Blancary, qui lui dit qu'apparemment le Po ne s'étoit pas trouvé propre pour
faire

faire le voyage de S. Albino à Turin; qu'elle n'avoit qu'à retourner le lendemain à huit heures devant la même Eglise, & qu'indubitablement elle y trouveroit les deux hommes. Jeanne Baroty ne manqua pas de s'y rendre, elle y trouva en effet ces deux hommes, dont l'un portoit sur les bras la Demoiselle de Sfrondate. Les cérémonies faites, le mot du guet prononcé, la fonde représentée, Acoffa lui remit la Demoiselle de Sfrondate.

Cette malheureuse Demoiselle fut à peine neuf mois chez Jeanne Baroty, que l'inquiétude se saisit encore du sieur de Blancary son ayeul. Il s'imaginoit, que de la mettre, tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre, c'étoit le vrai secret de cacher sa naissance. Rempli de cette idée, il pria la Demoiselle Paulo de s'informer dans un autre quartier d'un endroit où il pût faire élever secrètement la Demoiselle de Sfrondate.

La Demoiselle Paulo par l'entremise d'un Cordelier s'adressa à la femme d'un nommé Grignety, Couvreur, qui accepta la proposition qu'elle lui fit. Elle alla de là chez Jeanne Baroty, elle lui donna ordre de porter le lendemain, sur les cinq heures du matin, la Demoiselle de Sfrondate dans la maison de la Grignety.

Jeanne Baroty & son mari n'obéirent
qu'à

qu'à regret : ils remirent au mois d'Octobre 1702, la Demoiselle de Sfrondate entre les mains de la Grignety qui en a pris soin pendant treize mois entiers.

Telle est l'Histoire des dépaysemens de Mademoiselle de Sfrondate, & des inquiétudes du sieur de Blancary sur sa destinée. Les différens séjours qu'elle fit donnent à cette Histoire un air de roman.

Dans cet intervalle, la Dame de Sfrondate décéda le 17 Novembre 1703, d'une fausse couche, que l'on soupçonna avoir été causée par un événement caché. Elle étoit d'une famille où le sang s'armoit volontiers contre le sang. Le sieur de Sfrondate découvrit ses soupçons à deux Sénateurs de ses amis, qui lui conseillèrent de faire ouvrir le corps de la Dame de Sfrondate, & de faire arrêter un petit laquais qui avoit prêté sa main pour faire le coup.

Le sieur de Sfrondate, par un ménagement indiscret, ne voulut pas déferer aux conseils des deux Magistrats auxquels il avoit ouvert son cœur : il prit le parti du silence ; mais, ce silence ne fut pas si bien gardé dans la ville de Turin, puisqu'il s'y répandit des bruits peu avantageux pour celui sur lequel le soupçon tomboit.

Le sieur de Sfrondate fit éclater dans les premiers jours le chagrin qu'il avoit de perdre une femme aimable, qui ne
lui

lui laissoit aucun gage de son amour; il ignoroit alors l'existence de la Demoiselle de Sfrondate sa fille. Il ne resta pas long tems dans son erreur, il apprit environ quatre jours après la mort de sa femme, que la fille dont elle étoit accouchée le 7 Octobre 1700, & dont le sieur de Blancary lui avoit écrit la mort, étoit vivante, & qu'elle étoit même élevée par les soins de cet ayeul injuste dans la ville de Turin. Ce secret, que le sieur de Blancary avoit si fort recommandé aux trois personnes, qui avoient été les seuls témoins des couches de la Dame de Sfrondate, échappa à Jeanne Baroti. Elle le découvrit au sieur de Sfrondate, sans pouvoir lui dire précisément l'endroit où étoit nourrie la Demoiselle de Sfrondate, parce que la Grignety étoit délogée. Il est facile de se représenter la surprise, & en même tems l'indignation, que le sieur de Sfrondate conçut contre le sieur de Blancary. Ses premiers mouvemens le porterent à rendre ses plaintes publiques; mais, réflexion faite, que s'il agissoit ouvertement, il couroit le risque de perdre sa fille; aidé d'ailleurs des conseils des deux mêmes Magistrats qu'il n'avoit pas voulu croire au sujet du conseil qu'ils lui avoient donné après la mort de la Dame de Sfrondate, il jugea plus à propos de faire des per-
qui;

quisitions secretes, & de s'assurer de sa fille avant d'éclater.

Le sieur de Blancary fut bientôt informé des perquisitions du sieur de Sfrondate. La honte & le désespoir lui inspirerent d'abord le dessein de prévenir les recherches du sieur de Sfrondate en éloignant de Turin la Demoiselle de Sfrondate. Mais, le reproche secret de sa conscience, la tendresse qui seveille facilement dans le cœur d'un ayeul, se revolterent tout à la fois contre ce dessein barbare, & porterent le sieur de Blancary à rendre la justice qu'il devoit à sa petite fille, en la faisant remettre lui-même au sieur de Sfrondate.

Il envoya de grand matin son Secrétaire prier de sa part le sieur Cesarini, Sénateur, son cousin germain, de vouloir bien se rendre sur le champ dans sa maison. Le sieur Cesarini étant arrivé, le sieur de Blancary lui dit, que le sieur de Sfrondate avoit découvert une petite fille ; que par des raisons secretes il l'avoit tenue cachée jusqu'alors ; qu'il lui étoit important, qu'il ne la tint pas d'une autre main que de la sienne ; il pria le sieur Cesarini de la présenter lui-même au sieur de Sfrondate.

La Demoiselle Paulo étoit présente à cette conversation, elle se chargea du soin de conduire la Demoiselle de Sfron-

Sfrondate dans la maison du sieur Cesarini , & elle alla aussitôt au Couvent des Cordeliers où la Grignety lui avoit promis de lui rendre la Demoiselle de Sfrondate. Le sieur Cesarini monta dans le carosse du sieur de Blancary dans le dessein d'aller chez le sieur de Sfrondate l'assurer des justes sentimens de son beau-pere.

Dans le moment qu'il se disposoit à sortir, arriva le sieur Piloto, Sénateur, qui venoit de la part du sieur de Sfrondate informer le sieur de Blancary, qu'il avoit découvert l'endroit où sa fille étoit élevée, & quelque juste sujet qu'il eut de se plaindre de lui, il ne vouloit rien faire qui pût lui causer le moindre chagrin.

Le sieur de Blancary, rassuré par un accueil que son injustice ne méritoit point, répondit au sieur Piloto, qu'il étoit au désespoir d'avoir été prévenu par le sieur de Sfrondate. Le sieur Cesarini prit la parole, & assura le sieur Piloto, que depuis deux heures ils conféroient ensemble des mesures qu'ils devoient prendre pour prévenir le sieur de Sfrondate, & qu'il n'étoit monté en carosse que pour exécuter ce dessein.

Après plusieurs autres discours de cette nature, ils convinrent tous trois que la Demoiselle de Sfrondate seroit portée d'abord chez le sieur Cesarini, & qu'ensuite la Demoiselle Paulo la pré-

senteroit au sieur de Sfrondate son pere, de la part du sieur de Blancary.

Le sieur Cesarini & le sieur Piloto allerent de la chez le sieur de Sfrondate, on leur dit qu'il étoit dans la maison de la nommée Grignety, ils s'y transporterent. Le sieur Cesarini adressa la parole au sieur de Sfrondate. Il lui marqua les sentimens du sieur de Blancary, & il lui demanda s'il agréeroit que la Demoiselle de Sfrondate fut conduite dans sa maison. Le sieur de Sfrondate répondit, qu'elle ne pouvoit être dans de meilleures mains.

Dans l'instant arriva la Demoiselle Paulo, elle avoit appris du Cordelier que le sieur de Sfrondate étoit chez la Grignety, elle étoit venue en instruire le sieur de Blancary, qui lui avoit dit d'aller au plutôt chez la Grignety, qu'elle y trouveroit le sieur Piloto & le sieur Cesarini, & qu'elle apprendroit d'eux les paroles qu'ils s'étoient données réciproquement.

Le sieur Cesarini chargea la Demoiselle Paulo de mener la Demoiselle de Sfrondate dans sa Maison. Le sieur de Sfrondate s'en retourna chez lui, & les sieurs Piloto & Cesarini remonterent dans le carrosse du sieur de Blancary. Ils allerent lui rendre compte de la maniere dont le sieur de Sfrondate avoit reçu la satisfaction qu'ils lui a-

voient

voient faite de sa part. Le sieur de Blancary les embrassa l'un & l'autre, & leur fit mille protestations de reconnoissance.

Le sieur Cesarini revint aussitôt dans sa maison, il y trouva la Demoiselle Paulo & la Demoiselle de Sfrondate. Il les retint à dîner avec lui, & ensuite il fit entrer dans sa chaise la Demoiselle Paulo, qui prit sur ses genoux la Demoiselle Sfrondate, & se fit conduire chez le sieur de Sfrondate; elle lui présenta sa fille de la part du sieur de Blancary, de la maniere dont on étoit convenu. Ces faits sont tirés mot à mot des dépositions du sieur Cesarini troisieme témoin de l'Enquête du sieur de Sfrondate, & de la Demoiselle Paulo quatrieme témoin de l'Enquête de la Dame Contariny. Ainsi, la Preuve juridique, sur laquelle cette Histoire est fondée, fait évanouir la Fable de la Partie adverse.

Le sieur de Blancary rendit le lendemain une visite au sieur de Sfrondate, il le pria d'oublier tout ce qui s'étoit passé, & concerterent ensemble de faire une espece d'attestation judiciaire & reconnoissance de la Demoiselle de Sfrondate. Le sieur de Blancary fit même venir exprès de Turin tous les témoins qui l'avoient vûe naître, & qui l'avoient élevée; & cette attestation judiciaire

fut faite devant Messieurs du Sénat de Turin, le 12. Décembre 1703.

Depuis ce tems là, la Demoiselle de Sfrondate a été élevée publiquement dans la maison du sieur de Sfrondate son pere, elle a reçu de lui l'éducation qui convient à une Demoiselle de sa condition : tant que le sieur de Blancary a vécu en bonne intelligence avec le sieur de Sfrondate, il lui a donné toutes les marques de tendresse dont un ayeul est capable, & quelque persécution que le sieur sie Blancary ait souffert à son égard, il n'a pas cessé un moment de la reconnoître. En l'année 1705, l'union qui avoit été jusques là entre le sieur de Blancary & le sieur Sfrondate cessa tout à coup. Le motif, qui la fit cesser, ne fait encore point d'honneur au sieur de Blancary. Il devoit à son gendre une rente de 2000 liv. qui faisoit partie de la dot de la Dame de Sfrondate. Le sieur de Sfrondate, après avoir inutilement épuisé toutes les voyes d'honnêteté sans pouvoir rien tirer du sieur de Blancary, fit saisir entre les mains de ses débiteurs. Voilà le beau sujet qui interrompit le commerce d'union & d'amitié qui avoit toujours été entre le beau-pere & le gendre. La Demoiselle de Sfrondate a été la victime innocente de cette desunion. La tendresse, que son ayeul lui avoit marquée, s'est entière-

tièrement amortie à la vue de l'exploit de saisie. Il n'a pas été possible de le faire revenir de son ressentiment : la Dame Contariny sa nièce a su trouver le secret de l'entretenir dans son aigreur, elle avoit les vûes, elle y a réussi, & l'on va voir tous les artifices dont elle s'est servie.

Au mois de Novembre de l'année 1709, le sieur de Blancary tomba malade. Les Sieur & Dame Contariny ne furent pas plutôt informés de l'état dans lequel il étoit, qu'ils cherchèrent tous les moyens imaginables pour surprendre de lui un testament en leur faveur. Ils commencèrent d'abord par lui rappeler la saisie de 1705, & ils eurent même l'adresse de lui insinuer, que la fille qu'il avoit remise en 1703 au sieur de Sfrondate étoit décédée, & que le sieur de Sfrondate l'avoit fait enterrer sous des noms déguisés, pour en supposer une étrangere.

Cet odieux mensonge ayant trouvé facilement entrée dans le cœur du sieur de Blancary, les Sieur & Dame Contariny, dans le moment le plus vif de son ressentiment, lui présentèrent un testament écrit d'une main étrangere qu'il signa : par ce testament, la Dame Contariny se fait instituer héritiere universelle, & par une disposition aussi bizarre qu'inouïe jusqu'ici, elle se fait donner, tant que de besoin, pouvoir, s'il se

trouvoit d'autres prétendans droits à l'hérédité du sieur de Blancary, de les réduire à la légitime de droit.

Peu de tems après ce testament, le sieur de Blancary tomba dans un état qui ne donna plus d'espérance: les approches d'une mort certaine lui firent ouvrir les yeux sur toutes ses injustices passées. Il appella le Pere *del Cruce* Carme Déchauffé, son Confesseur, il lui marqua qu'il souhaitoit ardemment, avant de mourir, se reconcilier avec le sieur de Sfrondate. Il demanda même plusieurs fois un Notaire.

A ces termes de reconciliation & de Notaire, les Sieur & Dame Contariny jugerent bien que les remords dictoient au sieur de Blancary une révocation du testament qu'ils avoient surpris de lui; & qu'il étoit tems de tout mettre en usage pour en empêcher le coup, ils se rendirent maîtres de la maison & des domestiques du sieur de Blancary.

Ils menacerent le Pere *del Cruce* de le chasser avec indignité, s'il mandoit au sieur de Sfrondate les sentimens de son Pénitent. Mais ce Confesseur, fidele à ses devoirs, méprisa toutes leurs menaces. Il écrivit au sieur de Sfrondate, qui étoit dans une maison de campagne, de venir sur le champ à Turin. Le sieur de Sfrondate se rendit chez le sieur de Blancary le même jour qu'il reçut cette lettre. Le beau-pere & le
gen:

gendre se reconcilient dans les termes les plus tendres & les plus touchans. Le sieur de Blancary donna au sieur de Sfrondate des marques d'un sincere repentir de son injustice : l'intérêt en avoit été le motif : mais cette passion s'amortit dans les derniers momens , & les vrais sentimens de l'homme de bien reprennent alors la place qu'ils avoient été forcés de céder aux mouvemens impétueux de l'avarice.

Le sieur de Sfrondate fut à peine forti, que le sieur de Blancary , pénétré de plus en plus de l'injustice qu'il avoit commise , convaincu des pièges que lui avoit tendu la séduction , demanda une seconde fois deux Notaires de la ville de Turin. Ce fut alors , que les Sieur & Dame Contariny redoublèrent leurs efforts : ils gagnèrent tous les domestiques du sieur de Blancary , ils chassèrent le sieur de Sfrondate avec violence , & ils usèrent de tant de tours , que le sieur de Blancary mourut , sans avoir pû exécuter le juste dessein qu'il avoit conçu. La Dame Contariny porta encore plus loin sa fureur intéressée , après la mort du sieur de Blancary ; elle fut trouver le Pere *del Cruce* dans son Couvent , pour l'engager de signer un certificat qu'elle lui porta tout dressé , & qui contenoit , que lors de sa reconciliation , le sieur de Blancary avoit dit au sieur de Sfrondate , qu'il lui pardonnoit en Dieu , mais qu'il ne lui pardonnoit

pas l'injustice qu'il faisoit à sa famille d'y supposer une fille étrangere. Le Pere, *del Cruce* s'éleva avec courage contre la Dame Contariny : il lui dit, qu'elle devoit se souvenir que le sieur Contariny son mari l'avoit déjà brusqué pour n'avoir pas fait signer une pareille déclaration au sieur de Blancary ; & qu'elle ne devoit pas espérer qu'il fut assez mal honnête homme pour prêter sa signature à l'ouvrage de l'imposture & du mensonge : en un mot, il n'est point de ressorts qu'ils n'aient fait jouer pour empêcher le sieur de Blancary de révoquer l'injuste testament qu'on lui avoit extorqué.

Telles sont dans toute leur simplicité les circonstances singulieres de cette Cause, digne de toute maniere de l'attention du Tribunal auguste qui la doit décider. L'Ordre le plus naturel demande à présent, qu'on rende compte sommairement de la Procédure.

Voilà deux Histoires, dont plusieurs circonstances sont diamétralement opposées : dans la dernière, on voit une grande attention pour faire un tableau favorable du sieur de Sfrondate, & un tableau odieux du sieur de Blancary. On met en œuvre pour cela jusqu'aux plus petites circonstances. On présume d'abord, que le grand avantage de l'Histoire contre la Naissance déclarée légitime de la Demoiselle de Sfrondate, c'est la

malignité à laquelle on aime à ajouter foi, grace à la sève d'Adam.

Quand on aura rapporté les Preuves employées de part & d'autre, on fera sur les voyes de la Vérité.

L'Arrêt rendu en faveur de la Demoiselle de Sfrondate ne peut pas y conduire, parce qu'il a suffi aux Juges que l'enfant soit née pendant le cours du mariage, & ait pû naitre dans le septième mois: il n'a pas été nécessaire qu'ils aient vérifié si elle a eu un commerce avant le mariage avec un Amant, & si l'enfant est venue au terme de neuf mois, ou au terme de sept.

La Loi fixe la curiosité du Juge, & ne lui permet pas de pénétrer des mystères qui sont inutiles pour la décision.

Le sieur de Sfrondate embrassa d'abord la voye d'une Procédure criminelle contre le sieur Contariny, & n'y réussit point, ni devant le premier Juge, ni au Sénat où il appella. Devant le premier Juge intervint une Sentence le 7. May 1710, qui les mit sur les accusations hors de cour & de procès, dépens compensés. Au Senat, où l'affaire fut portée le 15. Août 1711, on rendit un Arrêt qui déchargea le sieur Contariny de l'accusation, condamna le sieur de Sfrondate aux dépens pour tous dommages & intérêts.

Je n'entrerai point dans le détail de cette Procédure, peu curieuse & peu

instructive : mon unique ambition ; comme je l'ai dit plusieurs fois est de plaire à mon Lecteur, & de l'instruire. Voici maintenant l'Extrait de la Procédure civile.

La Dame Contariny, instituée héritière par le sieur de Blancary son oncle, voulut se prévaloir d'un Mémoire écrit de la main de ce testateur ; Mémoire imparfait, où l'on trouve les principaux faits de la première Histoire qu'on a racontée. Autorisée en Justice, sur le refus de son mari, elle se pourvût devant le premier Juge, elle forma sa demande, qui avoit pour objet que le sieur Sfrondate fut condamné à restituer la dot de sa femme morte sans enfans. Elle attaqua l'état de la Demoiselle de Sfrondate de deux manières. Elle prétendit en premier lieu, que la Demoiselle de Sfrondate étoit une fille qui devoit sa naissance au mauvais commerce de la nommée Servanty avec un particulier de la ville de Turin appelé Spinelly. Le sieur de Sfrondate supposoit cette fille étrangère à la place de la véritable fille, née le dix-sept Octobre 1700, à Scarampo, & baptisée le 8. à Pontaloné. En second lieu, que quand le sieur de Sfrondate prouveroit que ce fut la même fille à qui la Dame de Sfrondate avoit donné le jour, il falloit encore qu'il prouvât, qu'elle étoit née de son mariage.

Le

Le sieur de Sfrondate présenta une Requête le 17. Août 1710, *tant en son nom*, que comme *pere administrateur* légal de sa fille, où il demanda acte de la représentation qu'il faisoit de cette fille; en conséquence, qu'on la maintint dans les biens; en tout cas, qu'on lui permit de vérifier que cette fille étoit née pendant son mariage; & qu'à l'égard de la preuve que la Dame Contariny vouloit exiger de lui, si elle entendoit par ces termes, *née du mariage*, le réduire à la nécessité de prouver que sa fille étoit née de son commerce avec la Dame de Sfrondate; il ne pouvoit lui dire autre chose, si non qu'il le croyoit avec la même bonne foi que le croient tous les maris du monde; & que c'étoit un secret de la nature, impénétrable à sa curiosité.

La Dame Contariny demanda qu'on donnât un légitime défenseur à cette Demoiselle, autre que le sieur de Sfrondate.

Sur ces demandes, Sentence contradictoire intervint le 3 Septembre 1710, *sans que les qualités puissent nuire ni préjudicier, sans s'arrêter présentement au préalable requis par la Dame Contariny, on permet au sieur de Sfrondate de faire preuve que la fille représentée est née pendant son mariage; qu'elle a été élevée aux dépens du sieur de Blancary, jusqu'à ce qu'il la fit remettre comme sa*
petite

petite fille au sieur de Sfrondate; & que cette fille est née de son mariage avec la Dame son épouse: permis à la Dame Contrainy de faire la preuve contraire, & que la Dame de Sfrondate est décédée sans enfans.

Les Parties firent leur Enquête. La Demoiselle de Sfrondate, qui étoit intervenue, fut déboutée de son intervention par Sentence du 19 Avril 1712, attendu sa pupillarité. L'affaire étant pottée par Appel au Sénat, des Jugemens qui étoient intervenus, la Demoiselle de Sfrondate conclut à être reçue partie intervenante, & demanda au fond, que sans s'arrêter au testament du sieur de Blancary, elle fut maintenue dans tous les biens, tant du sieur de Blancary, que de la Dame sa mere, dont elle se dit héritiere. La Dame de Blancary, qui étoit morte, avoit été assassinée en 1713, par un malheureux laquais. On n'a point expliqué la cause de cet assassinat, elle avoit témoigné beaucoup de répugnance pour le mariage de sa fille avec le sieur de Sfrondate, elle avoit constamment perséverée à désavouer la fille dont l'état étoit contesté, elle n'avoit jamais jetté sur elle un regard d'ayeule.

Le sieur Rivaldy, Sénateur, se porta son héritier, il étoit Partie au Procès. La Demoiselle de Sfrondate attaqua tous les Jugemens du premier Juge. Selon

lon elle, toutes les Enquêtes sont nulles & inutiles. Le sieur de Sfrondate déclara qu'il l'autorisoit.

Enfin, le Sénat, par un Arrêt du 23 Avril 1714, a ordonné, sans préjudice des qualités & droits des Parties, que l'on plaideroit sur la question d'état.

Voici comme parla le sieur Ricardi, Défenseur de la Dame Contariny.

La fille, que l'on représente, suppose que ce soit celle dont la Dame de Sfrondate étoit grosse avant son mariage, & dont elle accoucha avec des circonstances si ténébreuses; cette fille est illégitime, elle n'est point née du mariage du sieur de Sfrondate.

Mémoire
pour la
Dame
Contariny,
contre le
Sieur & la
Démofelle
de Sfrondate.

Pour ne point confondre les Preuves, on croit devoir les séparer dans trois époques; celles qui précèdent le mariage, celles du tems du mariage, celles qui sont postérieures à la mort de la Dame de Sfrondate.

Deux Réflexions préliminaires jetteront un nouveau jour sur les Preuves que nous allons rassembler.

Premièrement Catherine est appellante de toute la Procédure, de toutes les Sentences du premier Juge, elle soutient toutes les Enquêtes nulles & inutiles.

Or, on lui demande dans toutes ces circonstances, sur quoi elle prétend fonder sa filiation imaginaire? Ce n'est pas

pas sur un Extrait-Baptistaire, elle n'en a point, celui qu'elle s'attribue est conçu dans ces termes ; *J'ai baptisé une enfant trouvée, nommée Catherine, de laquelle on n'a pas voulu révéler les parents.* Ces expressions conviennent plus à un enfant de prostitution, qu'à un légitime. En tout cas, il ne peut déterminer l'état, ni la naissance pendant le mariage, ou du mariage, du sieur & de la Dame de Sfrondate. Ils n'y sont nommés ni l'un ni l'autre.

Se fondera-t-elle sur les soins que le sieur de Blancary a pris de sa nourriture & de son éducation? mais elle n'en a aucune preuve que par les Enquêtes. Sans les Enquêtes, qu'est-elle? Sa naissance à Scarampo, son Baptême à Pontaloné, son passage à la Grange, de là à S. Albino, sa transmigration à Turin; en un mot, son être, son existence, son identité, tout dépend de la Preuve testimoniale.

Eh! de quelle nourriture, de quelle éducation, peut-elle se vanter? Proscrite dans l'instant qu'elle a vû le jour, abandonnée aux soins des gens inconnus, livrée à des femmes de la lie du peuple, elle n'a jamais été honorée d'un des regards de ceux qu'elle appelle ses auteurs. La voix de la Raison, disons plus, celle de la Religion & de la Nature, a été muette pour elle. Les entrailles de sa mere, ni de son
ayeul

ayeul & de son ayeule , ne se sont point émues. Quel étrange desordre ? Pour la croire légitime , il faut regarder ses parens comme des monstres.

Dira-t-on enfin , que le sieur de Sfrondate la reconnoît pour la fille légitime ? Quel peut être l'effet de cette reconnoissance , si toutes les autres Preuves de légitimité sont défectueuses ? Ira-t-on sur ce prétexte enlever les biens de la maison du sieur de Blancary ? En privera-t-on les héritiers naturels ? L'ordre public tolerera-t-il une adoption si étrangere ? Nos enfans sont à l'Etat , nous ne pouvons faire des Citoyens , ni attribuer le privilege de légitimation par nous mêmes : c'est des Loix de l'Etat , que nous empruntons ce pouvoir.

C'est trop long-tems demeurer sur cette Réflexion , il n'y auroit pas l'ombre d'un Procès , sans les Enquêtes : l'Appel , & la demande en nullité , sont donc téméraires.

Aussi le Défenseur de cette fille , par une contradiction qu'il est impossible de concilier , après avoir conclu à la nullité des Enquêtes sans avoir osé proposer un seul moyen sur lequel il fonde la légitimation de sa Partie , a tiré tous ses argumens des Enquêtes , tous ses raisonnemens ont été puisez dans la Preuve testimoniale. On verra dans un moment combien cette Preuve est vic-

to.

torieuse pour démontrer l'illégitimité ; & dans la réponse aux objections ses erreurs seront confondues.

La seconde Réflexion n'est pas moins importante : elle consiste à bien prendre l'Etat de nôtre Question. Il ne s'agit point ici de troubler l'ordre d'un mariage concordant : il n'est point question d'attaquer l'état des enfans nés pendant ce mariage, de répandre les soupçons, ou de rapporter les preuves, d'une production adulterine ; ce n'est point-là nôtre objet.

C'est pourtant à cette circonstance que s'applique cette fameuse Regle de Droit, *fius est quem nuptiæ demonstrant*. Tous les lieux-communs du Droit, tous les préjugés qu'on nous oppose, c'est de cette idée que le vulgaire ignorant se laisse prévenir.

Preuves
des faits
antérieurs
au maria-
ge.

Nous disons donc, & c'est-là nôtre système & le fait antérieur au mariage : la Demoiselle de Blancary étoit grosse avant qu'elle connut, du moins plus de deux mois avant qu'elle épousât, le sieur de Sfrondate ; son mari n'a point été son corrupteur, c'est un autre ; cette Demoiselle fit confidence de son état à trois personnes, elle gémit, elle pleura son malheur : *Ne me désesperez pas*, disoit-elle, *ma chere amie* (parlant à la Religieuse ;) *je sens trop mon infortune & ma honte, donnez-moi plutôt des conseils.*

On

On sçait la déposition de cette Religieuse qui a révélé ce secret , on lui en fait un crime , on se fonde sur l'autorité de saint Thomas. Ce saint Docteur parle de ce qui est confié sur la foi du secret , *per secreti commissum*. Ce qui peut être différent d'avec ce qui est dit simplement en particulier (par un effet de confiance en la discretion de la personne à qui l'on parle ;) & néanmoins , même en ce cas où l'on a exigé la foi du secret , il pose plusieurs especes où l'on doit le révéler , parmi lesquelles est celle-ci : S'il en résulteroit un dommage considérable au préjudice de quelqu'un ; *Vel si pertineat in grave damnum alicujus personæ*. Et peut-il y en avoir de plus important que celui d'introduire , par un mélange affreux , & par un renversement de toutes sortes de loix & de mœurs , des personnes étrangères dans les familles , dont une pareille entreprise intéresse également l'honneur , l'état , & la fortune ?

Eh ! quel parti prendre ? La Demoiselle de Blancary tenta de soulever son Amant : elle eut avec lui une longue conversation ; les sanglots , les larmes , les gémissemens , & les discours , furent entendus : l'Amant sembloit disposé & résolu de s'opposer à la publication des Bans ; la fille , de se jeter aux pieds de son pere , d'implorer sa miséricorde.

Tristes esclaves de la honte , elle & son Amant ne firent que pleurer , soit que la précipitation du mariage rompit leurs projets , soit que le courage leur ait manqué.

Ces faits si amers , mais si décisifs , sont rapportez par la Demoiselle Clavery , premier témoin de l'Enquête de la Dame Contariny ; par la Religieuse , vingtième témoin ; par la Demoiselle Paulo , huitième témoin de l'Enquête de 1703 , faite par le fleur de Sfrondate , & quatrième de celle de la Dame Contariny de 1710. Ils sont en quelque sorte confirmez par la déposition du Pere Cordelier , vingt-unième témoin. Les faits sont recueillis d'une maniere si simple , si naïve , dans des circonstances si naturelles , qu'ils portent la conviction dans l'esprit : on ne transcrit pas les dépositions , ce seroit faire un volume ; on a seulement attention , & l'on continuera de même , de donner les extraits avec la plus scrupuleuse exactitude , & de demeurer plutôt au dessous de la Vérité , que de l'exagérer dans la moindre circonstance.

On ne croit pas non plus devoir s'arrêter aux reproches contre les témoins ; ce seroit s'égarer & tout confondre ; ils sont d'ailleurs si vagues , si puérils , & si méprisables , qu'il n'est pas possible que l'on en soit touché. Notre première

mière époque est donc remplie, nos premiers faits justifiés: passons aux seconds.

Peu de jours après le mariage, le ^{Preuves des} sieur de Sfrondate, s'étant aperçu de ^{faits qui le} cette grossesse anticipée, s'emporta ^{sont passés} contre sa femme, la força de lui a- ^{pendant} vouer qu'elle avoit cédé à l'attrait de ^{le maria-} la séduction; elle lui en annonça l'au- ^{ge.} teur. Le sieur de Sfrondate, au déses- ^{Première} poir, écrit au sieur de Blancary de ve- ^{circonstance} nir à une de ses Terres pour une affaire pressante: il change bientôt d'avis, suit son courrier, arrive à Turin. Sa femme désespérée le suit: elle se plaint envain qu'il veut violer son secret; il avertit le sieur de Blancary de son arrivée. lui donne rendez-vous au lendemain matin. Le sieur de Blancary trouve son gendre dans une horrible confusion: *Je suis le plus malheureux de tous les hommes*, dit-il: *j'ai cru épouser une fille vertueuse, & la votre est grosse de plus de deux mois, elle me l'a confessé, elle m'a nommé son séducteur, je vais vous le faire dire par elle-même.*

En effet, on conduit cette malheureuse victime, on lui donne la confusion de révéler sa turpitude. Quelle situation pour la Dame de Sfrondate! Quel spectacle pour un pere! Il entre en fureur, il maltraite sa fille, il veut venger son honneur & celui de son gendre: ce gendre se laisse attendre,

son humanité prend le dessus , il arrache la femme des mains de son beau-pere. *Elle est indigne de la protection que vous lui donnez* , dit le sieur de Blancary : *je vais prendre dès demain matin des mesures avec ma famille pour décider de sa destinée , & la mettre dans un lieu où elle puisse faire pénitence de sa mauvaise conduite.* Il sort : sur les dix heures du soir du même jour , il reçut un billet du sieur de Sfrondate , par lequel celui-ci le prioit de ne point faire d'éclat jusqu'à ce qu'il l'eut entre-tenu. Le sieur de Sfrondate vint en effet le lendemain matin , déclara qu'il avoit promis à sa femme de bien vivre avec elle , pourvû qu'il n'entendit jamais parler de l'enfant dont elle étoit grosse ; parce qu'il n'étoit point à lui , & qu'il ne vouloit pas avoir le dégoût d'avoir pour héritier un sujet qui étoit à un étranger , de l'aveu de sa femme & du sien.

Le sieur de Blancary consentit à lui donner cette satisfaction , on proposa divers expédiens , pour éviter l'éclat & le scandale , & faire perdre de vûe ce fruit honteux de la débauche.

Ces faits sont copiés sur le Mémoire écrit de la main du sieur de Blancary : ils sont extraits des dépositions de la Demoiselle Paulo , quatrième témoin de l'Enquête de 1710 , huitième de celle de 1703 ; de la Dame Janoti , Sénatrice ;
de

de la Dame Rixery, Sénatrice; de la Dame de Pomiery, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, témoins de l'Enquête de 1711. On n'a rien à ajoûter à l'autorité de telles dépositions. Suivons l'ordre de nos Preuves. Le calme du sieur de Sfrondate dura peu; il quitta brusquement sa femme. Quelques jours après, il partit de Turin, sans que sa femme, ni son beau-pere, fussent informés de la route qu'il avoit prise. La Dame de Sfrondate courut après lui, elle le joignit à trois ou quatre lieues de là: il voulut à peine la voir un instant, il la traita avec dureté, il la congédia, il alla promener ses inquiétudes à sa Terre, feignit d'avoir besoin de prendre les eaux, foible remede pour un mal de la nature du sien.

La Dame de Sfrondate alla d'un autre côté à une Terre de son pere, & ensuite à Scarampo. Cette discordance, les froideurs, cette séparation dans les premiers tems d'un mariage si convenable à l'extérieur; tous ces contretems firent murmurer & soupçonner la cause de la discorde. On perçoit le mystere, quelque indiscret avoit parlé. Ces vérités sont attestées par les mêmes témoins, & par Jean Boutillier, second témoin de l'Enquête.

Au mois de Septembre, la Dame de Sfrondate, qui s'étoit retirée à Scarampo pour y faire plus secretement ses cou-

ches, comptoit qu'elle étoit à termé : *J'accoucherai*, disoit-elle, *à la fin de Septembre*. Elle s'en expliquoit ainsi à ses confidentes, elle assembla dans ce mois auprès d'elle les trois femmes dont elle a été assistée & accompagnée : la Demoiselle Paulo, la Demoiselle Acosta, & Jeanne Baroti sa marraine. *Ne me quittez pas*, leur disoit-elle, *je sui près de mes couches*. Ces faits sont attestés par les propres témoins de l'Enquête du sieur de Sfrondate : Jeanne Baroti, premier témoin ; Etienne Acosta, sixième témoin ; Marguerite Ricoty sa femme, septième témoin ; enfin, par la Demoiselle Paulo, huitième témoin de l'Enquête du sieur de Sfrondate de 1703, & quatrième témoin de l'Enquête de la Dame Contariny de 1710. Quelle conséquence victorieuse, pour démontrer que la Dame de Sfrondate étoit grosse plus de deux mois avant son mariage, ainsi qu'on l'a établi d'abord ? Car, du moment qu'elle comptoit d'être au terme de sa grossesse au mois de Septembre, il n'est pas permis de penser que ce ne fût celui de neuf mois ; un accouchement prématuré ne se prévoit pas : elle est donc accouchée, si l'on veut, le quatrième ou le cinquième jour du septième mois de sa grossesse.

Cette Observation fait encore tomber le rempart captieux de la Loi *septimo mense* ;

menſe ; & cette regle tant répétée , *patet eſt quem nuptiæ demonſtrant* : car , le ſieur de Sfrondate n'a jamais oſé ſe déclarer le pere d'un enfant de neuf mois. Toutes ſes productions , ſi on l'en vouloit croire , ſont prématurées ; & une œuvre d'*impatience* , ſelon le langage de ſon Défendeur : elles ſont violence aux Loix générales de la nature.

Rentrons dans l'ordre de faits & des preuves.

L'accouchement à Scarampo , les ^{Quatrième} précautions prises pour cacher la naiſſance , ou au moins la vie & l'exiſtence , ^{circonſtance.} de l'enfant à tous ceux qui n'étoient pas du ſecret ; toutes ces circonſtances , ſi inſolites , ſi ſurprenantes , dans toute autre occaſion , mais ſi naturelles , ſi ſenſées , ſi on les unit avec les faits précédens , & ſi on pénètre dans les motifs & dans les vûes dont les Parties intéreſſées étoient animées : ces circonſtances , diſons-nous , démontrent le vice de la production que l'on couvroit de tant de ténèbres ; elles ſont juſtifiées ces circonſtances par les témoins de l'Enquête des Parties , Jeanne Baroti , Acosta & ſa femme , la Demoiſelle Paulo , le Valet Boutillieri , le Médecin , le Chirurgien.

On voit d'abord une feinte chûte ſur les marches du Perron de Marify , afin de préparer l'Avanture. Mais , on ne

porte pas la fiction bien loin; car, peu de jours après, la Dame de Sfrondate va se reloger à Scarampo, maison incommode, mais solitaire: c'est-là qu'elle accouche, dans la seule compagnie de quatre dépositaires du secret, par les mains d'une Sage-femme de village, qui ne fit que recevoir l'enfant, & le remettre dans les mains de la Demoiselle Acosta. Si on appelle un Médecin de Turin, c'est pour lui dire, que la Dame de Sfrondate a fait une fausse-couche, *qu'elle est accouchée avant terme.* Si le Chirurgien est aussi invité, on lui déclare, que la Dame de Sfrondate *a jetté un fardeau si puant, que la chambre en a été infectée.* Au reste, l'un & l'autre trouvent la malade sans fièvre, on ne leur montre point d'enfant; c'est comme si on les chargeoit du soin de publier l'avortement. Aussi, si quelqu'un s'informe, on lui répond *que la Dame de Sfrondate s'est blessée, qu'elle a fait une fausse-couche, que l'on a enterré dans la cave le fardeau, ou l'enfant mort, dont elle s'est délivrée.*

Ce bruit s'étoit tellement divulgué; on avoit pris un tel soin de le répandre, que Jeanne Baroti, cette marraine de la Dame de Sfrondate, l'avoit elle-même conté à son mari; & lorsqu'en 1702. on lui propose de mettre l'enfant à Turin, elle dit à son mari: *Je t'avois bien dit, que la Dame de Sfrondate s'étoit blessée;*

bleffée; mais il est vrai, qu'elle est accouchée d'une fille.

Quelle idée ces faits ne portent-ils pas à l'esprit? Quelle moisson de réflexions? La fille unique d'un homme d'une naissance distinguée, l'unique héritière d'une maison illustre, dans un vilage désert, hors la présence de son pere & de sa mere, éloignée de son mari & de toute sa famille, sans domestique, sans équipage, sans secours, met un premier enfant au jour, & cache cette naissance, ou l'enveloppe de tous les nuages qui conviennent au fruit prématuré de la prostitution. Concluons donc, que cet enfant n'est pas légitime.

En effet, les Peuples les plus barbares donnent des marques de joye à la naissance de leurs enfans, & sur tout des premiers nez. Les Romains, cette nation si sage, de qui nous avons emprunté les loix, les mœurs, & la politesse, pratiquoient des cérémonies rédigées dans des actes publics, pour solemniser & constater la naissance de leurs enfans: ainsi, si tôt qu'ils étoient parvenus à la lumiere, le pere assembloit tous ses parens *gentem & familiam*; ses amis même pour reconnoître leurs enfans, *officium recognoscendorum liberorum*. Huit jours après, avec la même solemnité, & dans la compagnie des mêmes personnes, ils donnoient le

nom & le surnom ; ce qui s'appelloit *officium nominalium*, les fonctions de donner des noms : dans un âge plus avancé, & après la puberté, il y avoit encore deux cérémonies publiques & solennelles, nommées, l'une, *officium togæ puræ*, l'office de revêtir de la Robe ; l'autre, *officium barbæ posita*, l'office de reconnoître la barbe naissante : c'est à ces marques, que la légitimité éclatoit.

Cinquième
circonstance.

Ici, tout démontre une fille de ténèbres & de séduction ; car, si on la suit, à peine est-elle née, que, suivant la destination du sieur & de la Dame de Sfrondate, suivant les ordres qu'ils avoient donnés de concert, ainsi qu'Acosta & sa femme le déposent précisément dans l'Enquête de 1703, ainsi que le sieur de Blancary l'a déclaré dans ce Mémoire écrit de sa main, ainsi qu'il l'a découvert aux Dames Janoti & Rixery, on se préparoit à l'exposer à la porte d'une Eglise de village. C'est le sieur de Blancary, qui, averti de cet odieux projet, se dispose à l'empêcher ; il est, pour ainsi dire, enveloppé d'un voile, pendant ces couches ténébreuses. Il ne veut pas honorer de ses regards la honte & l'ignominie de sa fille ; il se tient seulement à l'écart, & dresse une embûche innocente, pour tendre une main secourable, & exercer un office de piété & de charité envers cette créature

ture infortunée : on l'enleve par ses ordres , on la transporte la nuit pendant six lieues jusqu'à Pontaloné : là elle est baptisée dans la nuit suivante , mais comme enfant trouvée , sans nom , sans famille. Acosta son conducteur la fait nourrir pendant quelques semaines ; ensuite , comme l'on murmure sur l'état de cette enfant , il la transfere dans le Duché de Mantoue , de-là à S. Albino. Le sieur de Blancary fournissoit les pensions & l'entretien , mais convenables à l'état où on la laissoit. Après deux ans , le sieur de Blancary la fait encore passer à Turin. C'est là , que Jeanne Baroti la reçoit , sans parler à ses conducteurs autrement que par un mot du guet.

De la maison de Jeanne Baroti , on la met chez la Grignety. On la perd enfin de vûe parmi des femmes d'une réputation fort altérée , toujours dans la lie du peuple. C'est ainsi qu'elle a passé les trois premières années de sa vie , & jusqu'au mois de Décembre 1703. Quels soins ! quelle éducation ! A ces marques , à cette uniformité de conduite , à ces obscurités impénétrables , qui ont enveloppé la conception , l'accroissement , la naissance , l'éducation , de cette créature , peut-on méconnoître le fruit étranger de la corruption ? Quels monstres ! quels forfaits ! quelle barbarie

barie ! si l'on pouvoit imaginer qu'il fût légitime ?

Sixième
circonstance.

En effet, le sieur de Blancary ne seroit pas seul coupable : nos adversaires ne s'embarrassent pas beaucoup de charger sa mémoire de cet opprobre ; il est mort, il ne peut plus parler, ni se défendre : c'est ce qui leur donne l'audace d'insulter à l'honneur & à la probité d'un homme si respectable. Disons encore une fois, que le sieur de Blancary ne seroit pas seul coupable : il auroit associé à son crime, sa femme, sa fille, son gendre, & tous les dépositaires de ce secret funeste. Prouvons seulement, que le sieur & la Dame de Sfrondate n'ont pas ignoré l'existence de cette fille : cela suffit pour démontrer son illégitimité.

A l'égard de la Dame de Sfrondate, c'est une Vérité claire comme la lumière du jour : elle étoit grosse, elle avoit disposé les choses, & fait son arrangement, pour l'accouchement au terme ordinaire de neuf mois ; sa prévoyance n'avoit point été trompée, elle sçavoit sa fille vivante, elle avoit concerté avec son mari de la faire exposer ; son pere ne lui avoit pas dissimulé les soins charitables qu'il prenoit pour faire nourrir l'enfant : d'ailleurs, deux témoins entendus à la Requête du sieur de Sfrondate déposent, (l'une c'est sa marraine) que la Dame de Sfrondate lui de-

man-

manda plusieurs fois à voir cette fille : donc elle sçavoit, qu'elle étoit vivante.

L'autre, Marguerite Ricoty, femme d'Acosta, déclare, que, dans les derniers mois de la vie de la Dame de Sfrondate, elle offrit à cette Dame de prendre l'enfant chez elle pour la nourrir & l'élever, ce que la Dame de Sfrondate refusa. D'un côté, ces deux témoins concourent pour établir, que la Dame de Sfrondate sçavoit, que la fille étoit vivante, & que l'on en prenoit quelque soin. D'un autre côté, il est certain, que ces deux témoins, qui avoient été dans le secret del'accouchement, n'ignoroient pas les motifs de cette éducation obscure, & considéroient la fille comme une bâtarde, qui devoit demeurer ensevelie dans l'oubli & dans la bassesse de son état. Ces témoins auroient-ils eu l'audace de parler, comme ils ont fait, de la fille légitime, de l'unique héritière, d'un homme de qualité ?

Le fleur de Sfrondate étoit instruit de la vie & de l'existence de cette enfant : il ignoroit tout au plus en quel lieu elle étoit.

Pour peu qu'on se rappelle ses inquiétudes, ses jalousies, ses fureurs, après les premiers jours de son mariage, cette scene humiliante entre lui, le pere, & sa femme; ses contretens, ses absences, son voyage aux eaux, sa séparation d'avec sa femme, les conventions

Septième
circonstance.

tions réglées entre lui & son beau-pere, les assurances qu'il avoit exigées, qu'il n'entendrait pas parler d'un enfant dont il ne se sçavoit pas le pere, ce concert arrêté entre sa femme & lui pour l'exposition; on ne doutera pas un moment, qu'il n'ait été informé de l'existence de cette fille: il n'avoit pas donné ordre qu'on la fit mourir. Le sieur de Blancary, ni la Dame de Sfrondate, n'avoient, ni raison, ni intérêt, de lui faire croire qu'elle étoit morte: en tout cas ils n'auroient pû l'induire dans l'erreur publique sur l'accouchement avant terme; il sçait trop bien calculer, & sa jalousie étoit trop vive, trop ingénieuse, & trop bien fondée.

Difons plus, joignons des Preuves à ces présomptions si convaincantes, Preuves non équivoques: elles sont puisées dans la propre Enquête du sieur de Sfrondate.

Marguerite Ricoti, femme d'Acosta, après avoir dit, qu'étant allée voir la Dame de Sfrondate dans sa dernière grossesse, c'est-à-dire en 1703, ajoute, qu'elle demanda à cette Dame des nouvelles de la fille dont elle étoit accouchée à Scarampo, & qu'elle offrit de la prendre chez elle, (elle logeoit à Pontaloné,) de la nourrir, & l'élever; que la Dame de Sfrondate lui répondit, *que cela ne se pouvoit pas*. La Ricoti raconte, *que le sieur de Sfrondate lui de-*
man-

mandoit tous les jours des nouvelles de cette fille, & qu'elle n'avoit voulu rien répondre.

Jeanne Baroty parle ainsi: *La déposante étant allée chez le sieur de Sfrondate lui demander le payement de deux livres de laine que la Dame son épouse lui avoit donnée à filer, le sieur de Sfrondate s'informa de la déposante si elle n'étoit pas aux couches de feu sa femme: elle répondit que oui. Pour lors, le sieur de Sfrondate lui demanda si elle ne sçavoit pas où étoit cette petite fille, dont sa défunte femme étoit accouchée: la déposante lui répondit, qu'elle l'avoit gardée pendant neuf mois.*

Le mari de cette femme dit à peu près la même chose.

Est-il nécessaire de faire quelque effort pour porter la conviction dans les esprits? Ce langage simple, naturel, des témoins ne persuade-t'il pas? Le sieur de Sfrondate, du vivant de sa femme, demandoit *tous les jours* des nouvelles de cette enfant. Il sçavoit donc qu'elle étoit vivante. A peine sa femme est enterrée, qu'il questionne une des dépositaires du secret de l'accouchement: *N'étois-tu pas aux couches de ma femme?* On ne lui avoit pas dissimulé que cette Jeanne Baroti y avoit assisté. Le sieur de Sfrondate va plus loin: *Ne sçais-tu pas, ajoûte-t'il, où est cette petite fille dont ma femme est accouchée?* Il ne parle

le pas le langage du peuple, il n'interroge pas la compagne des couches sur ce qu'on avoit supposé qu'elle étoit blessée, sur l'avortement avant terme, sur ce fardeau infect enterré dans la cave : ces artifices lui avoient été dévoilés. On ne l'avoit, ni trompé, ni voulu tromper ; il étoit instruit de tout : *Où est la fille dont ma femme est accouchée ?* Elle est vivante, je le sçai, je ne l'ai jamais ignoré. *Mais, où est elle ?* C'est une fille : *Où est cette petite fille ?* Il y a dans la naïveté de ces expressions une splendeur de vérité plus forte & plus démonstrative que tous les raisonnemens.

Finissons cette partie du Mémoire, par la relation des faits qui se sont passez depuis la mort de la Dame de Sfrondate.

Est-il vrai, que le sieur de Blancary fit remettre volontairement la petite fille au sieur de Sfrondate ? Quelle foi peut-on ajoûter au témoignage unique & artificieux du sieur Cesariny ? Quels sont les sentimens dans lesquels le sieur de Blancary a perseveré jusqu'à la mort ? C'est ce qui nous reste à discuter : c'est ce qui va renfermer en même tems la réponse aux principales Objections du sieur de Sfrondate.

Huitième
circonstance.

Le sieur de Sfrondate desavoue la grossesse comme un ouvrage étranger dans un tems non suspect, & où en effet il ne pouvoit pas en être l'auteur ;

pen-

pendant que la Dame de Sfrondate est vivante, qu'il attend quelque postérité légitime, il laisse cette fille dans l'oubly où elle devoit être pour lui, quoiqu'il fut certain qu'elle étoit vivante. Après la mort même de la Dame son épouse, il se plaint avec douleur, que ce qui le rend infiniment malheureux par cette perte, c'est qu'il n'a point d'enfans de son mariage. C'est un Gentilhomme, le sieur Martiny, qui rapporte ce fait. Tandis qu'il ne consulte que ses propres sentimens, il ne tient point d'autre langage: puis tout d'un coup, par un changement bizarre, inspiré de tout sacrifier à l'intérêt, il s'avise de penser que cette fille de désordre, toujours désavouée par honneur & par justice, pourra servir à ses desseins. Il la cherche, il la trouve, *miraturque novas frondes, & nova sua poma**. Il ^{+ Eclogue} se dit alors pere de cette fille; on est ^{de Virgile.} surpris d'apprendre qu'il le prétend, qu'il le répand dans le monde: le public en murmure, le voisinage en est ému, & se récrie; la parenté en fremit, & s'en scandalise; toute la ville de Turin, où l'opinion de la naissance de cette enfant & de la cause du secret n'avoit été jusqu'alors qu'un bruit confus & une conjecture incertaine, voit avec étonnement que le sieur de Sfrondate veuille rendre son déshonneur certain & public, & adopter une fille é-

trangere. Le sieur de Blancary , étonné plus que tout autre de cette démarche extraordinaire & injuste , cherche à en prévenir l'effet : ses mesures sont prises trop tard. Quand il se met en état de déplacer cette fille , & de la placer de nouveau , qu'il fait venir pour cela une personne dont il se servoit pour payer secretement sa pension afin qu'elle la lui indiquât , il se trouve prévenu par le sieur de Sfrondate , qui déjà s'en est rendu le maître , & s'est personnellement porté dans la maison où l'on dit qu'elle doit se trouver , comme sur un champ de bataille , afin qu'elle ne puisse lui échaper.

On n'examine point si la Grigneti , qui lui remit la fille qui paroît aujourd'hui , fut bien fidele dans cette remise ; si , chargée de quatre enfans de la prostitution de sa fille avec Spinelly , ainsi qu'il a été convenu au Procès Criminel , maîtresse d'imposer au sieur de Sfrondate , & au sieur de Blancary , qui n'avoient ni l'un ni l'autre jamais vu celle-ci , elle fut susceptible ou non d'une tentation assez délicate en pareil cas pour une personne de ce caractère. On l'a déjà dit , on croit le sieur de Sfrondate dans la bonne foi ; mais , supposé que ce soit la même personne , quel avantage le sieur de Sfrondate peut-il tirer de cette démarche , si inique & si flétrissante pour lui ?

Les

Les Livres décident, que la seule assertion du pere n'est pas suffisante pour établir la filiation, *filium legitimum esse non probatur, ex eo quod pater asserat illum esse filium suum*, comme dit Mascard. *de probat. conclus.* 799. après Aciat. *de præsump.* Reg. 2. *præsump.* 2. & Jason par lui cité. Qu'on lise la Loi *non nudis ff. de probat.* L'Assertion dont il s'agit, rendue dans cette circonstance, après une reconnoissance positive du contraire, & un si long désaveu de ce prétendu pere, de la mere, de l'ayeul, & de l'ayeule, pourra-t'elle être de quelque considération? Les Docteurs qui veulent, que quand l'assertion de la filiation est faite conjointement avec l'éducation, cela puisse constituer une possession de filiation, limitent même cette proposition; & disent que cela ne nuit point à une tierce personne, ainsi qu'il est observé par Menochius l. 6. *præs. n.* 33. & *præsumpt.* 54. n. 35. *Alicat. const.* 201. n. 57. Balde sur la Loy *non nudis cap. de probat.* en sorte que Menochius après tous les autres enseigne que si l'un des deux, le pere ou la mere, l'avoue, il ne fait point de préjudice à l'autre, ni aux héritiers *ab intestat.* Cet enlèvement de la personne dont il s'agit, pour dépouiller, s'il étoit possible, par une injuste conséquence, une famille de ses biens,

ne fera-t'il pas regardé avec mépris, ou plutôt avec une espèce d'indignation, de tous ceux qui ont des sentimens délicats ?

C'est cet enlèvement, que le sieur de Sfrondate appelle une remise, qui lui a été faite volontairement par le sieur de Blancary de cette fille, qu'il avoit, dit-il, nourrie & élevée. En bonne foi, ose-t'on se fonder sur toutes ces circonstances de fait qui sont déposées, non seulement par tous les témoins de la Dame Contariny, mais encore par tous ceux du sieur de Sfrondate lui-même ? A-t'on pû se déterminer à dire, que le sieur de Blancary ait nourri & élevé cette fille comme une fille du sieur de Sfrondate ? comme un enfant légitime ? L'a-t'il avoué quelque part, dans sa naissance, dans son baptême, dans la nourriture qu'il lui a fait donner ? Est-ce ainsi que l'on en use, pour nourrir, pour donner l'éducation, à la fille d'un homme de qualité, l'unique espérance de deux familles illustres ?

Ceux, qui ont examiné de quel poids pouvoit être la circonstance de la nourriture fournie à un enfant pour en tirer au moins une présomption de filiation, & l'en mettre dans une quasi possession, ont fort bien distingué la-dessus si les alimens paroissent donnés plutôt par des sentimens d'humanité, & *causa pietatis*, que comme à un enfant légitime, sui-

suivant la remarque de Menochius, de *arbitrario, casu* 89. n. 76, après Panor-
me sur le chap. *transmissæ qui filii sine
legitimi*? C'est ce qui est marqué par la
Glose de la Loi *filium*; elle parle non
seulement de la nourriture & de l'édu-
cation, mais elle suppose que l'enfant
les ait reçues comme on les donne à
un enfant légitime, *pro filio educatus,
institutus*: ce qui fait dire à Mascar.
Concl. 769, *in fine*, que l'éducation
même; qui est quelque chose de plus
que la simple nourriture, n'est pas seu-
le une preuve pour la filiation, & à
plus forte raison pour la filiation légit-
me; *educatio vero non magis filium quam
extraneum indicat, cui potuit præstari
pietatis causâ*. Qu'on fasse là-dessus at-
tention à la maniere dont le sieur de
Blancary, pour ne pas suivre le dessein
de la Dame de Sfrondate, qui avoit
ordonné d'exposer cette fille, lui a fait
donner la nourriture: la Religion seule
l'a engagé à la lui fournir, *pietatis non
filiationis causâ*. Et, afin qu'on ne s'y
puisse pas méprendre, il a soin, en or-
donnant qu'elle soit nourrie, qu'on la
baptise, comme une *enfant trouvée*, &
qu'elle ne reçoive les alimens corporels,
que de la même maniere, & en la mê-
me qualité, qu'elle a reçu cette première
nourriture spirituelle.

Mais, ne peut-on point dire du moins,
comme fait le sieur de Sfrondate, que

le sieur de Blancary lui a fait remettre cette fille. Telle est la déposition du sieur Cesariny, qui, dans la crainte de perdre, en cas de succès de l'entreprise du sieur de Sfrondate, un legs considérable fait en sa faveur par le testament du sieur de Blancary, a affecté en politique intéressé de se prêter à lui sous une assurance de son legs, afin que, quelque sort que put avoir la Cause, il fut assuré de profiter de cette libéralité. Cette déposition, conçue en termes étudiés, ne pourra-t'elle pas être de quelque secours à une Cause d'ailleurs si insoutenable? On n'auroit pas besoin de la contredire : l'artifice de ses expressions & de son silence, suivant que les circonstances peuvent nuire ou servir; l'opposition qui se trouve entre les termes de son témoignage, & ceux de tous les autres témoins du sieur de Sfrondate même; découvrent assez ce milite d'iniquité.

Mais, que pourra-t'on penser de ce témoin officieux, qui, sans être assigné en justice, avoit affecté dès auparavant de donner au sieur de Sfrondate une Déclaration par acte extra-judiciaire dans le même objet? *testis ultro se offerens*, un témoin qui s'offre de lui-même. Il n'est pas nécessaire de rappeler ce que disent tous les Livres pour la rejection des témoins qui en usent ainsi, comme personnes visiblement suspectes d'affectation

tation & de partialité. Dans une cause de cette qualité, le sieur Cesariny, dès le 16 Février 1710, neuf mois avant l'Enquête, donne sa Déclaration par devant Notaire. Quel empressement ! Est-il sans mystère ? On le laisse à penser.

Après tout, cette Déclaration, & la Déposition, conçues en mêmes termes, que contiennent elles ? Que des expressions, ou ambiguës sur ce qui se passa lorsque le sieur de Sfrondate s'empara de cette fille, ou formellement contraires à l'objet du sieur de Sfrondate.

En effet, quel est l'objet dans lequel on employe la Déposition du sieur Cesariny ? Elle parle de ce qui se passa, lorsque le sieur de Blancary arrivant d'une de ses terres, où il s'étoit retiré après le décès de la Dame de Sfrondate, il en revint avec précipitation sur la nouvelle qu'il eut que le sieur de Sfrondate faisoit chercher cette fille, il prit des mesures pour le traverser. Quel est l'objet dans lequel on employe cette Déposition ? C'est pour prouver, que le sieur de Blancary a lui-même fait remettre volontairement cette fille au sieur de Sfrondate comme un fruit de son mariage : c'est ainsi qu'on en a parlé dans tout le Procès. C'est donc, suivant cette supposition, une chose qui se fait du propre mouvement du sieur de Blancary, & de concert entre le beau-pere & le gendre. Cependant, quel

moyen de concilier cette idée avec ce que disent tous les autres témoins? Ils représentent là-dessus une espece de combat des prétentions opposées : en un mot , deux concurrens agissans avec des mouvemens fort vifs & fort empressés , l'un pour empêcher qu'on ne découvre où est cette fille , & pour la faire disparoître , l'autre pour s'en emparer. Le sieur de Blancary , arrivé de sa terre dans la juste inquiétude que lui donne la recherche du sieur de Sfrondate , met des gens en campagne pour s'assurer de cette fille , dans la crainte qu'elle ne lui tombe en main. Le sieur de Sfrondate , au contraire , sur l'indication qui lui est donnée de la maison de Peluchony , comme du lieu où elle devoit se trouver , y établit une garde , qu'il suit incontinent en personne , pour empêcher qu'elle ne lui échappe ; ce qui fait dire à quelques-uns des témoins , qui voient le conflit , *le pere & le grand-pere lu demandent , on ne sçait qui des deux l'aura*. Certainement , tout ce qu'ils disent là-dessus s'accorderoit mal avec la Déposition du sieur Cesariny , si elle contenoit ce qu'on voudroit lui faire dire.

Mais , le sieur Cesariny lui-même en dit assez , malgré lui : il dépose , que quand il étoit chez le sieur de Blancary qui l'avoit envoyé prier de venir chez lui pour lui confier l'exécution des mesures qu'il avoit déjà prises afin de s'op-

poser

poser à l'entreprise du sieur de Sfrondate, & pour en prévenir l'effet, M. Piloto vint de la part du sieur de Sfrondate faire compliment au sieur de Blancary, & lui dire *que le sieur de Sfrondate seroit bien fâché de rien faire qui fut désagréable au sieur de Blancary.* Quelle eut été l'absurdité de ce compliment, si cette recherche eut été agréable au sieur de Sfrondate! Les termes mêmes signifient assez, que c'est une chose entreprise du chef du sieur de Sfrondate, sans la participation du sieur Blancary, & ils s'accordent mal avec l'objet dans lequel cette Déposition a été mandiée. Mais, le sieur Cesariny ajoute quelque chose de plus; car il avoue, que s'étant transporté dans la maison où étoit la fille que l'on cherchoit, il y trouva le sieur de Sfrondate, auquel ayant demandé ce qu'il faisoit-là, & le sieur de Sfrondate lui ayant répondu qu'il étoit allé chercher sa fille, le sieur Cesariny lui dit *s'il n'y avoit point quelque tempéramment à prendre*; expression dédicive sur ce fait: elle marque invinciblement combien étoient opposées les vûes du sieur de Blancary & celles du sieur de Sfrondate; car enfin, entre des personnes d'accord, il n'est point question *d'accommodement* ni de *tempéramment*, tout se fait de concert: *les tempérammens* à prendre supposent une diversité de prétentions. C'est

donc une Déposition, qui, malgré ses termes affectés, prouve contre l'objet de celui qui la fait valoir. On n'en suit pas après cela toute la contexture: on évite ici, autant qu'on le peut, de fatiguer les Lecteurs. Quelle marque de dextérité & de souplesse dans les termes concertez de ce témoin ! *Labia dolosa in corde, & corde*, des levres & un cœur pleins de dol ! Quel artifice à supprimer les circonstances qu'on a cru renverser l'objet de cette Déposition ! Quelle opposition de chacun de ces termes à ce qui résulte de tous les autres témoins, soit de l'Enquête de la Dame Contariny, soit de celle même du sieur de Sfrondate ! Il n'y a qu'à se rappeler les observations sur les faits qui précédent.

On a montré, que quand le sieur de Blancary auroit cédé à la conjoncture dans un tems où il voyoit qu'il ne pourroit pas être le maître, & que malgré sa résistance & sa douleur, d'autant plus sensible & plus juste, qu'il voyoit que cette démarche tendoit à déshonorer la mémoire de sa fille, on ne pourroit tirer aucune conséquence de ce fait : ce n'est pas lui, qui a cherché à faire remettre cette fille au sieur de Sfrondate ; combien étoit-il éloigné de le penser ! Quelle conséquence ne prévoyoit-il point de cette indigne entreprise ? Mais, quand il seroit vrai, que la découverte
une

une fois faite par le sieur de Sfrondate, le sieur de Blancary, pour ne pas publier lui-même le déshonneur de sa fille, auroit donné les mains à ce qu'il ne pouvoit plus empêcher, seroit-ce-là cette remise dont le sieur de Sfrondate avoit offert la preuve avant la Sentence ? Comme si le sieur de Blancary, après avoir élevé cette fille en personne, la lui avoit fait remettre de son consentement comme un fruit légitime de son mariage.

Mais, que répond le sieur de Sfrondate, quand il apprend que, malgré lui, le sieur de Blancary s'en est emparé ? Un seul terme, qui témoigne en même tems son mépris & son indignation contre l'injustice & la honte de ce procédé ; *qu'il se la garde.*

On n'a pas besoin d'expliquer toute la force de cette expression, que le dépit seul a pû faire proférer : il est aisé à toute personne raisonnable d'en comprendre l'énergie, & d'en connoître le poids, *qu'il se la garde.* Est-ce langage d'une personne qui en a voulu faire une remise volontaire ? ou d'un homme mécontent & indigné de ce qu'on vient d'entreprendre ? Cela n'a pas besoin d'interprète. Mais, on peut aisément conclure combien les déguisemens de cette Déposition, sur laquelle le défenseur du sieur de Sfrondate a tant appuyé, sont inutiles.

Après

Après tout , il ne s'agit en cela que de connoître les véritables sentimens du sieur de Blancary : ils ne sont point équivoques. Il a long-tems survêcu à cette Avanture : il ne s'est point démenti ; la Nature n'a point parlé en faveur de cette fille. Après une remise volontaire , les premiers soins de la tendresse d'un ayeul eussent été de la faire venir dans sa maison , pour la voir du moins une fois en sa vie , ou d'aller dans celle du sieur de Sfrondate pour cela.

Dès ce moment , au contraire , il cesse de voir le sieur de Sfrondate , il ne veut pas que ce sujet de scandale , cet objet de douleur pour lui , paroisse à ses yeux : il a perseveré jusqu'à la mort , & pour ainsi dire après sa mort , par le soin qu'il a pris d'en laisser écrit un fidele monument. Témoins les plaintes qu'il fit alors , tantôt au sieur Curé de Civraco qui en a déposé , tantôt à la Dame Janoty autre témoin , *omni exceptione Major* * , avec une douleur à laquelle il ne pouvoit refuser des larmes sur cet injuste procedé du sieur de Sfrondate si contraire aux mesures concertées entre eux dans le tems de son mariage.

* C'est-à-dire , la dignité de son témoignage ne souffre point de parallèle.

On a voulu combattre la Déposition de la Dame Janoty , parce que le Juge qui l'a reçue s'est transporté chez elle. Il a pû le faire suivant la Loi *ad personas*

egre.

egregias ff. de jure jurando, quæ non coguntur in judicium ire causa ferendi testimonium, dit cette Loi; & le sentiment de Menochius, in casu 70 de arbitrariis judiciis, qui examine la question quæ personæ egregiæ dicantur: après en avoir rapporté un grand nombre de plusieurs états & conditions, il dit que *Judicis erit arbitrium judicare pro qualitate personæ & loci personam esse egregiam vel non.* Ce divorce perpétuel fait avec le sieur de Sfrondate, qu'il ne voulut jamais voir depuis ce tems-là, jusqu'à ce que dans les derniers momens, cedant aux obligations de la Religion, il souffre qu'il le voye par maniere de réconciliation chrétienne. L'accueil qu'il lui fit, quand, par ce devoir auquel il faut sacrifier les ressentimens les plus vifs & les mieux fondez, il reçut sa visite, ce pardon fait uniquement en Dieu, mais avec protestation de ne pardonner point l'injustice que le sieur de Sfrondate vouloit faire à sa famille; ce congé donné pour toujours, *Allez Dieu vous jugera, je n'ay plus rien à vous dire;* ce sont des faits dont parlent les témoins mêmes du sieur de Sfrondate dans son information: tout ce qui se passa dans cette conjoncture, & dans la seconde visite que tenta le sieur de Sfrondate auprès du sieur de Blancary; la réponse faite au Confesseur même, *que c'étoit assez d'une fois;* son
 silen-

silence absolu sur cette fille, comme sur un sujet d'affliction; son testament; & le Mémoire écrit de sa main; dissiperont toujours invinciblement toutes les ombres & les fausses interprétations qu'on voudroit donner à ses intentions.

Examen
des Prin-
cipes du
Droit.
Réfutation
des Objec-
tions.

On l'a déjà dit, on le repete, les Faits seuls sont décisifs. On se flate de les avoir établis d'une maniere solide & invincible: ils suffisent, pour écarter toutes les applications des principes du droit, & tous les préjugés, dont les appellans ont invoqué l'autorité. Mais, nous ne risquons rien de nous engager dans la Dissertation: les textes sont clairs pour établir l'illégitimité; le sentiment des Docteurs adopte les preuves que nous avons rapportées.

En effet, le grand, on peut dire le seul & unique, argument des adversaires est puisé dans cette fameuse regle de droit: *Pater est, filius est, quem nuptiæ demonstrant*, le pere est celui que le mariage annonce. Ils employent ce brocard vulgaire, *mater certa, pater vero incertus*, la mere est certaine, & le pere est incertain, & tous les lieux communs que les Compilateurs ont recueillis à ce sujet. Ils ajoûtent, que la fille est née durant & constant le mariage; que c'est une présomption, *juris & de jure*, pour la légitimité.

Qu'on s'imagine en cet endroit tout ce que l'art, le génie, la délicatesse
de

de l'Orateur peut inventer pour donner de la vrai-semblance à sa maxime pour la rendre nécessaire, attendu les miracles de la nature & de l'impénétrabilité de ses effets dans les conceptions: c'est selon lui une libertine, ou une capricieuse, dont les incertitudes mystérieuses sont inaccessibles à l'esprit humain, & qui, quand il lui plaît, confond tous les raisonnemens fondez sur l'expérience la plus consommée. En un mot, il ne faut point consulter d'autre axiome que celui-ci: l'enfant est né pendant & constant le mariage; donc, il est légitime, *filius est quem nuptiæ demonstrant*. On ne peut admettre aucune Preuve contraire.

Or, pour combattre cette chimere, ne suffiroit-il pas d'opposer, qu'il est de l'intérêt, & de l'ordre public, d'assurer l'état des héritiers légitimes, de ne point confondre les productions impures de la séduction avec les présens légitimes de la nature; que, puisque le Souverain Législateur a élevé le Mariage à la dignité de Sacrement, la Religion, qui doit servir de guide aux Loix Civiles, ne doit pas permettre que l'on honore du titre de légitimité les enfans qui n'ont pas été conçus depuis la bénédiction sacramentale; enfin, que lorsqu'un premier enfant n'est pas venu au monde dans le tems & dans l'ordre ordinaire des conceptions, que c'est un fruit

fruit précoce & prématuré, il faut, sans critiquer la Nature, ni se tetrancher sur ses prodiges cachés, conclure, que la maxime *filius est quem nuptiæ demonstrant*, n'est plus recevable; admettre au moins les présomptions contraires, & par conséquent les Preuves judiciaires.

Rejeter de tels expédiens dans de telles circonstances, pour donner aveuglément dans ce brocard, *il est né pendant le mariage, donc il est légitime*; ou adopter avec le bas peuple ce vieux Proverbe qu'on n'ose rapporter dans nôtre langue, *Qui vacca nubit, vitulum adoptat*; c'est insulter à la sagesse, aux lumières, & à la capacité des Magistrats; c'est vouloir, que ces esprits supérieurs se laissent gourmander, se laissent entraîner par les visions & les erreurs populaires. Ces lieux communs ne sont bons que pour en imposer au vulgaire ignorant, & à ceux qui s'arrêtent à l'écorce des paroles, sans en pénétrer le sens & la substance.

En effet, retraçons toujours notre système, il ne s'agit pas de critiquer l'état d'un enfant né pendant & sous les loix du mariage, & substituer un adultère à la place du mari.

Nous l'avons dit, on ne peut trop le repeter, on ne peut trop supplier les Juges d'y faire attention: *Calherine*, cette fille qui nous persécute, que le sieur de

de Sfrondate adopte injustement après l'avoir rejetée pendant plus de trois années que sa femme a vécu , pendant qu'il a espéré d'avoir d'elle des héritiers légitimes ; cette fille , née dans les ténèbres , élevée dans la bassesse convenable à son origine , désavouée si solennellement par la mere , par l'ayeul & l'ayeule ; cette fille est le fruit de la prostitution : sa mere l'avoit conçue plus de deux mois avant qu'elle fut mariée au sieur de Sfrondate ; donc , elle n'est pas née du mariage du Sieur & de la Dame de Sfrondate , donc elle est illégitime.

Aussi , si l'on consulte les textes de droit , on ne trouvera pas qu'il fuffise d'être né pendant le mariage , mais qu'il faut encore être conçu & né du mariage , pour acquérir la qualité d'enfant légitime. La Loi *filium ff. de iis qui sunt sui vel alieni juris* , de ceux qui sont maîtres de leur droit , ou qui dépendent d'autrui , s'exprime ainsi : *Filium eum definimus , qui ex viro & uxore ejus nascitur* , nous appellons fils celui qui est né du mari ou de la femme. La Loi *item in potestate* 3. du même titre , se sert encore de termes plus décisifs : *item in potestate nostrâ sunt liberi nostri , quos ex justis nuptiis procreavimus* , les enfans qui sont le fruit de nos nœces sont dans nôtre puissance. La Loi 4. Cod. *qui ex me & uxore meâ nascitur*.

citur in potestate meâ est, celui qui est né de mon épouse & de moi est dans ma puissance. La Loi 14. Cod. *de probationibus* s'explique encore avec plus de précision : *non nudis asseverationibus , nec ementitâ professione (licet utri- que consentiant) sed legitimo matrimonio consepti civili jure patri constituuntur* , ce n'est pas par de simples allégations , ni même par une déclaration solennelle , quoique le mari & la femme consentent qu'on put établir la filiation , mais c'est par la conception qui a source dans le mariage légitime. La Loi 5. au Cod. *de testamentis* , la Loi 7. *de fide instrumentorum* , & cent autres textes pourroient être rapportées.

Ajoutons un texte qui semble renfermet tous les autres , & les fortifier par une nouvelle autorité : c'est la Nouvelle 93 de l'Empereur Léon.

Ce Prince confirme toutes les Loix que ces prédécesseurs avoient faites avant lui pour déterminer les causes de divorce : il propose ensuite un cas singulier , qui n'avoit pas encore été prévu , ou auquel on n'avoit pas pensé à remédier. Ce qui a été , dit-il , l'objet de notre méditation , soit que cela ne soit pas encore arrivé , ou que les Législateurs aient prévu que cela n'arriveroit point , ou qu'ils aient eu raison de le passer sous silence. C'est le cas d'une épouse , qui , dans le tems de ses nûces , s'est

s'est livrée aux embrassemens secrets d'un amant, sous le voile de sa réputation de chasteté & est devenue enceinte. Rien n'est plus contraire à l'essence du mariage; sous l'ombre des nôces, on impose à l'opinion publique : séparons la vérité de la supposition. Il ne s'offre à nous aucun fruit légitime, mais un fruit de prostitution, la source de la discorde & de la division entre les époux : la raison nous oblige à le rejeter & le proscrire. *Quod verò nunc in considerationem nostram venit, sive tunc temporis, uti diximus, nondum evenerit, sive Legislatores non eventurum arbitrati sint, sive quâ aliâ causâ ejus silentio prætereundi causa fuerit.* Cette espece si singulière, si extraordinaire, c'est la nôtre : *sponsam quamdam furtivis amplexibus ab alio gravidatam, cum illa interim sponsalem præ se castimoniam ferret, sponsaliorum tempore compertum est.* Que le Conseil se rappelle les faits, que nous avons expliqués ; notre système, c'est celui de la Nouvelle : que décide dans ces circonstances le Législateur ? *Nos igitur decernimus . . . propter hoc quod nihil magis matrimonio adversatur, quod sponsaliorum opinio, non veritus, copulavit, desjungamus.* Qu'est-ce qu'il ajoute ensuite ? Quels sont les motifs de cette sage Décision ? *Quomodo enim vera sponsalia sunt, in quibus nihil verum neque genuinum conspicitur, ubi meretricium*

cium se offert scelus , ubi causæ sunt disfidiorum alienatio (quæ mala acervatim omnia pariter cum peregrino alioque semine suspiciuntur ,) quin ut quispiam alterius fœtum sibi subjiciat , id verò ratio non patitur ? Que nous ferions heureux ! que nous aurions épargné de scenes tristes & humiliantes ; si le fleur de Sfrondate s'étoit soumis aux sages Décisions des Loix ; s'il les avoit prises pour guides de ses actions ; si , par dessus toutes choses , il avoit suivi ce conseil ; *quin ut quisquam alterius fœtum sibi subjiciat , id vero ratio non patitur :* la raison ne souffre pas , qu'un homme se donne pour enfant l'enfant d'autrui. Aveuglement fatal de l'intérêt , jusques à quand répandras - tu tes tenebres sur les voyes de la vérité & de la justice !

Mais , pour porter encore plus loin nos réflexions , & ôter jusques au moindre prétexte à l'application de la Regle *pater est quem nuptiæ demonstrant* , il est nécessaire de faire une observation que l'on ne croit pas indifférente : cet axiome de droit est renfermé sous le titre du Digeste , *de in jus vocando*. Sur quoi la première Loi édictale de ce titre explique ce que c'est que d'appeller en Droit , *est juris experiendi causa vocare* , c'est assigner en justice : la seconde rappelle , qui sont ceux que l'on ne peut assigner ; & la troisième quels sont ceux

ceux que l'on ne peut appeller en jugement, sans une permission expresse. Sur quoi l'Édit du Préteur est couçu en ces termes: *parentem, patronum... patronum, liberos.... in jus sine permissu meo ne quis vocet*, que personne ne cite en justice son pere, ses enfans, son patron, sa patronne, sans être autorisé.

A cet Edit l'interprète ajoûte, que cette prohibition ne s'étend pas seulement aux enfans légitimes, *ad justos liberos*, mais encore aux bâtards, *sed & vulgo quæsitus filius matrem in jus non vocabit*, un bâtard n'appellera pas sa mere en justice.

Pourquoi ne parle-t'on que de la mere pour imposer la prohibition à ces productions de l'impureté? La Loi 5. en rend la raison; parce qu'à leur égard il n'y a que la mere qui soit certaine, *quia semper certa est mater, etiam si vulgò conceperit*, une mere est toujours certaine quoiqu'elle soit prostituée. Et quant au pere, celui-là jouit seulement du privilege qui a eu des enfans dans un légitime mariage: *Pater verò is est quem nuptiæ demonstrant*. Sur quoi Godefroy renvoye à la Loi 6. ff. *de his qui sunt sui, &c. filium eum definimus, qui ex viro & uxore ejus nascitur*.

Enfin, les Collecteurs du Digeste, dans la Loi 6. qui suit sous le titre *de in jus vocando*, finit par ces termes: *parentes*

naturales in jus vocare nemo potest, est enim omnibus parentibus servanda reverentia, on ne peut pas appeller en justice ses peres naturels, parce qu'on leur doit de la vénération.

Après cette analise, qui peut concevoir que l'esprit de ces sages Législateurs, si jaloux de la gloire de leur nom, ait été d'introduire une regle si fautive, si contraire à la pureté de leurs maximes, si injurieuse à la dignité & à la puissance paternelle, que d'adopter indistinctement tous les enfans nés pendant le mariage, sans distinguer s'ils étoient conçus & nés du mariage? Quelle contradiction avec les autres textes que nous avons rapportez!

Qui ne voit, qui ne connoît, que cette regle ne s'applique qu'aux enfans nés du mariage, & dans l'état du mariage, dans le cours ordinaire des conceptions?

En effet, si l'on pouvoit donner un autre sens à ce brocard, *pater est quem nuptiæ demonstrant*, il faudroit que les maris reconnussent pour légitimes les enfans nés après huit jours, un mois, deux mois^m, de mariage, comme ceux qui naissent à neuf, & pendant toute la durée de leur engagement; parce qu'à prendre dans un sens étroit cette regle, elle renferme ce jugement. Or, le sens commun, de concert avec l'équité, s'élève

leve contre une si monstrueuse proposition.

Difons plus , les Romains , de qui nous empruntons les Loix , ont été si éloignez de se foumettre à un joug si infame , que dans la Loi *filium ff. de his qui sunt sui vel alieni juris*, déjà citée , ils admettent differens cas dans lesquels le pere rejette les enfans nés durant & constant le mariage , dans les termes naturels & ordinaires : tel est l'exemple de l'homme absent ; le Jurisconsulte y ajoûte : *sed & mihi videtur quod & Scævola probat , si constat maritum aliquandiu cum uxore non concubuisse , infirmitate interveniente , vel aliâ causâ , si eâ valetudine pater familias fuit ut generare non possit , hunc qui in domo natus est , licet vicinis scientibus , filium non esse.*

Donc , suivant ce principe , l'absence , la maladie , mais même *aliâ causâ* , dispensent les maris de reconnoître pour légitimes les enfans nés pendant leur mariage.

Que doit-on donc conclure de ceux qui ont été conçus avant le mariage , dont la naissance précède l'ordre naturel des générations ?

Aussi ceux , qui ont examiné la question de la légitimité , ont tous parlé comme les Législateurs : ils ont vû , qu'il seroit ridicule de penser que , parce qu'un homme épouse une femme enceinte , & qu'elle accouche après le

mariage , il devient en effet le pere de cet enfant conçu prématurément des œuvres d'autrui. L'Oracle , qui fut consulté par Auguste sur son mariage avec Livie enceinte , repondit bien en Oracle de Cour , que le mariage que l'on contractoit avec une femme dans cet état étoit heureux ; mais , il ne porta pas la complaisance jusques à dire , que celui qui l'épousoit devint le pere de ce fruit dont elle étoit enceinte. Cet enfant vint pourtant au monde après six mois de mariage , il fut nommé Drusus , il naquit dans le Palais , dans la maison d'Auguste ; & , quoique cet Empereur eut fort souhaité d'avoir des enfans de Livie , qu'on ne doutât pas que son commerce avec cette femme ne fut bien antérieur , l'enfant étant né pendant le mariage , mais prématurément , ne fut pas déclaré fils d'Auguste. *Liviam matrimonio produxit prægnantem , ex Livia nihil liberorum tulit , cum maximè cuperet , infans qui conceptus erat immaturus est editus* , Suetone.

Que si l'on consulte les Docteurs , qui ont traité de la présomption qui se tire du mariage pour la légitimité , & qui n'en parlent que pour le cas où l'enfant est né & conçu pendant le mariage , n'ayant pas sans doute imaginé qu'on put penser autrement à l'attribuer à l'époux : ils sont tous demeurez d'accord , que

que cette présomption non seulement étoit susceptible de la preuve contraire , mais qu'elle cessoit d'avoir lieu dans le concours des circonstances qui la combattent : *non procedit hæc conjectura quando contra hanc aliæ plures argenti ; nam etsi singulæ per se consideratæ sunt hæc unâ infirmiores , attamen junctæ simul huic prævalere debent* , suivant les termes exprès de Menochius , *de arbitrariis , conclus. 89.* C'est ce que le même Auteur repete dans son traité des présomptions , *Lib. 6. præsumpt. 54.* Alciat , *lib. 3. de præsumpt. leg. 3. præsumpt. 37.* Et dans le cas où il dit que la filiation peut être prouvée , *in casu quibus probationibus filiatio probetur* , n. 24. sur cette regle , *pater est quem nuptiæ demonstrant* , dit que , *falsum est quod quidam ajunt hanc præsumptionem esse juris , & de jure enim tantum est præsumptio juris qua probationem in contrarium admittit.* Mascard , *Conclus. 786 & suiv.* Covarruvias part. 2. tom. §. 3. *de filiationes probatione.* Fachineus *contraversiarum juris* , lib. 1. chap. 73. Benediæti cap. Raynutius , sur ces mots *quæ filium* , n. 9. & suiv. & tous les autres qui sont cités par ceux-ci , ont enseigné la même doctrine. Baquet, Auteur François, cité par le fleur de Sfrondate, dans le traité de bâtardise n'enseigne rien de contraire : il ne dit pas qu'il suffise pour être légitime

time d'être né pendant le mariage ; mais qu'il faut être né du mariage, *ex legitimis nuptiis* (a).

Nos Adversaires ont été forcés de convenir, que cette doctrine pouvoit avoir lieu en certains cas : &, parmi les especes où ils l'admettent, ils y posent celle où la femme est devenuë enceinte pendant l'absence de son mari, en quoi ils ont visiblement contredit tout le reste de leur raisonnement ; parceque, si la preuve peut être reçue même dans le cas où la conception se trouve postérieure au mariage, combien plus faci-

(a) J'ajouterais au Playdoyer de cet Avocat du Sénat de Turin : *Que l'on consulte nos Arrestes, on y trouvera, que la Jurisprudence de nos Tribunaux est conforme à ces Regles. Tels sont les Arrêts rapportés par Bardet, Tome II. Liv. 1. chap. 25. & Liv. 7. chap. 32. qui ont jugé illégitimes des enfans nez pendant le mariage, mais conçus auparavant. Par le premier de ces Arrêts, il fut permis de prouver que la femme étoit enceinte des œuvres d'un autre avant le mariage. Tel est l'Arrêt que l'on trouve dans M. Expilly, rendu au cas d'un enfant né après six mois de mariage : tel encore celui qui est rapporté au II. Tome du Journal des Audiences, où l'on fut admis à prouver l'illégitimité d'un enfant né pendant le mariage, mais conçu auparavant. Quoiqu'il y eut cela de particulier, que cet enfant avoit été baptisé au nom de l'époux, suivant l'Extrait-Baptistaire que l'on rapportoit, & qu'il eut trente années de possession d'état ; l'Arrêt fut même rendu contre les Conclusions de M. Talon Avocat-général. Tel est en plus fort termes l'Arrêt recueilli par Boniface, Tome II. liv. 9. cit. 4. chap. 2. qui a déclaré illégitime une fille née & même conçue pendant le mariage ; l'Arrêt est de l'année 1671. Tel est enfin un Arrêt du Parlement de Bourdeaux de l'année 1707.*

facilement doit-on l'ordonner ? Com-
bien plus fortement opere-t'elle, lors-
qu'elle y est précédente & prématurée ?
Et si l'absence de l'époux est une cir-
constance qui décide, si suivant la *Loy*
Filium, ci-dessus rapportée, la distinc-
tion est reçue dans le cas de la mala-
die, *aut ex aliâ causâ*, lors même que
le mari est présent, que ne sera ce
point dans un cas où le prétendu pere
n'a été mari que long tems après la
conception déclarée ? Où il n'est deve-
nu l'époux que d'une personne déjà en-
ceinte des œuvres d'un autre, avec qui
la Demoiselle de Blancary, qui le préfé-
roit dans son cœur au sieur de Sfronda-
te, avoit crû sans doute devoir recou-
rir à ce moyen pour rendre son maria-
ge nécessaire, & pour surmonter l'em-
pêchement qui s'y trouvoit. Foiblesse
des jeunes gens, en qui les tendres
mouvemens de la Nature parlent trop
souvent plus haut que les loix du de-
voir, & les engagent dans des fautes
présentes, sur l'espérance incertaine
de faire réussir des expédiens dont les
caprices du sort font manquer le suc-
cès !

Que le sieur de Sfrondate appelle
donc à son secours l'éloquence des O-
rateurs ; qu'il cherche à soutenir des
raisons impuissantes par des expres-
sions pompeuses : on ne lui envie
point cette ressource. La vérité toute
nuë,

nuë , & sans ornemens a des graces assez puissantes , une force assez solide , pour se faire jour , elle se fait respecter par elle-même.

Mais , ces Orateurs si distingués , qui dans leurs Plaidoyers ont exagéré pour la défense de leurs Causes la force de cette présomption , n'ont pas dit , ils n'ont assurément jamais pensé , que le sceau du Mariage dût purifier la naissance d'un enfant conçu précédemment des œuvres d'un autre que de l'époux ; que la preuve cédat à une prétendue présomption , la réalité aux ombres , la vérité constante & établie à une conjecture non seulement incertaine , mais détruite & anéantie par des faits certains , & par toutes sortes de témoignages.

Ce qu'il y a d'essentiel , c'est qu'ils ont parlé & supposé la présomption dans le cas des enfans , non seulement nés , mais conçus , pendant le mariage , baptisés comme enfans légitimes des parens à qui on prétendoit les rendre étrangers ; & ce qui est bien précis contre l'objet du sieur de Sfrondate , c'est que dans ces Causes mêmes , non-obstant ces circonstances pressantes de la conception dans le cours du mariage , & d'un Extrait-Baptistaire , la preuve néanmoins avoit été ordonnée , il y avoit des Enquêtes ou Informations rapportées , on avoit ouï des témoins , & fait

fait subir des Interrogatoires (a). Fa-
loit-il que nos Adversaires employassent
encore des témoins, qui déposent con-
tre leur prétention, comme ils l'ont
fait dans les Informations & dans les
Enquêtes ?

Après tout, ces riches expressions
des secrets invisibles du moment de la
conception, qui ne sont connus que de
l'œil invisible, employées pour rendre
douteuse ou équivoque aux yeux des
autres celle dont il s'agit, pendant
qu'elle ne l'est pas à ceux du sieur de
Sfrondate, sont des ombres que l'on
affecte vainement de répandre dans
une hypothèse, où sans équivoque la
vérité a été reconnue, déclarée, avouée
avant le mariage, où les démarches du
sieur de Sfrondate dans les premiers in-
stans du mariage l'ont confirmée; où
tout ce qui a suivi l'atteste autant que
les témoins mêmes qui en étoient in-
struits, & qui l'ont déposé.

C'est donc hors de propos que l'on
a recours, dans l'espece dont il s'agit,
à

(a) Pour favoriser l'opinion de cet Avocat, on
peut dire que cela a été observé par M. le Maître dans
son Avis au Lecteur sur l'Arrêt de la Cognot. C'est ce
que M. Gantier, qui avoit plaidé pour la mere de la
Cognot, remarque encore, Tome I, Plaidoyer 3. pag. 78.
Cependant le sieur de Sfrondate soutient que la seule
présomption *pater est* est suffisante, qu'elle exclut
toute preuve contraire, & prévaut sur la preuve qu'on
lui oppose.

à la Loy *septimo mense*, pour dire qu'un enfant peut naître dans le septième mois de sa conception; que cet événement toujours singulier, toujours imprévu, n'est pourtant pas impossible. La Dame de Sfrondate accoucha six mois cinq à six jours après son mariage, mais ce fut au terme ordinaire des neuf mois après celui de sa conception, sur lequel elle s'étoit expliquée non seulement au sieur de Blancary & au sieur de Sfrondate, aux témoins produits par la Dame Contariny, mais à ceux même qui ont déposé dans l'Enquête du sieur de Sfrondate. On a employé là-dessus les Dépôts de Jeanne Baroty, d'Etienne Acofta, de Marguerite Ricoty, témoins de son Enquête. C'est dans ce tems bien prévu, bien marqué, bien déclaré, suivant les règles & les époques ordinaires des accouchemens, qu'est arrivé la naissance dont il s'agit. Ce fut après une grossesse reconnue, avouée avant le mariage; ce fut après que le sieur de Sfrondate dans les premiers jours de mariage se fut plaint, eut témoigné là-dessus dans ces tems non suspects & non équivoques, son ressentiment & son désespoir; ce fut après qu'en conséquence de cet aveu, de ce fait déclaré de nouveau en présence de feu M. de Blancary, on eut pris avec lui les mesures que l'on jugea les plus convenables,

&

& qui parurent telles au sieur de Sfrondate , pour sa propre satisfaction , pour empêcher ce mélange d'un sujet étranger dans sa famille , & que l'on eût concerté pour cela , sur le terme ordinaire de neuf mois , le lieu & les circonstances de l'accouchement. Est-ce donc ici où l'on peut employer pour preuve la possibilité établie dans la Loy *septimo mense*?

En effet , on pourroit dire , que cette conjecture du septième mois n'a lieu que lorsque le septième mois est accompli , *septimo mense pleno* ; c'est la note de Godefroy ; c'est ainsi que le Jurisconsulte Paulus liv. 4. Sent. en avoit parlé ; c'est ce que M. Cujas l. 4. chap. 9. *ad sententias Paulo* observe. C'est ce que les plus habiles Physiciens ont décidé.

Car , suivant le sentiment même d'Hypocrate , d'Aristote , & des autres Médecins & Naturalistes , la présomption est pour la naissance au terme de neuf mois : un accouchement venu six mois & cinq jours après le mariage , lors même que la grossesse n'a point été déclarée précédemment , est toujours très-suspect ; & tout l'avantage que pourroient tirer nos adversaires de cette possibilité établie sur le sentiment conjectural d'Hypocrate , c'est que la naissance à ce terme de six mois , & quelques jours après le mariage , ne fut pas

pas la seule circonstance de conviction contre le mari , mais seulement de suspicion insuffisante sans les autres preuves qui résultent des Enquêtes , des Pièces , & des Faits établis au Procès , mais pleinement & invinciblement concluantes dans leurs concours. En un mot , cette Loy , ni aucune autre , ne dit pas qu'il fuffise , pour être enfant légitime du mari , d'être né pendant le mariage , après avoir été conçu des œuvres d'un autre avant le mariage , ni que le Sacrement survenant exclue la preuve du fait : on a montré , que les Textes , les Docteurs , les Arrêts , le décident autrement (a).

Que reste-t'il à nos Adversaires ? Se retrancheront-ils dans la possession d'état de cette fille ? Oferont-ils alléguer en leur faveur la reconnoissance de leur famille ? Ces deux circonstances s'élevent encore contre eux.

Le fleur de Sfrondate , il est vrai , se pare du titre de la paternité : c'est ma fille , dit-il. Mais , quel tems a-t'il choisi pour emprunter ce faux personnage ? C'est après la mort de sa femme ,

(a) On peut encore consulter sur cette matiere deux Auteurs d'une grande Expérience , & dont l'Opinion est d'un grand poids dans cette matiere ; c'est Zachias dans son Livre intitulé , *Questions Medico-Legales* , Liv. 1. tit. 2. quest. 2. & 3. & Mauriceau Auteur François , dans son Livre des *Maladies des Femmes* , Liv. 2. pag. 49. & suiv.

me ; que , dans le désespoir de n'avoir point d'héritiers légitimes , & dans le desir d'envahir tous les biens de la Maison du sieur de Blancary , il tire du néant & de l'obscurité cette fille qu'il avoit proscrite avant qu'elle eut vû la lumière ; cette fille , qu'il sçait , qu'il a déclaré cent fois , être le fruit de la séduction : -c'est après l'avoir abandonnée pendant trois années entieres à tous les malheurs qu'entraînoit le vice de la naissance , quoiqu'il connut , ainsi qu'on l'a démontré , qu'elle étoit vivante. S'il avoit été pere , auroit-il si long-tems tardé à le paroître ? Ce n'est que l'avidité qui l'excite ; ce n'est pas la nature qui l'anime. Disons donc avec le plus sage des Rois : *Non date eam illi viro , quia non commota sunt viscera ejus in eâ* : ne lui donnez pas cette fille , parce que ses entrailles ne se sont pas attendries sur elle.

Au reste , toute la famille du sieur de Blancary , tous les parens se sont hautement déclarés , ils sont indignés de l'iniquité du sieur de Sfrondate , ses proches n'en sont pas moins scandalisés.

Ainsi , toutes les présomptions que l'on rassemble pour établir une possession de filiation légitime , & pour en suppléer la Preuve dans les cas où l'illégitimité n'est pas certaine , manquent ici. Si tout s'éleve contre le sieur de Sfrondate , & la prétendue fille : désaveu avant la nais-

fance , dans la naissance , après la naissance , défaut d'Extrait-Baptistaire , éducation , voix publique , sentiment commun de la famille ; que fera ce dans une espece où d'ailleurs cette illégitimité est constante par des Preuves précises & positives , où la grossesse précédente au Mariage *de alieno & peregrino semine* , pour user des termes de la Nouvelle , est établie par tant de témoignages supérieurs à toute exception , qui s'entre-soutiennent mutuellement , & a été si expressément déclarée , & si solennellement reconnue , par le sieur de Sfrondate même , dans un tems non suspect & non équivoque ? Où est la Preuve de la légitimité ? où en est la possession ?

Nous plaignons le sort de cette créature infortunée ; elle est innocente du crime qui lui a prucuré la naissance ; ses larmes sont touchantes ; mais , elle est bien moins à plaindre encore , que des enfans nés dans la bonne foy du Sacrement , à qui on enleve pourtant tous les caracteres de légitimité ; parce que leurs parens ont péché dans la célébration contre la formalité prescrite par les Loix du Royaume : victimes de la regle austere la Justice , insensible à leurs sanglots , les précipite dans l'infamie. C'est aux Magistrats , dépositaires de la Loy , qu'il appartient de la faire observer sans ménagement : c'est à ces esprits

esprits robustes , & à ces genies du premier ordre , qu'il convient de se rendre supérieurs aux erreurs populaires , à la sensibilité même , pour faire triompher dans leurs jugemens la vérité & la justice : *justum judicium judicate.*

On rapporte ensuite un Mémoire écrit de la main du sieur de Blancary , où il rappelle les faits que son Défenseur a mis en œuvre , il les atteste. Il a laissé cet ouvrage imparfait.

Le Défenseur de la Demoiselle de Sfrondate répondit ainsi à son Adversaire. Voici quel fut son Exorde :

Réponse
du Sieur &
de la De-
moiselle de
Sfrondate.

On a vû autrefois des peres assez peu jaloux de leur honneur , pour combattre l'état d'un enfant né trois ou quatre mois après leur mariage ; on en a vû d'autre se faire de leur absence un titre spécieux de leur désaveu : mais , qu'il y ait jamais eu des collatéraux assez téméraires , pour contester , après onze années de possession tranquille , la légitimité d'une fille née dans le septième mois du mariage de ses pere & mere , pour oser fouiller dans les secrets de la Nature , & reprocher à cette fille , qu'elle a vu le jour au terme commun de neuf mois , qu'elle tire son origine d'une autre source que de celle qui la reclame , c'est une entreprise audacieuse , dont jusques ici l'on ne trouvera pas d'exemple. Tel est cependant l'unique objet de cette illustre Cause.

La Demoiselle de Sfrondate , pour être

née (comme tant d'autres) dans le septième mois, voit l'honneur de sa naissance attaqué; on fait un crime à son état du jeu innocent de la Nature; on lui reproche le hazard d'un terme anticipé, que les Loix adoptent pour légitime; &, en décriant son origine, on flétrit ceux à qui elle la doit. C'eut été trop peu pour ses Adversaires d'imputer simplement à sa mere une habitude illícite; on porte tout d'un coup le crime jusqu'à l'inceste: ç'eut été trop peu pour leur malignité d'attribuer à son pere une aveugle complaisance, ou une ignorance profonde sur ce prétendu commerce; on veut qu'il s'en soit plaint dans un tems par la force de la Vérité, & qu'il ait dans un autre tems révoqué ses propres plaintes, par les tentations de l'intérêt: tout est en butte aux traits de l'avarice & de la calomnie. Cependant, pour ne laisser aucun soupçon dans les esprits, & satisfaire avec le dernier scrupule la Religion de la Justice, on divisera ce Mémoire en deux Parties.

Dans la premiere, on établira la Vérité de la Naissance de la Demoiselle de Sfrontate; dans la seconde, on établira sa légitimité.

P R E M I E R E P A R T I E .

La Demoiselle de Sfrondate est la même fille que celle qui est née le 7 Septembre 1700 à Scarampo , & qui a été baptisée le lendemain 8 à Pontaloné.

Pour mettre cette Vérité dans tout son jour , on détruira d'abord , & par les principes , & par la propre Enquête de la Dame Contariny , l'idée de supposition qu'elle avoit imaginée , & qu'elle a été forcée d'abandonner : on rapportera ensuite des Preuves si éclatantes de la Vérité qu'on deffend , qu'il n'y aura personne qui n'en demeure convaincu.

Avant de détruire la supposition , il est nécessaire d'en rappeler le Systême. La Dame Contariny avouoit , que la Dame de Sfrondate étoit accouchée le 7 Octobre 1700 d'une fille qui avoit été baptisée le 8 à Pontaloné sous le nom militaire d'Enfant trouvée ; mais , elle prétendoit , que cette fille étoit décédée depuis , & que la Grignety , chargée de quatre enfans , qui étoient le fruit de la prostitution de sa fille avec un nommé Spinnely , avoit remis au sieur de Sfrondate un de ces enfans de débauche qu'elle avoit retiré quelques jours auparavant des mains d'une femme nommée Susanne Rouffety. Voilà l'idée qu'elle avoit répandue lors de la Sentence inter-

locutoire du 3 Septembre 1710, & qui avoit porté les premiers Juges à lui permettre de prouver par témoins que la D^{emoiselle} de Sfrondate n'étoit pas née pendant & constant le mariage.

Suivant ce S^{ist}ème, les premiers Juges ont-ils pû, sans blesser la regle, permettre la Preuve testimoniale ? C'est une Question qu'il faut d'abord examiner. En supposant cette Preuve admissible, y a-t'il dans l'Enquête de la Dame Contariny la plus foible présomption de la supposition qu'elle alléguoit ? C'est un fait qui dépend de la discussion de son Enquête.

On ne fera pas beaucoup d'efforts pour démontrer, que la regle deffendoit d'admettre la Preuve testimoniale dans cette espece : la D^{emoiselle} de Sfrondate rapportoit un Extrait-Baptistaire conçu, à la vérité, dans des termes obscurs & cachés ; mais, il n'étoit pas douteux, & la Dame Contariny convenoit, que cet Extrait-Baptistaire étoit celui de la fille à qui la Dame de Sfrondate avoit donné le jour le 7 Octobre 1700 : ainsi son aveu levoit à cet égard tous les doutes, & fixoit l'incertitude où laissoient les termes de l'Extrait-Baptistaire rapporté.

En effet, lorsque, dans une question d'état, de la nature de celle-ci, la Naissance de l'enfant est certaine, quand sa mere est reconnue, quand on convient de l'Extrait-Baptistaire que cet enfant

reclame, & que nul autre ne lui conteste, ne trouve-t'on pas alors dans ces circonstances réunies, toutes les Preuves que fourniroit l'Extrait-Baptistaire le plus clair & le plus précis? Cette proposition indubitable dans la these générale devient encore plus certaine, si l'enfant réunit à ce premier titre une possession d'état constante, la réclamation de son pere, & la reconnoissance d'une partie de sa famille. On peut donc dire, que la Demoiselle de Sfrondate devoit être considérée comme une enfant qui rapportoit pour Preuve de sa filiation un Extrait-Baptistaire, où son nom, celui de sa mere, le jour de sa naissance, étoient exprimés, c'est-à-dire, une Preuve certaine, irréprochable, admise par les Loix de l'Etat.

La Dame Contariny alléguoit la mort de l'enfant dont elle avoit la naissance, elle accusoit la Demoiselle de Sfrondate d'usurper le nom & l'Extrait-Baptistaire de cet enfant: pouvoit-on écouter un pareil langage, qu'elle ne rapportât en même tems un Extrait-Mortuaire? & pouvoit-on lui permettre de prouver par témoins la supposition qu'elle articuloit, sans violer toutes les Loix (a)? La supposition ne peut être allé-

(a). L'Ordonnance de Blois, Art. XVIII. porte:

alléguée que dans trois cas : il faut , ou que l'enfant , dont on reclame le nom , n'ait jamais existé (& c'est ce qu'on appelle supposition de part ,) ou que l'enfant qui a existé soit mort depuis , ou enfin qu'il y ait un autre enfant qui reclame actuellement le même nom & le même état ; on appelle la supposition de ces deux dernieres especes , supposition de personnes. Dans la supposition de part , & lorsqu'il se rencontre deux enfans qui s'adoptent le même Extrait-Baptistaire , la Preuve testimoniale est admissible ; mais , lorsque l'enfant a existé , & qu'on prétend qu'il est mort depuis , cette Preuve ne peut être admise , il faut un Extrait Mortuaire.

Ajoûtons à ces principes la Regle de Droit , *Filius quem constat natum fuisse , nec apparet de ejus morte , præsumitur vivere , etiamnum post patris mortem* : le fils qui est constamment né , & dont la mort n'est point établie , est présumé vivant , même après la mort de son pere. Elle reçoit une application parfaite à l'especé de cette Cause , *filius quem constat natum fuisse*. Il est ici certain que la Dame de Sfrondate est accouchée le 7. Octobre d'une fille qui a été baptisée le 8 :

nec

Pour éviter la Preuve par Témoins , que l'on est souvent contraint de faire en Justice touchant les Morts & Enterremens des personnes , enjoignons , &c. Odon. da 1667 tit. 20. Art. 7.

nec apparet de ejus morte ; on ne rapporte point d'Extrait - Mortuaire de cette fille ; *presumitur vivere*, elle est donc présumée vivante. Si, en termes de Droit elle est présumée vivante, qui peut être cette fille, si-non celle que le pere représente, & qu'il élève depuis onze années, dans cette qualité à la vûe de toute la famille, & sans qu'on ait osé lui constater son état, que depuis trois ou quatre années ?

Mais, quand on pourroit regarder la Preuve ordonnée par la Sentence du 3. Septembre 1710, comme une Preuve admissible, on va voir, dans la Discussion de l'Enquête de la Dame Contariny, qu'il n'y a pas la plus foible présomption, ni de la mort, ni de la supposition, qu'elle avoit articulée.

On a examiné cette Enquête avec le dernier scrupule, on a étudié les Dépositions des vingt-quatre témoins qui ont été entendus. De ces 24 témoins, il y en a quinze, qui parlent de la Demoiselle de Sfrondate comme de la fille dont la Dame de Sfrondate est accouchée le 7 Octobre 1700. Il n'y en a pas un seul, qui dépose de la mort de cette fille : sans cela néanmoins le systême de supposition tombe de soi-même : quelques-uns déclarent, que Spinelly leur avoit dit, qu'il étoit le pere d'une fille, que la femme de Grignety avoit mise en pension chez Susanne Rouffety, & qu'on

verroit bientôt cette fille magnifique. On veut induire de la Déposition de ces témoins , que la Demoiselle de Sfrondate est cette fille nourrie chez la Rouffety , dont Spinelly s'étoit dit le pere , & que la Grignety a remise au sieur de Sfrondate : mais , cette induction est démentie , 1°. par la Déposition de la Grignety , qui déclare avoir toujours gardé dans la maison la Demoiselle de Sfrondate , 2°. par la Déposition de la Demoiselle Paulo , quatrième témoin de l'Enquête de la Dame Contariny. Il n'y avoit certainement personne , qui pût mieux connoître l'enfant que la Dame de Sfrondate avoit mis au monde : elle avoüe dans sa Déposition , qu'elle étoit présente aux couches de la Dame de Sfrondate , qu'elle avoit elle même enfermé la Demoiselle de Sfrondate dans un panier , & l'avoit donnée au Valet du sieur de Blancary , avec ordre de la porter à Pontaloné , & de la faire baptiser. elle avoüe , qu'en 1702 elle avoit fait porter par Jeanne Baroty la Demoiselle de Sfrondate dans la maison de la Grignety : elle déclare encore , que , pendant le mois de Novembre 1703 , elle se l'étoit fait apporter plusieurs jours de suite dans l'Eglise des Cordeliers. Elle convient , qu'au mois de Décembre de la même année 1703 , elle fut priée par le sieur de Blancary d'aller chez la Grignety , qui lui dit qu'elle y trouveroit le
sieur

sieur Cesariny & le sieur Piloto , qui l'informeront des résolutions qu'ils avoient prises , & qu'en présence du sieur de Sfrondate & du sieur Piloto , le sieur Cesariny avoit pris des mains de la Grignety la Demoiselle de Sfrondate , & qu'elle s'étoit chargée du soin de la présenter elle-même au sieur de Sfrondate son pere. Que devient , après tous ces faits déclarés par le témoin favori de la Dame Contariny , cette Histoire fabuleuse , qu'au mois de Décembre 1703 , la Grignety avoit remis au sieur de Sfrondate une fille étrangere ? Cette supposition pouvoit elle jamais se faire en présence de la Demoiselle Paulo , qui avoit vû dans tous les tems la Demoiselle de Sfrondate , qui n'avoit même cessé de la voir que depuis huit jours , & qui ne pouvoit par conséquent être trompée ? Si la Grignety eut représenté au sieur de Sfrondate une autre fille que celle qui lui avoit été confiée par la Demoiselle Paulo au mois d'Octobre 1702 , & que la Demoiselle Paulo avoit vûë plusieurs fois dans le cours du mois de Novembre 1703 , ne se seroit-elle pas recriée contre la supposition ? L'on voit au contraire , que ce fut elle qui se chargea de la présenter au sieur de Sfrondate de la part du sieur de Blancary.

Cette idée de supposition est encore démentie , 1^o. par les deux Enquêtes que le sieur de Sfrondate a faites , la
pre:

premiere le 12. Décembre 1703, l'autre en exécution de la Sentence du 3 Septembre 1710. La Demoiselle de Sfrondate a été représentée à chaque témoin en particulier, lors de sa déposition, tous sans exception l'ont reconnu pour être la fille qu'ils ont vû naître à Scarampo (a), qu'ils ont vû baptiser à Pontaloné le 8 Octobre (b), qu'ils ont tenu sur les Fonts de Baptême (c), qu'ils ont transporté une premiere fois de Pontaloné à saint Albino, & de saint Albino à Turin (d), qu'ils ont nourrie & élevée (e), enfin qu'ils ont remise au sieur de Sfrondate à la priere du sieur de Blancary (f). 2°. Par un Mémoire, qu'on dit être écrit de la main du sieur de Blancary, & qu'on veut faire regarder comme une pièce décisive contre l'état légitime de la Demoiselle de Sfrondate. Dans ce Mémoire, le sieur de Blancary reconnoit lui-même la vérité de la naissance de sa petite-fille; il reconnoît que l'Extrait-Baptistaire du 8 Octobre est celui de la Demoiselle de Sfrondate. Il
con-

(a) Jeanne Baroty, Marguerite Ricoty, la Demoiselle Paulo.

(b) Acofta; le sieur Gorgone, Vicaire; François Rouffety.

(c) Jacques Inamorato, Catherine Cornety.

(d) Acofta, Agent du sieur de Blancary, deux Matelots.

(e) La Nourrice de S. Albino, le Chirurgien, sa femme, Jeanne Baroty, son Mari, la Grignety.

(f) Le sieur Cesariny, la Demoiselle Paulo.

Convient avoir écrit faussement sa mort au sieur de Sfrondate son pere. Il fait l'Histoire de tous les endroits par lesquels il l'a fait passer; à Pontaloné, à saint Albino, à Turin; chez Jeanne Baroty, chez la Grignety; de-là dans la maison du sieur de Sfrondate. Comment accorder ce Mémoire avec la supposition? Et peut-il, après tant de reconnoissances, rester le plus foible soupçon dans les esprits?

Au secours de ces Preuves éclatantes, & de la fausseté de la supposition, & de la vérité de la naissance, vient encore l'éducation publique, que la Demoiselle de Sfrondate a reçue depuis l'année 1703, dans la maison du sieur de Sfrondate son pere, sans que, ni le sieur de Blancary, ni la Dame de Blancary décédée seulement depuis six mois, ni les Adversaires de la Demoiselle de Sfrondate eux-mêmes, y aient apporté le moindre trouble. Cette éducation fournit à la Demoiselle de Sfrondate un double avantage.

Premièrement, elle forme par elle-même une Preuve parfaite de sa filiation, *Tractatu probatur filiatio*, disent les Jurisconsultes, *tenendo quem in domo, educando, alimentando, & cætera necessaria subministrando*, on prouve la filiation par le traitement, en tenant une personne dans sa maison, en l'élevant, la nourrissant, & lui donnant les choses nécessaires;

res. En second lieu, elle établit en sa faveur une possession d'état, qui auroit même le caractère de la mettre à couvert du défaut d'Acte-Baptistaire, si elle n'en rapportoit point, & qui efface tous les doutes, lorsqu'elle est unie à un Extrait-Baptistaire.

En effet, personne n'ignore de quel poids la possession d'état est dans ces sortes de Causes: si l'on consulte les Docteurs, qui ont traité *ex professo* cette question*, tous conviennent que la possession d'état *vim habet plenæ probationis, tam in petitorio quam in possessorio judicio*, elle a la force d'une Preuve entière, tant dans le pétitoire que dans le possessoire. Si l'on consulte la Jurisprudence de tous les Tribunaux, on trouve une infinité d'exemples qui confirment bien précisément cette doctrine (a).

Si

(a) J'ajouterai pour fortifier le sentiment de cet Avocat de Turin, que le sieur Lucien Soëve dont l'exaëtitude est connue, nous en rapporte deux bien célèbres. Le premier*, dans l'espece d'un enfant né d'une conjonction incestueuse & sacrilege: sa possession d'état, l'éducation qu'il avoit reçue dans la famille qu'il reclamoit, l'emportèrent sur le vice de sa naissance. Le second*, dans l'espece d'une veuve qui ne rapportoit point d'acte de célébration de son mariage: on contesloit à cette veuve une donation qui lui avoit été faite par celui dont elle se prétendoit la femme, & l'on soutenoit qu'elle n'avoit jamais été que sa concubine; la possession d'état dans laquelle elle prouva qu'elle avoit vécu emporta la balance, & la donation fut confirmée.

On ajoutera à ces deux préjugés celui d'un Arrêt rendu en la Grand-Chambre du Parlement de Paris le

* Mascara.
Alci Mé-
noch. de
presumpt.
lib. 6.
cap. 54.

* Tome 2.
Cent. 3.
chap. 69.

* Tome 2.
Cent. 4.
chap. 92.

Si la possession d'état fait présumer la lé.

15. Juin 1711. dans une Cause dont l'espece étoit singuliere La veuve de Michel Miolle, après la mort d'Elizabeth Miolle sa fille unique, se fait adjuger en la Chambre du Trésor contre François Miolle pere de Michel, & ayeul d'Elizabeth, toute la succession tant mobiliere qu'immobiliere de sa fille. Cette succession ne pouvoit jamais lui être déferée, qu'en supposant son mari bâtard; en le supposant légitime, elle se partageoit naturellement entre cette veuve pour les effets mobiliers seulement, & l'ayeul paternel pour les propres naissans. François Miolle interjette appel de la sentence du Trésor, elle est confirmée avec lui, il passe même encore une transaction par laquelle il consent que sa bru se mette en possession généralement de tous les biens, elle en jouit paisiblement vingt-un ans, elle decede après avoir institué une de ses sœurs sa légataire universelle. Deux années après son décès, les héritiers de François Miolle reviennent contre tous les actes passés avec leur auteur, ils interjettent appel de la sentence du Trésor, ils prennent des lettres en forme de Requête civile contre l'Arrêt confirmatif, & des lettres de Rescision contre la transaction. On leur opposoit dans la forme le laps des vingt-trois années qui s'étoient écoulées depuis l'Arrêt & la Transaction; on leur opposoit dans le fond qu'ils ne rapportoient point l'Acte de célébration du mariage dont ils prétendoient que Michel Miolle étoit sorti, & que François Miolle son pere l'avoit lui-même reconnu pour être son bâtard en demandant au Roi le don de ses biens à titre de bâtardise. Nonobstant tous ces moyens, l'Arrêt condamna la légataire universelle à rendre & restituer à ces héritiers les propres naissans d'Elizabeth Miolle, parce qu'il étoit prouvé que Michel Miolle, pendant les premieres années de sa naissance, avoit été élevé dans la maison de son pere comme un enfant légitime, & l'on n'écouta, ni les fins de non-recevoir, ni les reconnoissances contraires à l'Etat.

Ce fut la possession d'état, qui fut cause qu'on déclara Barthelemy Bourgelat fils légitime de Pierre Bourgelat, & qui admit sa veuve comme son héritière par Arrêt du 12. Aoust 1729. rendu en la Grand-Chambre du Parlement de Paris, au partage de la succession du même Pierre Bourgelat avec les enfans du second lit, qui lui
dispos-

légitimité & la filiation, si elle efface le vice de la naissance; si elle met à couvert du défaut d'Acte de célébration, & d'Acte Baptistaire; de quelle importance doit-elle être dans une Cause où l'on réunit à l'éducation un Extrait-Baptistaire? Car, on ne sçauroit trop le repeter dès qu'il est certain que l'Extrait-Baptistaire du 8 Octobre 1700 est celui de l'enfant né le 7. à Scarampo, & que d'ailleurs cet Acte n'est point détruit par un Extrait-Mortuaire, c'est reconnoître précisément, que la Demoiselle de Sfrondate vient réclamer sa naissance avec un titre invariable. On ne peut donc pas la regarder comme une fille, qui, à la faveur d'un Extrait-Baptistaire usurpé, se prétend fille de personnes qu'elle n'a jamais connues, & chez lesquelles elle n'a point été élevée. Restituée trois années après sa naissance dans son véritable état par un ayeul qui jusques-là y avoit donné atteinte, elle a été élevée publiquement dans la maison de son pere; elle a joui sans inquiétude de tous les avantages de la légitimité: c'est donc un enfant, qui a tout à la fois, & l'autenticité du titre, & la faveur de la possession. Si elle étoit une fille supposée, comme la Dame Contariny l'avoit d'abord allégué, est-il naturel de penser, que le Sieur & la Dame de
Blan-

disputoient l'état de son mari. Dans cette Cause on n'apportoit point d'Acte de célébration de mariage.

Blancary fussent restés pendant tout le cours de leur vie dans le silence sur une injustice aussi criante ; & qu'ils eussent laissé jouir, comme ils ont fait, le sieur de Sfrondate de la dot qu'ils avoient donnée à la Dame de Sfrondate ? S'imaginera t'on facilement, que toute une famille ait vû cette injustice sans s'en plaindre , & que tous les parens, tant paternels que maternels, si on en excepte les Adversaires, de la Demoiselle de Sfrondate , la reconnoissent aujourd'hui avec autant d'éclat qu'ils le font ?

SECONDE PARTIE.

La Demoiselle de Sfrondate est légitime.

On établira dans cette seconde Partie , deux Propositions : la premiere , qu'il suffit à un enfant , pour être légitime , d'être né pendant le mariage de ses pere & mere. La seconde , que si on pouvoit imaginer quelques doutes dans la these générale , tous ces doutes s'y évanoüissent , lorsque l'enfant est né dans le septieme mois du mariage. De ces deux Propositions , on en tirera les moyens d'appel contre la seconde disposition de la Sentence du 3 Septembre 1710 , qui , en changeant le sieur de Sfrondate de prouver que la Demoiselle de Sfrondate étoit née de son mariage , a permis à la Dame Contariny de faire une Preuve con-

Tome XIX. H traf-

traire ; & l'on fera voir , qu'outre l'impossibilité de cette Preuve , elle étoit encore indécente & injurieuse , par conséquent inadmissible.

On fera connoître ensuite , que s'il étoit permis d'ajouter foi à l'Enquête de la Dame Contariny , non seulement il n'y a point de Preuves du commerce incestueux auquel on attribue la Naissance de la Demoiselle de Sfrondate , mais qu'on y trouve même des présomptions assez violentes pour persuader que la Demoiselle de Sfrondate doit sa Naissance au sieur de Sfrondate , en la supposant même conçue avant le mariage.

La première Proposition a pour garant, 1°. l'Autorité du Droit-Romain , qui doit faire d'autant plus de poids dans cette Cause , que les Parties y sont soumises ; 2°. le sentiment unanime des Docteurs qui se sont attachés à traiter spécialement cette Question. *Pour nous rendre utile cet Ouvrage étranger , j'ajouterai l'Autorité de notre Jurisprudence Française , qui a adopté dans cette matiere la sagesse des Décisions Romaines.*

AUTORITE'S DU DROIT ROMAIN.

Est-il vrai , que dans le Droit Romain un enfant , pour établir sa légitimité , soit seulement obligé de prouver sa naissance pendant le mariage ? Écoutons parler cette Loi si fameuse : *Pater is est quem nuptiæ*

nuptiæ demonstrant. Voulez-vous connoître, dit cette Loi, le pere d'un enfant dont vous avez à juger la légitimité : jetez les yeux sur le mari de sa mere, à ces traits, vous ne pouvez le méconnoître ; *nuptiæ demonstrant.* La raison, qu'en rendent les Jurisconsultes, persuade la Vérité de la Regle. *Scire enim est impossibile quis cujus filius sit, mater certa, pater incertus* : il est impossible de sçavoir précisément à qui un enfant doit sa naissance, le pere est incertain, & la mere certaine. Dans l'ordre civil, la conception est incertaine : dans cette ambiguité, comment se déterminer ? *Pater est quem nuptiæ demonstrant.* Celui-là est légitime, qui naît sous le sceau du mariage. Portez vos vûës si loin que vous voudrez ; faites vous une étude particuliere de cette connoissance, vous ne trouverez que des présomptions, qui ne pourront jamais entrer en parallele avec la présomption de la Loy.

Cette Raison, que les Jurisconsultes nous donnent, & qu'il n'est pas permis à personne de ne pas sentir, pour peu qu'on y reflexisse un instant, ils la tirent de la disposition litterale de la Loi 83. ff. de cond. & demonstr. Un pere institue son héritier un fils né dans le cours de son mariage, & il l'institue sous la condition qu'il prouvera devant un Juge qu'il est né du commerce légitime qu'il a eu avec sa mere : le testament, qui renferme

une pareille institution, sera-t'il valable ? La Loi décide, qu'il ne faut y avoir aucun égard ; parce que, dit-elle, un fils ne peut jamais être institué héritier sous condition, qu'elle ne soit en même tems potestative : or, il n'est pas au pouvoir d'un enfant de prouver qu'il doit sa naissance au mari de sa mere ; & Barthole sur cette Loi dit, *filiatio non potest probari quoad patrem, nec directò, nec necessario.*

On vient d'entendre la définition du pere, *pater est quem nuptie demonstrant* : voici la définition qui nous est donnée d'un enfant légitime dans la Loi 6. ff. *de his qui sunt sui vel alieni juris, filium eum esse definimus qui ex viro & uxore ejus nascitur*, de ceux qui sont maîtres de leur droit, ou qui dépendent d'autrui, nous appellons fils celui qui est né du mari de la femme. La Dame Contariny ne critique pas cette Loi comme elle fait toutes les autres : ces termes, *ex viro*, lui paroissent favorables ; mais on voit bien qu'elle ne s'attache qu'à l'écorce, & qu'elle n'en entend pas le véritable sens : en effet, cette Loi ne donne qu'une simple définition du fils légitime, qu'elle ne pouvoit pas donner autrement ; elle ne parle pas de la Preuve, c'est ce qui a fait demander aux Jurisconsultes, comment un enfant pourra-t'il prouver, qu'il est né du mari, *ex viro*, tous rapprochent Loi *filium*, de la

la Loi *pater est*. Il prouvera qu'il est né pendant le mariage, *notâ quod hæc lex fingit, nam hoc verè scire impossibile est, filiationem probare potestativa conditio non est*. C'est une Note d'Accurse sur les termes *ex viro*. Au reste, on n'a pas besoin de leur interprétation pour faire connoître, que la Loi *filium* n'entend point obliger un enfant à prouver qu'il est né du commerce de la femme & du mari. Premièrement, on vient de faire voir, que la Loi 83. au ff. *cond. & demonst.* décide nettement, que c'est une Preuve impossible. En second lieu, il ne faut pas même s'écarter de la Loi *filium*, pour le démontrer; car, après avoir établi la définition du fils légitime, elle propose deux exceptions qui marquent bien qu'elle est étroitement liée avec la Loi *pater est*. La première, *si maritus reversus post decennium, invenit anniculum in domo suâ*, si le mari trouve dans sa maison un enfant d'un an; c'est-à-dire, si son absence est prouvée, de manière qu'il soit physiquement & naturellement impossible qu'il soit revenu. La seconde; *si eâ valetudine pater familius fuit ut generare non possit*, si le mari prouve qu'il étoit impuissant dès sa naissance. Dans ces deux cas, la Loi lui permet d'en faire la Preuve. Or, s'il ne suffisoit pas à un enfant pour être légitime d'être né pendant le cours du mariage; si la Loi *filium* obligeoit les enfans de

Observez que cette Loi fait une Opposition, car il n'est pas possible de faire cette Preuve.

prouver qu'ils tiennent leur naissance du mari de leur mere ; auroit-elle , dans les deux exceptions qu'elle propose , fait retomber la nécessité de la Preuve sur le mari ?

La Loi *miles ff. ad leg. Jul. de adult* forme encore une Preuve incontestable , que l'on ne peut juger de l'état légitime que par la présomption de la regle *pater est* , que les Docteurs appellent *presumptio juris & de jure*. Elle décide , que quand le mari auroit fait condamner sa femme pour crime d'adultere , l'enfant , à qui elle a donné le jour avant l'accusation , & dans le tems du crime n'en est pas moins légitime , *cum possit & illa adultera esse , & impubes defunctum patrem habuisse* , elle peut être adultere , & l'enfant être venu après la mort du mari. Et c'est ce qui a fait dire à l'excellent Déclamateur : *Mariti mores uxorem executiant , mariti severitatem desiderant liberis satis est quod nati sunt*. Declam. 330. Quintilianus. Que les maris s'attachent tant qu'ils voudront à examiner de près la conduite de leurs femmes , c'est assez pour les enfans d'être nez dans le cours du mariage : & c'est ce qui a fait dire encore à l'Empereur Justinien* , *sit autem , & soboles legitima etiam invita patre* , le pere malgré lui peut avoir une race légitime.

Sentiment des Docteurs, soit François ou autres.

Alexandre dans son Conseil 88. liv. 7. & Maître Charles du Moulin dans sa Note sur ce Conseil d'Alexandre, ne balancent pas à décider, que, dans quelque tems que l'enfant soit conçu, pourvu qu'il soit né pendant le mariage, il est légitime, & qu'on ne peut jamais admettre la Preuve contraire. *Nec probatio*, dit Dumoulin, *in contrarium admitteretur, repet. l. pater*. On voit que ce qui détermine ce Jurisconsulte célèbre, c'est la Loi *pater est quem nuptiæ demonstrant*.

Mornac sur la Loi *filium*, si favorable à la Dame Contariny, si on en veut croire l'interprétation forcée qu'elle y donne, dit que tous les Interprètes adoptent ce sentiment de Dumoulin qu'il rapporte (a), & que la raison en doit être puisée dans la Loi *Lucius. 83. ff. de cond. & demonst.* Il rapporte, pour fortifier l'opinion constante des Docteurs, le préjugé d'un Arrêt du 2 Mars 1598, qui cassa le testament d'un ayeul, qui avoit institué ses héritiers les enfans de son fils, s'ils pouvoient prouver qu'ils étoient nez

(a) *Amplēctantur eam sententiam omnes Interpretes... Ratio in L. Lucius 83. de concord. & demonst. Ut autem constant illa Doctorum opinio adjuvetur præjudiciis, &c. Morn. loc cit.*

nez *ex viro*; & qui leur léguoit seulement mille écus par forme d'aumône, s'ils ne pouvoient le prouver. Le motif de la décision de cet Arrêt sur celui de la Loi *Lucius*, *filiationem probare quoad patrem potestativa conditio non est*, il n'est pas possible de prouver qu'on est fils d'un tel pere.

* *Lib. 2.* Covarruvias*, un des plus sçavans Docteurs que nous ayons sur le Droit, traite dans toute son étendue la Preuve de la filiation; & voici sa décision, qu'il appuye & de la Loi *pater*, & de la Loi *filium*. *Probatur filiatio ex eo quod quis ex uxore legitima natus sit, ex hoc enim filius censetur mariti, etiamsi uterque conjux id negaverit*; dès qu'il est constant qu'un tel est fils d'une femme mariée, il l'est de son mari, quand même le mari & la femme le nieroiert.

* *Tome I.* Menochius dans son traité de *arbit. jud.* * agite notre Question avec autant d'étendue. *Necessariam probationem quoad solam matrem intelligimus probabilem, & præsumptivam quoad patrem, nam filiorum procreatio cadere non potest in certum hominis sensum, cum testificari nemo possit talem ab illo genitum, & conceptum fuisse*: nous entendons, que la seule Preuve de la maternité est nécessaire comme étant seule probable; celle de la paternité ne peut pas tomber sous les sens, personne ne peut attester qu'il est conçu & né d'un tel. Il dit que cette regle n'est point une

une nouveauté, qu'elle est établie de tous les siècles ; il feint plusieurs especes dans lesquelles il imagine toutes les présomptions les plus fortes, & il décide qu'elles ne peuvent balancer la présomption de la Loi *pater*. Il en trouve une seule à son gré, dans laquelle il croit que la présomption de la Loi cesseroit : si on renferme, dit-il, une fille avec un homme dans un cachot sous une garde bien sûre, *sub arctissimis custodiis*, & qu'une année après cette fille accouche dans ce cachot, alors il croit, que *natus ex illa certè & indubitate diceretur à viro cum illâ carceralo fuisse generatum*. Celui qui naîtroit de cette fille seroit indubitablement né de cet homme avec qui elle auroit été emprisonnée. La présomption seroit violente ; mais, il n'y auroit encore rien de certain & d'indubitable, parce qu'on ne pourroit être sûr de la fideleté des gardes : la cupidité & l'intérêt * sont deux puissantes

* *Hor. Od. inclusam. Danaem.*

Jurisprudence Française.

Il ne faut qu'ouvrir les Livres qui nous conservent les sages Décisions des différens Parlemens de ce Royaume pour être convaincu, qu'on a adopté dans le Droit François sur cette Question l'Autorité du Droit Romain, soit dans le cas de la conception avant le mariage, soit dans le cas de l'absence du mari,

soit dans le cas de l'impuissance, soit enfin dans le cas de l'adultère.

Dans le cinquieme volume du Journal des Audiences on y trouve recueilli un Arrêt rendu le 16. Juillet 1695, en l'Audience de la Tournelle Criminelle, qui a condamné un pere à reconnoître un enfant né trois mois seulement après son mariage, nonobstant la déclaration de plusieurs témoins qui avoient déposé dans une information du mauvais commerce de la mere avec un étranger. M. Dagesseau, qui porta la parole dans cette Cause, dit que, bien que cet enfant ne fut né que trois mois après le mariage, cependant la présomption étoit pour lui, tant que le mari ne justifioit pas une impossibilité physique qui pût combattre la présomption de la loi *pater est*. Dans le même volume, on y trouve encore un autre Arrêt du 13. Juin 1693 qui a jugé légitime un enfant né pendant la poursuite d'une accusation d'adultère intentée par le mari contre sa femme, & sur laquelle il étoit intervenu une sentence confirmée par un Arrêt qui avoit déclaré la femme atteinte & convaincuë du crime d'adultère, & l'avoit condamnée aux peines de l'autentique; *mater potest esse adultera, & impubes defunctum patrem habuisse*.

Dufresne, dans le premier volume du même Journal, rapporte deux autres Arrêts rendus dans des circonstances bien évidentes. Le premier, intervenu le 2.

AOÛT

Août 1649 , en faveur d'un enfant à qui son pere opposoit tout à la fois , & son absence , & son impuissance : il prouvoit à n'en pouvoir douter , que , depuis deux ans , il étoit paralitique & perclus de tous ses membres ; il prouvoit , qu'il étoit resté dix mois & neuf jours à Barbotan en Gascogne , pour y prendre les eaux , & que , lorsqu'il étoit arrivé dans sa maison , l'enfant qu'il désavouoit avoit moins de deux ans. Cet enfant avoit encore contre lui , & la déclaration de sa mere , qui avouoit qu'il étoit né du commerce qu'elle avoit eu avec un jeune homme pendant l'absence de son mari , & la déposition de plusieurs témoins entendus dans une Enquête , qui déclaroient avoir été témoins oculaires de ce mauvais commerce : mais , cet enfant avoit pour lui la regle ; il étoit né dans le cours du mariage ; le danger des conséquences ne permit pas qu'on donnât atteinte à son état.

Le second Arrêt est datté du 5 Juillet 1655 . le titre du désaveu étoit l'impuissance prouvée par une sentence de l'Officiel , qui avoit prononcé la dissolution du mariage dans le cours duquel l'enfant désavoué étoit né. Cette présomption , citée cependant de la Loi *filium* , ne pût encore l'emporter sur la présomption de la Loi *pater est*.

Boniface * rapporte un Arrêt du Parlement de Provence du mois de Janvier ^{* Tom. tit. des Ma-} 1654 ,

riage pas
sez entre
majeurs,
chap. 2.

1654, dont la Décision est conforme à ceux qu'on vient de citer : il déclara légitime un enfant né peu de tems après le mariage, par la raison, dit Boniface, qu'il est certain dans le Droit, qu'on ne s'attache jamais à la conception pour juger de l'état d'une personne, mais à la naissance, qui détermine la condition, & regle la bonne ou mauvaise fortune.

Trouve-t'on dans l'espece de notre Cause aucune de ces circonstances évidentes, de ces présomptions violentes, qui n'ont pû balancer la regle ? On n'oppose ici, ni l'absence, ni l'impuissance, du mari : on allégué simplement, que, dans le tems que le mariage a été contracté, la Dame de Sfrondate étoit grosse de deux mois des œuvres de son cousin germain ; on veut penetrer jusques au tems de la conception, on veut porter ses vuës au-delà des bornes de la Loi.

Mais, quand le tems de la conception seroit la regle qu'il faudroit suivre pour décider de la légitimité des enfans, on ne pourroit du moins l'opposer à ceux qui sont nez dans le septième mois du mariage ; c'est une seconde Proposition, qui a pour garant de sa vérité une Loi bien précise avouée de tous les Docteurs, adoptée dans tous les Tribunaux.

Septimo mense nasci perfectum partum jam receptum est, propter autoritatem doctissimi Hipocratis, & ideò credendum est eum, qui ex justis nuptiis septimo mense natus est,

est, justum esse filium *. C'est une re- * L. 12
gle reçue en France, qu'il peut dans le ff. de statu
septième mois naître un enfant parfait ^{hom.}
suivant l'autorité d'Hipocrate; ainsi, il
faut croire, que celui qui est né dans le
cours du mariage, le septième mois, est
véritablement légitime. Cette Loi ren-
ferme deux Parties: dans la première, elle
le décide, qu'un enfant né dans le sep-
tième mois, pour être sorti trop tôt des
mains de la nature, n'en est pas moins
une production parfaite; elle fonde sa
décision sur l'autorité d'Hipocrate, ce
sçavant Medecin; qui, dans une science
assez équivoque, a donné des regles, dont
le succès a fait connoître la certitude.
L'on peut encore ajoûter l'expérience
de tous les jours, qui nous apprend, que
les personnes, nées dans le septième mois,
poussent leur carrière aussi loin que cel-
les qui sont nées dans le terme commun.
Dans la seconde Partie la Loi décide, que
l'enfant né dans le septième mois est lé-
gitime, & elle ne permet pas de porter
ses recherches au de-là du mariage.

La Dame Contariny, qui sent tout le ^{Objection.}
poids de cette Loi, objecte, qu'elle ne re-
connoît, du moins pour légitimes, que
ceux qui sont nez après les sept mois ac-
complis; qu'ainsi, la Demoiselle de
Sfrondate, née seulement six mois & sept
jours après le mariage, ne peut s'en pré-
valoir.

Cette

Cette Objection se détruit par la Loi même : à la traduire littéralement , elle veut dire , que c'est à présent une vérité reçue , qu'un enfant peut naître parfait dans le septième mois , & jamais ces termes *septimo mense* n'ont signifié en notre langue , après le septième mois ; & ce qui acheve d'en convaincre , c'est la Loi 3. ff. de suis & legitimis hæredibus. Cette Loi ne compte point par mois , elle compte les jours , & elle nous en marque le nombre nécessaire pour la perfection. *De eo* , (ce sont ses termes) *qui centesimo octogesimo secundo die natus est ; Hypocrates scripsit , & àvovs Pius Pontificibus rescripsit justo tempore videri natum.* C'est aussi le sentiment de tous les Docteurs : le plus rigide d'entre eux n'en exige que 185 *. Ces deux Loix ont été adoptées par nos Arrêts. Bardet nous en rapporte un rendu au Parlement de Paris le 25 May 1620 : l'enfant dont on contesloit l'état , étoit né au commencement du mois de Décembre , & le mariage n'avoit été célébré qu'à la fin du mois de May précédent : la mere avoit encore , que , trois mois avant son mariage , elle avoit été violée.

* Menoch
de arb.
Jud. lib. 2.
Cent. 1.
cap. 89.
* Tome. 1.
chap. 82.

* Tom. 2.
chap. 8.

Boniface * en cite un rendu au Parlement de Provence le 12 Juin 1634 , en faveur d'un enfant qui n'avoit que sept mois lunaires ; ce qui établit , que de compter les mois par les Lunes , ce ne sont point

point des amusemens astronomiques , nugæ
astronomicæ , comme la Dame Contariny
l'a voulu faire croire.

Après des Loix si précises , j'ajoute
des autorités si recommandables , des
préjugés si certains , peut-il rester le
moindre doute sur la légitimité de la De-
moiselle de Sfrondate ? Elle est née dans
le septième mois , cent quatre-vingt-dix
jours après le mariage : sans une chûte ,
qui a précédé de neuf jours sa naissance ,
il est encore à présumer qu'elle auroit at-
teint le terme le plus commun de la Na-
ture. *Ideo justam filiam esse credendum est :*
on ne peut donc pas balancer à la déclai-
rer légitime.

Des principes qu'on vient de rappor-
ter , il en résulte un moyen d'appel in-
vincible contre la Sentence du 3 Sep-
tembre 1710. Si on veut faire l'injure
aux premiers Juges de l'interpréter dans
le sens de la Dame Contariny , la De-
moiselle de Sfrondate leur rend assez de
justice pour croire , que quand ils ont or-
donné que lorsque le sieur de Sfrondate
vérifieroit qu'elle est née de son mariage ,
ils n'ont point entendu le réduire dans la
nécessité de justifier qu'elle est née du
commerce légitime que le mariage lui a
permis , & qu'ils ont regardé ces deux
expressions , *née du mariage , née pen-
dans le mariage* , comme deux expres-
sions synonymes. La Dame Contariny
prétend au contraire , que non seulement
ils

ils ont chargé le sieur de Sfrondate de prouver que la Demoiselle de Sfrondate tient de lui sa naissance, mais qu'ils ont encore permis de prouver qu'elle est le fruit du commerce incestueux de la Dame de Sfrondate & de son Cousin germain.

Si tel est le sens qu'on doit donner aux termes équivoques de la Sentence, tout ce qui en résultera, c'est qu'elle a ordonné une Preuve impossible, rejetée par la Loy, & permis une Preuve injurieuse, qui ne pouvoit être admise, parce que, suivant la disposition de la Loi 1. §. 2. ff. *ne de statu defunct. post. quinq. quer.* qui est décisive entre les Parties dont les intérêts se reglent par le Droit écrit, il n'est pas permis d'attaquer l'état d'un enfant, si la question porte préjudice à la mémoire de ses parens morts depuis cinq années, *imo nec de vivi statu quærendum est, si questio hujus præjudicium facit ei qui ante quinquennium decessit.* La Dame de Sfrondate étoit décédée dès l'année 1703, il s'étoit écoulé sept années tranquilles; cette prescription imposoit silence à la Dame Contariny.

Si la regle deffendoit d'admettre la Preuve testimoniale, si elle ne permettoit pas d'écouter les injustes soupçons que la Dame Contariny vouloit répandre sur la naissance de la Demoiselle de Sfrondate, on ne peut considérer l'Enquête qu'elle a faite, que comme une

Enquête nulle, indigne par conséquent de l'attention de la justice ; mais, quand on verra que dans cette Enquête il n'y a pas la plus foible Preuve du commerce incestueux qu'on impute à la Dame de Sfrondate , l'Imposture paroîtra dans tout son jour : c'est ce qui reste à discuter.

L'Enquête de la Dame Contariny renferme deux sortes de témoins. Les uns déclarent ce qu'ils supposent avoir appris du sieur de Blancary, les autres rapportent ce qu'ils supposent leur avoir été dit par la Dame de Sfrondate. Il n'y en a pas un seul qui dépose avoir jamais vû le Cousin , Amant de la Demoiselle de Sfrondate, fréquenter la maison du sieur de Blancary.

Les témoins de la première espèce sont la Dame Janoty, la Dame Ricciery, & la Dame Pomiery. Elles déposent 1°. Que dans une conversation, qu'elles eurent avec le sieur de Blancary, quelques mois après la mort de la Dame de Sfrondate, il leur marqua le chagrin qu'il avoit de voir déshonorer les cendres de sa fille par la réclamation que le sieur de Sfrondate faisoit d'un enfant dont il avoit voulu lui-même que la naissance fut cachée. 2°. Que le sieur de Blancary leur raconta, que, peu de jours après le mariage, le sieur de Sfrondate s'étant plaint à lui de la grossesse de sa femme, & la Dame de Sfrondate en étant convenüe, il voulut

maltraiter sa fille ; mais que le sieur de Sfrondate s'y étoit opposé, & qu'il n'avoit demandé d'autre justice que de n'être point forcé de reconnoître un enfant dont il n'étoit pas le pere.

Deux Observations sur les Dépôts de ces trois témoins.

La premiere, qu'il n'est pas naturel de penser, que le sieur de Blancary, après avoir fait remettre lui-même sa petite fille au sieur de Sfrondate, par les soins du sieur Cesariny & la Demoiselle Paulo, qui l'ont l'un & l'autre déclaré, ait tenu à ces témoins le langage qu'ils lui prêtent.

La seconde, que quand on donneroit aux Dépôts de ces témoins autant de poids qu'à une Déclaration précise & en bonne forme du sieur de Blancary, on ne pourroit encore y avoir le moindre égard, par une raison bien sensible, puisée dans les Loix 10. c. de *patria potestate* (a) & 14 c. de *probat.* (b), que l'état des enfans ne dépend point des Déclarations vraies ou fausses des peres & meres.

Cette dernière Observation répond encore à un Mémoire informe, qui n'est, ni datté, ni signé, ni achevé, qui est écrit

(a) *Liberati à majoribus tantum impensum est ut patribus quibus jus vita necisque potestas in liberos erat permissa, libertatem tamen eripere non liceret.*

(b) *Non nudis asseverationibus, neque e mentis professione juré civili liberi patri constituentur.*

crit à la vérité de la main du fleur de Blancary, mais qu'il a simplement copié*, & qui par conséquent ne peut être * La Dame Contariny en est convenue à l'Audience du Sénat. regardé comme son ouvrage; & en effet, il ne faut que jetter les yeux sur la construction de ce Mémoire, pour en être convaincu. Le fleur de Blancary y parle en tierce personne, c'est - à - dire, comme un étranger qui raconteroit un Roman. Dans ce Mémoire copié, on y trouve d'abord les mêmes faits que les trois témoins qu'on vient de refuter rapportent leur avoir été dits par le fleur de Blancary, & l'on entre ensuite dans la discussion des Dépôts des témoins qui avoient été entendus dans l'Enquête de 1703: mais, une circonstance essentielle, qui prouve bien que le fleur de Blancary n'avoit pas cet ouvrage étranger, qu'on lui faisoit écrire dans le tems qu'il étoit entièrement livré à la séduction de ses héritiers collatéraux; c'est l'endroit sur lequel il laisse ce Mémoire imparfait. Dans l'original qu'on lui faisoit copier, on avoit réfuté tous les témoins de l'Enquête de 1703. On avoit imaginé quelques faux-fuyans sur l'endroit de la Déposition de la Demoiselle Paulo, où elle déclare qu'elle avoit présenté la Demoiselle de Sfrondate au fleur de Sfrondate son pere, de la part du fleur de Blancary. Il falloit s'expliquer sur ce fait, il falloit avouer, ou le démentir, dans cette copie. Le fleur

de Blancary ne voulut point prendre ce dernier parti, qui bleffoit la vérité : on aima mieux laisser cette copie imparfaite, que de souffrir qu'il y écrivit l'aveu qu'il ne pouvoit refuser à la Vérité de ce fait important.

Passons aux témoins de la seconde espèce.

Le premier, qui se presente, est la nommée Desclastro, femme de Lombety, Valet & Légataire du defunt sieur de Blancary. Sa Déposition contient en substance : 1^o. Qu'un certain jour, dont elle ne se ressouvient pas, la Dame de Sfrondate lui avoit dit, que si elle se marioit avec d'autres qu'avec son Cousin, elle seroit malheureuse, & qu'elle comptoit sur les promesses que son Cousin lui avoit données de former opposition à son mariage. 2^o. Qu'étant allé voir la Dame Marescoty, Religieuse Benedictine, elle lui avoit recommandé de dire à la Dame de Sfrondate en secret, que si le sieur de Sfrondate l'approchoit, elle ne reculât pas.

Le second témoin est la Demoiselle Paulo, elle dépose d'abord, que la Dame de Sfrondate, après son mariage, lui avoit avoué, que le sieur de Sfrondate s'étoit apperçû qu'elle étoit grosse : elle parle ensuite de plusieurs faits qui établissent la vérité de la naissance de la Demoiselle de Sfrondate. Enfin, par une réflexion qui lui vient après coup, elle dit : je dépose, que

que je suis mémorative, mais je ne me souviens pas du tems, que la Dame de Sfrondate me dit, qu'elle s'étoit oubliée avec son Cousin, & que sa grosseffe lui rappelloit à tout moment sa fragilité.

Le dernier témoin est la Dame Marescoty; cette Religieuse, qui, si l'on en croit la Desclastro, avoit trouvé dans ses méditations une utile ressource pour tirer d'intrigue la Dame de Sfrondate: elle dépose de trois faits. 1°. Que le 5. Mars 1700, la Dame de Sfrondate, l'étant venuë voir dans son Couvent, lui avoit dit, que le second de Février pécédent, elle avoit passé toute la journée avec son Cousin, & qu'il avoit abusé d'elle sous promesse de mariage, & qu'elle venoit la trouver pour lui demander conseil sur le parti qu'elle avoit à prendre; que le conseil, qu'elle lui avoit donné, c'étoit de se jeter aux pieds de son pere, & de lui avouer sa faute. 2°. Que la Dame de Sfrondate, dans une seconde visite qu'elle lui rendit, lui avoit dit, qu'elle n'avoit pû rien obtenir de son pere, & qu'il lui avoit fait réponse, qu'il avoit donné sa parole au sieur de Sfrondate. & qu'il la tiendrait. Enfin, que pressée par la Dame de Sfrondate de lui donner un nouveau conseil, elle lui dit: *presse ton mariage*, pour tâcher de mettre ton honneur à couvert.

Voilà les Dépôts dont on veut faire dépendre l'état de la Demoiselle de

Sfrondate; des discours supposés de son ayeul & de sa mere. Mais, quand on donneroit encore au rapport, que font ces trois derniers témoins, toute l'Autorité d'une Déclaration de la Dame de Sfrondate, la légitimité de sa fille pourroit-elle en recevoir la moindre atteinte? *Mulier gravida repudiata*, dit la Loi, *ff. de prob. filium enixa, absente marito, ut spurium in actis professum est, quæsitum est an is in potestate patris sit, & matre intestatâ mortuâ jussu ejus hæreditatem patris adire possit, nec obsit professio à matre iratâ facta.* Une femme enceinte répudiée, ayant mis au monde un enfant dans l'absence de son mari, & l'ayant déclaré bâtard, on demande si cet enfant est dans la puissance du mari; & la mere étant morte *ab intestat*, peut-il recevoir dans la suite l'hérédité de son pere; la déclaration de sa mere irritée ne lui servira-t'elle point d'obstacle? Voilà notre espèce, en supposant une Déclaration de la Dame de Sfrondate faite au public. Que répond le Jurisconsulte? *Respondit veritati locum super fore*: cette Déclaration est inutile, il faut examiner si le mari étoit absent ou impuissant lors de la conception présumée de l'enfant: ce sont les deux seules exceptions de la Loi *Pater est*.

Menochius, dans l'endroit qu'on a déjà cité, dit aussi positivement: *extenditur illa conjectura cum est probatum illum esse natum*

natum ex uxore illius viri, ut procedat etiam si mater affirmet filium ex illo proprio marito non esse generatum, nec enim hæc matris assertio filio detrimentum aliquod asserre potest. Cette conjecture a lieu, lorsqu'on prouve que cet enfant est né de cette femme mariée, quoique la femme affirme qu'il n'est pas né de son mari; car, l'affertion de la mere ne porte aucun préjudice à son fils. En effet, l'on peut dire, que nous n'avons point de maxime si universellement reçue: on entrouve une infinité d'exemples dans les Livres.

Si la Déclaration de la mere est un titre impuissant à opposer contre la légitimité d'un enfant, de quel poids peut être en Justice la Déposition de deux ou trois témoins, qui la font parler sept années après son décès, dans un tems où elle n'est pas en état de les démentir? C'est une Observation générale, à laquelle la Dame Contariny n'a pû trouver de réponse. Quelques Observations particulières sur la Déposition de chacun de ces témoins vont dévoiler la fausseté de leur témoignage.

Par rapport à la Desclastro, se persuadera-t'on aisément: 1^o. Que la Dame de Sfrondate lui ait tenu les discours qu'elle rapporte; que la fille d'un homme de qualité ait découvert sa grossesse à la femme d'un Valet, qui n'est même entrée au service du sieur de

Blancary, que bien longtems après l'année 1700. 20. Qu'elle lui avoit confié les prétendues promesses que son Cousin lui avoit faites de former opposition à son mariage ?

D'ailleurs, c'est ici un témoin suspect : c'est la femme d'un Légataire du sieur de Blancary, qui perd toutes les espérances du legs fait à son mari, si la Dame Contariny ne réussit pas dans son injuste contestation.

A l'égard de la Demoiselle Paulo, elle dépose, il est vrai, par une Réflexion qui lui vient dans l'esprit à la fin de sa longue Déposition, que la Dame de Sfrondate lui a avoué, qu'elle étoit grosse des œuvres de son Cousin ; mais, elle dépose aussi, qu'elle lui a avoué, que le sieur de Sfrondate avoit eu habitude avec elle avant son mariage. Ainsi, quand on supposeroit contre la présomption de la Loi, qui doit certainement l'emporter sur-tout dans le fait de la conception dont la Providence a dérobé la connoissance aux hommes ; quand on supposeroit, que la Demoiselle de Sfrondate ait été conçue avant le mariage ; comment pourroit-on démêler si elle doit plutôt la naissance à l'habitude de l'incestueux, qu'à l'habitude de celui qui deux mois après est devenu mari ? C'est une Proposition, qu'on ne peut entendre sans se révolter. Écoutons ce que dit la Loi dans l'espece d'adultere : *mu-*
lier

lier potest est esse adultera, & impubēs defunctum patrem habuisse, la mere peut être une adultere, une incestueuse, & l'enfant tenir sa naissance du mari, ou de celui qui l'est devenu dans la suite.

Enfin, par rapport à la Religieuse, trois Réflexions bien simples découvrent la fausseté de sa Déposition.

Première Réflexion. Y a-t'il personne de bon sens, qui se persuade que la Dame de Sfrondate ait eu assez peu de ménagement dans un Couvent, pour y déposer un secret qu'elle ne pouvoit trop se dérober à elle-même ? Publier sa honte dans un pareil endroit, c'est vouloir s'en faire un trophée.

Seconde Réflexion. Si on en croit encore cette Religieuse, la Dame de Sfrondate avoua sa faute au sieur de Blancary, qui lui répondit froidement, qu'il avoit donné sa parole au sieur de Sfrondate, & qu'il la vouloit tenir. Si on en croit au contraire la Dame Contariny, le sieur de Blancary n'a été informé de la prétendue grossesse de sa fille, que quinze jours après le mariage par le sieur de Sfrondate, qui s'en étoit apperçû ; & il porta son désespoir jusques au point de vouloir poignarder la Dame de Sfrondate. Comment concilier la contradiction qui se rencontre dans ces deux faits ? On ne peut excuser le sieur de Blancary, qu'on ne regarde cette Religieuse comme un témoin imposteur : on

ne peut excuser cette Religieuse, sans s'élever contre le sieur de Blancary.

La Dame Contariny n'a rien trouvé pour colorer cette contradiction: elle est restée dans le silence, elle a pris le meilleur parti. Cependant, la Vérité est une, & rien ne marque mieux la fausseté d'un fait, que les variations dans la manière de l'exposer.

Troisième Réflexion. Sur la mémoire heureuse & fidele de cette Religieuse. C'est le seul témoin, qui, par une supériorité singulière, n'a pû pendant onze années oublier les dates. Le 5 Mars 1700, la Dame de Sfrondate lui dit, que le 2 Février précédent son Cousin avoit passé toute la journée avec elle, & qu'il avoit abusé de sa foiblesse sous le voile du mariage. Pour vouloir affecter de paroître sincère, on force souvent la vraisemblance. En effet, il n'est pas possible que onze années après que des faits sont arrivez, un Témoin puisse les rapporter avec leurs dattes. On ne donnera pas une mémoire si rare à une Religieuse qui oublioit si facilement ses devoirs. Qu'on ne vienne point dire, que l'esprit retiré de ces sortes de personnes leur conserve plus longtems qu'aux personnes du monde les impressions passées. Voilà assurément une belle datte, pour qu'elle ait pû rester si bien gravée dans la mémoire d'une Religieuse: & ne voit-on pas au contraire, qu'on ne lui a fait articuler

culer la datte du 2. Février, que pour faire présumer, que la Demoiselle de Sfrondate est née dans le neuvième mois?

D'ailleurs, est-il encore naturel, que la Dame de Sfrondate le 5 Mars se soit aperçue d'une grossesse, dont on ne porte l'époque la plus reculée qu'au 2 Février précédent ? Il est donc impossible d'accorder avec le bon sens, & avec la vrai-semblance, tous les faits, dont ces trois témoins ont déposé. C'est cependant de ces mêmes faits, qu'on veut faire dépendre l'état légitime de la Demoiselle de Sfrondate.

Enfin, une Observation générale sur la Preuve rapportée par la Dame Contariny dans son Enquête: il n'y a pas un seul témoin, qui dépose avoir vû le Cousin Amant de la Dame de Sfrondate fréquenter la maison du sieur de Blancary: on n'a osé faire entendre les domestiques, qui étoient attachés à la personne du sieur de Sfrondate, & qui se seroient aperçûs du commerce, s'il avoit quelque air de Vérité. On ne trouve aucune Preuve de ces détours, que la passion inspire à deux Amans bien unis, qui ont un intérêt commun de se soustraire aux yeux d'une mere rigide & surveillante, telle qu'étoit la Dame de Blancary; & l'on voudra encore persuader, que la Demoiselle de Sfrondate est le fruit de ce commerce imaginaire, dont on ne voit,

ni

ni traces, ni vestiges. Quelle idée !
Quelle chimere !

Toutes les Objections, que la Dame Contariny a proposées, roulent sur les Dépositions des témoins qu'on vient de refuter. Elle tire du témoignage de la Religieuse, de la Demoiselle Paulo, & de la Desclastro, la Preuve de la prétendue grossesse anticipée de la Dame de Sfrondate; & du témoignage des Dames Janoty, Ricciery, & Pomiery, la Preuve de la jalousie du sieur de Sfrondate, du désespoir, & de la fureur du sieur de Blancary. Et que rapportent ces témoins ? De simples discours, qu'ils supposent leur avoir été tenus par la Dame de Sfrondate, & par le sieur de Blancary ? Où peut donc être cette évidence, dont on a tant flatté la Religion de nos augustes Juges, lors de la Plaidoirie de la Cause ? Il sembloit d'abord, à entendre parler la Dame Contariny, qu'elle alloit désormais dévoiler un secret, dont la Nature avoit voulu refuser la connoissance.

La Dame Contariny a voulu encore tirer des circonstances, qui ont précédé & accompagné l'accouchement de la Dame de Sfrondate, une Preuve de l'il-légitimité de la Demoiselle de Sfrondate. „ La Dame de Sfrondate a, dit-on, „ fixé l'époque de ses couches à la fin „ du mois de Septembre dans le septié- „ me mois de son mariage : ce fait est „ prou-

„ prouvé , ajoute - t'on , par Jeanne Ba-
„ roty & Marguerite Ricoty , qui déclai-
„ rent , qu'elle leur avoit donné ordre de
„ se rendre auprès d'elle , pour lui prê-
„ ter les secours , dont elle pourroit a-
„ voir besoin dans ses couches. ” Mais
est - il vrai , comme la Dame Contariny le
suppose , que Jeanne Baroty & Margue-
rite Ricoty ayent déclaré ce fait ? N'ont-
elles pas accompagné leurs Dépôtsions
de quelques circonstances , qui dévelop-
pent l'Enquête ? Jeanne Baroty dépose ,
que le 6. ou le 7 Octobre 1700 la Dame
de Sfrondate , étant prête d'accoucher , lui
manda de se rendre à Scarampo , &
qu'aussi - tôt qu'elle y fut arrivée la Da-
me de Sfrondate accoucha d'une fille ;
& Marguerite Ricoty dépose de la même
manière. Rapprochons de ces deux Dépo-
sitions le Fait rapporté par l'Intendant , se-
cond témoin de l'Enquête de la Dame
Contariny , que sur la fin du mois de
Septembre , la Dame de Sfrondate s'é-
toit laissé tomber à Marisy sur un esca-
lier de pierre , qui conduisoit à son ap-
partement ; que la chute fut si violente ,
qu'elle resta fort longtems évanouïe , &
que le sieur de Blancary , dans la crainte
des accidens qui pourroient être la suite
de cette chute , l'avoit fait transporter
à Scarampo , pour être plus à portée de
tout secours. Trouve - t'on à présent bien
extraordinaire , que la Dame de Sfrondate
ait appelé auprès d'elle une femme qui
étoit

étoit sa marraine , & la femme d'un homme qui avoit soin des affaires du sieur de Blancary dans sa terre ? Et n'est-ce pas une mauvaise plaisanterie de dire , qu'elle avoit fixé l'époque de ses couches dans le septième mois de son mariage ? Croit-on , en rapportant une Partie de la Déposition d'un témoin , & en gardant un silence affectée sur une autre Partie , en imposer à la Justice ? C'est à ces petits déguisemens , qu'on reconnoît d'ordinaire l'Imposture.

La Dame Contariny imagine encore une autre circonstance , qui selon elle forme une Preuve de l'illégitimité de la Demoiselle de Sfrondate. Elle prétend , que le sieur de Blancary informé des mouvemens que le sieur de Sfrondate se donnoit , pour trouver l'endroit où sa fille étoit élevée , voulut prévenir sa recherche , & faire enlever la Demoiselle de Sfrondate ; qu'il se servit , pour exécuter ce dessein , du sieur Cesariny son Cousin germain , & de la Demoiselle Paulo.

Il faut avouer , qu'on ne comprend pas quel est le but de la Dame Contariny dans cette circonstance , qui est démentie par les prétendus ministres du sieur de Blancary ; on veut dire le sieur Cesariny , & la Demoiselle Paulo. Le premier dépose , que le sieur de Blancary lui ayant marqué , *qu'il étoit important pour lui , que le sieur de Sfrondate tint de sa main la Demoiselle de Sfrondate* , le pria de se
char,

charger du soin de la lui faire remettre. La Demoiselle Paulo dépose, qu'après avoir présenté la Demoiselle de Sfrondate au sieur de Sfrondate son pere, elle alla rendre compte de ce qui s'étoit passé au sieur de Blancary, *qui le trouva bon.* On laisse à penser si la Dame Contariny avoit beaucoup d'intérêt de relever cette circonstance; mais, on s'aveugle souvent, & il est difficile de ne pas tomber dans ces absurditez grossieres, qui démasquent l'Imposture & le Mensongé. Mais, dit-on, le sieur Cesariny parle contre sa propre connoissance; le sieur de Sfrondate lui a promis, quelque événement qu'ait la Cause, qu'il ne perdra point le legs considerable que le sieur de Blancary lui a fait : c'est d'ailleurs un témoin qui s'est offert de lui-même; il avoit donné au sieur de Sfrondate, plus de six mois avant de déposer, une Déclaration conforme à sa Déposition.

Que toutes ces défaites sont pitoyables ! Si le sieur Cesariny avoit voulu consulter ses intérêts, qu'il se fut laissé entraîner aux mouvemens de l'avarice, cette passion si basse & si décriée, qui triomphe du cœur de la Dame Contariny, auroit-il fait une profession si éclatante de la Vérité en faveur de la Demoiselle de Sfrondate ! On lui impute, parce qu'il rend justice à l'héritiere du sang, qu'il a parlé dans l'espérance de conserver un legs qui monte tout au plus

à mille écus. Voilà comme la Dame Contariny parle de son parent. Le sieur Cesariny pourroit lui appliquer à juste titre ce qu'elle a reproché avec si peu de fondement au sieur de Sfrondate: *Vous nous imputez de faux crimes, & vous ne vous souciez pas d'en commettre de véritables?*

On veut encore balancer tout le poids de son juste témoignage, sur le frivole prétexte d'une Déclaration qu'il a donnée avant de déposer.

C'est bien dans ces sortes de Causes que l'on peut reprocher à un de ces témoins que la Loi appelle *omni exceptione majores*, qu'il s'est offert de lui-même. C'est par l'empressement qu'il avoit de déclarer la Vérité. Enfin, n'est-il pas contre le bon sens d'avancer, que le sieur de Blancary s'est servi du sieur Cesariny, & de la Demoiselle Paulo, pour soustraire la Demoiselle de Sfrondate aux recherches de son pere? Et quand ces deux personnes, non seulement démentent ce fait, mais déclarent que le sieur de Sfrondate & le sieur de Blancary ont agi de concert dans la réclamation solennelle qu'ils ont faite de leur héritière, on se répand en invectives contre le sieur Cesariny, & on garde le silence contre la Demoiselle Paulo, qui échappe aux injures, parce que, dans un autre endroit de sa Déposition, elle paroît favorable à la Dame Contariny.

La dernière circonstance , dont la Dame Contariny veut faire dépendre la décision de l'état de la Demoiselle de Sfrondate , n'est pas moins fautive que les précédentes ; elle prétend que le sieur de Blancary dans ses derniers momens dit au sieur de Sfrondate : *Monsieur , je vous pardonne en Dieu , mais je ne vous pardonne pas le tort que vous faites à ma famille d'y supposer une fille illégitime. Dieu nous jugera : je vous ajourne devant lui ; allez , retirez-vous , je n'ai plus rien à vous dire.*

On a fait sur ces reproches ingénieusement assortis une longue Morale , qui pourroit peut-être séduire ces âmes vulgaires , dont le pathétique emporte aisément le suffrage , mais qui n'en impose point à la Justice. La Preuve , qu'on en rapporte , on la tire de la Déposition de deux témoins entendus dans l'information du procès criminel qui vient d'être terminé entre le sieur de Sfrondate , & la Dame Contariny & son mari. Ces deux témoins ont déposé , que la Dame Contariny les avoit apostez dans un endroit près la chambre du sieur de Blancary ; qu'elle leur avoit bien recommandé de prêter l'oreille aux paroles que le sieur de Blancary prononceroit au sieur de Sfrondate ; & qu'ils entendirent en effet le sieur de Blancary lui dire : *qu'il ne lui pardonnoit pas la fille qu'il supposoit.*

Voilà assurément un beau témoignage

& bien digne de foi ! Premièrement, ces deux témoins ne sont point des domestiques du sieur de Blancary, qui seuls pourroient avoir connoissance de ce fait, s'il étoit véritable : ce sont deux étrangers, que la Dame Contariny avoit gagnés : ils le déclarent eux-mêmes, ils prennent par-là le soin de se décrier. Secondement, ces deux témoins ont déposé dans une information étrangere, qui n'interessoit en rien la Demoiselle de Sfrondate. Troisièmement, le Pere del Crucé, Catme Déchauffé, Confesseur du sieur de Blancary, a déclaré, que le fait étoit absolument faux : il a même rendu compte des indignes efforts que les Sieur & Dame Contariny ont fait auprès de lui, pour l'engager de certifier que le Sr. de Blancary mourant s'étoit ainsi expliqué au sieur de Sfrondate. Quatrièmement, quand il seroit vrai, comme ces deux témoins décriés le rapportent, que le sieur de Blancary auroit dit au sieur de Sfrondate, qu'il ne lui pardonnoit pas la fille qu'il supposoit, on a observé dans le récit du fait que la Dame Contariny, dans les premiers accès de la maladie du sieur de Blancary, lui avoit suggeré, que la Demoiselle de Sfrondate étoit morte, & que le sieur de Sfrondate supposoit à la place une fille étrangere : ainsi, que pourroit-on penser de ces reproches fondez sur l'erreur & sur de fausses impressions ?

Ré-

Réduisons maintenant la Cause dans son véritable point de vûe. Il est impossible de découvrir les momens de la conception : il est impossible de sçavoir au juste si un enfant, qui voit le jour dans le septième mois, a été conçu ou non avant le mariage. La Loi déclare, qu'il peut dans ce tems-là avoir été conçu : *septimo mense nasci perfectum partum*. Dans ce doute, pensera-t'on autrement que la Loi ; *ideò credendum est justum esse filium* ? Dans ce doute, que rien ne peut lever, fera-t'on de l'enfant légitime un enfant de séduction ? L'on peut quelquefois violer la regle *pater est quem nuptiæ demonstrant* : par exemple, dans l'espece d'un enfant né cinq mois après le mariage ; parce qu'alors on est bien sûr, qu'il n'a point été conçu pendant le mariage : on n'a plus qu'à découvrir s'il étoit physiquement impossible que le mari eut jamais connu avant son mariage la femme qu'il a épousé depuis : mais, lorsque l'enfant est né dans la septième mois, on ira présumer contre la Loi, qu'il n'a point été conçu dans le mariage ! C'est une Proposition, qu'on ne peut entendre sans frémir sur le danger des conséquences.

Le sieur Rivaldy, frere de la Dame de Blancary, & les autres Collatéraux de cette Dame, étant Partie dans ce Procès, parlerent par l'organe de M. Forto : il dit, que tout manquoit à la pré-

Défenses
du Sieur
Rivaldy &
des Colla-
réiaux de
la Dame de
Blanca y.

tention de la prétenduë Demoiselle de Sfrondate : Extrait-Baptistaire , éducation , possession d'état. On ne sçait , poursuit-il , d'où est venuë cette étrange-
re , qui ose contester le droit des héritiers légitimes. Tout se souleve contre elle ; les déclarations du pere , de la mere , de l'ayeul , dans un tems non suspect , la notoriété publique. Il s'attache ensuite à combattre les Enquêtes dont la Demoiselle de Sfrondate se sert pour établir la continuité de sa nourriture & de son entretien. Il se récrie sur-tout sur la dernière main dont le sieur de Sfrondate a retiré cette fille. C'est une femme débordée , qui a une fille plus débordée qu'elle.

C'est du fond de ce gouffre , dit-il , que le sieur de Sfrondate est allé tirer la fille qu'il nous présente ; c'est des mains de cette misérable , qu'il l'a reçue ; c'est sur la foi de son témoignage qu'il veut qu'on la reconnoisse pour sa fille. Dans quel funeste état sommes-nous donc réduits , si , pour déguiser une supposition , il suffit de se procurer le témoignage d'une infame prostituée ? Car , il est important d'observer , que telle est la nature de la Preuve que la Partie adverse nous oppose : que si on en retranche un seul témoin , toute la Preuve tombe , & la supposition demeure constante.

Or , quel est le langage des Loix sur des té-

témoins de cette nature ? Permettent-elles d'avoir quelqu'égard en Justice à leurs Dépositions ? Ecoutons la Loi troisieme au Dig. de *testibus* : *quidam propter lubricum consilii sui, alii verò propter notam & infamiam vitæ suæ, admittendi non sunt ad testimonii fidem* : on ne doit pas recevoir la foi de certains témoins , à cause de leur peu d'entendement ; il y en a qui doivent être rejettés à cause de l'infamie de leur vie. Et quelles sont en particulier ces personnes infames que la Loi exclut ? Le même paragraphe nous l'apprend : *quæve palam quæstum faciet feceritve* : celle qui sera prostituée.

Une femme , capable de mettre à prix son honneur & celui de sa fille , n'a-t'elle donc pas été capable de vendre son témoignage ? Et que ne doit-on pas craindre d'une main aussi suspecte ? Peut être même auroit elle été assez hardie si elle avoit eu en sa possession la fille du sieur de Sfrondate , pour lui substituer le fruit des débauches de sa fille.

Eh quoi ! dit-il avec véhémence , un enfant , dont on a déclaré la mort dans l'instant même de sa naissance , dont aucun Registre de Baptême ne fait mention ; qui n'a jamais été , ni vû , ni connu , par aucun domestique , ni du pere , ni de l'ayeul , que la mere n'a jamais eu la consolation d'embrasser ; on le fera revivre , & on l'introduira dans une famille illustre , à la faveur des Déclarations de

deux ou trois Créatures, dont toutes les Loix réprouvent le témoignage ? Ces sortes de reconnoissances peuvent passer pour servir au dénouement d'une Comedie trop intriguée : mais, c'est se jouer de la Justice, que d'en vouloir faire le fondement d'une Décision respectable.

Après avoir combattu la chaîne de tous les faits que la Demoiselle de Sfrondate fait remonter jusqu'à l'Extrait-Baptistaire qu'elle s'applique, & à sa Naissance, il embrasse un autre Sistême, & il prétend prouver, qu'elle est fille de Marie Servanty ; & il se fonde sur la Déposition d'un témoin de l'Enquête nommé Spinelly, & il finit en disant : La supposition n'est-elle pas ici en évidence ? Tout manque, on l'a déjà dit, à la prétendue Catherine de Sfrondate pour soutenir la qualité qu'elle a la hardiesse de s'attribuer : point d'Extrait-Baptistaire, nulle reconnoissance, ni de pere, ni de mere, ni d'ayeul : tout, au contraire, combat la chimere qu'elle débite : réduite à chercher dans les discours de quelques témoins de quoi soutenir son Roman, la qualité seule de ceux qu'elle fait parler en détruit toutes les Dépositions. La Misere & l'Infamie, dont ils sont comme environnés, se communique en quelque maniere, & à la fable qu'ils ont concertée, & à la personne qui les a fait entendre. En rapportant même
cēs

ces Dépôts, on y trouve la Preuve claire de l'Imposture. La Justice, dans ces circonstances, autoriseroit-elle donc un crime si abominable? Hononera t'elle du titre de fille, & de légitime héritière, peut-être le fruit le plus honteux des plus sales prostitutions? Tant de personnes illustres seront-elles associées avec un enfant de ténèbres? Non sans doute. Le Sénat terrassera l'idole que l'on avoit si indignement placée sur l'autel, il fera rentrer dans la poussière celle que l'Imposture y est allé chercher, pour en faire le sujet de la fable qu'elle a débitée avec tant de scandale.

Le Défenseur de la Demoiselle de Sfrondate en réplique fortifie l'enchaînement des faits, qui constatent l'existence de la Demoiselle de Sfrondate. Elle rapporte, dit il, un Extrait-Baptistaire concû dans les termes qu'on a dit; il est inscrit sur les Registres de la Paroisse de Pontaloné; cet Extrait-Baptistaire constate la naissance d'une fille. Trois Présomptions pour établir qu'il appartient à la Demoiselle de Sfrondate:

1°. Cet Acte Baptistaire est du 8 Octobre 1700: la Dame de Sfrondate est accouchée la veille; on en convient.

2°. Il est écrit sur les Registres de Pontaloné, petit village à trois lieues de Scarampo, où l'on convient que la Dame de Sfrondate est accouchée.

3°. Nul autre ne le reclame.

Il établit tout le tissu des faits par les Dépôts des Enquêtes qu'on a déjà mises en œuvre.

Il fait voir, que le silence que Messieurs Rivaldy ont gardé conclut contre eux : qu'on ne vienne pas dire, que l'intérêt de Messieurs Rivaldy n'étoit pas ouvert dans le tems qu'ils se sont tûs, parce que la Dame de Blancary leur sœur, seule en droit de s'en plaindre, n'est décédée que depuis six mois. Quand on suppose un enfant à la place d'un autre dans une famille, mort en naissant, le plus éloigné est en droit de s'en plaindre : *causa capitalis, partus subjecti, crimen. l. 1. ad L. Corn. de falsis.*

Quant à la supposition qui a pour objet de dire, que la Demoiselle de Sfrondate est fille de Marie Servanty, elle n'est fondée que sur la Déposition de Spinelly, qui est un Juif, & un Imposteur digne du dernier supplice, un descendant de ces faux témoins en horreur à tous les fideles.

Mais, ce qui donne une force invincible aux Preuves de la Demoiselle de Sfrondate, c'est le Mémoire du sieur de Blancary écrit de sa main.

La Naissance de la Demoiselle de Sfrondate, son Extrait-Baptistaire, les différentes mains par lesquelles elle a passée, tout y est rapporté.

On y voit pourquoi on prenoit tant de pré-

précautions pour placer & déplacer la Demoiselle de Sfrondate.

Il semble que la Providence ait voulu que le salut de la Demoiselle de Sfrondate vint de ses propres ennemis, & de ceux qui veulent l'accabler du poids de leur haine : *salutem ex inimicis nostris, &* ^{*Luc. chap.*} ^{*8. vs. 71,*} *de manu omnium qui oderunt nos.*

Sans alterer le sens de l'Arrêt du Sénat, je le rendrai dans les expressions de nos Arrêts.

Dispositif de l'Arrêt.

Du 30 Juin 1714.

Le Sénat a reçu les Parties de Me.^r Forto Parties intervenantes, mis les appellations, & ce dont a été appelé, au néant, émendant, & corrigeant, évoquant le principal & y faisant Droit, a maintenu & gardé, maintient & garde, la Demoiselle de Sfrondate en son état & qualité de fille légitime de Charles de Sfrondate, & de Marie de Blancary, ses pere & mere, & ordonne que les Registres de Baptême de la Paroisse de Pontaloné, & l'Extrait-Baptistaire du 8 Octobre 1700 de ladite Demoiselle de Sfrondate, seront réformés, & qu'elle y sera employée & nommée Catherine de Sfrondate, fille dudit Charles de Sfrondate & de Marie-Anne de Blancary ses pere & mere; & que Jacques Inamorato,

K 5

&

& Catherine Cornety y seront nommés en qualité de Parrain & Marraine. A cet effet, sera ledit Baptême transcrit sur le Registre de la Paroisse de Pontaloné. En conséquence, condamne la Partie de M^e. Forto à la restitution des biens, tant meubles qu'immeubles de la succession d'Elisabeth Rivaldy, veuve du sieur de Blancary, ensemble à la restitution des intérêts, fruits, & revenus d'iceux, si aucuns ils ont pris & perçûs. A débouté la Dame Contariny de la Demande portée par son Exploit du 10 Mars 1710, en ce qui concerne la Demande de la Demoiselle de Sfrondate, à fin de nullité dudit testament du 17 Novembre 1709, du feu sieur de Blancary : & à l'égard de la restitution des biens de la succession du sieur de Blancary, intérêts, fruits, & revenus d'iceux, les Parties en viendront au premier jour d'Audience. Condamne la Dame Contariny, & les Parties de M^e. Forto envers le Sieur & la Demoiselle de Sfrondate, en tous les Dépens.





HISTOIRE

*DE MARIE STUARD,
Reine d'Ecosse, condamnée à
Mort, sans Autorité, par Eli-
zabeth, Reine d'Angleterre.*

APRÈS le Jugement d'une Reine condamnée à Mort par une autre Reine ; & de celui de Charles I, aussi condamné à Mort par ses Sujets ; l'Angleterre doit être envisagée comme le Théâtre où l'on rencontre singulièrement des Exemples des Droits des Souverains violés sous l'ombre de la Justice.

L'infortune de Marie Stuard, Reine d'Ecosse, auroit peine à trouver un juste parallele dans l'Histoire.

Jacques IV, Roi d'Ecosse, avoit épousé Marguerite, sœur d'Henry VIII. & fille d'Henry VII. Il en eut Jacques V. qui regna après lui, & qui demanda à François I. Magdeleine sa fille. On représentoit à cette Princesse, qu'elle regneroit dans un Pays barbare, qu'elle commanderoit à une Nation brutale. Elle répondit : Tant que

que je vivrai , je serai toujours Reine ; voilà ce que j'ai désiré. Elle trouva qu'on ne lui avoit pas fait un portrait infidèle du pays. Elle dissimula son mécontentement , & mourut peu de tems après. Le Roi d'Ecosse fut si charmé de l'épreuve qu'il avoit fait du caractère de Magdeleine , que , dès qu'il fut veuf , il demanda à François I. une Princesse digne d'être son épouse. Le Roi lui choisit Marguerite de Lorraine , fille du Duc de Guise , veuve du Duc de Longueville. Jacques la prit comme un présent des cieux qu'on lui faisoit. Il ne vêcut pas plus de trois ans avec elle. Il en eut Marie Stuard , qui fut douée d'une Beauté parfaite : Princesse heureuse , si son ame eut été aussi belle que son corps. Le Roi son pere ne vêcut que sept jours après la naissance de sa fille.

La Reine d'Ecosse gouverna le Royaume avec une sagesse , qui pouvoit servir de modele , & qui gagna les cœurs de tous ses Sujets. Les Anglois demanderent que Marie Stuard , Reine d'Ecosse , âgée seulement de six ans , fut mise entre leurs mains , pour être mariée à Edouard leur Roi , selon la promesse qui en avoit été faite à Henry VIII.

La France vouloit avoir cette Princesse , pour la marier au Dauphin : les Ecoissois étoient parragés ; les uns la vouloient marier à un homme du Pays , les autres à l'Anglois ; mais d'autres en plus grand nom-

nombre , soutenus par la Reine Mere Régente , & par les Troupes Françoises , que le Roi avoit envoyées en Ecosse sous la conduite de Dessé , la destinoient au Dauphin. Enfin, la Faction Françoisise l'emporta : & Marie , âgée de six ans , fut amenée en France l'an 1548.

La guerre se fit alors plus fortement entre l'Angleterre & l'Ecosse. Le Roi envoya aux Ecoissois de nouvelles troupes , commandées par Paul de Termes qui prit la place de Dessé , & mérita dans la suite d'être fait Maréchal de France : les Ecoissois , fortifiés de ce secours , battirent les Anglois en deux Batailles rangées , & reprirent toutes les places qu'ils avoient perdues.

Ainsi , Marie Stuard , après avoir été d'azile en azile en Ecosse , fut en sûreté en France, où on l'éleva pour le Dauphin, & on orna son esprit de plusieurs connoissances.

Selon Brantôme , l'art & la nature assemblèrent dans elle des qualités si brillantes , qu'on la pouvoit regarder comme une Divinité descendue du Ciel pour enchanter les hommes par sa beauté , la richesse de sa taille , la douceur de ses regards , la majesté de sa personne , & la force de son éloquence. A l'âge de 13. ans , elle déclama au Louvre un Discours en latin , où elle prouva , qu'il étoit bienséant aux Femmes de savoir les Lettres & les Arts libéraux. Elle enleva les cœurs & les esprits

esprits par la beauté du Discours, par les graces de la prononciation : tous les auditeurs étoient hors d'eux-mêmes. On ne lui fit point négliger la Poësie Françoisë, de sorte qu'elle y fut versée. Il paroît qu'on façonna cette Princeffe, pour en faire un spectacle surprenant à la Cour. On fut peu soigneux de l'embellir des qualitez essentielles de cœur. Elle épousa, à l'âge de seize ans, le Dauphin, & dès lors on l'appella la Reine Dauphine.

Henry II. étant mort, François second monta sur le Trône. Elle régna avec lui quatre années : ce furent les plus douces années de sa vie, dont elle passoit tous les momens dans les plaisirs. Elle étoit née pour éprouver l'excès du bonheur & de l'infortune. Elle auroit fixé sa destinée à finir ses jours en France ; mais, la Politique de Catherine de Médicis étoit trop contraire à ce projet : le Duc de Guise en auroit tiré de grands avantages, qui auroient fait ombrage à cette Princeffe.

D'ailleurs, Marie Stuard, comment auroit-elle pû décemment abandonner son Royaume ? Il y avoit un tempéramment qui pouvoit tout accorder : si on n'eut pas trouvé Charles IX, qui n'avoit que douze ans, trop jeune, il auroit épousé cette Princeffe ; alors il auroit regné en Ecoffe par un Viceroi.

Brantôme dit, qu'il en étoit tellement amoureux, qu'il ne regardoit jamais son
por.

portrait, qu'il n'y eut les yeux collés de façon qu'il n'en pouvoit détacher ses regards. Il disoit, que c'étoit la plus belle Princeſſe qui fut jamais née, que le Roi son frere étoit trop heureux de l'avoir possédée. Brantôme le fait parler en jeune homme, en lui faisant dire, qu'il avoit été plus heureux d'être son époux, que d'être Roi. Quoiqu'il ne l'eut possédée qu'un si court espace de tems, il y a lieu de croire, que si elle eut encore demeuré deux ans en France le Roi Charles IX, qui étoit tyrannisé par ses passions, l'auroit épouſſée.

Elle se vit obligée, après avoir temporisé quelque tems, de se rendre à Calais, avec une compagnie nombreuse, pour retourner en son pays. Elle trouva au Port deux Galeres & deux Navires de charge pour tout armement.

Après qu'elle eut fait six jours de séjour à Calais, elle fit des adieux fort tristes à tout le monde, & s'embarqua avec M. Daumalle Grand-Prieur d'Elbeuf, & force Noblesse.

A peine commençoit elle à sortir du Port, & les Rames étoient-elles mouillées, qu'elle vit entrer en pleine mer & à sa vûe s'enfoncer un Vaisseau devant elle, qui perit, & dont la plûpart des mariniers se noyèrent, pour n'avoir pas bien pris le courant. Elle s'écria, Ah mon Dieu! quel augure de voyage est cecy! La Galere étant enfin sortie du Port,

1561.

Port, il s'éleva un petit vent frais; on commença à faire voile. Marie Stuard s'appuya les bras sur la Galere du côté dû timont; elle se mit à fondre en larmes, jettant ses beaux yeux sur le Port d'où elle étoit partie, prononçant ces tristes paroles, *Adieu France*; & les répétant à tout moment, elle continua cet exercice plus de cinq heures, jusqu'à ce qu'il commençât faire nuit. On l'invita alors de quitter ce poste pour venir souper, elle redoubla ses sanglots, en disant: C'est bien à cette heure, ma chere France, que je vous perds entiere-ment de vuë, puisque la nuit, jalouse & envieuse du plaisir que j'ai de vous voir, me le dérobe entierement par son voile noir. *Adieu donc, ma chere France, je ne vous verrai plus.* Elle ajoûta: Je n'imité pas Didon, qui ne fit que regarder la mer quand *Ænée* la quitta: pour moi, j'ai toujours les yeux attachez sur la terre. On eut bien de la peine à la faire souper. Avant que de se coucher, elle re-commanda bien au timonier; que s'il voyoit le terrain de France avant qu'il fut jour, de l'éveiller pour l'en avertir, & de ne pas s'embarraffer d'interrompre son sommeil. On n'avança gueres cette nuit. Le vent cessa, on eut recours aux rames. Le jour paroissant, le terrain de France parut encore: le timonier avertit cette Princeesse. Elle se leva sur son lit, & se mit à contempler la France tant qu'elle

qu'elle put ; mais , la Galere s'éloignant éloigna son plaisir , & lui enleva tout ce qui lui restoit de contentement. *Adieu France* , s'écria-t'elle alors , *je ne vous verrai jamais plus*. Ah ! continua-t'elle , si une Armée d'Angleterre paroïssoit alors , nous serions contrains de relâcher au Port d'où nous sommes partis , pour nous sauver. Elle disoit cela , parce qu'on étoit menacé de cette Armée Navale.

Un Dimanche matin , avant qu'on arrivât en Ecosse , il s'éleva un si grand brouillard , qu'on ne pouvoit pas voir depuis la poupe jusqu'à la proue. Ce brouillard dura tout le jour & toute la nuit jusqu'au lendemain à huit heures , que l'on se trouva environné d'écueils ; de sorte que l'on eut péri , si l'on eut avancé.

Marie Stuard témoigna , que la Mort lui étoit indifferente , & qu'elle ne songeoit à conserver ses jours , que parce que Dieu la destinoit à gouverner un Royaume. Ce brouillard donna lieu d'augurer à bien des gens , que le Royaume seroit brouillé & troublé ; car , les Prophetes sinistres ne manquent jamais.

On alla prendre terre au petit Luc : ensuite on se rendit à Lislebourg qui n'est qu'à une petite lieue de-là , sur des haquenées du pays fort mal harnachées. Quand la Reine les compara aux équipages de la France , ses regrets en furent plus amers.

J'ai tiré de Brantôme toutes ces Circonstances, qui ne sont pas dignes de la gravité de l'Histoire, mais qui servent à amuser un Lecteur; & j'ai cru, que je devois sacrifier quelque chose à son plaisir.

La Reine logea en bas de l'Abbaye de Lislebourg. C'étoit un beau bâtiment, & qui ne répondoit point au pays sauvage. On voulut sur le soir donner une Serenade à la Reine; mais, bon Dieu! quelle Musique de Violons faux, de Pseaumes mal chantez! On faillit à tuer l'Aumonier de la Reine, qui se sauva. Qu'est-ce que cela m'annonce, dit la Reine? N'est-ce pas le présage de bien des malheurs?

Avant que de raconter toute l'Histoire de Marie Stuard j'ai crû que je devois dire l'Incident tragique d'un Gentil-Homme, nommé Chatelart, dont Brantôme nous fait part. Cet Auteur nous en fait un Portrait comme d'un Petit-Maître; car, il y a eu de tout tems, dans les Cours des Princes, des gens de cette espece. C'étoit un Gentil-Homme du Dauphiné, neveu du côté de sa mere du Chevalier Bayard, à qui il ressembloit. Brantôme dit, qu'il avoit l'ame très-belle, c'est à dire, selon lui, qu'il avoit de beaux dehors. *Il parloit très-bien*, dit il, *& mettoit par écrit des mieux, & même en Rimes, aussi bien qu'aucun Gentil-Homme de France, usant d'une Poësie fort douce &*
gent-

gentille en Cavalier. Voilà ce que Brantôme entend quand il dit qu'il étoit accompli, & qu'il avoit l'ame très-belle. Avec ce caractère de Poëte, & de faiseur de jolis Vers d'homme d'une conversation agréable, il s'insinua, & fut bien reçu de Marie Stuard. Notre Petit-Maître bien accueilli prit feu. Il accompagna la Reine, à laquelle il se dévoua: elle le reçut agréablement, ne jugeant pas qu'il dût s'oublier. Chatelart, conduit par sa passion, eut la témérité de se cacher sous le lit de la Reine. Voilà la Folie du Petit Maître. Il fut découvert. La Reine, après une vive Réprimande, lui pardonna: il n'en fut pas plus sage. Toujours conseillé par le même Amour, il tenta la même Avanture. La Reine, craignant pour le coup, que son indulgence ne portât Atteinte à son Honneur, le mit entre les mains de la Justice, qui le condamna à avoir la Tête tranchée, indignée d'une telle Insolence. Il mourut avec beaucoup de constance, & lût sur l'Echauffaud toute l'Hymne de la Mort, de Ronfard, sans autre préparation à ce dernier passage. Puis, se tournant vers le lieu où il croyoit que la Reine étoit, il s'écria: Adieu, la plus belle, & la plus cruelle, Princesse du Monde, & tendit ensuite le col au Bourreau. Digne Mort d'un Petit-Maître à laquelle l'Irreligion met le sceau.

Le Royaume d'Ecosse étoit partagé

en Catholiques & en Protestans. Pendant que les premiers étoient ravis d'avoir une Reine de leur Religion, & qui avoit beaucoup de Zele pour elle, les derniers étoient très-mortifiés d'en avoir une qui les regardoit comme Hérétiques. Jacques Stuard, son frere naturel, étoit le plus animé contre la Religion Catholique, à qui il faisoit la guerre. C'étoit son unique défaut. M. de Thou fait l'Eloge de sa Probité. On peut s'en tenir à cet Historien malgré les Satires des Partisans de la Reine Marie, qui eut d'abord beaucoup de confiance en lui. Elle le maria en 1561, & lui donna le Comté de Murrain, dont il porta toujours le nom. La Reine changea d'idée: elle s'appliqua à l'abaisser, suivant le conseil de ses oncles, parce qu'il étoit trop puissant.

Marie Stuard avoit pris à la Cour de France, suivant le conseil du Cardinal de Lorraine, la qualité de Reine d'Angleterre & d'Irlande, & avoit mis dans le fond du cœur d'Elisabeth, qui avoit en partage cette Couronne, un foudroy mortel; parce qu'on l'avoit déclarée en même tems bâtarde & usurpatrice.

Elisabeth prévint Marie, en lui envoyant une Ambassade magnifique, où elle lui faisoit des assurances d'une sincere Amitié, qui ne coûtent rien aux Princes politiques.

Marie, qui n'étoit pas si raffinée, se livra à elle de bonne-foi, en lui envoyant un

Am-

Ambassadeur qui lui donna un Diamant fort gros, taillé en cœur, la priant de conserver ce gage de son Amitié, qui seroit plus ferme que le Diamant. La Reine Elisabeth lui envoya un gage semblable.

Après beaucoup de Négociations, on conclut un Traité entre les deux Couronnes à ces Conditions : que la Reine d'Ecosse ne prendroit plus les armes ni les titres, des Royaumes d'Angleterre & d'Irlande, pendant la vie d'Elisabeth & celle de ses enfans, si elle en avoit ; & que la Reine d'Angleterre auroit attention, qu'il ne se fit rien qui pût affoiblir le Droit qu'avoit la Reine d'Ecosse à la Succession d'Angleterre. Cela se fit l'an 1561.

Il s'agissoit de marier la Reine d'Ecosse : elle étoit jeune, belle, Reine, d'une complexion ardente, & attiroit sur elle les regards de tous côtés. Tout le monde, qui lisoit dans son cœur, lui souhaitoit un époux. Elle avoit vécu trois ans avec beaucoup de sagesse : elle avoit failli à épouser l'Archiduc.

Mathieu Stuard, Comte de Lenox, & Henry son fils Comte d'Arday, avoient obtenu Permission d'Elisabeth de passer en Ecosse, pour voir la Reine Marie leur proche parente. Le fils étoit un des hommes d'Angleterre le mieux fait, & de la plus belle prestance. Il n'avoit pas plus de dix-sept ans. On pouvoit dire,

que l'Amour avoit ersé sur lui toutes ses graces , & avoit eu en vue qu'il fit fortune dans son empire. Dès qu'il se présenta à Marie Stuard , il trouva le chemin de son cœur. Elle prit feu , ils s'entendirent d'abord , & ils crurent qu'ils étoient faits l'un pour l'autre.

Vainement la Reine Elisabeth voulut traverser leurs Amours , & rappeler les Anglois , & donner le change en mettant sur les rangs le Comte de Leicesters : elle ne fit qu'attiser le feu , & hâter le Mariage des deux Amans. Bientôt cette Princeesse inconstante , qui trouva bien du rabais dans son imagination , méprisa son Epoux , & lui ôta la Connoissance des Affaires.

Rien ne prouve mieux , quoiqu'en disent ses Partisans , que sa Vertu n'étoit pas soutenue par des principes solides , & qu'elle ne sçavoit pas se précautionner contre les dégoûts que le tems amene. Comme elle sentoit du vuide dans son cœur , elle le remplit en y plaçant un homme d'une basse Naissance nommé David Rizzo , Italien , qu'elle fit son Secrétaire. Il étoit Musicien , homme laid , âgé , morne , & mal-plaisant : c'est ainsi que le définit l'Auteur de l'Histoire de Marie Stuard , imprimée en 1589. Elle l'admit dans une Familiarité intime. Bientôt l'Amour propre engendra chez lui un Orgueil , qui dégénéra en Insolence. Il n'en faloit pas tant pour l'éblouir.

Il osa le disputer au Roi, par la magnificence de son train & de ses meubles, & par le rang qu'il tenoit auprès de la Reine: il faisoit tout ce que fait un homme qui court à sa perte. Ce qui piquoit vivement le Roi, c'est que la Reine avoit pour Rizzo des Distinctions capables de rendre son Epoux jaloux.

Le Roi, indigné, résolut de sacrifier cet homme de néant, chargé de la haine de tout le monde qui le couvroit d'Opprobre, aussi bien que la Reine.

Un soir que Rizzo soupoit chez la Reine, le Roi entra avec des gens armez: on nomme le Comre Morton, le Lord Ruthuven, & le Bâtard de Douglas. Il commanda à Rizzo de se lever de table: la Reine, toute éplorée, se jetta entre lui & les gens armez qui commençoient à en approcher; mais, le Roi, ayant pris la Reine entre les bras, lui dit de ne rien craindre pour elle: on emporta Rizzo dans la chambre prochaine, où il fut poignardé. La Reine étoit grosse, ainsi elle & son fils couroient un grand danger par les impressions que la frayeur pour Rizzo qu'elle aimoit fit sur elle, & les révolutions que cette mort causa au dedans d'elle. Elle s'oublia jusqu'à le faire déterrer quelques jours après, pour le faire mettre dans le Sépulchre du Roi son père. Elle résolut de tout sacrifier à sa Vengeance.

Peu de tems après, elle accoucha d'un
L 4 fils.

filz. Elle envoya faire part à Elifabeth de sa Naissance, & la pria de présenter ce Prince au Baptême. Celle-ci accepta la qualité de marraine qu'on lui offrit. La cérémonie se fit au Chateau de Sterlin, l'an 1566. le 18. Décembre, suivant l'usage de l'Eglise Catholique, mais ceux, qui l'éleverent, lui donnerent les principes de la Religion Protestante.

Les Ambassadeurs de Charles IX. Roi de France, & de Pilibert - Emmanuel Duc de Savoye, y assisterent, de la part de leurs maîtres, qui étoient les parrains; & le Comte de Bedford de la part d'Elifabeth, qui étoit la marraine. Le jeune Prince fut d'abord appelé Charles-Jacques; mais, on ne lui donna ensuite que le nom de Jacques.

Le Meurtre de Rizzo fit une si vive impression dans le cerveau de Marie Sruard, & ensuite dans le cerveau de l'enfant, par la communication du cerveau de la mere avec le cerveau de l'enfant dont elle étoit grosse *, que ce Prince devenu grand ne pouvoit pas voir une épée nuë sans s'évanouir; ce qui lui arriva, quand il arma de l'Ordre de la Jarrière le Chevalier d'Igbi.

Cependant ce Prince, qui avoit une si grande repugnance pour les armes, eut un fils intrepide, qui se signala dans les combats.

Le Comte de Bothuel succeda dans le cœur de Marie Stuard à Rizzo, avec le

mê-

* Suivant le Sytème du Pere Malle-branché, qui apporte la Cause physique des Envies des Femmes grof- ses dont les Enfans sont mar- qués.

même empire. On jugea, qu'il faloit qu'elle fut occupé nécessairement d'une grande passion. C'étoit un homme laid (a), & qui n'avoit aucun attrait qui dût attacher à lui : il avoit, au contraire, toute la férocité de sa Nation ; &, au lieu d'inspirer de l'Amour, il sembloit qu'il étoit né pour l'éloigner du cœur d'une femme. Mais, il est réservé à des femmes d'un certain tempéramment de ne pouvoir pas haïr ce qui est le plus haïssable.

Le Roi, qui avoit acheté la haine de Marie Stuard par le meurtre de Rizzo, se tint longtems éloigné d'elle. Il tomba malade : les Médecins jugerent, qu'il étoit empoisonné ; il fut réduit à l'extrémité. Je ne vois pas qu'on ait accusé Marie Stuard de lui avoir fait donner du poison. Qui pourroit concevoir, qu'une belle Reine, dont le cœur est fait pour aimer, ayant aimé avec ardeur un bel Epoux, ait logé ensuite dans son cœur pour le même une haine violente jusqu'à travailler à le détruire ? Cela ne paroît pas être dans la Nature, & peut servir à justifier cette Princesse du dessein qu'on lui imputa dans la suite d'avoir fait perir ce Prince, si l'on s'arrête d'abord

(a) Gregorio Leti dit, que ce Seigneur avoit bonne mine ; mais, cet Historien dit tout ce qui se présente à lui. On s'est conformé à Brantomé, qui est plus croyable que lui.

dabord aux premières idées qui se présentent.

Quoiqu'il en soit, la force du tempéramment du Roi lui fit vaincre son mal. Il le fit porter à Edimbourg, afin de se reconcilier avec la Reine, qui avoit témoigné desirer cette reconciliation. Elle le fit loger dans une maison à demi ruinée, où elle lui rendit visite, & se présenta à lui avec tous les dehors d'une véritable Amitié. Si elle étoit coupable, & qu'elle méditât alors des projets de Vengeance, de quelle noirceur ne devoit-elle pas être? Faloit-il qu'un beau corps ne logeât pas une belle ame.

Deux jours après ce Prince fut étranglé, dans son lit, par des gens que le Comte de Bothuel avoit envoyés pour cela. En même tems, la maison fut emportée par une mine qu'on avoit fait au-dessous. Quelques-uns disent, que le Roi ne fut point étranglé, mais qu'il périt par l'effet de la mine. L'on publia aussitôt à la Cour, que le Comte de Murray étoit l'auteur de cet assassinat : le peuple le crût, & la créance en passa même en Angleterre & en France; mais, peu de tems après, l'on fut désabuté, & l'on reconnut, que le Comte de Bothuel étoit le meurtrier du Roi : cela arriva l'an 1567.

Ce Crime détestable peint d'un seul trait Bothuel : tel étoit le monstre, que Marie Stuard aimoit. Qui croiroit que

la Reine l'eut épousé, après l'avoir fait déclarer innocent par les Formalitez de la Justice ! Ce mariage ne laissa aucune ressource de tendresse dans le cœur des sujets de la Reine, & le mépris ferma tout le retour à de tels sentimens. Je dirai, malgré ses Partisans, sans vouloir épouser la Satyre de Buchanam, qui lui déclara la guerre dans son Histoire, que sa Conduite contre la Bienfiance avec David Rizzo, le desir de se venger de son Epoux, qui l'avoit blessée jusqu'au vif en ravissant la vie à son Amant, ne me détermineroient pas à la condamner comme coupable du meurtre de son Mari, quoique je sache qu'il n'est point d'excès dont une passion déréglée ne soit capable : mais, une présomption, qui doit tenir lieu de certitude, suivant l'esprit du Droit Civil, c'est qu'elle épouse le Meurtrier. Car, combien de présomptions naissent de celle-là ? Premièrement, elle est amoureuse du Meurtrier, & l'on n'ignore pas que des Amans n'ont qu'un même cœur, & une même ame les mêmes pensées, & les mêmes secrets. L'un a-t'il pû s'occuper tout entier du même crime, sans en avoir fait part à l'autre ? Quand il auroit voulu le lui celer, il se feroit trahi lui-même.

Secondement, la Vengeance, qui embrasoit le cœur de cette Reine, n'est-elle pas présumée lui avoir inspiré ce crime ? On dit, qu'elle jura de se venger.

Troi:

Troisièmement , l'intérêt de sa passion lui a conseillé ce crime : *is fecit scelus cui prodest*. L'intérêt de nos passions , c'est le nôtre.

Quatrièmement , elle est soupçonnée violemment de l'avoir commis. Bothuel en est accusé : elle voit que , par ce mariage , elle confirme ce soupçon ; elle ne laisse donc pas lieu d'en douter , & par conséquent elle , se déshonore entièrement. Rien ne l'arrête : elle sacrifie son honneur , & consent à acquérir cette réputation. N'est-ce pas une Preuve , que la passion est si forte , qu'elle oblige à lui immoler ce qu'elle a de plus cher & de plus précieux. Elle la contraint à tremper dans un grand Crime. Elle l'oblige à en recueillir le fruit. Non seulement la crainte de perdre son honneur n'est pas un frein assez puissant , mais la crainte de subir la peine qu'elle mérite ne fait pas sur elle une impression assez forte pour la retenir. Je sçai bien qu'on a dit , que M. de Montgeorge , Amant de Madame Tiquet , n'étoit pas coupable de l'Assassinat de M. Tiquet qu'elle avoit formé. Mais , qu'on y prenne garde : il n'y avoit contre M. de Montgeorge que la seule présomption de son Amour ; encore entraîna-t'il bien des gens. La présomption fondée sur le desir de la vengeance , & sur le mariage , ne se rencontrent pas ; mais , ici , toutes ces présomptions se réunissent.

Un Amant peut être capable du crime d'adultere, comme j'ai dit ailleurs, sans être capable du crime d'assassiner un mari, quoique le premier crime soit une tentation du second. L'honneur a mis un si grand intervalle entre ces deux crimes, que, quand on a franchi l'un, on a bien encore du chemin à faire avant que de franchir l'autre. Il est constant parmi les hommes, que le premier crime ne dépouille pas le coupable de son honneur, & ne lui ôte pas cette estime qui est cette vie précieuse, dont nous vivons dans l'imagination des hommes. Les Loix de l'Honneur du Monde n'arrêtent donc pas sur le penchant du premier crime, comme elles arrêtent sur le penchant du second, dont elles font regarder le coupable comme un Monstre dans la Société civile. J'ai aussi ajouté ailleurs, que quand on pense que celui, qui est coupable du premier crime, est présumé infailliblement coupable du second, on est un grand ignorant dans la science du cœur humain ; puisque ces crimes étant si opposés, les pas qu'on fait dans la première voye n'approchent point de la seconde. Les fibres du cœur humain, qui conçoit le premier crime, sont bien autrement arrangées, que celles du cœur, qui conçoit le second : ce sont deux cœurs tous differens.

Qu'on rassemble toutes les présomptions, quelle force ne s'entreprêteront-elles

elles pas ? Marie Stuard, amoureuse de Bothuel, Meurtrier de son mari ; Marie Stuard voulut se venger de son mari qui avoit fait assassiner son amant. Marie Stuard, qui épouse le Meurtrier, que tant de raisons devoient lui interdire, après avoir consenti qu'il l'enlevât, & qui montre par-là qu'après avoir fait tant de sacrifices, sa passion est si forte qu'elle ne lui permet pas de les faire vainement. Ne peut-on pas dire après cela, qu'on la voit elle même, pour assassiner son mari, armer la main du Meurtrier ? Après que cette Reine furieuse s'est souillée d'un tel crime, & a enflammé son Amant de la même fureur dont elle est animée, ne doit-on pas dire, que rien n'est plus pernicieux que la Beauté ?

Ce qui est de plus étrange, c'est que, pour faire voir la nécessité où elle étoit d'épouser le Comte de Bothuel, elle répandit un Ecrit, où elle disoit, qu'elle ne pouvoit pas faire autrement, ayant été enlevée par le Comte de Bothuel qui avoit couché avec elle contre sa volonté. On laisse juger de quelle nature étoit cette violence : & comme Bothuel étoit déjà marié on cassa le mariage.

On mettra encore en œuvre une présomption contre Marie Stuard. C'est sa Complexion vive & ardente, qui la rendoit capable de ce Crime pour pouvoir se satisfaire. Ainsi, on ne doit point s'emporter contre Buchanam, qui a peint cet-

te Princeſſe avec les couleurs les plus noires. Elle encherit elle même par ſa conduite ſur ce Portrait affreux.

Si un homme & une femme, dans le Droit Romain, accusés d'adultere, venoient à ſe marier, ils étoient punis de ce Crime, par la ſeule préſomption, que le mariage n'étoit qu'un effet de la même paſſion qui les avoit rendu ſuſpects d'adultere, ſuivant la Loi 34 au Code, *titulo ad legem Juliam de adulteris, & ſupro*, qui établit cette préſomption certaine & concluante, comme une Preuve de la Vérité qui y conduit infailliblement. J'ai crû, qu'on me pardonneroit cette Digreſſion dans mon Hiftoire, afin qu'on connoiſſe bien Marie Stuard.

Les Grands d'Ecoſſe ſe liguèrent contre le Meurtrier de leur Roi (c'eſt ainſi qu'ils appelloient Bothuel,) prirent les armes & ſe mirent en campagne. La Reine marcha contre eux à la tête de ſes troupes; mais, étant imprudemment entrée dans leur camp, ſur la confiance qu'ils la recevroient avec reſpect, ils ſe faiſirent de ſa perſonne, & l'amenerent comme en triomphe à Edimbourg, portant devant elle un Etendart où étoit reſenté le Roi mort. Enſuite, par une Réſolution de l'Assemblée des Grands, elle fut retenue priſonnière. L'on fit le Procès au Comte de Bothuel, qui fut condamné à Mort comme coupable du Meurtre commis en la perſonne du Roi; mais

mais , il s'enfuit hors du Royaume : il se retira en Dannemarck , où l'on croit qu'il fut empoisonné. D'autres disent , qu'il y mourut de pure misere , au bout de dix ans , & perdit l'esprit.

Les Confederez pressèrent la Reine de se démettre de la Royauté en faveur de son Fils , & de donner le Gouvernement du Royaume à celui des Seigneurs qu'elle voudroit. Elle consentit par force à cette Proposition , & nomma pour Régent du Royaume le Comte de Murray , qui étoit alors en France , où il s'étoit retiré dès que la Reine avoit été arrêtée , afin de n'avoir point de part à tout ce qui s'étoit fait contre elle , quoiqu'il crût que l'on ne pourroit rien entreprendre de trop violent. Il revint en Ecosse. La Reine Elisabeth conduisoit toute l'Intrigue.

Marie , avant que de se démettre du Royaume , fit sa Protestation par un Acte antientique , mais secret , contre la Démission que ses Sujets lui attachoient par violence. Aussi tôt Jacques VI , Fils de Marie , fut proclamé Roi d'Ecosse le 9. Juillet 1567 ; & le Comte de Murray , Viceroy pendant la Minorité de ce jeune Prince. Environ un an après , la Reine se sauva de sa prison : & quantité de Noblesse s'étant rendue auprès d'elle , elle publia la Protestation qu'elle avoit faite contre la violence de ses Sujets ; & sa Démission fut déclarée nulle par ceux qui

qui, étant auprès d'elle, prétendirent représenter la Noblesse du Royaume. En dix jours, elle assembla 7000. hommes, avec lesquels elle marcha contre les Révoltés. Le Viceroy lui donna bataille avec 4000 hommes seulement, & remporta la victoire le 13. May 1568. Dès que Marie vit de dessus une éminence d'où elle regardoit le combat, que ses troupes étoient défaites, elle prit en diligence le chemin d'Angleterre; & , lorsqu'elle fut arrivée sur les frontieres, elle fit sçavoir à la Reine l'état de ses affaires, & mit sa personne & sa fortune sous sa protection. Cette résolution ne fut pas approuvée de ses bons serviteurs, qui lui conseillèrent de passer plutôt en France.

Voici comme Brantôme, Partisan de Marie Stuard, raconte le fait. Elle fut, dit-il, mise en prison dans un fort Château : on dit que c'est Saint-André en Ecosse *. Y ayant demeuré misérablement captive près d'un an, elle délivrée par le moyen d'un fort bonnête Gentilhomme du Pays, nommé M. Beton.

* D'autres disent que c'est le Château de Lochleven.

Voilà donc, poursuit-il, cette Reine en liberté, qui ne chauma pas, & en moins de rien eut amassé une armée de ceux qu'elle estimoit ses plus fideles : & la menant la premiere, montée en tête sur une bonne hacquenée, vêtue d'un simple cotillon ou juppe de tafetas blanc, & coëffée d'une coëffe de crêpe dessus. Cette Princesse belle &

généreuse, comme une seconde Zénobie, à la tête de son armée, la conduisoit pour affronter ses ennemis, & leur livrer bataille. Mais hélas ! quel malheur ! Ainsi qu'elle pensoit les siens venir aux mains avec les autres, & ainsi qu'elle les exhortoit, & animoit par ses belles paroles, qui eussent pu émouvoir les rochers, ils vinrent tous à bauffer leurs piques sans rendre Combat, & tant d'un côté que d'autre vinrent mettre les armes bas, s'embrasser, se faire amis ; & tous, confédérés & conjurés ensemble, firent complot de se saisir de leur Reine, & la prendre prisonnière, & la mener en Angleterre.

Selon Brantôme, ce furent ses Sujets, qui la ménèrent en Angleterre ; & selon tous les Historiens, ce fut elle qui se déterminâ à y aller, pour s'y réfugier.

Elisabeth eut un singulier plaisir, quand elle se vit Marie Stuard entre les mains. Il lui échapa de dire : *Voici le premier sujet que j'ai de me rejouir des maximes de ma politique, depuis que je suis Reine.*

Elle avoit lieu de craindre, qu'en donnant un azile dans son Royaume à une Reine, qui avoit des Droits sur sa Couronne, l'hospitalité ne fut dangereuse : elle résolut de la sacrifier à sa sûreté ; dut-elle acquérir une réputation de Princesse peu délicate sur sa probité. Elle fit assurer à Marie, qu'elle employeroit volontiers toutes ses forces pour la rétablir dans son Royaume. Elle lui fit dire, que comme elle

elle étoit chargée par la voix publique d'avoir fait mourir le Roi son époux, ou du moins de n'avoir fait aucune recherche d'un tel crime, & de garder à son service des gens accusés d'en être complices, elle ne pouvoit la voir avant qu'elle eut effacé ces mauvaises impressions. On convint, qu'Elisabeth écouteroit sa justification. Elle lui fit donner des Gardes, qui ne la quitterent point, de sorte qu'elle étoit déjà prisonnière; quoiqu'elle ne fut pas enfermée dans une prison.

Esclave des maximes, suivant lesquelles elle regnoit, elle se mit au dessus de la Honte: Elisabeth envoya en Ecosse des Ambassadeurs, pour négocier en apparence le rétablissement de Marie; mais, ils ne mirent pas en œuvre des moyens efficaces: on se tromperoit fort, si on jugeoit du cœur d'un Politique par ses actions. Marie, de son côté y envoya Jacques Hamilton, Chef de sa Maison, le plus illustre d'Ecosse. Elle lui donna le titre de son Lieutenant-général dans le Royaume, & l'adopta pour son pere, (titre inouï, excepté dans l'ancien tems) () Hamilton, qui étoit comme exilé de son pays, fut ravi d'y retourner avec ce titre

(a) La coutume d'adopter étoit fort familiere aux Romains, qui l'avoient apprise des Grecs. Les Romains adoptés partageoient avec les Enfans naturels: c'est pourquoi ils prenoient le nom & le surnom de celui

titre honorable ; mais , il n'y fit rien qui répondit à l'attente de la Reine.

Ainsi, Elisabeth s'enveloppa dans sa Politique : elle engagea Marie à envoyer des Députés à Yorck. Elle obligea en même tems le Comte de Murrai d'y venir : Marie, pour se justifier des crimes qu'on lui imputoit, & produire ses pièces justificatives ; & le Comte, pour instruire son Accusation. Marie envoya ses Députés, le Comte de Murrai y vint : mais l'un & l'autre ne conduisirent point leurs projets à leur fin ; & la Reine Elisabeth, au lieu de prononcer, s'en défendit. La Conference fut renvoyée à Hampton court, où elle n'eut pas plus de succès.

Dès lors, la Reine Elisabeth forma le dessein de ne point relâcher la Reine Marie, & la fit transferer en plusieurs prisons, à Duri, Coventri, & enfin à Fotheringay, qui est un Château éloigné de Londres de 25. lieues françoises, qui lui tint presque toujours lieu de prison.

Pendant que Marie Stuard étoit prisonniere en Angleterre un quatrième époux étoit sur les rangs ; c'étoit le Duc de Norfolck, suscité par les partisans de cette Princesse. C'étoit un des plus grands
Seigneurs

qui les adoptoit : seulement, pour marquer leur extraction & leur naissance, ils joignoient le nom de la maison d'où ils descendoient, ou le surnom de la branche particuliere d'où ils étoient issus.

Seigneurs & des plus riches d'Angleterre, qui se comparoit aux Souverains. On faisoit un secret de ce mariage à Elisabeth: comme la nouvelle en circuloit par-tout, elle l'eut bientôt appris. Elle manda le Duc de Norfolck, lui reprocha son imprudence & sa témérité d'avoir formé ce projet sans le lui communiquer: elle lui ordonna de s'en désister. Le Duc avoua, qu'il avoit consenti à la proposition, & promit d'y renoncer. Il quitta la Cour quelque tems après, comme s'il eut voulu reprendre ce dessein: mais, il se repentit de cette démarche précipitée, qui pouvoit faire naître des soupçons contre lui: il reprit le chemin de la Cour, écrivit à la Reine pour lui demander pardon, & pria ses amis de lui parler en sa faveur. Se défiant de lui elle l'envoya à la Tour. Quoiqu'il fut le chef du parti de Marie qui s'étoit formé pour elle pendant sa prison, la Reine le mit pourtant en liberté; parce qu'il protesta de bouche, & par écrit, qu'il ne pensoit plus au mariage de Marie, qui y avoit pourtant consenti; soit que le parti sur toutes les vues qu'on lui proposoit lui convint, ou soit qu'elle l'envisageât seulement comme un moyen qui pût lui procurer sa liberté.

Le Duc de Norfolck, ayant en effet repris le dessein d'épouser Marie, donna lieu de croire, qu'en épousant cette Reine il prétendoit faire valoir les Droits qu'elle

s'attribuoit sur la Couronne d'Angleterre. On l'arrêta, on lui fit un crime d'Etat de son dessein, on le condamna à la mort, & il fut exécuté quelques mois après.

Dès qu'on lui eut fait son Procès, on interrogea la Reine Marie. Elle ne nia point, qu'elle n'eut consenti à épouser le Duc de Norfolck; mais, elle dit que ce mariage étoit de l'avis des principaux du Conseil de la Reine Elisabeth. Elle se retrancha sur ses bonnes intentions en faveur d'Elisabeth, & de son Royaume. Le Comte de Murrai fut assassiné par un Hamilton d'une Arquebusade, & le Comte de Lenox fut Viceroy d'Ecosse, qui, ayant été tué peu de tems après le Comte Demarre fut élu Régent.

Marie fut détenue plus de dix huit ans sous une garde fort étroite. Pendant ce tems là, la Reine Elisabeth fit un Traité avec le Roi d'Ecosse, qui contenoit une Ligue défensive & offensive au sujet de la Religion Protestante que les deux Nations embrassoient. Mais, quoiqu'elle eut traité avec le fils, elle ne laissa pas de se déterminer enfin à faire le Procès à la mere.

On accusa Marie d'avoir conspiré contre Elisabeth, ou du moins d'être complice des attentats qu'on fit à sa personne: on enleva à Marie tous ses papiers. On dit, qu'Elisabeth intercepta une Lettre que Philippe II. écrivoit à Marie Stuard,
où

où il lui disoit : *Je prie Votre Majesté d'avoir bon courage, puisque j'espere, avec le secours de Dieu & celui de mes armes, de vous voir bientôt sur le Trône, où vous verrez à vos pieds celle qui vous opprime maintenant.*

Cette Lettre confirma Elisabeth dans sa Résolution funeste à Marie.

On arrêta en même tems Nau & Curle, Secrétaires de Marie, l'un François & l'autre Ecoffois, & elle ne pût point leur parler. On fit faire le Procès à quatorze des conjurés, qui furent condamnés à Mort, & ils avouerent tout.

Nau & Curle confessèrent, qu'ils avoient écrit les Lettres en chiffres, qui avoient été trouvées dans le cabinet de leur maîtresse. Le cas de faire le Procès à une Reine étrangere, qui n'étoit pas venue en armes dans le Royaume, mais pour y chercher un azile en qualité de suppliante, étoit si extraordinaire; qu'il n'y a personne qui ne se récriât contre cette entreprise. On la fonda sur un Statut, que le Parlement avoit fait depuis peu, où il condamnoit à des peines capitales ceux qui voudroient donner atteinte aux Droits de la Reine Elisabeth, quelques moyens qu'ils missent en œuvre. La commission fut donnée pour faire le Procès à Marie : & comme Elisabeth voulut s'affurer du succès du Jugement, elle donna à Marie cent vingt Juges tirés

du Parlement, parmi lesquels étoient ses Ministres & ses Conseillers. Cette affectation étoit une grande injustice. C'est une circonstance qui rend ce Procès bien odieux. Il y avoit environ quinze Juges Catholiques, pour faire voir que Marie avoit été condamnée par ceux de l'une & de l'autre Religion.

Trente- six des Commissaires se rendirent à Fotheringay, & notifient à Marie leur commission. Elle répondit, qu'elle étoit Reine, & nullement sujette de la Reine Elisabeth; quelle ne feroit rien qui pût porter préjudice à la Dignité Royale & au Roi son fils. Elle persista deux jours sur l'incompétence de ses Juges. Elle se laissa enfin ébranler par Hatton, l'un des Commissaires, qui lui dit, que véritablement elle étoit accusée; mais, qu'elle n'étoit pas condamnée. Que si elle étoit innocente, elle faisoit un tort extrême à sa Réputation, en se laissant condamner par défaut; que la Reine seroit très- aise qu'on ne put rien prouver contre elle, ainsi qu'il l'avoit ouï de sa propre bouche, lorsqu'il avoit pris congé d'elle.

Marie se borna à faire des Protestations, dont elle exigea l'enregistrement. Si Marie eut bien entendu ses intérêts, elle auroit persisté à dire, qu'Elisabeth n'avoit point d'autre juridiction sur elle, que celle que lui donnoit la force, & elle n'auroit point répondu. On croit qu'E.

qu'Elisabeth, qui auroit vû qu'une Sentence par défaut attaquoit des principes inviolables, ne l'auroit pas fait rendre.

Les Juges étant assemblés au nombre de trente-six, Marie s'y rendit. Après qu'elle se fut assise sur un siège qui lui étoit préparé, & que les Juges eurent pris leur place, le Chancelier lui dit, qu'elle étoit accusée d'avoir machiné la perte de la Reine, la ruine du Royaume & de la Religion Protestante; qu'ils étoient commis pour examiner & juger l'accusation & ses défenses. La Reine répondit, qu'elle ne comparoït que pour mettre son honneur & sa réputation à couvert. Elle fit ses Protestations. Le Chancelier, en soutenant qu'elles étoient inutiles, ordonna qu'elles seroient enregistrées. On lût les Lettres, qu'on disoit que Babington, principal conjuré, lui avoit écrites; & ses propres Lettres, qu'on disoit qu'elle avoit fait écrire en chiffres; & les Dépôts de *Savage* & de *Bal-lard*, conjurés. Rien n'étoit plus irrégulier que cette procédure. Les Lettres de Babington n'étoient que des copies appuyées sur une confession qu'il avoit faite, qu'il avoit écrit de pareilles Lettres. Les trois conjurés, qui déposoit contre elle, avoient été exécutés à Mort sans lui être confrontés. C'est une Loi reçue dans l'Univers, que l'on ne rend nul jugement criminel sur le fondement

de la preuve testimoniale , sans confrontation.

Marie dit , qu'à l'égard des Lettres en chiffres , on s'étoit servi des chiffres qu'elle avoit en France , pour les contre-faire.

D'ailleurs , on se fendoit sur la Déposition de ses Secrétaires : ils étoient pleins de vie , & ils ne lui furent point confrontés. Ainsi , on doit envisager le jugement rendu contre Marie comme le jugement le plus injuste pour la forme qui ait jamais été rendu indépendamment du fonds.

La Cour , s'étant rassemblée à Westminster dans la Chambre étoilée le 25. Octobre , fit venir devant elle Nau & Curle , qui confirmèrent par serment leurs précédentes Dépositions. Après , la Sentence fut prononcée.

On disoit dans la Sentence , que , depuis le premier Juin de l'année 1586 , Babington avoit fait , du vû & sçû de Marie , plusieurs Machinations contre la Reine Elisabeth ; que Marie elle-même avoit conduit les entreprises.

Les Juges déclarèrent , que la Sentence ne portoit aucun préjudice au Roi d'Escoffe. Quatre jours après , ils se rassemblèrent , la confirmèrent , & prièrent la Reine de la faire exécuter. Que de-là dépendoit le repos du Royaume & celui de la Religion. Que Marie & ses Partisans étoient si opinâtrés dans leurs mauvais

vais desseins, qu'il n'y avoit aucune espérance de les reduire autrement. Que tant qu'elle vivroit, la Reine auroit en elle une ennemie & une concurrente implacable; qu'il paroïssoit par les Lettres, qu'elle portoit une haine mortelle à tout le Royaume, qu'on avoit des preuves manifestes de la conspiration qu'elle & ses partisans avoient fait de tuer la Reine; & qu'elle s'étoit même persuadé cette Maxime exécration, que ce seroit faire un sacrifice à Dieu, que de faire mourir Sa Majesté; que, par conséquent, laisser vivre une telle femme, ce seroit mettre le Royaume, la Religion, & Sa Majesté, en un péril manifeste: puisque l'impunité est ordinairement la source de toutes sortes de malheurs dans un Etat.

On fit un mystere de la teneur de la Sentence, & l'on ne publia pas même la peine que le jugement portoit.

L'esprit de la Reine Elisabeth flotloit entre le desir qu'elle avoit de sacrifier Marie à sa sureté & sa politique. & la crainte qu'elle avoit de se rendre odieuse à tout l'Univers, si elle faisoit ce sacrifice; &, parce que toute la Honte de cette injustice rejaillissoit sur elle, elle n'oublia rien pour s'y soustraire, l'écarter d'elle, & la rejeter sur tout autre objet. Elle pria les deux Chambres de chercher quelqu'autre expédient que la Mort de Marie, pour dérober elle & son Royaume au danger qui les menaçoit.

Ils

Ils en chercherent, & n'en trouverent point. Elisabeth témoigna une plus grande inquiétude, fit une peinture fort vive de sa triste destinée, en se voyant exposée à l'effuyer dans toute son étendue. Telle est la Comédie qu'elle joua : & , pour suivre son rôle , elle fit publier la Sentence dans Londres. Elle disoit dans le préambule , qu'ayant été informée des Machinations de la Reine d'Ecosse, les Seigneurs de son Conseil, & plusieurs autres, l'avoient instamment suppliée de la mettre en Justice, & la faire juger de la manière la plus honorable ; & que, sur ses vives prières elle avoit fait expédier une Commission, & qu'après un Examen très-exact, les Juges avoient donné leur Sentence de cette manière : *Que Marie avoit violé le Statut fait l'année précédente.* Que le Parlement ayant examiné la Sentence, & les Preuves sur lesquelles elles étoient fondées, en avoit demandé l'exécution, malgré ses fréquentes instances pour faire ensorte qu'on cherchât d'autres moyens. Qu'ainsi, touchée de son propre intérêt, & celui de son Royaume, elle avoit ordonné que la Sentence fut notifiée à ses bons sujets.

Dès que cette Affaire fut devenue publique, on entendit crier par tout, qu'il n'y avoit plus de sûreté pour la Reine, tant que Marie seroit au monde : on demanda hautement sa Mort. Plusieurs Seigneurs se jetterent aux pieds de la Reine, pour la prier d'avoir pitié d'eux &

& de leur famille, & de pourvoir par la Mort de Marie à la sûreté de la Religion & du Royaume.

Après la Sentence, elle balançoit encore, jusqu'à attendre que le Parlement la sollicitât deux fois de l'exécuter, & elle voulut s'exposer au reproche qu'il lui fit de lui refuser justice. Elle envoya l'ordre pour exécuter la Sentence, & témoigna le lendemain qu'elle avoit changé de pensée. Elle ne prit point de mesures pour contremander l'ordre. Enfin, les grimaces & les façons qu'elle fit font infinies.

Quand on eut appris en France & en Ecosse l'Arrêt qu'on avoit répandu contre Marie, le Roi envoya incessamment M. de Bellievre en Angleterre, & le Roi d'Ecosse Milord Gray, pour fléchir Elisabeth; & lui représenter, qu'elle n'avoit aucune juridiction sur Marie, & qu'elle fouilleroit sa gloire de l'injustice la plus énorme, si elle entreprenoit de la juger & de la condamner; qu'elle violeroit le Droit des Souverains.

La Reine, qui entendoit le Latin, répondit : *Quod delinquens in alieno territorio, & ibi repertus, punitur in loco delicti, nullâ habitâ ratione dignitatis, honoris, aut privilegii.* C'est-à-dire, que lorsque quelqu'un a commis un crime dans un Pays où il n'est pas domicilié, il est puni dans le lieu du délit, sans qu'on soit retenu par sa dignité, sa prééminence, son privilege.

Ainsi

Ainsi, ces Ambassadeurs employèrent leur éloquence en pure perte. Elisabeth étoit endurcie contre tout ce qu'on pouvoit lui dire. Elle fit publier par tout la Sentence de Mort, & Marie lui écrivit la Lettre suivante.

M A D A M E,

J'apprens que je suis condamnée à Mort contre toutes les Loix Divines & Humaines: je suis Reine comme vous, Madame; une Reine n'a point Droit d'en juger une autre. Pouvez-vous dire, que Dieu vous ait donné cette Autorité? Il a établi les Rois pour juger les hommes; mais lui seul s'est réservé le pouvoir de juger les Rois: vous avez attenté, Madame, au Droit de Dieu, & vous avez renversé l'ordre qu'il a établi dans le monde. Quelle confusion n'y introduiroit pas un Roi, qui, non content de dispenser sa justice dans son Royaume, voudroit la dispenser dans un autre, & entreprendroit de juger les Rois qui doivent y regner? Il diroit à Dieu: Seigneur, vous avez établi les Rois pour juger les hommes, & vous vous êtes arrogé le Droit de juger les Rois; voilà les limites que vous avez prescrites, semblables à celles que vous avez mises à la mer; c'est pour cela que vous dites, que vous êtes le Roi des Rois. J'ai crû pourtant que je pouvois m'attribuer votre titre en jugeant une Reine. Croyez vous, Madame,

me que vous seriez bien fondée de parler ainsi au Dieu vivant ? Comment justifiés vous l'audace , avec laquelle vous avez usurpé un Droit qu'il s'est réservé ? Ignorés vous Madame , qu'il est horrible de tomber entre les mains d'un Dieu jaloux de son autorité à laquelle on a attenté ? Voilà , Madame , ce qui regarde la forme du jugement.

Quand au fonds , comment avez-vous pu me convaincre des crimes dont vous m'avez accusée , sans n'avoir recolé & confronté les témoins ? L'Interrogatoire , que vous m'avez fait subir , n'est pas la Partie la plus essentielle du Procès. Pourquoi dit-on , que le témoin est le juge de l'accusé ? C'est que sa Déposition est son jugement ; il y trouve , ou son absolution , ou sa condamnation , quand le témoin se conforme à la Vérité. Ainsi , s'il s'en écarte , ou qu'il veuille la dérober entièrement , on ouvre la voye à l'accusé par le recolement & la confrontation de ramener le témoin à la Vérité , & de le confondre. Lui refuser cette voye de Droit , c'est l'opprimer , c'est vouloir le condamner , en le désarmant des moyens de se deffendre. Vous en avez usé de même sur le chef de la conspiration , dont vous m'avez accusé contre votre Etat & votre personne.

Il poroit d'abord impossible , que dans ma prison j'aye pu tremper dans ce crime , puisque toutes les Lettres que j'écrivois , & qu'on me rendoit passaient par les mains
de

de ceux à qui ma garde étoit confiée. Ils n'auroient pas permis que j'eusse usé d'aucun chiffre par le Droit qu'ils croyoient avoir de voir tous mes secrets. Tout ce que j'ai fait n'aboutissoit qu'à me procurer la liberté. Si je suis criminelle, tous les prisonniers le sont. Voilà votre Conduite envers moi, Madame: permettez-moi de vous la présenter sous sa véritable face. Persécutée, opprimée par mes sujets, échappée de la prison où ils avoient eu l'audace de me retenir, je me réfugie dans votre Royaume, je me jette entre vos bras, vous m'embrassés pour m'étouffer. A qui faites vous ce traitement? A une Reine, que vous appelez Sœur; à qui vous avez envoyé un Diamant pour gage de votre Amitié. Ai-je dû m'attendre à un pareil retour de la votre?

Après vous avoir mis devant les yeux toute mon affaire en peu de mots, & les sujets essentiels que j'ai de me plaindre, je me borne à présent aux graces que j'ai à vous demander. Je passe légèrement sur toutes les indignités qu'on m'a fait essuyer en votre nom dans la prison: le détail en seroit trop long. Puisque vous renfermez ma vie dans un court espace de tems, permettez que mon Aumonier me prépare à la Mort, & me ménage les secours spirituels qui me sont nécessaires, jusqu'à ce qu'il ait recueilli mes derniers soupirs. Souffrez que je sois servie de deux femmes de chambre, auxquelles il ne
soit

soit pas permis de m'abandonner. Que je meure publiquement, sur-tout en présence de mes Domestiques, afin qu'ils puissent rendre témoignage de ma Mort dans la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, dont je fais profession. Ne m'enviez pas cette gloire, dont je suis extrêmement jalouse. Si vous avez quelque vestige de l'ancienne amitié que vous m'avez témoignée, qu'il soit permis à mes Domestiques de se retirer librement, & de jouir de la petite récompense que la pauvreté où je suis m'a permis de leur laisser. Que mon corps soit porté en France, pour y être enterré. Voilà les graces que je vous demande par les liens de notre parenté, par la mémoire d'Henry VII. notre ayeul commun, par la qualité de Reine que je porterai jusqu'à la Mort, & que le public lira sur mon tombeau quand on ne me la donneroit pas.

Je ne finirai point cette Lettre, sans rappeler que vous avés secondé mes ennemis qui m'ont ôté la couronne pour la transférer à mon fils dans le berceau. J'ai été moins sensible à cette injure, qu'à la douleur qu'on m'a causée en éteignant sa tendresse pour moi, & en l'élevant dans une autre Religion que la mienne. Songez, que le seul intérêt de la vraie Religion peut vous permettre de lui ravir le dépôt de votre couronne qui vous a été confiée. Dieu vous la fasse connoître cette vraie Religion : tremblés, vous qui avés jugé une

*Reine, en attendant au Droit de Dieu; vous
serés jugée par le Roi des Rois.*

Cette Lettre, si Elisabeth a été curieuse de la lire, a dû la frapper; on n'a pas appris qu'elle ait produit aucun effet. On envoya aux Comtes de Scharesbury & de Kent, qui étoient chargés de faire exécuter l'Arrêt, ce jugement qui la condamnoit à Mort, & on leur donna ordre d'assembler toute la Noblesse d'alentour, afin qu'elle prêtât main forte à l'exécution. Ils le dénoncerent à la Reine Marie; elle leur répondit avec un visage serein : *qu'elle savoit l'ordre qu'ils avoient reçu; que le plutôt ne seroit que le meilleur pour elle, qu'on l'exécutât, puisqu'elle alloit changer une couronne périssable contre une autre qui seroit éternelle.* Elle avoit pris dans sa prison l'esprit de la pénitence.

Elle demanda du tems au Comte de Scharesbury pour mettre ordre à ses affaires. Vous pouvez, lui dit-elle, m'accorder cette grace, puisqu'elle dépend de votre Commission, ainsi qu'elle le porte. *Non, non*, lui répondit-il rudement; *tenés vous prête, Madame, demain entre sept ou huit heures du matin. On ne prolongera pas le délai d'un moment.* Le Comte de Kent voulut entreprendre de lui inspirer de la fermeté pour soutenir la Mort & ses approches. Elle lui répondit, qu'elle n'avoit point besoin de ses bon offices; que sa Religion l'avoit
pré-

prévenue ; qu'elle lui auroit une obligation que rien n'égaleroit, si il lui faisoit venir son Aumônier. Le Comte de Kent lui repliqua, qu'on lui laisseroit voir son Confesseur en présence de tout le monde, & qu'elle ne pourroit point lui parler en secret. Elle écrivit à son Confesseur.

J'ai été attaquée aujourd'hui sur ma Religion ; les Hérétiques m'ont offert de me consoler à la veille de ma Mort. Bourryon & d'autres vous diront, que j'ai fait ma protestation de la foy en laquelle je veux mourir ; je vous ai demandé pour me confesser, ce qu'on m'a refusé inhumainement. Je me vois obligée de reconnoître en général l'énormité de mes péchés, & de m'en accuser. Je vous supplie de passer cette nuit pour moi en prieres, & de demander que Dieu me regarde avec un œil miséricordieux. Envoyez-moi l'Absolution générale ; je vous demanderai pardon devant tout le monde. Suggestés-moi par écrit les prieres les plus touchantes, & les plus propres à mon état. Je vous recomanderai au Roi, il vous conservera vos Benefices : fortifiés-moi dans les pensées les plus nécessaires à mon salut. Elle écrivit ensuite au Roi à la Reine Mere, à Madame de Guise. Dans toutes ses Lettres elle leur disoit que leur mémoire étoit vivement gravée dans son ame ; qu'accablée de peines depuis vingt années, elle en voyoit le terme avec une grande satisfaction. Elle leur

envoya à tous des présens proportionnés à l'état d'une Reine prisonniere. Elle demandoit au Roi, qu'après sa mort il destînât une partie de son douaire pour récompenser ses Domestiques. Elle fit son testament, où elle nommoit le Roi Catholique au Royaume d'Angleterre & d'Ecosse, à la place de son fils, au cas qu'il embrassât la Religion des Calvinistes.

Si les Rois n'ont Droit d'appeller à la Couronne, que ceux que le sang y appelle, sur quoi étoit-elle fondée à faire cette nomination?

Elle envoya ensuite querir sa Maison depuis le plus grand jusqu'au plus petit; fit ouvrir ses coffres, supputa ce qu'elle avoit, le leur partagea suivant les regles de la justice distributive conformément aux services qu'ils lui avoient rendus, à sa condition présente, & au rang qu'ils tenoient chez elle. Je ne puis m'empêcher de rapporter ici Brantôme, à cause que sa naïveté est expressive. *Elle partagea, dit-il, à ses femmes tout ce qui lui pouvoit rester de bagues, de carcans, de liettes, & accoutremens; leur disant à tous, que c'étoit avec beaucoup de regret qu'elle n'avoit davantage pour leur donner & récompenser, mais qu'elle s'assûroit que son fils satisferoit à sa nécessité, & pria son Maître-d'Hotel de le faire entendre à sondit fils, à qui elle envoyoit sa bénédiction, le priant de ne point venger sa*
Mort,

Mort , laissant le tout à Dieu à en ordonner à ses divines volontés : & dit adieu à tous , sans larmoyer aucunement , mais au contraire les consolait , & leur disoit qu'il ne falloit pas qu'ils pleurassent sur le point de la voir bienheureuse en contre échange de tant de malheurs qu'elle avoit eus ; puis les fit tous sortir de sa Chambre, réservé ses Femmes.

Il étoit nuit , elle se retira en son Oratoire , où elle pria Dieu plus de deux heures les genoux nuds contre terre , car ses femmes s'en apperçurent , & puis elle s'en vint dans sa chambre , & leur dit : Je crois qu'il vaut beaucoup mieux , mes amies , que je mange quelque chose , & que je me couche après , afin que je ne fasse rien demain d'indigne de moi , & que les forces ne manquent point. Elle prit seulement une rotie au vin , elle s'alla coucher , & dormit d'un léger & court sommeil. Elle employa une partie de la nuit en prières ; elle se leva deux heures avant le jour , & s'habilla avec une propreté recherchée. Elle prit une juppe de velours noir , en disant à ses femmes : Met amies , je vous aurois laissé cette juppe , si je n'étois pas obligée d'aller à la Mort un peu honorablement , & d'y être un peu distinguée. Voilà un mouchoir broché en or , ajouta-t-elle , que j'ai destiné pour me bander les yeux. Quand il en faudra venir là , dit-elle , à une de ses femmes , je vous ai réservée cette fonction

tion. On ne vit jamais une présence d'esprit plus merveilleuse ; cet état ne pouvoit être que le fruit d'une grande fermeté d'ame , & d'un long exercice dans la vertu ; car , elle étoit depuis plusieurs mois instruite de sa destinée. Elle se retira dans son Oratoire , ayant dit plusieurs particularités à ses femmes , qu'elle chargea de rapporter au Roi de France , aux Reines , & à ses Parens. Ce qu'on admira fut qu'elle ne dit rien dans ses discours , qui tendit à inspirer la moindre vengeance. Cela prouve encore , que , par la pratique des vertus , elle s'étoit nourrie de la Morale Chrétienne. Elle communia dans son Oratoire avec une Hostie consacrée , que le Pape Pie V. lui avoit envoyée , & qu'elle avoit toujours gardée avec une extrême Religion. Elle se répandit en longues oraisons. Elle vint ensuite dans sa chambre , & s'assit auprès du feu , en parlant à ses femmes pour les consoler , oubliant que c'étoient elles , qui devoient la consoler elle-même ; mettant en œuvre les motifs de la Religion , & de la Morale les plus solides & les plus touchans. Elle leur disoit , que rien n'étoit plus vain que les félicités de ce monde les plus éclatantes ; qu'elle avoit été Reine de France , ensuite d'Ecosse ; que la nature , la fortune , l'avoient élevée au faîte des grandeurs humaines , & que dans le dernier période de sa vie , elle mouroit de la main du

bour-

bourreau. Que ses honneurs, & ses grandeurs, avoient abouti à la plus grande infamie. Qu'elle pouvoit servir d'exemple depuis le plus grand jusqu'au plus petit. Qu'elle avoit une consolation, dont la douceur inondoit son ame, & l'empêchoit de trouver ce calice amer: c'est qu'elle étoit innocente, & mouroit pour la Religion: qu'elle souhaitoit que malgré le déplaisir mortel que ses domestiques auroient de la voir mourir sur un échaffaut, qu'elles y fussent présentes, parce qu'elle ne pourroit pas avoir de plus fidèles témoins de la Vérité, qui la garantissent mieux des atteintes que ses ennemis lui voudroient porter. Marie croyant mourir pour la Religion, elle pensoit que sa mort pouvoit être utile, ainsi elle prenoit des mesures pour que rien ne pût la ternir. Elle achevoit à peine ces paroles, que l'on vint heurter fort rudement à la porte; ses femmes se doutant que c'étoit l'heure qu'on la venoit querir, voulurent faire résistance d'ouvrir, mais elle leur dit: *Mes amies, cela ne sert de rien, ouvrez.*

D'abord il entra un Scherif avec un baton blanc à la main, qui après avoir fait dans sa chambre deux allées & deux venues, dit deux fois, *me voici venu.* La Reine, jugeant que l'heure de son supplice approchoit, prit à la main un petit Crucifix d'yvoire.

Les Comtes de Scharesbury & de Kent,

Commissaires , entierent ensuite. La Reine alla au-devant d'eux , & leur dit: *Messieurs, j'ai été cette nuit plus vigilante que vous; ne croyés pas, que j'aye aucun ressentiment contre la Reine Elisabeth ma Sœur, ni contre vous qui avez fait la recherche de mon Procès.* Elle tenoit ce langage avec une douceur & une fermeté admirables. Elle persuadoit sa sincérité avec une éloquence, qu'elle sembloit emprunter de sa beauté. Jamais on ne la vit plus belle. Son malheur donnoit du relief à ses appas. Les Commissaires malgré la sévérité de leur justice parurent émus. Elle mit sa main sur l'épaule d'un des Milords , parce que sa longue Prison lui avoit causé une sciatique, qui l'obligeoit de marcher avec peine; & s'appuyant ainsi sur lui, elle alla au lieu du supplice. Elle avoit la tête couverte d'un voile, & portoit une couronne à sa ceinture.

Les Commissaires témoignèrent, qu'ils ne vouloient pas que ses femmes la suivissent dans le lieu du supplice , de peur que par leurs cris & leurs lamentations, elles ne causassent du désordre , & ne troublassent l'ordre de la Justice. *Eh quoi, Messieurs, leur dit-elle, voudriés-vous user d'une si grande rigueur que de ne pas leur permettre de m'accompagner! Je vous promets que je leur imposerai silence, les contiendrai, & les ferai venir quand il faudra. Que j'obtienne au moins*
cette

cette faveur de vous. Ils ne purent lui résister.

Elle fut conduite d'abord dans une Galerie où ses Juges l'attendoient. Son Ecuyer Malvio se mit à genoux devant elle, & fondant en larmes, lui demanda ses derniers ordres : *Ne pleurés pas, lui dit-elle, réjouissés-vous plutôt de ce que Marie Stuard va être bientôt délivrée de tous ses maux. Je vous prie seulement de dire à mon fils, que je meurs constante dans la Religion Catholique ; & que je le prie pour l'amour de Dieu qu'il veuille toujours demeurer ferme dans la foi de ses peres ; d'aimer la justice, de conserver ses peuples en paix, & de n'entreprendre jamais rien contre la Reine Elisabeth. Je n'ai au reste rien fait de préjudiciable à l'Ecosse, & je meurs toute affectionnée à la France.*

Le lieu de l'exécution étoit dans la Salle. au milieu duquel on avoit dressé un échaffaut large de douze pieds en carré, & haut de deux, tapissé de méchante serge noire.

Elle entra dans cette Salle avec la même majesté, la même grace, que si elle fut entrée dans une Salle de bal. On n'a jamais vû aux approches de la Mort cet air de grandeur.

Quand elle fut auprès de l'échaffaut. elle appella son Maître d'Hôtel ; elle lui dit, *aidés moi à monter, c'est le dernier service que je reçois de vous, &*

lui repeta tous les discours dont elle l'avoit chargé pour les rapporter au Roi son fils ; puis étant sur l'échaffaut , elle s'assit sur une chaise ; le Greffier lui lut sa Sentence.

On eut la cruauté de lui refuser la consolation de mourir assistée par son Directeur. On lui donna le Docteur Richard Fletcher , Doyen de Peterbrouw.

Je ne rapporterai point le Discours qu'il lui fit , il reussit merveilleusement à la fatiguer. Elle l'interrompit trois ou quatre fois pour se débarrasser de lui comme d'un vain discoureur. *M. le Doyen* , lui dit-elle enfin , *je vous prie de vous taire , & de me laisser en repos , de ne vous pas tourmenter inutilement vous-même : je vous assure , que je suis ferme dans l'ancienne & véritable Religion Catholique pour laquelle se suis résolue de répandre mon sang.* Le Doyen lui répondit : *Madame , je vous supplie de changer de sentimens , de vous repentir de vos péchés passez , & de vous appuyer uniquement en la foi de Jesus-Christ.* A quoi elle répliqua : *M. le Doyen , ne vous mettez pas en peine de cela ; car comme je suis née dans la Religion Catholique , je suis aussi entièrement résolue d'y mourir.*

Les deux Comtes , qui assistoient à ce Discours du Doyen , voyant que la Reine l'écoutoit avec chagrin , lui dirent : *Madame , nous prierons Dieu avec le Doyen ,*
afin

afin qu'il lui plaise d'éclairer votre esprit, & qu'il vous montre le chemin de la véritable connoissance de Dieu & de fa Parole. A quoi la Reine répliqua: Messieurs, si vous voulez prier avec moi, je vous en aurai obligation, & je le regarderai comme une grande faveur que j'aurai reçue de vous; mais je ne me joindrai jamais avec vous pour prier Dieu à votre maniere, puisque Dieu ne vous a pas fait la grace d'être de la même Religion que moi. Le Comte de Kent lui répondit à cela, qu'il étoit fâché de son obstination; que Dieu vouloit qu'on le possédât dans le cœur, non qu'on le tint à la main. La Reine lui répliqua encore: qu'elle tenoit à la main la figure de Jesus Christ (a) pour mieux se ressouvenir de son saint nom. A quoi le Comte répondit: quoique vous ayez refusé d'entendre la grace que Dieu
vous

(a) Les Images sont les Livres des Ignorans, & nous remettent à tous dans l'esprit les originaux, ou les mysteres qu'ils représentent. Elles nous portent à la reconnoissance envers Dieu, à l'imitation des Saints, à la piété. Nous ne croyons pas qu'il y ait en elles aucune divinité, ni aucune vertu; nous ne leur adressons pas nos prieres, mais à Jesus-Christ, ou aux Saints que ces images représentent. Nous ne mettons pas nôtre confiance en ces images, au lieu que les Idolâtres la mettoient en leurs idoles: loin que Dieu ait condamné l'usage des statues & des images, il l'a autorisé, comme on le voit dans l'Ecriture. Cefut par * *Exod.* ordre de Dieu, que Moïse mit au dessus de l'Arche 25. 18. d'alliance l'image des Cherubins, & qu'il fit élever *Nom. 21.* le Serpent d'airain, & Dieu approuva les figures des 8. 9. 3 Bœufs ou d'autres animaux dans le Temple de Sa-*Reg. 7. 39.* lomôn *.

vous présentoit, nous ne laisserons pas de le prier qu'il vous fasse miséricorde. A quoi la Reine répliqua enfin : priés - le de votre côté, je le prierai aussi du mien. On se mit à genoux. Le Doyen fit la priere à la maniere des Réformés, elle pria comme les Catholiques : ils se seroient accordés s'il eussent dit ensemble le Pater. La Reine fit alors venir ses femmes. Elle baisoit souvent le Crucifix qu'elle tenoit à la main, & disoit ces paroles : Seigneur, qui avez autrefois étendu vos mains pour sauver tout le genre humain, recevés - moi, quoique je sois une misérable pecheresse dans vos mains misericordieuses.

La Reine protesta alors, qu'elle n'avoit point attenté à la vie de la Reine Elisabeth ni à l'Etat ; qu'elle n'étoit coupable que d'avoir voulu chercher sa liberté ; qu'il n'y a point de Prisonnier à qui on ne put imputer le même crime. Qu'elle s'estimoit très-heureuse ; parce que sa Religion étoit la cause de sa Mort ; qu'en la sanctifiant par un si grand motif, on lui ouvroit le chemin du Ciel.

Elle fit ensuite à genoux des prieres pour le Pape, les Rois de France & d'Espagne, pour la Reine d'Angleterre à qui elle pardonna sa Mort. Elle pria pour son fils, pour les Peuples d'Angleterre & d'Ecosse ; sa charité n'oubli rien.

Cela

Cela fait , elle appella ses femmes pour lui aider à ôter son voile noir , sa coëffe , & ses autres ornemens (a) ; l'une desquelles entrant dans la sale , voyant sa maîtresse entre les mains des bourreaux , ne put se défendre de crier & de gemir. La Reine lui ayant fait signe , le doigt sur la bouche , elle se contint ; & comme le bourreau vouloit se mêler de la servir , elle lui dit , *Ab ! mon ami , ne me touche point.* Toutefois , dit Brantôme , elle ne put l'empêcher , car après , dit-il , qu'on eut abaissé la robe jusqu'à la ceinture , ce vilain la tira par le bras assez lourdement , & lui ôta son pourpoint , son corps de cotte , avec le collet bas , de sorte que tout son col , & sa belle gorge qu'elle avoit couverte si modestement malgré sa précaution , trahit alors sa modestie.

Elle même s'accommoda le plus dilligemment qu'elle pouvoit , en disant , qu'elle n'étoit pas accoutumée à se déshabiller

(a) Voici les habits qu'elle avoit , ainsi qu'ils sont désignés dans son Histoire imprimée en 1579. Un voile de crêpe blanc qui la couvroit depuis la tête , & qui trainoit à terre. Sa coëffure de même étoffe qu'elle avoit accoutumée de mettre dans ses plus beaux atours. Un grand manteau de satin noir goffé de paremens de Marthe d'un grand prix , doublé de taffetas noir. Les manches pendantes à longue queue , & le collet à l'Italienne. Un pourpoint de satin noir ; une juppe de velours craimoisy brune , une vasquine de taffetas velouté , des calçons de futaine bleue , des bas de soye bleue , des jartieres de soye , & des escarpins de maroquin.

ler devant le monde, ni à se servir de pareils Valets de Chambre. Il pouvoit bien y avoir trois cens personnes.

Le Bourreau se mit à genoux, & lui demanda pardon, à quoi elle répondit: *qu'elle lui pardonnoit aussi bien qu'aux auteurs de sa mort, comme elle esperoit que Dieu lui pardonneroit.* Elle portoit une Croix d'or, où il y avoit de la vraye Croix avec une Image de notre Seigneur qu'elle vouloit donner à une de ses Démonnelles. Le Bourreau s'y opposa, quoiqu'elle lui eût promis que la Demoiselle lui payeroit trois fois la valeur. Ainsi étant préparée à subir le supplice, elle baïsa ses Démonnelles, leur donnant avec sa bénédiction congé de se retirer en faisant le signe de la Croix sur elles: & voyant qu'une d'elles ne pouvoit s'empêcher de pleurer, elle lui imposa silence, en lui disant, *qu'elle avoit répondu que ses femmes ne troubleroient point l'assemblée par leurs pleurs & gémissemens.* Elle leur dit de se retirer doucement, de prier pour elle, & de rendre témoignage comme elle étoit morte dans l'Ancienne, Sainte, & Catholique Religion. L'une d'elles lui ayant bandé les yeux de son mouchoir qu'elle avoit réservé, elle se jeta incontinent à genoux, & sans qu'on vit la moindre impression de la crainte de la Mort sur son visage, elle récita le Psaume 31. *In te Domine speravi non confundar in æternum, &c.* Après qu'elle l'eut
ache-

achevé, elle se baissa, & mit la tête sur le billot, disant à haute voix : *In manus tuas, Domine, commendo spiritum meum*, &c. Un des Bourreaux lui tenoit les mains, & l'autre lui coupa la tête avec une hache, en deux coups, ne l'ayant pû faire du premier. Celui qui lui avoit tenu les mains prit la tête, & l'ayant montrée aux assistans, se prit à crier : *Dieu garde notre Reine*; à quoi le Doyen ajoûta : *ainsi puissent périr les Ennemis de Dieu, & ceux de la Religion*. Le même Bourreau décoiffa la tête, afin de montrer ses cheveux qu'elle avoit déjà blancs, comptant de la rendre méprisable par-là. Elle n'étoit pas vieille, puisqu'elle n'avoit gueres plus de quarante ans; mais ses soucis, ses chagrins, lui avoient blanchi les cheveux. Un Historien a raconté ainsi cette exécution: deux Bourreaux prirent Marie, l'un d'un côté, & l'autre de l'autre, par les épaules, la mirent à genoux, la voulant coucher. Elle étendoit le col, & prioit toujours Dieu; continuant de la coucher sur le ventre tout de son long, ils lui firent mettre le col sur le billot préparé pour cet effet vers le bout de l'échaffaut. Un Bourreau levant une hache par le taillant, de la façon de celles qui servent à fendre le bois, lui donna un coup par derriere qui n'entroit pas bien avant; le second coupa une partie du col, & le troisième acheva. Brantôme dit que le

se-

second coup lui enfonça les attifets dans la tête.

Après cette catastrophe tragique, qui arriva le 28 Février 1587, les Demoiselles de Marie Stuard s'adresserent à Paulet son Gardien & Géolier, & le prièrent de lui confier son corps, afin qu'elles pussent le dépouiller, quand tout le monde seroit retiré, & pour que le Bourreau ne la touchât plus, ni lui fit aucune indignité, promettant de lui donner toute la dépouille. Paulet brutalement ne les écouta pas, & les fit sortir hors de la Sale. Voilà une férocité qui auroit été bien éloignée de nos mœurs; c'est ce qui montre la différence qu'il y a de Nation à Nation: ainsi le Bourreau eut le corps à sa discretion; il la déchauffa, & il s'appropriâ tous les ornemens Royaux. Il y en a qui ont dit qu'on lui ôta la dépouille, & qu'on lui en paya la valeur.

Brantôme est mon garant de tous ces faits. Il avoue, qu'il a été instruit dans un Livre françois, qui a pour titre: *Histoire & Martyre de la Reine d'Ecosse, & Douairiere de France*. à Paris, chez Guillaume Bichon, rue saint Jacques au Bichon, en 1589.

Rien n'est plus édifiant que la Mort de la Reine Marie. Quoique ses passions auxquelles elle s'est livrée, l'ayent mise dans une situation où elle commit de grands crimes; comme on a lieu de le
juger,

juger ; elle les a expié par sa longue Prison , & s'est exercée dans les vertus Chrétiennes ; de sorte qu'on peut dire que transformée dans une autre elle-même , elle nous a donné le spectacle d'une héroïne dont la Religion a tout l'honneur.

Sixte V. qui étoit sur la Chaire de saint Pierre , qu'on regarde comme un grand Politique , & dont le foible étoit d'admirer , sans mesurer son admiration à la Religion , tous ceux qui possédoient l'art de regner , s'écria , en apprenant cette Mort , parlant de la Reine Elisabeth : *O l'heureuse Reine , qui a été trouvée digne de voir tomber à ses pieds une Tête couronnée !*

Ce Pape ne considéroit parmi les Rois qui regnoient en Europe qu'Henry IV & Elisabeth ; & il disoit de cette Reine , que s'il l'eut épousée il auroit mis au monde des Héros.

Après la Mort de Marie Stuard , l'injustice de son supplice se présenta à Elisabeth dans toute son horreur. Elle crût qu'elle devoit se réfugier dans son Hypocrisie pour imposer à tout le monde , & persuader qu'elle n'avoit point part à cette action , ayant cependant signé l'Arrêt de sa Mort.

Le même jour que le Peuple apprit à Londres que l'on avoit coupé le col à cette Reine , on fit des feux de joye , comme si l'Angleterre avoit eu quelque glorieux succès. Elisabeth , ayant mis la

tête à la fenêtre, demanda pourquoi l'on faisoit ces réjouissances. On lui répondit qu'on les faisoit au sujet de l'exécution de la Reine Marie. Sur quoi affectant un grand étonnement elle répliqua : *Quoi la Reine Marie est donc morte ? Qui est-ce qui l'a fait mourrir ? On m'a donc trompée ?* Après cela, la Reine s'enferma pendant trois jours dans son appartement sans voir personne, & fit dire par ces Officiers & Domestiques, *qu'elle ne pouvoit se consoler de la Mort de la Reine Marie.* Elle parut ensuite dans un grand deuil, & fit sçavoir qu'on lui feroit plaisir de lui rendre des visites de condoléance sur la Mort de cette Reine.

Tous les Ambassadeurs prirent ce parti ; elle ne leur parla dans les audiences qu'elle leur donna, *que du déplaisir qu'elle avoit de voir mourir une Reine dans son Royaume, sans ses ordres exprès ; ajoutant qu'on devoit avoir plus de respect pour des Têtes couronnées.*

On ne voit pas dans l'Histoire un si grand exemple de dissimulation : tel a été Cromwel sur un pareil modele.

La Reine vint au point où elle voulut faire le procès à Davisson qui avoit envoyé l'ordre de l'exécution que la Reine avoit signé. Elle le taxa de désobéissance, comme s'il eut agi contre son intention. Elle voulut que la conduite des Conseillers, qui avoient jugé, fut examinée à la rigueur ; elle ne leur accorda
leur

leur pardon , que parce qu'elle reconnut qu'ils avoient failli par un excès de zèle pour elle & pour le Royaume. Davisson fut seul sacrifié. Il demeura long-tems en prison , où la Reine lui envoyoit de quoi subliter. Dans le dessein où elle étoit de dérober cette action aux hommes , elle auroit voulu se la dérober à elle-même ; mais la pouvoit-elle voiler à l'œil invisible du Dieu vivant ? Elle écrivit dans cet esprit au Roi Jacques. On appelleroit cette Lettre le chef-d'œuvre de la dissimulation , s'il étoit possible qu'elle eut pû se déguiser jusqu'à persuader qu'elle étoit innocente.

Elisabeth poussa la curiosité jusqu'à vouloir être instruite de la conformation du corps de Marie Stuard ; car on parle d'un rapport que fit Water Médecin demeurant à Stansfort à trois lieues du Chateau de Fotheringay , accompagné du Chirurgien du village , de quelques soldats , de Paulet qui étoit le Concierge , & du Prevôt. Jamais on ne vit un corps mieux conformé & plus parfait : il sembloit que la nature l'eut formé le compas à la main , pour en conduire surtout les parties extérieures à la perfection. Quelle en devoit être la rondeur & la fermeté , avant que la Mort les leur eut ôtées ! Quel n'en étoit pas l'éclat éblouissant ! C'est la jalousie de cette beauté si rare qui entra dans le dessein que forma Elisabeth de la perdre ; car , quelque beauté

O 2

que

que l'on donne à Elisabeth , il s'en faut bien qu'elle approchât de celle de Marie , & qu'elle put lui être comparée. Elle fut également poussée par sa Politique. Au reste , ses parties intérieures furent trouvées sans aucun vice , bien constituées , & comme destinées à durer long-tems.

La Reine Elisabeth , qui étoit venue à son but en faisant mourir la Reine Marie , & l'ayant soumise à sa justice en la confondant avec ses sujets , crut qu'elle la devoit distinguer par les obseques qu'elle lui fit faire six mois après sa Mort.

Ces obseques , auxquels on dépensa douze mille livres sterling , furent fort magnifiques. On a raison de dire , que de belles obseques sont la marque ordinaire du chagrin de ceux qui n'en ont guères.

Marie fut enterrée à Peterborow près de la Reine Catherine : on lui fit bâtir une Chapelle & un Tombeau de marbre , où l'on n'épargna rien.

Malgré tous les honneurs qu'on lui faisoit , on retint Prisonniers tous ses domestiques dans le Château de Fotheringay , sans qu'on leur permit de parler à personne. Ils n'eurent la liberté que long-tems après.


Jacques VI. fils de Marie témoigna d'abord beaucoup de ressentiment de la Mort.

Mort de sa mere ; mais la Politique l'eut bientôt apaisé , & le Royaume d'Angleterre dont il devoit hériter , & dont il ne vouloit pas se fermer la voye qui l'y conduisoit , étouffa tous les sentimens de la nature. Ce fut la cause qui l'attacha à la Religion Protestante. Il ne pouvoit pas ignorer , que sans la Religion Catholique dont sa mere faisoit profession , Elisabeth n'auroit pas pû en faire la victime de sa politique.

La tragédie , qu'elle fit jouer , fut le sujet de l'entretien de tout le monde. Les Protestans en ont parlé comme d'une action de Justice qui tient sa place dans sa vie sans la défigurer. Plusieurs Catholiques la racontent comme injustice criante , comme un violement des Droits des Souverains , comme un attentat horrible à leurs Majestés. Ils l'envisagent comme une martyre pour notre Religion ; ils ont crû que pour nous conduire à cette idée , ils devoient faire son Apologie , & la représenter comme innocente des crimes qu'on lui impute.

Je n'ai pas jugé que je dût faire violence aux regles sur lesquelles est fondée la vérité de cette Histoire , ni renverser & mépriser les Preuves évidentes qu'on oppose ; mais je n'ai pas jugé aussi , que les crimes , dont Marie s'est souillée , eussent donné à Elisabeth aucun droit de la punir. Elisabeth elle-même a attenté , par l'exemple qu'elle a donné dans

Marie Stuard, à ses propres Droits de Souveraine, qui sont de ne pouvoir être jugée que par Dieu même. C'est une erreur de dire, que Marie s'étant réfugiée en Angleterre est devenue sa justiciable, ayant conspiré contre la Couronne & la Vie de la Reine Elisabeth. Mais, pour exposer la chose telle qu'elle est, & montrer en même tems combien le procédé de la Reine Elisabeth est odieux, il faut dire, que Marie avoit imploré sa protection; qu'elle s'est prévaluée de ce que Marie s'est mise entre ses mains pour la retenir Prisonnière étant en paix avec elle; & que dans la suite, sous prétexte de conspiration qu'elle dit que Marie a tramée contre elle, elle l'a fait juger, condamner à Mort, & exécuter.



C'est une Maxime certaine, que la Justice d'un Souverain n'est point subordonnée à celle d'un autre Souverain: c'est le Droit du Royaume où regne le Souverain: ainsi Elisabeth, en soumettant à sa Justice Marie, a violé les Droits de l'Ecosse. C'est encore une Maxime certaine, qu'un Souverain ne dépend que de Dieu même. C'est un principe incontestable, qu'un Roi porte toujours avec lui le caractère de Roi dans son Royaume & hors de son Royaume. Un des principaux traits de l'image de Dieu, c'est la Justice du Souverain; elle n'a ce caractère que parce qu'elle n'est inférieure à personne, & qu'elle est seule supérieure.

périeure dans le ressort de sa Souveraineté.

On n'ignore point un trait de François premier dans sa prison à Madrid. Il joua si heureusement avec un Grand, qu'à la fin du jeu, il gagna une somme immense. Le Grand, piqué de son malheur, en payant le Roi, lui dit avec beaucoup de fierté: *Garde cela pour ta rançon.* Ce Prince, à qui on ne manquoit pas de respect impunément, donna un coup d'épée sur la tête à ce Grand, qui mourut peu de jours après de sa blessure. Les Parens de ce Seigneur demanderent justice à Charles V, qui, ayant appris ce qui s'étoit passé, leur dit : François premier a bien fait ; tout Roi est Roi partout. Christine, Reine de Suede, ayant abdiqué son Royaume, vint en France, où elle fit mourir le Marquis de Monaldeschi, son Grand-Ecuyer, dans la Galerie des Cerfs de Fontainebleau, parce qu'il étoit coupable d'avoir publié des faveurs, qu'il avoit reçues de cette Reine. Louis XIV ne traita point d'attentat à sa justice l'entreprise qu'elle avoit faite, parce qu'il jugea que pour se venger, un Souverain pouvoit exercer sa justice par-tout.

On ajoûtera, que le repos des Royaumes, & la tranquillité des Sujets, exigent, que les Droits des Souverains soient inviolables, que le bon ordre regne là-dessus. Ce seroit plonger le Royaume



dans l'anarchie, & une confusion horrible, s'il étoit permis de donner atteinte aux privilèges des Souverains, & si on pouvoit les confondre avec leurs Sujets. La Reine Elisabeth s'exposoit à descendre de son trône, en renversant les Loix sur lesquelles sa Souveraineté étoit établie. On lui attribue pourtant une action héroïque de justice, que je vais raconter.

Marie Lembrun Ecoissoise avoit été au service de Marie Stuard; elle se maria à un Ecoissois, à qui cette Reine accorda plusieurs graces. Il fut si affligé de la triste destinée de Marie Stuard, qu'il mourut le même jour, que cette Reine fut décapitée.

Marie Lembrun, qui aimoit tendrement son mari, & qui étoit très-attachée à cette Reine, forma le dessein de venger ces deux Morts sur la Reine Elisabeth, qui les avoit causées. Elle se déguisa en homme, & se fit appeller Antoine Spark, & se dit Ecoissois. Elle cacha deux pistolets sous ses habits, elle se détermina à se glisser dans la foule, quand Elisabeth iroit à sa Chapelle, elle vouloit tirer un de ses Pistolets sur cette Reine, & se tuer de l'autre, pour se dérober à la Justice. Quand on est né avec un grand courage, il n'est point d'extrémité, où nous ne soyons portés par une passion violente.

Un jour que la Reine se promenoit
dans

dans ses Jardins , Marie Lembrun voulut exécuter son dessein. Elle perça lá foule avec trop de précipitation , un de ses Pistolets tomba , & fut apperçu par un des Gardes de la Reine , qui se saisit de cette Ecoissoise. Le Comte d'Essex , & d'autres Seigneurs, vouloient qu'on la menât en Prison , parce qu'on lui avoit trouvé sur elle l'autre Pistolet. Mais Elisabeth la fit approcher , & lui demanda qui elle étoit. Je suis femme , répondit-elle , quoique je sois habillée en homme. J'ai été plusieurs année au service de Marie Stuard , que vous avez fait mourir si injustement : mon mari est mort de déplaisir , de voir mourir une Reine si innocente sa bienfaitrice. Comme j'aimois beaucoup ma maîtresse & mon mari , j'avois résolu de venger au péril de ma vie leur mort par la vôtre : il est vrai , lui dit-elle , que j'ai souffert au dedans de moi-même de violens Combats ; mais , j'ai éprouvé que rien ne peut détourner une femme courageuse de la vengeance , lorsqu'elle y est excitée par l'amour. Son nom qu'elle apprit , & le son de sa voix , & ses traits que l'on se rappella , la firent connoître à plusieurs personnes , qui se souvinrent de l'avoir vue chez Marie Stuard.

Vous avez donc crû , lui dit la Reine , de faire votre devoir en m'affassinant ; que pensés-vous , que je doive faire ? Me demandez-vous cela , lui dit Marie Lem-

brun, en qualité de Reine, ou de Juge ? Quand Elisabeth lui eut dit, que c'étoit en qualité de Reine, vous devés donc, reprit le faux Spark, me faire grace. Quelle assurance, lui dit Elisabeth, me donnez vous que vous n'abuseriez point de cette grace, & que vous n'attenteriez pas une seconde fois à ma vie ? Madame, répondit l'Ecoissoise avec beaucoup de fermeté, la grace que l'on veut donner avec tant de précaution n'est plus une grace, ainsi vous pouvez en user en Juge. Elisabeth, se tournant vers des Seigneurs de sa Cour : Depuis trente ans, dit-elle, que je regne, personne ne m'a encore donné une si belle leçon. Quoique tout le monde lui conseillât d'abandonner Marie Lembrun à la sévérité des loix, elle lui accorda la vie. L'Ecoissoise eut assez de présence d'esprit pour lui dire : Si vous voulez que la grace que vous m'accordez me soit utile, faites-moi conduire sûrement hors du Royaume, & jusques sur les côtes de France. La Reine lui accorda encore ce qu'elle lui demandoit : elle se jeta aux genoux de la Reine pour la remercier. On ne sçait ce qu'on doit le plus admirer, ou la fermeté de Marie Lembrun, ou la clémence héroïque d'Elisabeth. C'est une réparation qu'elle vouloit faire à la mémoire de Maria Stuard. Elle avoit sacrifié toutes les Loix à la Politique ; elle crut par cette générosité

fité pouvoir expier ce sacrifice odieux.

On finira en découvrant les véritables crimes de Marie Stuard aux yeux d'Elisabeth, & on expliquera les causes de sa condamnation auxquelles elle ne pouvoit pas se dérober.

Premièrement, elle étoit petite-fille de Marguerite, fille d'Henry VII. & sœur d'Henry VIII. Ainsi son Droit étoit plus solide que celui d'Elisabeth, qui avoit été appelée à la succession d'Henry VIII. quoiqu'elle eût été déclarée sa bâtarde. Anne de Boulen, mere d'Elisabeth, avoit épousé Henry VIII avant que le divorce de Catherine d'Arragon, sa première femme, eut été prononcé. Quoi de plus irrégulier ! Ce mariage a toujours été nul. Il avoit habité avec elle plus de vingt ans. Le Droit de Marie Stuard du premier coup d'œil effaçoit celui d'Elisabeth ; on peut dire que celui-ci ne le balançoit pas, & que le premier étoit d'autant plus favorable, que Marie Stuard avoit un fils, au lieu qu'Elisabeth étoit sans postérité. L'espérance qu'elle donnoit depuis qu'elle étoit montée sur le trône n'étoit qu'une Comédie.

Secondement, on a déjà dit que Marie Stuard étoit Catholique ; c'étoit un crime impardonnable, elle avoit acheté la haine des Protestans, le parti dominant ; sa Religion la faisoit paroître infiniment coupable.

Troi-

Troisièmement, elle étoit d'une beauté si rare, qu'Elisabeth, qui aspirait par ses agrémens à se distinguer des Princesses, étoit une aussi foible concurrente de cette Princesse pour la beauté que pour la Couronne, eu égard à la valeur de ses droits. Qu'on juge si Marie Stuard pouvoit n'être pas la victime d'Elisabeth.

On ne voit nulle part, qu'on ait exécuté Nau & Curle Secrétaires de Marie, & par conséquent qu'on leur ait fait leur procès ; on ne les a ouï que comme témoins. Pourquoi en a-t-on usé de la sorte ? C'est parce qu'on les a regardé comme des Sujets obligés d'obéir à leur Reine : d'où il s'ensuit, que la Souveraine elle-même, qui a le Droit de les mettre à l'abri de la Justice, ne peut pas y être exposée par les ordres qu'elle leur prescrit qui en sont exemts.





FIL I A T I O N

R E C L A M É E ,

*sans Acte de Baptême , sans une
véritable Possession d'Etat , sur
le fondement de plusieurs fortes
Conjectures.*

PARMI les plaisirs de l'esprit , nul se-
lon moi plus exquis , que celui des
spectateurs des Combats de deux Avo-
cats , qui dans une affaire importante
s'efforcent de l'emporter l'un sur l'autre ,
par la force de leur Logique. Ils parent
mutuellement les coups qu'ils se portent ,
étudient le foible de la Cause de leurs
Adversaires , & s'efforcèrent de les vain-
cre , par l'endroit où ils font à décou-
vert ; image naturelle des Combats des
anciens Athletes , qui faisoient pour se
vaincre joûter leur force , & par leurs
efforts long-tems égaux , balançoient la
victoire , jusqu'à ce que la destinée ou
l'adresse

l'adresse de l'un le rendit supérieur à l'autre.

On verra dans l'Affaire suivante, que Me. Cochin & Me. de Laverdy ont épuisé toutes les ressources de leur génie, pour défendre leurs Cliens. Si le premier a vaincu, sa victoire à sa source dans la bonté de sa Cause, fondée sur les regles & les maximes. Le dernier a tout mis en usage, pour se prévaloir des conjectures, & donner la face la plus favorable à ses moyens; mais, il ne pouvoit l'emporter sur le premier, qui a manié avec une éloquence véhémence les grandes maximes, qui parloient pour lui.

Plaidoyer
de Me. de
Laverdy
pour la
Dame de
Bruys.

Voici comme Me. de Laverdy, qui parloit pour la Dame de Bruys, qui reclamoit l'état de fille du Marquis & de la Marquise de la Ferté-Seneterre, Epouse en secondes Nôces du Marquis de Boudeville, a arrangé les faits de son Histoire: il les a ajustés au besoin de sa Cause, ainsi on n'y doit ajouter foi, que lorsqu'ils sont bien établis.

La Marquise de Boudeville est devenue grosse en 1704, sur la fin du mois de May, elle ne quitta point le Palais Royal, pendant les neuf mois de sa grossesse. Lorsqu'elle crut toucher au moment de l'accouchement, elle eut recours à la Démonfelle Benac son amie, qui occupoit une Maison rue des Bons Enfans; cette Maison parut propre à son des-

dessein , on y pouvoit aller par les cuisines du Palais Royal.

Le 11. Février 1705. sur le soir , la Marquise de Boudeville sentit les premières douleurs. Maisonneuve son domestique alla chercher Desforges Chirurgien, qui vint , & qui jugea qu'il n'y avoit pas un moment à perdre. La Marquise de Boudeville fut conduite chez la D^{moiselle} Benac.

Elle accoucha sur la minuit. L'enfant qui fut une fille fut reçue par Desforges , elle passa dans les mains de Françoise Boucher femme de chambre de la Marquise , qui ayant suivi sa maîtresse assista aux couches.

Celle-ci remit l'enfant à Maisonneuve , qui, dès la pointe du jour , prit un carrosse sur la Place du Palais Royal , enveloppé dans manteau-rouge , il porta cette enfant chez la Fauvergue que l'on avoit retenue pour nourrice , & lui donna ordre le lendemain de la porter à saint Merry pour y être baptisée , & elle la fut sous les noms de fille de pere & de mere supposés.

La Marquise de Boudeville qu'on a laissé chez la D^{moiselle} Benac y passa le reste de la nuit , & le soir du jour suivant elle se fit reporter dans sa maison.

Lorsque l'enfant eut été pendant dix-huit mois chez la Fauvergue nourrice , on l'en retira , on la conduisit rue de Gre-

Grenelle, chez la Mondevis, sœur de l'une des femmes de la Marquise de Boudeville. La Mondevis étant morte, on mit l'enfant rue Neuve des Petits Champs chez la nommée Brunier sœur de la Mondevis.

Voilà bien des Faits précis & suivis, que la Dame de Bruys allègue : pourquoi n'a-t'elle pas été reçue à la preuve ? Que l'on suspende son jugement.

Enfin en 1711. le Marquis & la Marquise de la Ferté ayant pris un Hôtel rue Neuve des Petits Champs, comme ils se trouvèrent logés plus au large, ils souhaitèrent d'avoir leur fille sous leurs yeux. La Dame de Bruys entroit alors dans sa sixième année.

La Brunier, chez qui l'enfant étoit en pension, la suivit dans l'Hôtel, & y resta avec elle. On donna à l'enfant le nom de Mimi, nom d'affection, qu'elle a porté jusqu'à son mariage. Elle reçut son éducation de la Marquise, élevée sous ses yeux dans son appartement, par ses soins, mangeant à la table du Marquis & de la Marquise, dès l'âge de six à sept ans, servie par leurs Domestiques, tenue en habits, comme auroit été leur propre fille. Musique, danse, clavecin, rien ne fut épargné ; on lui donna les plus grands Maîtres. A mesure que l'enfant croissoit, l'affection de sa mere augmentoit. La Marquise ne paroissoit point aux spectacles, aux promenades, dans la compagnie, sans avoir avec elle la
petite

petite Mimi ; elle la mene en visite , elle la présente par-tout , la Dame de Bruys mange avec la compagnie , elle y fait des parties de jeu. La Marquise va-t'elle en Sologne , chez la Duchesse de la Ferté sa mere , elle y mene la petite Mimi , qui mange à la table de la Duchesse.

Lors du mariage du Prince de Soubise petit-fils de la Duchesse de Vantadour , avec Mademoiselle d'Epinoy , la Marquise mene la petite Mimi à Versailles , où le mariage devoit être célébré.

La Marquise , veuve encore , & prête à former de nouveaux engagemens , crut qu'il seroit à propos d'établir sa fille ; elle se proposa de consommer , en la mariant , le sacrifice de son état. Elle projette de la marier avec le sieur de Bruys Lieutenant-Colonel d'Infanterie. Il accepte la proposition , il va à Bayonne , pour en faire part à son pere , & obtenir son consentement ; celui-ci fait difficulté de l'accorder. La Marquise fait écrire au sieur de Bruys deux Lettres par la Demoiselle de Saint-Jean sa meilleure amie , qui les signe au nom de la Marquise , elle y met en œuvre les expressions les plus insinuates , pour engager le sieur de Bruys à prendre le parti qu'on lui propose.

La Marquise fit conduire la petite Mimi au Couvent de Belle-Chasse , par la Demoiselle de Saint-Martin , son amie & sa confidente. Mimi resta six mois au

Couvent , à raison de huit cens livres par an. Afin de lui acquérir un Domicile sur Saint Sulpice, différent de celui de la Marquise, elle fut mise à Belle-Chasse, sous le nom de la D^{emoiselle} la Lande.

Le tems du mariage approchant , on fut obligé de lever l'Extrait Baptistaire de la Dame de Bruys , où on lui donnoit pour pere Guillaume de la Salle , & pour meré Antoinette Barriere , qui n'ont jamais existé , selon la Dame de Bruys.

Comme elle étoit mineure , & que ce pere & cette mere ne paroissoient point , l'on convoqua une assemblée d'amis par l'Ordonnance du Magistrat. Il nomment à la D^{emoiselle} un Tuteur qui l'autorise pour le mariage qu'elle étoit sur le point de faire.

Le contrat de mariage fut passé ensuite. Le nom qu'on donne à la Dame de Bruys est celui de Marie de la Salle ; on la dit fille de Guillaume de la Salle & d'Antoinette Barriere : le contrat ne comprend point de dot , la Marquise n'y paroît point , le sieur de Bruys lui constitue 15000. livres de Douaire , & trois mille livres de préciput.

Le mariage est célébré le 2. Juin 1723. Ce mariage se fait de grand matin. La Marquise fait tous les frais de la nôce , habits , bijoux , repas ; mais , elle n'assiste point à la bénédiction nuptiale. Si elle craint de paroître à l'Eglise , dit M^r. de Laverdy , elle s'en dé-

dédommage , & vient joindre les nouveaux époux : elle passe le reste de la journée avec eux ; & dès lors le Sieur & la Dame de Bruys n'ont point d'autre Maison que celle de la Marquise.

La dot de la Dame de Bruys se trouve assurée par un billet de cent mille livres. Ce billet n'est pas sous le nom de M. de Bruys, il avoit été fait sous le nom du sieur de la Borde, il est datté de 1720. Il ne paroît par cette datte avoir aucun rapport au mariage : la Marquise est convenue dans son Interrogatoire, que ce billet étoit une libéralité en faveur de la Dame de Bruys.

Le 30. Juin 1723. la Marquise fit une Donation à la Dame de Bruys de mille livres de pension viagere.

Quelques différens survenus entre la Marquise & les Sieur & Dame de Bruys, déterminèrent le sieur de Bruys à partir pour Bayonne, lieu de sa naissance. La Marquise choisit ce tems pour contracter mariage avec le Marquis de Boudeville, à qui elle fit des avantages considérables. Ce mariage a été caché jusqu'à la Mort de la Duchesse de la Ferté.

Le mariage de la Marquise de Boudeville allarma avec raison le Sieur & la Dame de Bruys ; ils le regardèrent comme un obstacle à l'espérance qu'ils avoient d'obtenir l'état qu'ils reclamoient. L'intention des Sieur & Dame de Bruys étoit dès lors de traduire la Marquise en Justi-

ce ; mais elle arrêta les poursuites par des promesses : elle demanda du tems pour y faire consentir le Marquis qui s'y opposoit.

La Marquise exigea que la Dame de Bruys fit un voyage à Paris.

C'est dans lès Lettres, que la Marquise écrivit alors à la Dame de Bruys, que son Défenseur prétend que l'on trouve les sentimens d'une mere. Si on l'en croit la Nature elle-même semble les avoir dictés, c'est la langage du cœur, c'est celui de la mere la plus tendre, il n'y manque que le nom de fille. Pourquoi n'a-t'il pas dit tout d'un coup, *que la Nature les avoit dictés*, sans dire, *il semble*? Qu'il y prenne garde, cette expression signifie qu'on a imité la Nature.

La Dame de Bruys arrive à Paris le 3. Novembre 1729. elle descend chez la Démonfelle de Saint-Jean. La Marquise étoit encore à la Ferté avec le Marquis. Instruite de l'arrivée de la Dame de Bruys, elle précipite son retour. Que la réunion fut touchante ! Il falut cependant user d'une contrainte qu'on n'avoit point connue jusqu'alors. L'arrangement dont on convint fut, que la Dame de Bruys ne se trouveroit point chez la Marquise lorsque le Marquis y feroit : elle étoit même obligée de se cacher pour écrire à la Dame de Bruys.

Mais, elle sçavoit se dédommager
d'une

d'une contrainte si cruelle : elle étoit continuellement dans la Maison où étoit la Dame de Bruys, & elle faisoit toute la dépense.

La Dame de Bruys tombe dangereusement malade à Paris. La Marquise ne consulte plus que son cœur ; elle ne connoît plus de ménagement. Dès le matin elle vole chez elle , elle n'en sort qu'à minuit , elle y envoie jusqu'à deux ou trois fois la nuit ; elle se faisoit éveiller pour en apprendre des nouvelles : qu'auroit fait de plus la mere la plus tendre ?

La Dame de Bruys rétablie , & en état de soutenir le carrosse , elle retourna à Bayonne avec son mari.

Icy, nouvelles Lettres de la Marquise, elle sçait le jour que la Dame de Bruys doit arriver à Bayonne , elle prend ses mesures pour qu'elle trouve de ses Lettres en arrivant, & quelles Lettres !

Je ne rapporterai point toutes celles qu'étaie M^{le}. de Laverdy, je me contenterai d'en mettre ici une, qui peut faire juger des autres.

Ce lundy 30. Juillet 1730.

Je voudrois pouvoir vous cacher ma douleur, ma chere Mimi, afin de ménager la vôtre ; mais, il ne m'est pas possible de me taire sur le chagrin dont je suis pénétrée

depuis le cruel moment de notre séparation. Chaque jour me la fait sentir plus vivement, & rien ne m'en peut distraire que l'inquiétude que j'ai de l'événement de votre voyage. Je tremble pour votre santé dans l'état où vous êtes; vu la fatigue de la poste, & les chaleurs excessives qu'il fait depuis deux jours. J'espère que je recevrai de vos nouvelles avant votre arrivée à Bayonne; j'en attens, & j'en desire avec une impatience égale à mes sentimens: je connois les vôtres, mon cher cœur, & je suis bien sûre, qu'ils ne se démentiront jamais pour moi. La preuve que j'en exige, c'est de vous bien ménager, je vous promets la même chose de mon côté. Le tendre attachement que j'ai pour vous me fait aimer la vie; j'en desire la prolongation pour contribuer au bonheur de la vôtre, loin comme de près; c'est surquoi vous devez absolument compter. J'ai soupé tous les soirs chez Mr. Dargen depuis votre départ, & avec des compagnies insupportables. La Maîtresse de la Maison m'en a dédommagé avec une amitié & des regrets qui redoublent ma tendresse pour elle. Je dinai hier chez l'onc, où il ne fut question que de vous. Je n'ai pas entendu parler du Philosophe manqué, je souhaite qu'il se rende la justice de ne plus venir chez moi; ma Maison m'est devenue odieuse, tout y ressent la tristesse de votre départ. Vous avez fait une impression sur tous ceux qui vous ont connue, qui est bien

flu.

flateuse ; car , il n'y a ni petits ni grands qui ne chantent vos louanges.

Je dirai , que rien n'est plus pur pour le stile , ni plus délicat pour les sentimens , que cette Lettre ; les autres sont à peu près de la même force , elles peuvent servir de modele dans l'art d'écrire des Lettres : cet art de rendre si bien les sentimens de la Nature n'a jamais été connu de tant d'Epistolaires célèbres.

Dans les Lettres de la Marquise , la Nature parle avec une Elégance faite pour elle : mais , ce que l'on admire , si l'on adopte le système de Madame de Bruys , c'est qu'au milieu de cette tendresse qui remplit le cœur de la Marquise , il ne lui échappe point d'expression qui caractérise la maternité , & la filiation. S'est-on jamais tant possédée , quand l'on aime avec une si grande violence ?

Les Lettres se succèdent rapidement , le chagrin de la Marquise de se voir séparée de la Dame de Bruys y éclate partout , on y trouve l'amour le plus tendre : cet amour ingénieux fournit à la Marquise un expédient , pour rejoindre la Dame de Bruys , elle se fait ordonner les eaux de Bannieres , qui n'est qu'à vingt lieues de Bayonne.

C'étoit un prétexte pour aller voir la Dame de Bruys , & sa petite famille.

Les eaux de Bannieres sont ordonnées ,

la Marquise s'applaudit de l'expédient : le Marquis se met du voyage ; par-là le projet de la Marquise est déconcerté : nouvelles Lettres à ce sujet écrites de Bannieres ; quels traits employés , pour exprimer sa douleur sur ce contre-tems !

Enfin , toute la ressource de la Marquise est de s'entretenir de la Dame de Bruys , qu'elle ne peut pas voir : elle trouve aux eaux des Dames de Bayonne , elle s'unit à elles , pour pouvoir s'entretenir de la Dame de Bruys ; ces Dames partent - elles pour s'en retourner à Bayonne , elle leur remet des présens pour la Dame de Bruys , c'étoit des bijoux & quarante louis d'or.

Enfin , la Marquise s'ennuye avec tout le monde , elle ne se plaît plus (ce sont ses expressions) qu'avec ceux avec qui elle peut parler ouvertement de la Dame de Bruys , qui sont les confidens de sa naissance ; avec qui elle peut s'entretenir des éloges qu'elle a mérités , dans son voyage de Paris , de ses graces , de son esprit ; avec qui enfin elle peut parler ,

& penser tout haut sur son compte (a) :

Re-

(a) Cette expression de *penser tout haut* a une énergie qui pénètre l'ame : c'est-a-dire, que, sans rien craindre , on peut exprimer sur son visage les pensées qui nous affectent , c'est parler tout haut. Cette expression si forte nous rappelle celle d'une Dame cruellement outragée , qui écrivit à celui qui l'avoit offensé : *Maraut , si les Coups de bâton pouvoient s'écrire , tu ne l'irois pas Lettre qu'avec le dos.*

Revenons à la Dame de Bruys, il se présente un nouvel ordre de Faits.

La Dame de Bruys a une Sœur vivante, qui avoit été amenée chez la Mondevis, comme elle, qui avoit été reçue chez le Marquis & la Marquise de la Ferté, & qui avoit été élevée avec la Dame de Bruys. On va rendre compte de son sort.

Virgine, c'est le nom qui avoit été donnée à cette fille, avoit aussi été reçue par Desforges Accoucheur, présentée au Baptême à Saint Merry le 15 Novembre 1706, nourrie par la nommée Deville.

Virgine est dite fille de Louis de Sainte-Maxence, Ecuyer Sieur de la Boulaye, Capitaine de Dragons, & de Demoiselle Charlotte de Longpré : ils sont absens. Cette fille avoit eu la même éducation, & reçu les mêmes soins, que la Dame de Bruys, elle passoit pour sa sœur. Cependant, leurs Extraits Baptistaires ne peuvent pas se concilier : quelle contradiction ! quel mystère !

Cette fille, en devenant grande, avoit eu le malheur de déplaire à la Marquise ; la Dame de Bruys avoit seule toute son affection, toute la préférence. Cette fille, qu'on maltraitoit encore plus, depuis le mariage de la Marquise, se retire au Couvent des Dames de la Visitation de Sainte-Marie de Melun : de-là elle écrit à la Marquise, elle lui demande haute-

ment les secours qu'elle croit lui être dûs, & qui lui étoient nécessaires. Elle signe la *Ferté-Senneterre*: cette signature irrite la Marquise. Virgine est reléguée dans un Couvent à Boulogne sur-mer, où on la retient par ordre supérieur, sans avoir même la liberté d'écrire.

Virgine, persécutée, prit sans vocation l'Habit de Novice ; les Religieuses étoient chargées de lui faire sentir, que c'étoit le seul parti qui lui restoit. La Marquise s'appaise, dès qu'elle sçait que Virgine se résout d'être Religieuse. On ne la laisse manquer de rien, on a pour elle toute sorte d'égards dans le Couvent.

La Marquise lui fournit de quoi satisfaire à ses caprices. Cependant, Virgine recule toujours l'instant du Sacrifice; on lui fait changer de Couvent, parce qu'elle allégué que l'air de Boulogne lui est contraire, la Marquise se prête. La Lettre de Cachet qui subsistoit est encore révoquée. Virgine demanda un Couvent à Calais, elle y est conduite. Nouvelles complaisances à son égard. Elle dépense dix mille livres dans ces Couvens; mais libre, elle perd la vocation qu'elle n'avoit eue, que quand elle étoit captive, & retenue par une Lettre de Cachet: alors, on lui propose d'aller demeurer avec les Sieur & Dame de Bruys en leur payant une pension.

Virgine donne de nouveaux sujets de plain.

plainte , on accepte son repentir , elle manque de nouveau. Elle se porte à des extrémités qui sont telles qu'il s'agit de réprimer pour jamais sa témérité , son insolence , son imposture , suivant les propres termes des Lettres écrites par la Marquise à la Dame de Bruys. Qui ne croiroit , que Virgine va être abandonnée ? Cependant , la Marquise s'intéresse encore pour elle.

Au fond , quel étoit le crime de Virgine ? Elle avoit signé la *Ferté-Senneterre* , elle avoit porté ses plaintes jusqu'à la Cour , elle avoit demandé Justice par une Lettre en forme de Mémoire instructif qui est communiqué à la Marquise : elle éclate d'abord , mais elle juge à propos d'employer le sieur de la Brosse son ami , pour négocier avec Virgine. Il part en poste pour Calais. Il convient d'une pension viagère de 1800. livres , dont il y aura 1300. livres d'une rente pour 13000. livres fournies par Virgine , quoiqu'elle n'ait rien , avec 500. livres dont la Marquise lui fait donation après sa Mort pour cause d'affection.

Virgine remet sa procuration au sieur de la Brosse , pour passer cet Acte à Paris , & pour accepter la constitution de rente & la donation.

L'Acte est passé par la Marquise : on prétend qu'il y a une contre lettre qui a été déposée. On prétend que Virgine

ne se reconnoît remboursée , & que sur l'enveloppe du dépôt , on a écrit que ce dépôt doit être remis à la Marquise , si Virgine lui fait un procès.

Cette Conduite , que la Marquise a tenuë avec Virgine , a d'abord persuadé des Philosophes , qui pénétrèrent les sentimens de la Nature , que Virgine étoit la fille de la Marquise. Virgine , disent-ils , haïe , méprisée de la Marquise , comment , à quel titre , mérite-t-elle d'être dotée , si ce n'est à celui de la filiation ? Auroit-elle placé ses bienfaits dans une personne qu'elle en jugeoit si indigne , si elle n'en eut pas été mere ? Elle aimoit tendrement la Dame de Bruys , ainsi elle l'a pû combler de bienfaits sans être sa mere ; mais elle n'a pû être bienfaitante envers Virgine sans être sa mere , pensant pour elle comme elle pensoit.

Revenons à la Dame de Bruys. La Marquise par ses Lettres la rappelle à Paris , la Dame de Bruys cède aux empressemens & aux vives instances de la Marquise : elle vient à Paris , & y amene ses trois enfans. Tout ce que la tendresse la plus vive peut produire de sentimens éclate dans la Marquise ; cette tendresse se répand dans de nouveaux bienfaits. La Dame de Bruys lui demande , de la maniere plus soumise , la plus respectueuse , qu'elle la reconnoisse pour sa fille : elle prétend que
sa

sa mere a délibéré là-dessus avec la Duchesse de Vantadour , elle rapporte une Lettre de la Marquise qu'elle interprête selon cette idée: enfin , elle la fait assigner , & la fait interroger. La Marquise piquée joue un role négatif dans l'Interrogatoire. Le premier Juge admet la Dame de Bruys à la Preuve des Faits qu'elle a articulés , Preuve qu'elle a demandée. Il se conforme aux conclusions de l'Avocat du Roi , qui montre dans son Plaidoyer , qu'il a hérité par avance de l'éloquence de son illustre pere *. Heureusement ces successions-là se recueillent pendant la vie des peres, & sans qu'ils soient dépouillés. La Marquise appelle, elle obtient des Défenses au Parlement, où interviennent les Collateraux. Voici les moyens que mit en œuvre Mr. de Laverdy, Défenseur de la Dame de Bruys.

* M. Gilbert de Voisins, premier Avocat-Général.

L'Etat est le premier & le plus précieux patrimoine de l'homme, c'est le droit de la naissance, c'est le rang dans lequel on naît dans la société.

La soustraction de l'état d'un Citoyen est un crime du premier ordre, que la Loi ne laisse pas impuni.

S'il faut conserver l'état d'un Citoyen il faut prendre garde de ne pas ouvrir la porte à l'imposture.

Sacrifier un Citoyen qui reclame son état, autoriser des imposteurs qui voudroient s'introduire dans des familles,
dans

dans de grandes Maisons, voilà deux écueils qu'on doit également éviter.

Il faut donc sçavoir se frayer une route sûre, qui, en conservant l'état, punisse les Impositeurs; cette route est seule digne de la Justice.

Il faut distinguer deux sortes d'Extraits-Baptistaires: les uns, en donnant des peres & des meres certains, ont été suivis de reconnoissance de leur part, & de la possession d'état; les autres Extraits-Baptistaires ne donnent aucun état, & n'ont été suivis d'aucune possession, ils ne présentent qu'une énigme. Ces derniers Extraits-Baptistaires n'offrent que des peres & des meres inconnus, non mariés, non existans.

De pareils actes ne présentent qu'un mystere criminel; & alors, ou on peut approfondir ce mystere, & parvenir jusqu'à la vérité par une route sûre, ou on ne peut pas l'approfondir.

Si on peut éclaircir le mystere sans courir risque d'autoriser l'Imposture, il n'est rien qu'on ne doive mettre en usage pour rendre au Citoyen son état qui lui a été ravi.

Mais par quelle voye, dira-t'on, approfondir sûrement l'état de cet enfant?

Il faut premièrement prouver l'Imposture de l'Extrait-Baptistaire.

Il faut en second lieu prouver quel est l'état qui a été déguisé lors de l'Extrait-

trait-Baptistaire. Pour parvenir-là, il faut examiner qui est-ce qui a rempli à l'égard de l'enfant les devoirs de pere & de mere; quelle est la main sécourable, qui a pourvû à ses besoins dès l'instant qu'il a vû le jour.

Il faut examiner la qualité des soins qu'on a pris de l'enfant, & de leur durée. Il faut prendre l'enfant, depuis sa naissance, le suivre dans tous les âges, voir si la même personne ne l'a jamais abandonné. L'enfant a-t'il été élevé dans la Maison de ses pere & mere, sous leurs yeux, par leurs soins, avec une telle distinction qu'il ne lui ait manqué que le nom? Qui est-ce qui l'a établi par mariage? Qui est-ce qui la doté?

Enfin, ces soins sont-ils tels qu'on ne puisse l'attribuer qu'à des pere & mere pour leur enfant, qu'à ces sentimens que la nature grave dans le cœur des pere & mere? Il faut aller jusqu'au principe de ces sentimens, suivre la Nature pas à pas dans les démarches qu'elle a fait faire.

Envain dit-on, que la Preuve par témoins doit être absolument réjetée en matiere d'Etat, qu'on ne doit connoître que l'Extrait-Baptistaire, dès qu'il y en a un. Que si l'on en usoit autrement, ce seroit ébranler la sûreté publique, & jetter le trouble dans les familles. Maximes, dit-on, que l'Arrêt rendu en faveur

veur de la D^émoiselle Ferrand confirme ; loin de les ébranler.

On va établir des Principes au sujet de la Preuve testimoniale , qui sont au-dessus de toute Critique ; de ces Principes dictés par la raison & l'impartialité , Principes adoptés plus d'une fois , par Messieurs les Gens du Roi , Principes consacrés par les Arrêts de la Cour. Admettre la Preuve indistinctement en matiere d'Etat seroit un relâchement dangereux & condamnable. La rejeter indistinctement , cette Preuve , seroit d'un coté une injustice criante , & on peut dire une inhumanité.

Il est donc des cas , dans lesquels la Preuve par témoins est nécessaire , quoiqu'en général on doive être infiniment réservé à faire usage de cette Preuve : & les cas , dans lesquels on doit avoir recours à cette Preuve , sont toujours soumis à la lumiere , & à la sagesse des Magistrats.

Un assemblage de circonstances bien suivies , des actes qui se lient avec les faits , une conduite qui ne se dément point pour l'éducation & l'établissement d'un enfant , un mystere prouvé , une Vérité qui se fait jour , la Nature qui éclate , des Preuves qui sortent de toutes parts , & dont la Preuve par témoins doit devenir le lien qui les unira , & qui les rapprochera les unes des autres , sont des
com.

commencemens de Preuve que la Justice écoute, & à la faveur desquels elle admet la Preuve testimoniale.

On a beau vouloir étouffer la voix de la Vérité : ce qu'on fait pour l'anéantir ne sert souvent, par un effet heureux, qu'à la conserver, & à la manifester.

La Preuve par témoins est expressément interdite par l'Ordonnance en matière de conventions; & cependant elle est admise, quand il y a un commencement de Preuve par écrit. A plus forte raison, la Preuve doit-elle avoir lieu en matière d'Etat, puisqu'elle n'est prohibée, ni expressément, ni tacitement.

Quand l'Ordonnance de 1667 dit, que *les Registres publics feront Preuve de l'âge, du mariage, des décès*, il faut bien peser ces termes. C'est un sorte de Preuve que la Loi admet, mais elle n'exclut pas toute autre Preuve. C'est une précaution sage, que la Loi prend, pour rendre la Preuve par témoins moins fréquente : ce n'est pas de sa part une proscription absolue & indéfinie de la Preuve par témoins. L'Ordonnance prévoit au contraire le cas dans lequel les Registres publics seront muets : elle prévoit le cas dans lequel ils ne fourniront point la Preuve pour laquelle ils ont été établis; & dans ces cas elle veut que la Preuve soit reçue tant par titres que par témoins. Elle admet comme un commencement de Preuve par écrit l'écriture

privée des pere & mere qui indique la naissance de leurs enfans, *si les Registres sont perdus, ou s'il n'y en a jamais eu.* Mais ces mots, qui ne comprennent que deux cas, excluent-ils tellement tout autre cas, & disent-ils que la Preuve doive être rejetée, quand il y a des Registres, ainsi que le prétend la Marquise de Boudeville?

Quoi! quand les Registres seront falsifiés, quand on aura déguisé la naissance d'un enfant par une fausse Déclaration, quand les pere & mere exprimés dans l'Acte de Baptême n'auront jamais existé, quand on rapportera un Acte de Baptême qui ne sera point signé du pere ou d'aucune personne digne de foi, quand l'Extrait-Baptistaire n'aura été suivi d'aucune possession d'Etat; quand on verra, que lorsqu'il s'est agi d'établir un enfant, les prétendus pere & mere énoncés dans l'Acte de Baptême n'ont point paru, qu'ils n'ont été dits ni vivans ni morts, parce qu'ils n'ont jamais existé, & que par un Acte authentique & une foule de Preuves, il sera bien établi que l'enfant n'a ni pere ni mere connus, que son Extrait-Baptistaire ne lui en donne point de véritable: Quoi! dans toutes ces circonstances, on laissera un pareil crime impuni! On en fera quitte pour dire, l'Ordonnance n'admet la Preuve par témoins, que *quand les Registres sont perdus, ou qu'il n'y en a jamais eu*: Vous n'êtes ni dans l'un

ni dans l'autre de ces cas, & par conséquent on ne doit pas vous écouter! Comme si la Preuve par témoins ne devoit pas être reçue toutes les fois que les Registres publics ne déterminent pas l'Etat; comme si ce n'étoit pas là l'esprit du Législateur d'ouvrir la voye à cette Preuve, pour manifester la Vérité qui s'annonce par de puissantes présomptions; comme si enfin l'Etat pouvoit être fixé & déterminé par un autre Extrait-Baptistaire que celui qui donne des pere & mere véritables, qui l'ont avoué par la possession d'Etat qui s'est jointe à la déclaration de leur qualité de pere & de mere, en sorte que leur reconnoissance soutienne l'énonciation, & en prouve la vérité.

Quoi! on admettra la Preuve par témoins, quand l'Extrait-Baptistaire ne contiendra point les noms des pere & mere, & on la bannira quand les noms qu'il contient sont prouvés faux & supposés! A-t'on jamais proposé rien de plus absurde, rien de plus injuste?

L'Ordonnance n'a-t'elle pas laissé tout les cas imprevûs à la sagesse des Magistrats, même dans les cas de conventions où la Preuve par témoins est interdite expressément?

Quand les Registres sont perdus, ou qu'il n'y en a jamais eu, c'est un malheur qu'il faut réparer, & qui provient

souvent de la négligence des Curés : & ce n'est pas un crime qu'il faille punir, comme quand des pere & mere ont soustrait l'Etat de leurs enfans. Quoi ! la Loi sera impuissante dans le cas du crime volontaire & réfléchi, elle qui veille dans le cas de la négligence ? Il ne s'agira que d'être coupable du crime dans toute sa malice pour n'être point puni ? Il ne s'agira que de déguiser les noms des pere & mere, la chose du monde la plus facile, & l'enfant sera dépouillé de son Etat sans ressource ?

Malheureuses victimes, que vous êtes à plaindre ! Vous voyez le jour sans le connoître, vous ne sçavez encore que jeter des cris, vous allés être sacrifiées en naissance. Jouet infortuné des passions, on vous confie à des Domestiques, ministres de la cruauté de leurs maîtres, on déguise les noms de vos véritables pere & mere. Le Curé, qui vous administre le Sacrement de Baptême, est obligé de se conformer à la Déclaration suspecte & infidele que des gens sans aveu viennent lui faire : & quand le crime sera découvert, qu'on connoîtra votre Etat, qu'on en présentera les Preuves à la Justice, on vous opposera, comme le titre de votre Etat, celui qui vous le ravit, sans que vous ayez résisté, sans que personne ait pû prendre votre défense !

Oh mais, dit-on, il faut bien distinguer en matiere d'Etat le point immédiat

dint de la filiation, l'identité. C'est à dire, vous devez prouver, que vous êtes né d'un tel, ou que vous êtes le même que celui qui est né, dont la nativité est constante. Vaine subtilité.

Quoi! on prouvera par témoins, qu'une personne est le même que celui qui est né d'une telle, & on ne prouvera pas la grossesse & l'accouchement qui tend à établir la filiation? L'identité de l'enfant est cependant plus susceptible de beaucoup plus de preuves par écrit; la continuité de tems, les changemens de l'enfant en avançant en âge, les pensions où on l'a mis, les états auxquels on l'a destiné, & qu'on lui a fait embrasser, fournissent bien plus d'occasions à la paternité d'éclater. Combien de titres par écrit ne trouve-t'on pas? au lieu qu'à l'égard du fait unique de la grossesse & de l'accouchement, on n'en passe pas des Actes. Pourquoi donc la Preuve testimoniale doit-elle être plutôt dans ce cas-là, que dans celui de l'identité? Cette identité étant bien prouvée par tous les faits constans depuis la naissance de l'enfant, remonte jusqu'au point immédiat de la filiation, & fait présumer la grossesse & l'accouchement.

De même, dans l'espece du procès, tous les faits conduisent l'un à l'autre: les traitemens, l'éducation, le mystere de la naissance, & de l'Extrait-Baptistaire, la

chaîne de tous les faits, l'amas de toutes les circonstances, font présumer, ou plutôt prouvent évidemment, la grossesse & l'accouchement, & tous établissent la filiation & la possession d'Etat.

La Marquise de Boudeville a traité la Dame de Bruys en fille depuis sa naissance; la Marquise de Boudeville est donc mere, elle en est donc accouchée. Voilà le lien précieux, qui unit tous ces faits. Hé qu'importe par où on arrive à la Vérité? Qu'on commence par le fait de la grossesse, ou qu'on y parvienne en retrogradant, le point unique est de savoir si l'on prouve.

Envain prétend-on, que tout commencement de Preuve par écrit doit consister *dans un Registre domestique des pere & mere décedés.* Quelle absurdité! Combien d'autres commencemens de Preuves par écrit plus puissans peuvent être administrés à la Justice? Peut on mettre une Note domestique en parallele, avec tout un corps de conduite, avec le langage non équivoque de la Nature, avec une éducation distinguée dans la maison sous les yeux des pere & mere, avec des libéralités continuées, avec un détour mis en usage pour les faire ces libéralités; avec l'affectation de ne pas paroître, lors du mariage d'un enfant qu'on méconnoit, mais sans l'abandonner, & à qui un fait un don de cent mille livres; avec un Extrait-Baptistaire

mille.

miséricordieux ; avec un avis d'amis , qui prouve la supposition de cet Extrait , & qui prouve encore la maternité de la Marquise , d'autant qu'elle a fait plus d'efforts , pour en dérober la connoissance.

J'ajouterai ici ce que dit la Bruyere : Regarder sans cesse dans une compagnie une jolie femme , ou affecter de ne la point regarder du-tout , fait également penser la même chose : c'est-à-dire , qu'on en est amoureux. On sçait si bien , dit Monsieur de Buffy à une belle Dame , qu'il faut vous regarder , que qui ne le fait pas dans une compagnie , y entend finesse. De même , dans cette affectation perpétuelle de la Marquise d'éviter les noms de mere & de fille dans ses épanchemens de tendresse , de ne point assister à tous les Actes importans qui concernent la Dame de Bruys , fait présumer qu'elle veut celer sa maternité ; & toute celée qu'elle est elle éclate. Je ne dis pas cela pour fortifier le raisonnement de M^e. de Laverdy.

Mais , dit-il , appliquons plus précisément ces Principes.

Premièrement , la Dame de Bruys n'a point d'Etat , son Extrait-Baptistaire n'est qu'un mystère criminel ; des Actes solennels prouvent que les Registres ont été falsifiés à son égard.

Secondement , il faut examiner si ce

mistere d'iniquité est impénétrable; ou s'il peut être approfondi.

En premier lieu, la Dame de Bruys n'a point d'Etat: ce point est infiniment important; par-là tombe l'Etat qu'on donne à la Dame de Bruys, par-là tombe la possession d'Etat qu'on lui oppose.

La Dame de Bruys n'est point fille de Guillaume la Salle, la Dame de Bruys n'est point nièce de Tonton, femme de chambre de la Marquise: voilà les deux Etats qu'on voudroit substituer au véritable Etat.

Enfin, quel est donc l'Etat de la Dame de Bruys? Voilà ce qu'il faut examiner.

La Dame de Bruys n'est pas fille de Guillaume la Salle & d'Antoinette Barrière.

Premièrement, Guillaume la Salle qui est pere n'a pas signé l'Extrait Baptistaire, il est dit absent, & par conséquent cet acte ne présente qu'une énonciation de paternité.

Secondement, ceux qui ont redigé l'Extrait-Baptistaire étoient des Domestiques de Desforges Accoucheur, ainsi gens peu propres à donner du poids à l'énonciation qu'ils ont fait des pere & mere; naissance mystérieuse chez un Accoucheur.

Troisièmement, le nom de la prétendue mere n'est pas dans le corps de l'acte, il se trouve en marge écrit après coup, & sans signature, ni paraphe; il a sans doute été ajouté, lorsque s'agissant de marier la Dame de Bruys en 1723,

on a été obligé de recourir à l'Extrait-Baptistaire, qui s'est trouvé imparfait.

Quatrièmement, Guillaume la Salle & Antoinette Barriere n'ont jamais pris aucun soin de l'enfant, dont on les dit pere & mere.

Cinquièmement, il y a plus; ces prétendus pere & mere n'ont jamais existé: la Preuve s'en trouve dans le contrat de mariage de la Dame de Bruys, dans l'Acte de célébration de son mariage, & dans cet Avis d'amis, dont on a rendu compte, dont la pièce est victorieuse.

En effet, qu'on se rappelle cette pièce, les personnages que la Marquise de Boudeville a fait paroître chez le Magistrat, son Intendant Benoît, son Chirurgien, Brunier son Domestique, qui tous ont caché les qualités, qui les attachoient à la Marquise: qu'on se rappelle les fausses Déclarations, qu'ils ont fait devant le Magistrat, que les pere & mere de la Dame de Bruys étoient inconnus, qu'ils n'avoient jamais entendu parler de Guillaume la Salle, ni d'Antoinette Barriere. Que la Dame de Bruys étoit un enfant anonime, & sans parens. Qu'on se rappelle enfin ces mensonges affectés, pour cacher l'éducation de la Dame de Bruys dans la maison de la Marquise. Cet Acte n'est qu'un tissu de faussetés, dont l'objet étoit de cacher le soin que la Marquise avoit pris de la Dame de Bruys. Dans le contrat, & dans l'acte

L'acte de célébration de mariage de la Dame de Bruys , on ne voit point paroître Guillaume la Salle , & Antoinette Barriere , ils ne sont dits , ni vivans , ni morts , parce qu'ils n'avoient jamais existé.

Envain dit-on , que la Dame de Bruys ne doit pas se faire un moyen de l'obscurité de ses pere & mere , qui a fait qu'ils ont été inconnus : ce fait , que les pere & mere de la Dame de Bruys sont inconnus , il faut le rapprocher des autres faits de la Cause , il ne faut pas les diviser , leur réunion fait leur force , & fait une démonstration complete.

Un pere absent dans l'Extrait-Baptistaire , une mere dont le nom est mis par renvoi sans signature & sans paraphe , les Domestiques d'un Accoucheur qui présentent un enfant sous le nom qu'on leur indique , des pere & mere qui ne paroissent point , qui ne prennent aucun soin de l'enfant , un enfant sans parens : il est sensible , que les pere & mere n'ont été inconnus que parce qu'ils étoient supposés. Voilà donc un mystere dans l'Extrait-Baptistaire de la Dame de Bruys.

Les Registres cependant doivent assurer l'Etat : c'est leur objet. Est-ce l'assurer , que de donner pour pere & mere des personnes qui n'ont jamais existé ? Est-ce satisfaire à la Loi , ou plutôt n'est-ce pas s'en jouer ? Tel est cependant

dant l'Extrait-Baptistaire pour lequel on exige du respect.

Que devient la possession d'Etat de fille de Guillaume la Salle & d'Antoinette Barriere qu'on oppose à la Dame de Bruys, quand on renverse le fondement de cette possession?

On ne lui a donné le nom de la Salle, que lors de son Baptême, & lors de son Mariage. Il faut commencer par retrancher l'Extrait-Baptistaire, il n'est pas son ouvrage, on ne peut le lui opposer sans injustice.

Depuis, elle a porté le nom de Mimi, & elle a été traitée comme la Demoiselle de la Ferté : voilà sa possession d'Etat.

Lorsqu'il fut question de son mariage, la Marquise fit mettre la Dame de Bruys à Belle-Chasse sous le nom de la Lande: elle y fut conduite par la Demoiselle de Saint-Martin, l'amie, la confidente, de la Marquise, qui a payé sa pension, à raison de huit cens livres par an.

La Dame de Bruys a été mariée en 1723. sous le nom de la Salle, porté par son Extrait-Baptistaire, & par conséquent sous un nom qui se trouve supposé.

Qu'on se représente la situation d'une fille de dix-sept ans, qui attendoit tout d'une mere qui lui a ravi son Etat; la situation d'une fille, qu'au sortir de Belle-Chasse on conduit chez le Lieutenant-Civil,

vil, où les Confidens & les Domestiques de la Marquise paroissent, pour déguiser la Vérité, pour couvrir de nuage l'Etat de la Dame de Bruys, & pour se jouer de la Religion à laquelle ils insultent par un faux Serment, & de la Justice qu'ils trompent par de fausses Déclarations. C'est à la Vérité qu'il en faut revenir. Qu'on cesse donc d'opposer le crime qui est deferé à la Justice, & tout ce qui en est le fruit.

Puisque la Dame de Bruys n'a point d'Extrait-Baptistaire qui lui indique des pere & mere, il faut la regarder comme si elle avoit été baptisée anonimement: alors il est indubitable, qu'elle seroit en état de chercher hors des Registres des pere & mere, ce que les Registres ne lui indiquent point.

Que l'on sente bien tout le poids de l'Avis d'Amis de 1723. Il efface l'Extrait-Baptistaire de la Dame de Bruys, les noms de Guillaume la Salle & d'Antoinette Barriere; voilà ce que l'on s'étoit proposé d'abord d'établir. On prouvera dans la suite, qu'on doit mettre à la place de ces noms ceux du Marquis & de la Marquise de la Ferté. Hé qu'on cesse donc de dire, que l'obscurité de la naissance de la Dame de Bruys n'est pas un titre pour se prétendre fille de la Marquise de Boudeville; que plus on sera d'une naissance obscure, plus on pourra usurper un Etat éclatant; *qu'on changera d'Etat*

d'Etat comme on change de mode ! Il s'agit de sçavoir si la Dame de Bruys n'a pas d'Etat suivant son Extrait-Baptistaire ; & si elle prouve que la Marquise lui a soustrait un Etat , si elle prouve que les noms du Marquis & de la Marquise doivent être substitués aux noms supposés de Guillaume la Salle & d'Antoinette Barriere. Depuis l'instant de la naissance de la Dame de Bruys, quel traitement de la part de la Marquise ! quel enchaînement de faits ! quelles Preuves de toute espece ! Preuves variées , Preuves toujours d'accord pour établir la maternité.

Tout annonce , tout prouve , que cet enfant , dont la naissance est mystérieuse , est l'enfant de la Marquise qui s'est caché sous des noms supposés. C'est un mystère qu'il est facile d'approfondir , malgré tous les efforts qu'on a fait pour le rendre impénétrable.

Mais , après avoir fait voir que la Dame de Bruys n'est pas fille de Guillaume la Salle & d'Antoinette Barriere , il faut prouver , qu'elle n'est pas nièce de Tonton , femme de chambre de la Marquise , ainsi qu'elle l'a allégué.

C'est ici une Fable si décriée , qu'elle ne mérite pas d'être combattue sérieusement : aussi la Marquise n'ose-t-elle plus donner affirmativement cette qualité à la Dame de Bruys.

Elle

Elle a , dit - on , été introduite dans la Maison de la Marquise en qualité de nièce de Tonton ; une personne de sa naissance ne daigne pas approfondir l'Etat des personnes de cette espèce.

L'éducation distinguée que la Marquise a donné à la Dame de Bruys , les démarches qu'elle a fait pour la marier , les soins qu'elle a pris pour se cacher , le mystère répandu dans toute cette affaire , le mystère prouvé par écrit , tout cela se peut - il concilier avec l'Etat de nièce de Tonton , que l'on voudroit donner à la Dame de Bruys ?

Il y a plus : il est impossible d'appliquer les noms de l'Extrait - Baptistaire de la Dame de Bruys à un frere ou une sœur de Tonton , qui tous étoient connus de la Marquise , ainsi qu'elle le déclare dans son Interrogatoire.

Si la Dame de Bruys avoit été nièce de Tonton , son Extrait - Baptistaire lui assureroit un rang dans cette famille parfaitement connue de la Marquise ; car , pourquoi auroit - on déguisé son Etat ?

La qualité de nièce de Tonton n'est donc qu'une qualité chimerique , imaginée pour déguiser le véritable Etat de la Dame de Bruys.

La Marquise dit , qu'elle avoit eu beaucoup de bontés pour Tonton , & pour toute la famille de Tonton , qui lui étoit attachée , & qui avoit aussi éprouvé ses
bons

bontés. Elle ajoute , que le pere , la mere , les freres & sœurs de Tonton demeuroient dans sa maison. Comment donc ne peut-on pas prouver la qualité de nièce de Tonton , quand toute sa famille est si connue ?

Enfin , lors du mariage de la Dame de Bruys en 1723 , elle n'est plus nièce de Tonton. Brunier , beau-frere de Tonton , qui auroit été son oncle , ne paroît que comme ami : il ne connoît point , dit-il , le pere & mere de la Dame de Bruys , & il a grand soin de cacher , qu'elle a été élevée dans la maison de la Marquise , fait qui étoit de sa connoissance.

Mais , qu'a fait la Marquise pour cet enfant , qu'elle a reçu dans sa maison dès l'âge de six ans ? Elle l'a gardé jusqu'au moment , où elle l'a établi , elle l'a doté ; & plus elle a cherché à se cacher , plus elle s'est trahie elle-même. Enfin , elle a eu pour cet enfant les sentimens que la Nature seule place dans le cœur d'une mere.

Quoi ! elle ne connoissoit point un enfant , pour qui elle a fait des choses si extraordinaires ! Quelle illusion ! Quoi ! un enfant inconnu a reçu une éducation distinguée , a eu toutes sortes de Maîtres ! Et qu'on ne dise pas que Tonton payoit ces Maîtres : cette réponse a révolté toutes les personnes sensées ; il est même prouvé , que cet enfant étoit étranger à Tonton.

On

On voit dans les Lettres que la Marquise écrit à la Dame de Bruys, qu'elle y parle de Tonton comme d'une Domestique, d'une Confidente commune.

Enfin, la Marquise s'entretient de la Dame de Bruys, avec les personnes du plus haut rang, qui en ressentent l'absence; preuve qu'elle étoit de leur compagnie, preuve qu'elle accompagnoit la Marquise: certainement, elle ne leur avoit pas été présentée comme nièce de Tonton.

La Marquise dit, qu'elle a fait du bien à Tonton, & à toute sa famille; elle en tire la conséquence, qu'elle a agi par le même Principe, quand elle a gratifié la Dame de Bruys.

Elle n'a fait aucune Donation à Tonton, elle l'avoit même mis hors de la maison, lorsqu'elle versoit ses beinfaits sur la Dame de Bruys. On peut faire de petites libéralités à une Domestique, mais on ne leur donna jamais jusqu'à cent mille livres, & on n'a jamais donné une éducation distinguée à la parente d'une Domestique.

La Dame
de Bruys
est fille de
la Marqui-
se de la
Ferté.

La Dame de Bruys n'est donc, ni fille de Guillaume la Salle, ni nièce de Tonton.

Il faut prouver qui elle est véritablement. Ici, il faut retracer en peu de mots les Principes en matiere d'Etat.

La soustraction d'Etat est une crime du premier ordre, qui ne doit pas rester impuni;

puni; il y auroit du danger & de l'indiscrétion à admettre indistinctement la Preuve par témoins; il y auroit aussi de l'injustice & de l'inhumanité à la rejeter aussi indistinctement.

Le lien, qui unit ces deux Principes, & qui en détermine l'usage, c'est un amas de circonstances & de certains commencemens de Preuves par écrit, dont il sort une lumière qu'on ne peut méconnoître. Il faut suivre la trace des faits, les rapprocher, en former une espèce de chaîne; c'est de leur union, c'est de leurs concours, que naît ce genre de Preuve, qui convainc, qui ne laisse aucun doute, qui forme une démonstration.

La Dame de Bruys a en sa faveur cinq commencemens de Preuves par écrits. Le premier c'est le mystère de l'Extrait-Baptistaire, la supposition des noms des père & mère prouvée par écrit, qu'on pourroit à plus juste titre appeller Preuve complete.

Le second, c'est l'éducation donnée à la Dame de Bruys, le soin que la Marquise en a pris dans tous les tems, le mariage de la Dame de Bruys & tous les Actes pour y parvenir, les libéralités continuées de la Marquise, la dot de cent mille livres, la donation de mille livres de pension viagere pour son entretien.

Le troisiéme, c'est l'Interrogatoire de la Marquise.

Le quatriéme, ses Lettres.

Enfin, le cinquiéme, le Fait de Virginé : &, dans tous ces commencemens de Preuve par écrit, on connoît la relation nécessaire de tous les Faits à la Marquise, qui forme la Preuve la plus convaincante.

Premier commencement de Preuve par écrit. C'est un commencement de Preuve par écrit de la suppression d'Etat, qu'un mystere & la relation de ce mystere à une personne, qui a rempli tous les devoirs de la mere la plus tendre, qui en a toujours eu les sentimens & la conduite, & qui ne s'est démentie que lorsqu'elle a été dans les liens d'un nouveau mariage. Telle est la premiere Preuve, que la Dame de Bruys présente à la Justice

Mystere de l'Extrait-Baptistaire; supposition des noms des pere & mere, prouvée par écrit.

Les Registres sont meuts à son égard, ou s'ils parlent, ce n'est que pour lui ravir son Etat, & pour imposer au Public & à la Justice.

Mais, heureusement, la Vérité s'est fait jour lors du mariage de la Dame de Bruys: il a falu un Tuteur à une Mineure, il a falu exposer son Etat au Magistrat, il a falu la faire connoître; les pere & mere qu'on lui avoit donné par son Extrait-Baptistaire ont disparu: on a été obligé d'avouer, qu'ils étoient supposés, que ces prétendus pere & mere n'avoient jamais existé. La Dame de Bruys a été
pré;

présentée comme une fille anonyme ; sa naissance est donc un mystère , son *Extrait-Baptistaire* ne lui donne point d'Etat : Qu'on se rappelle toutes les circonstances , dont on a rendu compte , & que l'on ne répète point.

Mais , depuis la naissance de la Dame de Bruys , la Marquise ne l'a pas perdue de vue un seul instant. Voilà la relation du mystère à la Marquise.

Dès l'âge de six ans , elle est entrée dans la Maison de la Marquise , elle y a reçu de ses pere & mere l'éducation la plus distinguée.

Second
commen-
cement de
Preuve par
écrit.

S'agit-il de marier la Dame de Bruys , c'est la Marquise qui projette , qui arrête le mariage , qui écrit à ce sujet. C'est elle qui fait toute la dépense nécessaire , c'est elle qui soutient le ménage des nouveaux époux : elle donne une dot de cent mille livres , elle fait une donation de mille livres de pension viagère pour l'entretien de l'épouse.

Education
donnée à la
Dame de
Bruys.

Soin dis-
tingué que
la Marquise
en a pris.

Enfin , le Mystère , qui accompagne toutes les démarches de la Marquise , est la Preuve la plus formidable contre elle. Mystère dans les Lettres qu'elle a fait écrire par la Démoniselle de Saint-Jean , sa meilleure amie , qui signe *la Marquise de la Ferté* , & qui se sert de son cachet.

Mystère dans la Conduite de la Marquise , qui fait mener cet enfant à Belle-Chasse , pour lui former un domicile dis-

ferent du sien ; qui la fait conduire à ce Couvent par la D  moiselle Saint-Martin, son amie & sa confidente. Mistere dans la Conduite de la Marquise , lors du mariage de la Dame de Bruys : elle n'honore point de sa présence le mariage d'un fille qu'elle avoit élevée publiquement & avec tant de soins; elle ne soufcrit, ni au contrat, ni à l'acte de célébration de mariage.

La donation de mille livres de rente viagère est détachée du contrat de mariage , est faite postérieurement. La libéralité de cent mille livres , comme trop considérable & capable de dévoiler le mistere , est faite avec précaution; la Marquise use de détour, elle fait un billet sous un nom interposé.

Qoui , la Marquise donne cent mille livres sans vouloir paroître donner ; au contraire , elle est débitrice en apparence , quand elle est donatrice en effet.

Que signifient tous ces Misteres à ceux qui les veulent pénétrer ? La Marquise ne leur dit-elle pas : J'appréhende , que ma maternité éclate ; je la veux dérober par-là : mais , tandis qu'elle la voile , ne la découvre-t-elle pas ?

Troisième
comment-
cement de
Preuve par
  crit.

Interroga-
toire de la
Marquise.

Premièrement, on n'a point cherché à tendre un piège à la Marquise, en lui cachant les Faits, sur lesquels elle devoit être interrogée : Artifice , piège indigne d'une Cause où la Vérité paroît avec autant d'avantages , que dans la Cause qui est

est à décider. Cependant, la Vérité s'est fait jour malgré la résolution la plus ferme de tout nier, dont elle s'étoit armée.

Secondement, quand on réunit cet Interrogatoire avec tous les Faits qui sont prouvez, qu'on les rapproche les uns des autres, il en résulte une Preuve, à l'évidence de laquelle il n'est pas possible de se refuser.

Dans cet Interrogatoire on y trouve des dénégations nécessaires dans le système de la Marquise, des aveux importants, des impostures qui la confondent : qu'on pardonne cette expression à la nécessité de la Cause ; des équivoques ou des refus de répondre sur des Faits essentiels.

M^c. de Laverdy entre là-dessus dans un grand détail : je n'en rapporterai que ce qui peut faire impression.

Interroge-t'on la Marquise de Baudeville sur l'Affaire de Virgine ; elle en a, dit-elle, oublié les circonstances ; hé quelles circonstances ! Qu'on se rappelle ici les allarmes de la Marquise. Virgine alloit éclater, la Marquise n'avoit pas vécu tranquille depuis cet instant. Un ami secourable termine heureusement une Affaire aussi délicate : Virgine, ingrate & détestée, est comblée de biens par la Marquise ; & ce qu'il y a de plus admirable, c'est la Marquise qui triomphe, c'est Virgine qui est subjuguée.

Quoi ! ces circonstances si remarquables, exprimées si vivement dans les Lettres de la Marquise ; ces circonstances , qui avoient fait une si forte impression sur elle, sont effacées au point qu'elle les a oubliées ! Qui le croira, ou qui ne voit que cet oubli affecté est une Imposture réfléchie & déterminée ?

Enfin, présente-t'on la Marquise ces Lettres remplies d'expressions, qui ne sont énigmatiques, que pour ceux qui veulent fermer les yeux à la Vérité, elle s'embarrasse, son esprit l'abandonne, c'est beaucoup que son cœur ne la trahisse pas. Elle dit à la Dame de Bruys, que tout ce qu'elle fait ne tend qu'à l'idée d'amener les choses avec la personne que vous sçavez au point de lui faire trouver bon, que je vous avoue authentiquement pour la meilleure de mes amies.

Vainement veut-on lui faire avouer qu'elle désigne son mari, par *la personne que vous sçavez*. Ce sont, dit-elle, des secrets de femme à femme, d'amie à amie, de confidente à confidente.

Mais, n'est-il pas permis de se faire des amies, continue celui qui l'interroge ? Votre amitié pour une personne de votre sexe ne paroît pas devoir faire un mystère. Pourquoi tant d'efforts pour un mari à consentir que vous fîssiez l'aveu authentique d'une amie ? J'ai répondu, dit la Marquise.

Il faut regarder un Interrogatoire comme

me un piège qu'on tend. Celui qui vous interroge cherche à vous surprendre la Vérité. Vous qui répondez êtes sur vos gardes, pour n'être point surpris. Dès que vous lui offrez un côté foible, il vous attaque par-là, alors vous le fortifiez.

Il arrive quelquefois, que vous cachez une Vérité qui vous serviroit, dans la crainte que vous avez qu'elle ne vous nuise. Vous portez toute votre attention à ne point fournir des armes contre vous-même : c'est un combat dont la Vérité sort rarement victorieuse, lorsqu'elle est contre une personne qui a l'art de répondre.

C'est ici où M^e. de Laverdy tâche de faire voir, que, dans les Lettres tendres que la Marquise écrit, cette tendresse ne peut être que celle d'une mere. Voici la plus forte qu'il cite.

du 5. Octobre 1730

Je ne lis point vos Lettres sans être Quatrième
émue de tous les sentimens les plus ten- commen-
dres qui ne cessent d'occuper mon cœur. cement de
Si votre fils avoit l'esprit de vous rendre ce Preuve par
que je lui dis chaque jour de vous, ses écrit,
Lettres pourroient suppléer aux miennes :
car, assurément, ma chere Mimi, il me
voit des mouvemens bien vrais ; & que
l'absence ne ralentit point, quand je suis
en liberté de parler de vous.

R 4

Mais

Mais, pourquoi ne veut-on pas qu'une femme, qui a l'imagination vive, & qui s'étudie souvent quand elle écrit à encherir par ses expressions sur ce qu'elle ressent, parle ainsi à une amie, soit qu'elle exprime, ou que son amitié même aille réellement jusques là ? La Nature a-t'elle un sceau particulier dans le langage d'une tendresse maternelle, que l'art ne puisse contrefaire, ou qu'elle n'exprime elle-même aussi vivement dans le langage de l'amitié.

Cinquième commencement de Preuve par écrit.

Ainsi, je ne suis point affecté, quand M. de Laverdy me dit, que le quatrième commencement de Preuve par écrit qui renferme les sentimens qui animent les Lettres de la Marquise, est une Preuve très puissante. Sa cinquième Preuve est spécieuse ; mais, malheureusement pour son système, Virginie a dans son Acte de Baptême un autre pere & une autre mere.

Ici, dit-il, ce n'est point l'amitié qui fait agir la Marquise : elle hait Virginie, elle ne l'a jamais pû souffrir, son caractère lui déplaît. *Entre nous, elle est sotté, dit-elle, & dissimulée, elle n'a jamais aimé la canaille.*

Cependant, Virginie est élevée dans la Maison de la Marquise sous ses yeux, elle ne la laisse manquer de rien : si elle l'écarte de sa Maison, lors de son second mariage, elle pourvoit à sa subsistance dans

dans les Couvens dans lesquels elle la place. Virgine se plaint , la Marquise prétend qu'elle s'est rendue coupable à son égard ; elle reçoit son repentir & continue d'avoir pour elle les mêmes bontés.

La Marquise desire que Virgine se fasse Religieuse , Virgine semble prendre ce parti. Quels égards n'a-on pas pour elle dans le Couvent ? Avec quelle profusion ne pourvoit-on pas à ses besoins ?

Virgine ne veut plus être Religieuse , la Marquise veut l'engager à venir demeurer avec la Dame de Bruys, en payant une bonne pension.

La Marquise, piquée contre Virgine, croit pouvoir interrompre le cours de ses bontés : Virgine se plaint hautement. Qu'on se représente ici le crime de Virgine , la situation de la Marquise, & ce qu'elle a fait cependant pour Virgine. Quelle Preuve plus complète de maternité ?

Virgine a porté à l'extrême , dit la Marquise , l'insolence, la témérité, & l'impudence. Eh ! dites donc quel étoit le crime de Virgine ? Quelle peine étoit dûe à la nièce de Tonton ? Le mépris & l'abandon. Mais quelles allarmes de la part de la Marquise : sa situation est telle qu'elle n'a pas un instant de tranquillité. Vous sentez , dit elle à la Dame de Bruys, toute l'horreur de ma situation. Quelle étoit donc cette situation ? Les motifs

ne pouvoient pas en être confiés au papier.

Vous en sçaurez quelque jour les circonstances, & vous les jugez bien qu'il est impossible de vous les mander. J'avois bien recommandé à votre fils de vous faire entendre à demi les horreurs de ma situation. Faut-il faire beaucoup d'efforts, pour connoître que Virgine en vouloit venir à un éclat, & se faire reconnoître.

Le dénouement ne permet pas d'en douter. On voit une donation de 1800. livres de rente. Est-ce ainsi qu'on punit l'insolence, la témérité, & l'imposture de la nièce d'une femme de chambre qu'on n'a pû souffrir ?

A ces traits, qu'on reconnoisse plutôt les devoirs d'une mere, les allarmes sur le procès que Virgine lui pouvoit faire, & dont elle menaçoit. Voilà la cause de l'horreur de la situation de la Marquise: voilà pourquoi elle n'a pas vécu un instant tranquille. La donation tient lieu d'alimens à cette fille infortunée, qui a transigé sur son Etat.

Ce que la Marquise a fait pour Virgine par devoir fait connoître le principe qui la conduit à l'égard de la Dame de Bruys: la piété, le devoir, l'inclination, la tendresse, l'amitié, l'amour, tout a parlé en faveur de la Dame de Bruys.

Après des Preuves si complètes, peut-on encore douter de l'Etat de la Dame de Bruys ? Peut-on hésiter d'ad-

d'admettre la Preuve par témoins ?

A la bonne heure que l'on soit infiniment réservé sur les Questions d'Etat qui se présentent, qu'on exige la conviction la plus complète, qu'on réunisse tous les genres de Preuve qui peuvent concourir afin de mieux s'assurer d'une vérité aussi importante, de ne rien donner au hasard, ou de se mettre plus sûrement à l'abri de l'imposture. Mais, l'on doit se rendre à un assemblage de Preuves, à un corps de conduite suivi. On ne peut pas attribuer une telle éducation à la pitié, à la charité, à la commisération, ou à l'amitié ; sur-tout, quand on voit de ces traits qui ne peuvent avoir que la tendresse ou le devoir de mere pour principe.

M^e. de Laverdy parcourt ensuite les Faits dont il demande la Preuve : ils sont entrés dans la narration qu'il a faite.

On prétend que la grossesse & l'accouchement, qu'il veut prouver, sont trop importans pour les confier à la foi des témoins. Quoi ! toutes les fois qu'on cachera une grossesse, & qu'on enlèvera à un enfant son Etat, on l'arrêtera au premier pas, on opposera le crime même comme une barrière qui empêchera de l'approfondir !

Les Preuves, dit on, que les Loix exigent sont un Extrait-Baptistaire ; mais, cet Extrait-Baptistaire est-ce un Acte dont la Preuve soit sûre ? Ne peut-on pas

pas tromper la vigilance des Loix ? Si on ne fait qu'ondoyer l'enfant , par exemple , si pour rendre la grossesse & l'accouchement plus cachés , on ne présente point l'enfant au Baptême , l'enfant perdra-t'il l'Etat que sa Naissance lui donne ? Si , en présentant l'enfant à l'Eglise pour satisfaire à la Religion , on déguise l'Etat de l'enfant , on lui donne un faux pere , une fausse mere , que cela soit prouvé par écrit comme dans l'espece , quoi , cet enfant ne pourra pas prouver son Etat ! Si la possession d'Etat , si les Preuves par écrit les plus victorieuses lui découvrent ses véritables pere & mere qu'on s'est efforcé de cacher , il ne pourra pas , quand tout est prouvé depuis l'instant de sa naissance , quand on voit une chaîne de faits non interrompus , qui se lient les uns avec les autres , qui forment ce merveilleux accord , caractère de la Vérité , faits dont les uns sont prouvés par écrit , les autres présumés par leur liaison avec ceux qui sont prouvés ou avoués , ou par la suite qu'ils forment réunis , faits marqués au coin de la Vérité , on ne pourra pas rendre cette Preuve complete , en confirmant par la Preuve par témoins la grossesse & l'accouchement qui sont déjà prouvez par tous les caracteres parlans de la nature , par les traitemens qu'un enfant reçoit de son pere & de sa mere , enfin par le mystere que l'on

l'on répand sur la conduite que l'on a tenu ?

Quoi ! a-t'on dit, on confiera à deux ou trois témoins, gens vils, gens indignes de toutes confiance, à des domestiques, à une femme de chambre, à une garde, la Preuve d'un fait si important ? On préférera leur Déposition à la Déclaration d'une femme de condition, qui atteste avec la Religion du Serment, qu'elle n'a point eu d'enfans ? On préférera leur Déposition au suffrage de toute une famille, à l'intérêt du Public, & de tout l'Univers, qui réclame contre le danger d'une pareille Preuve ?

C'est-à-dire, qu'une femme de condition pourra impunément supprimer l'Etat de son enfant, & qu'on interdira la Preuve d'un crime si énorme. On sera obligé d'ajouter foi à son Serment, un parjure la mettra à l'abri de la peine de son crime. Les témoins nécessaires seront regardés comme des gens vils, dont on doit rejeter le témoignage. Ces grands mots d'intérêt public, de suffrage d'une famille quoiqu'intéressée, imposeront & condamneront au silence un enfant infortuné ; il sera obligé d'étouffer la voix de la Vérité qui s'élève pour lui.

D'ailleurs, le fait de la grossesse qui se lie avec le fait de l'accouchement, combien de témoins respectables n'a-t'elle pas eu ? Des confidens avec qui la Marquise *pensoit tout haut*, pour se servir
de

de ses termes. Leur témoignage, qui s'accorde avec ceux des témoins, que l'on appelle gens vils, ne forment-ils pas le concert de la Vérité?

On a opposé dans un Mémoire, que la Dame de Bruys n'avoit, ni titre, ni possession; & on lui oppose au contraire titre & possession.

Les titres les plus solennels enchaînent, dit-on, la Dame de Bruys à l'Etat qu'elle veut abdiquer. Il faudroit détruire les Actes de deux générations, Actes passés en minorité, Actes passés en majorité, ce qui opère même une fin de non-recevoir en faveur de la Marquise. Enfin, on oppose les suffrages de Messieurs les gens du Roi dans ces actions d'éclat, où il s'est agi des Questions d'Etat: on oppose des préjugés qu'on a rassemblés, & l'Arrêt de Sasilly qu'on cherit singulièrement.

Les titres, que la Dame de Bruys a produit, sont les Preuves littérales qu'elle apporte, où sa filiation se manifeste.

La possession d'Etat n'est pas moins certaine, elle n'a pas porté le nom de la Ferté, mais elle a été connue pour telle, & a été élevée & traitée comme telle. Plus la Marquise a fait d'efforts pour n'être pas connue, plus elle s'est démasquée. Quelle possession plus éclatante! Sous le nom de Mimi, tout le monde a connu la Démoniselle de la Ferté.

té: la Dame de Bruys a donc en sa faveur titres & possession.

C'est le comble de l'égarement, que de prétendre que la Dame de Bruys est liée à l'Etat de Marie la Salle, par des titres & une possession d'Etat, que rien ne peut déranger, & même de se faire une fin de non-recevoir de cette foule d'Actes qu'on exagere. Son Extrait-Baptistaire marqué au coin de la fausseté, tel qu'on l'a dépeint, peut-il jamais être un titre? Depuis cet instant, quel nom a-t'elle portée? Mimi dans la maison de la Marquise de la Ferté, la Lande dans le Couvent de Belle-Chasse où on la conduit, l'Avis d'Amis où on lui donne le nom de Marie la Salle, n'est-ce pas l'ouvrage de l'imposture de la Marquise, & de ses confidens? L'Acte de célébration de mariage, & le contrat, sont aussi les ouvrages de la Marquise. On supprime l'Etat de la Marquise de Bruys à sa naissance, on continue de le supprimer, & on veut que la suppression & la continuation soient un titre & une possession du crime qui se perpétue. Au contraire, ces Actes qu'on oppose, où l'on découvre le crime, établissent invinciblement la qualité de mere de la Marquise.

On se fait des armes des cinq Extraits-Baptistaires des enfans de la Dame de Bruys, où, dit-on, on leur a donné le nom d'enfant de Marie la Salle. Quatre
ont

ont été baptisés la Dame de Bruys étant encore mineure , & à l'égard du cinquième , né depuis la majorité de la Dame de Bruys , on a donné le nom à la mère de la Ferté-Senetterre. Qui ne voit , qu'à l'égard des quatre premiers , le mari a été obligé de cacher l'Etat de la Dame de Bruys dans les Extraits-Baptistaires de ces quatre enfans , parce qu'on ne vouloit pas irriter la Marquise , & qu'on vouloit la conduire dans un tems favorable à publier le mystere , tems que l'on attendoit , & que l'on préparoit ? Voilà cette foule d'Actes de toute espece dans deux générations en majorité , en minorité. Aucun de ces Actes n'est l'ouvrage de la Dame de Bruys. Ce n'est pas une femme , qui fait rediger l'Extrait-Baptistaire de l'enfant ; elle ne le souscrit pas : son mari pouvoit-il lui porter du préjudice ?

Dans le Droit , l'Etat n'est-il pas inaliénable , & imprescriptible ? Peut-on même opposer à la Dame de Bruys les Actes qui forment le corps de délit , qui est déferé à la Cour ? Tels sont l'Extrait-Baptistaire , l'Avis d'Amis , l'Acte de célébration de mariage , la donation de la rente viagere ? Il est prouvé , que les uns & les autres , encore une fois , sont également les ouvrages de la Marquise.

Il faut à présent parcourir les Principes , que l'on a , dit-on , puisés dans les discours de Messieurs les Avocats Généraux ,

raux, & les Arrêts quel'on a cités avec tant de confiance.

Bardet tome premier livre 3. chap. 68. rapporte un Arrêt du 4. Décembre 1669. par lequel on a jugé, qu'on n'étoit pas recevable à prouver par témoins qu'un particulier avoit fait Profession dans l'Ordre de Malte en qualité de Frere servant.

M. l'Avocat - Général Talon, qui portoit la parole dans cette Cause, dit que l'Avocat de l'Appellant avoit avancé de fausses maximes. *Cette Cause est une Cause d'Etat & importante*, ce sont les termes de M. Talon. *Ainsi la preuve des faits avancés ne doit pas être reçue par témoins, mais seulement par actes & instrumens authentiques : il ne faut pas confier à la déposition deux ou trois témoins l'Etat d'une personne.* Les Principes de M. Talon sont excellens ; mais, ils sont sans application dans l'espece qui est à décider. Comment prouver qu'un homme est Religieux autrement qu'en rapportant un acte ? Sa Profession est une convention de sa part.

Dans l'Affaire de la Coulon, M. Talon établit, *qu'au fonds la seule Preuve par témoins n'étoit pas suffisante dans les Questions d'Etat.* Hé qui est - ce qui prétend le contraire ? La Dame de Bruys ne rapporte - t'elle pas dès à présent une Preuve complete ?

Sur la Question qui a pour objet de sçavoir

voir, si au défaut de Preuves par écrit on devoit permettre la Preuve par témoins à la Coulon, M. Talon disoit, *que dans les circonstances où la Coulon se trouvoit, elle ne pouvoit pas demander à faire Preuve de sa légitimité*: ces termes sont bien remarquables. Donc, il y a des circonstances où la Preuve d'Etat doit être admise. Peut-il y en avoir de plus favorables, que celles qui se présentent dans cette Cause? M. Talon ne l'auroit-il pas pensé?

A l'égard des Arrêts qu'on oppose à la Dame de Bruys, il suffit de les parcourir.

Le premier Arrêt est du 2. Mars 1641. il est rapporté par Soefve. On pourroit se dispenser de répondre à cet Auteur, parce que l'Auteur n'en cite pas la moindre circonstance.

Soefve dit seulement, que Marie Damitié ne rapportant aucune piece justificative de sa filiation, elle étoit nonrecevable à demander qu'il lui fut permis de la vérifier par témoins; & il paroît clairement, que Marie Damitié ne succomba, que parce qu'elle n'avoit aucun commencement de Preuves: *Soli testes ad ingenuitatis probationem non sufficiunt.*

L'Arrêt de la Porte de 1553, qui est le second préjugé, n'a sans doute été employé que pour intimider. Dans l'espece de cet Arrêt, on voit le sieur la Porte se présenter avec confiance à la Justice, & rendre

rendre plainte contre un Imposteur , qui dans une Enquête s'étoit qualifié son fils légitime, & qui sans doute se préparoit des armes pour l'attaquer dans la suite. Cet Imposteur fut confondu , & il fut condamné à paroître à l'Audience en présence du sieur la Porte & de six personnes telles qu'il voudroit choisir , & de déclarer, que témérairement, & sans preuve, ces termes sont remarquables . il s'étoit dit fils du sieur la Porte, dont il se repentoit , & demandoit pardon à Dieu , au Roi , à la Justice , & pareillement au sieur la Porte. On lui fait defenses de prendre cette qualité à l'avenir. Rien n'est plus juste, que de punir sévèrement les Imposteurs : on retrouve par-tout la sagesse de la Cour. La Croix avoit pris la qualité de fils légitime du sieur la Porte ; mais , il l'avoit prise témérairement & sans preuve, & il falloit que l'Imposture fut bien averée, pour avoir mérité la punition exemplaire prononcée par l'Arrêt ? Quel rapport peut avoir un exemple de cette qualité avec la Cause de la Dame de Bruys, dans laquelle on trouve les Preuves concluantes ? Si on a prétendu induire de cet Arrêt, que la Preuve testimoniale ne doit pas être admise en matiere d'Etat, c'est quand il n'y a aucun commencement de Preuve par écrit, qui étoit le cas dans lequel se trouvoit Georges de la Croix : & , par conséquent , cet Arrêt est sans appli-

cation à la Cause qui est à décider.

Le troisième Arrêt est de l'année 1686. il est à peu près de la même force. Joublot, garçon Menuisier, entreprend de se donner pour pere Claude Marsault, & pour mere Eleonor Sauvage, femme de Claude Marsault.

Joublot, pour se faire reconnoître, commence par arrêter la Dame Marsault sur un grand chemin, il veut entrer de force dans son carosse.

Le mari & sa femme rendent plainte de l'insulte, ils en font informer devant le Lieutenant - Criminel de Chaumont, qui décerne contre Joublot un decret d'ajournement personnel.

Joublot dit pour la justification, qu'il est fils de Marsault & de sa femme: il offre de le prouver par témoins; le Lieutenant - Criminel le lui permet.

Marsault & sa femme interjettent appel, & par l'Arrêt toute la procédure est déclarée nulle. En même tems, il est fait défense à Joublot de se dire fils de Marsault & de sa femme.

La nullité de la procédure s'établissoit d'elle-même. L'admission d'un fait justificatif avant la visite du Procès, une Enquête tendante à la Preuve de l'Etat sans commencement de Preuve par écrit, tout cela heurtoit de front les principes les plus certains.

A l'égard de la défense de se dire fils de Marsault & de sa femme, plusieurs

ieurs circonstances donnerent lieu à la décision.

L'une étoit, que l'Enquête, toute nulle qu'elle étoit, démontroit l'imposture par l'absurdité des faits, & par la contradiction des témoins.

L'autre, que la Dame Marfaut avoit articulé, que jamais elle n'avoit eu d'enfans ; qu'elle avoit été visitée ; & que le fait avoit été prouvé. Il n'est pas étonnant, que dans de telles circonstances on ait crû devoir arrêter le progrès de l'Imposture.

Le quatrième Arrêt est de 1691 : voici l'espece. François Coulon se donne pour fille de Pierre d'Avril & d'Anne Laval son épouse : elle articule pour Principe & premier Fait, qu'elle est née en 1650. Elle rapportoit le certificat d'un Religieux, qui véritablement étoit fils de d'Avril, & qui la reconnoissoit pour sa sœur. Le certificat portoit, qu'elle étoit née dans la même année que l'illustre M. Broussel* avoit été arrêté, qu'on fixoit à 1650. par erreur.

On lui répondoit, que puisque, selon elle-même, étoit elle née en 1650. elle ne pouvoit être fille de d'Avril, parce qu'il étoit mort en 1646.

Ce Fait répondoit suffisamment au certificat du Religieux. On ajoûtoit encore l'Attestation de ses Supérieurs, qui déclaroient, que *c'étoit un Fripon* : c'étoient les termes de l'Attestation ; on disoit, qu'il

*Conseiller au Parlement, que la Cour fit arrêter dans la Minorité de Louis XIV. qui fut relâché peu de tems après.

étoit capable de tout faire pour du vin.
 Le certificat portoit dailleurs avec lui une double Preuve de fausseté : il fixoit l'époque de la naissance de François Coulon à l'année où M. Broussel fut arrêté : on dit que c'étoit en 1650. & c'étoit en 1648. qui n'étoit pas plus conciliable avec la Mort de d'Avril en 1646.

Par l'Arrêt, il fut fait défense à la Coulon de se dire fille de d'Avril & sa femme.

Mais , parce que des Imposteurs ont été punis , faut-il ne pas écouter des enfans légitimes , dont l'Etat a été soustrait ? Ne seroit-ce pas imiter Orgon dans la Comédie ? qui , parce qu'il a été joué par le Tartuffe , forme la Résolution.

*D'avoir pour les Dévots une baine effroyable,
 D'être dorénavant pour eux pire qu'un Diable.*

Combien d'enfans légitimes ont été rétablis dans leurs Droits ?

Le sieur de Tourville , qui avoit un Extrait-Baptistaire sous des noms supposés , n'a-t'il pas été admis à la Preuve , quoiqu'on lui opposât un Extrait-Baptistaire déguisé ?

La Démonseigneur de Bonneval , dont l'état étoit contesté par sa propre mere , qui la désavouoit , & qui lui opposoit un Extrait-

trait-Baptistaire, n'a-t'elle pas été admise à la Preuve par témoins?

Autre Arrêt de 1721, qui a admis François Alexandre à la même Preuve.

Louis Toquelin avoit un Extrait Baptistaire déguisé, & il a été admis à la Preuve testimoniale par Arrêt de 1722.

L'Arrêt de Safilly, qu'on fait tant valoir, est sans application à la Cause qui est à décider.

Dans l'espece de cet Arrêt trouvoit-on cet enchaînement de Preuves par écrit, cette variété, cette multitude, cet accord de faits, ce mystère toujours relatif à la Marquise qui ne veut pas paroître? Yavoit-il une possession d'Etat si soutenue, aussi caractarisée, aussi convenable à l'Etat réclamé, aussi peu convenable à l'Etat fictif? A peine paroissoit-il quelques lueurs qui pouvoient être trompeuses, quelques soins importans qui pouvoient être attribuez à la charité, & qui regardoient même plutôt le sieur de Marco-nay que la Dame de Safilly. Cependant, les premiers Juges avoient admis à la Preuve, & la Cour n'avoit pas crû la devoir suspendre. Cette Preuve avoit été faite, & n'étoit rien moins que concluante, & il y avoit des nullités dans les Enquêtes; de sorte que l'Arrêt définitif n'a pas décidé que la Preuve ne pût être admise dans l'espece; mais, il a décidé que la Preuve n'étoit pas complète. Nous ne demadons que la Preuve

à laquelle a été admis le prétendu Sasilly : si elle n'est pas parfaite, nous aurons le même sort. On trouvoit dans la Cause de Sasilly un Religieux, qui faisoit un rôle déplacé, & qui étoit aussi suspect que le Religieux d'Avril dans la Cause de la Coulon.

Enfin, par un Arrêt récent, la Cour vient d'admettre la Preuve que l'on combat aujourd'hui. Vaine subtilité de dire, que la D^{moiselle} Ferrand, en faveur de qui cet Arrêt a été rendu, avoit un Extrait-Baptistaire ; que la Preuve qu'on demandoit n'avoit pour objet que de contester celle-là même dont parloit l'Extrait-Baptistaire.

Cet Extrait étoit formé de la combinaison de trois piéces, de l'Extrait-Baptistaire sans noms, de l'Acte passé chez Carnot par Mr. le Président Ferrand, & de l'aveu de Madame Ferrand dans son Interrogatoire, qu'elle étoit accouchée.

M. l'Avocat-Général Gilbert de Voisins, qui portoit la parole dans cette Affaire, a-t'il regardé ces piéces réunies comme formant un Extrait-Baptistaire ? Il les a regardées comme prouvant un mystère, comme une espèce de Preuve précieuse pour la Justice, comme un commencement de Preuve par écrit, capable de favoriser la Preuve testimoniale qui étoit demandée. Or, combien la Dame de Bruys n'a-t'elle pas de commen-

cemens de Preuve par écrit ? Il s'en fa-
loit bien que la D^{mo}iselle Ferrand eut
des Preuves aussi suivies, une possession
d'Etat aussi caractérisée, des Prenves de
toute espece, & un cri de la Nature tel
que celui qui s'élève en faveur de la Da-
me de Bruys.

Toutes les Questions d'Etat ont des
traits singuliers qui frappent. L'Acte de
M. le Président Ferrand a ce caractère ;
mais ici, il y a plusieurs traits singuliers
qui font cet effet : tels sont les actes que
cette Cause présente, & tous les faits qui
sont prouvés. La conduite de la Marquise
forme un corps de Preuves, qu'on peut
bien attaquer, mais qu'on ne parviendra
jamais à détruire.

Que l'on rapproche maintenant tant de
Faits, dont la liaison & le tissu opere une
démonstration complete en faveur de la
Dame de Bruys. Mais que l'on réunisse
principalement les Faits qui sont prouvés,
avoués même, par la Marquise ; l'éducation
que la Dame de Bruys a reçu dans la Mai-
son paternelle, les circonstances qui ont
précédé ou suivi son mariage, les Let-
tres pour y parvenir, cet Avis d'Amis si
remarquable, si décisif, cette dot mysté-
rieuse de cent mille livres, la donation
de 1000. livres de rente viagere, le mi-
stere perpétuel de la part de la Marquise
pour s'envelopper, ce qui s'est passé pen-
dant le séjour de la Dame de Bruys à
Bayonne & dans son voyage de Paris,

ces Lettres tendres où la Nature se trahit, & qui manifestent clairement la naissance de la Dame de Bruys.

Que l'on joigne à tous ces Faits l'Interrogatoire de la Marquise, ces dénégations confondues, ces mensonges évidens, ces contradictions, ces réponses qu'elle a craint de faire, ces éclaircissements qu'elle a refusés à la Justice, ces aveus importans qu'elle a été forcée de faire. Que l'on réfléchisse sur la conduite de la Marquise avec Virgine, sur la haine qu'elle avoit conçue contre elle, sur ses plaintes, ses mécontentemens, sur les dépenses qu'elle fait cependant pour elle, sur les donations qu'elle lui assure. A ces contradictions apparentes, qui peut méconnoître une mere ?

Mais, de quoi s'agit-il ? Quoique la Dame de Bruys prouve invinciblement son Etat, elle ne demande encore qu'à éclaircir la Vérité, elle ne demande qu'à joindre, à des Preuves si décisives, une foule de témoignages qui lient ensemble tous les Faits, & qui fassent comme une chaîne non interrompue.

Tous ces Faits, si liés, suivis, depuis l'instant de la naissance de la Dame de Bruys, joints à tant d'autres Preuves que la Cour a sous les yeux, pourroient-ils être négligés ? La Preuve en peut-elle être faite autrement que par témoins ?

La Marquise demande réparation, elle crie à l'injure, à la calomnie. Se flatte-t'elle

t'elle, que la Justice étouffera la voix de la Dame de Bruys , qu'elle la jugera calomniatrice, sans daigner instruire sa Religion sur un fait de notoriété publique, qui ne seroit caché que par la Justice ?

Il est vrai, que si la Dame de Bruys est admise à faire la Preuve qu'elle demande , le Triomphe de la Dame de Bruys est certain : il est encore vrai, que c'est un Triomphe funeste, qui déshonore celle à qui on doit le jour, mais fatale nécessité, où elle a réduit elle-même la Dame de Bruys.

Loin d'ici ces odieux Préjugés, qu'il faut arrêter à jamais ce torrent de Questions d'Etat, qui inondent les Tribunaux.

Quoi ! parce que les Crimes d'Etat se multiplient , la Justice sera moins vigilante, moins severe , elle ne daignera plus rechercher la Vérité ! Il faudra condamner, sans les entendre, ces enfants malheureux qui réclament l'Etat dont on les a dépouillés , & couronner un sacrifice si inhumain !

La tranquillité publique , dit-on , les demande , ces odieux sacrifices ; & les faire , c'est pratiquer ces grandes Maximes auxquelles il n'appartient pas à des Ames communes de s'élever. Qu'on dise bien plutôt Maximes détestables, qui détruisent l'économie de la société. Oui, l'ordre de la société demande, que l'Etat de chaque Citoyen soit conservé ; & loin de
dé-

déranger l'ordre des familles, c'est le rétablir, que rendre à ceux qui en font partie le rang qu'ils tiennent de leur naissance. Ainsi, Maximes fausses, Maximes détestables, que le crime a enfantées pour se dérober à la Justice, & se procurer l'impunité.

Enfin, il ne s'agit pas encore de prononcer diffinitivement, il ne s'agit point encore de déclarer la Dame de Bruys fille de la Marquise, il n'est question que d'approfondir la Vérité. Il s'agit de joindre la Preuve testimoniale à tant de Preuves qui concourent déjà en sa faveur. Hé! qui n'est pas convaincu de l'Etat de la Dame Bruys? On refuseroit d'instruire juridiquement une Vérité que tout le Monde connoît, & dont on est sûr de trouver la Preuve? On rejetteroit tant de Preuves de toute espece? On refuseroit d'y mettre le sceau par la dernière Preuve qui est offerte? C'est un crime de le penser. La Marquise ne veut étouffer la voix de sa fille, que parce qu'elle sent la Preuve prête à l'accabler: mais, c'est cette raison même, qui doit porter la Justice à approfondir. La Cour sera toujours maîtresse de la destinée de la Dame Bruys, elle pesera le mérite de la Preuve, elle accordera la victoire à un heureux accord qui est le caractère de la Vérité. Quel regret de l'avoir étouffée, & de l'avoir empêchée de paroître dans tout son éclat, d'avoir fait
une

une victime qui rendroit le crime audacieux par l'impunité, & peut-être devoir la Marquise se repentir de son injustice en mourant, & réparer autant qu'il feroit en elle l'Arrêt de la Cour par son Testament. Le zele pour la Dame de Bruys, la conviction de son bon droit, inspirent des allarmes; la réflexion sur l'équité, les lumieres de la Cour, les condamnent.

L'Eloquence de Mr. de Laverdy a fait ici les derniers efforts: elle fut secondée par celle de Me. de Blaru, qui défendit la même Cause. Les mêmes moyens furent employés, mais sous des formes différentes. Je ne les repeterai point: je dirai seulement ce qu'il me paroît que Me. de Blaru dit de singulier. Les tours nouveaux des raisons, ce n'est pas ce que cherche mon Lecteur, ce sont les nouvelles raisons.

Voici comme il parle de la premiere Sentence: Sentence, qui a jetté l'alarme dans la famille; Sentence, dont la nouvelle a frappé d'étonnement tous les Ordres du Royaume. Les Auditeurs, qui ont assisté en foule aux Plaidories dans le cours d'onze Audiences, ont été témoins, que les deux Avocats de la Marquise de Boudeville ont mis en usage tout ce que l'Eloquence a de plus séduisant; que l'Avocat du Roi *, qui a porté la parole, a mis, avec la plus scrupuleuse exactitude, les mê-

* M. Gilbert de Voisins, fils de M. l'Avocat-Général,

mes moyens de la Marquise de Boudeville dans le plus grand jour; que le public enlevé par ses discours s'est livré aux empressemens dûs à ses talens, encore plus à la droiture de ses intentions & à son zele pour la Justice; qu'enfin les premiers Juges, après avoir réfléchi pendant un mois sur les moyens proposés de part & d'autre, n'ont pû refuser des éclaircissemens si nécessaires à la Justice, soit pour confondre l'Imposture, si la Dame de Bruys est coupable, soit pour la rétablir dans son état, si, par la Preuve qu'elle demande, elle parvient à dissiper les nuages qui couvrent sa naissance.

Me. de Blaru s'efforce de rendre odieux les Principes qu'on lui oppose.

Qu'un pere & une mere, dit-il, soient déterminés à sacrifier leurs enfans, rien de plus facile, c'est un crime qu'il suffit de vouloir pour le connoître. L'enfant naît sans le connoître, il a les yeux ouverts, mais il ne voit rien; il a le malheur de trouver ses ennemis dans ceux qui devoient être ses protecteurs; on le présente à l'Eglise sous le nom qu'ils jugent à propos de lui donner; on le met entre les bras d'une femme étrangere: le même mistere, qui a couvert sa naissance, regne dans l'éducation, les alimens qu'on n'a pas l'inhumanité de lui refuser. Il découvre son Etat, il acquiert les Droits que la Nature qui travaille

vaille à les recouvrer lui ménage , il ne lui sera pas permis de les faire valoir ? La Preuve testimoniale n'est jamais admise en matiere de filiation contre le Registre , titre primitif de son Etat corroboré par la possession ; il n'est point permis de rien envisager au delà des Registres confirmés par la possession.

A ces affreux Principes , que la Marquise met en œuvre , il ne faut qu'opposer les raisonnemens les plus simples.

En matiere d'Etat , quand on creuse , on découvre les plus grands crimes.

L'Ambition a guidé la Marquise de Boudeville , d'autres sont entraînés par l'Avarice. Il y a des peres jaloux , dont les meres trop complaisantes n'ont pu arrêter les coups. Le cœur humain n'est-il pas le jouet d'une infinité de passions souvent plus fortes que les mouvemens de la Nature ? Plus ces crimes sont horribles , plus ils paroissent incroyables , plus il les faut approfondir : c'est un des emplois des plus nécessaires de la Justice.

Peut-on proposer sérieusement à des Magistrats respectables , que leur devoir est de ne pas rechercher la Vérité , parce qu'elle peut être obscure ? S'ils la cherchent cette Vérité , s'ils la trouvent , que pourra-t'on opposer ? Déjà elle éclate , il n'y a qu'un degré à ajouter pour la rendre sensible , évidente , palpable.

Faut-

Faut-il que les Juges abandonnent la route qui peut les conduire à la Vérité, pour devenir les complices d'une mere qui a sacrifié l'Etat de son enfant, & qui ne jette de si hauts cris, que dans la crainte de voir son projet déconcerté & renversé.

Voilà des traits d'Eloquence qui frappent: je voudrois que la Loi, qui m'engage à ne pas offrir à mon Lecteur les mêmes moyens, ne me gênât point. Il semble même qu'elle ne s'applique point ici, parce qu'ils sont présentés sous une face différente, & que les traits d'Eloquence nouveaux qui sont employés demandent pour les sentir mieux, qu'on les rapporte ces moyens: mais, on envisageroit toujours cela comme une répétition un peu déguisée, je la dois donc éviter.

Me. de Blaru finit son Mémoire en disant: Mais quel a été le motif de la Dame de Boudeville? Elle reproche, que celui qui est allégué contre elle est absurde. Le mari & la femme, qui ont vécu d'intelligence, ont-ils pû de concert former le complot odieux de supprimer l'Etat des filles, pour ne reconnoître que les mâles? En cachant la grossesse, la naissance des mâles devenoit problématique: ils n'auroient raisonné, ni agi, conséquemment. S'ils n'ont agi ni raisonné conséquemment, c'est que le crime aveugle: il est rare de s'engager dans le
cri:

le crime sans s'égarer. Ce qui est de certain , c'est que voilà deux filles désavouées , & un fils seul reconnu. Le motif est donc vrai : s'il est faux , qu'on en explique un autre. Et qu'importe que le motif soit certain , si le fait l'est ; & ne voyons-nous pas , que l'accident du fils eut été l'époque de la reconnoissance , si le second mari ne l'eut empêché ? Enfin , la conduite de la Dame de Boudeville n'est-elle pas un assemblage de contradictions ? Elle ne veut pas reconnoître sa fille , elle l'éloigne , elle va voir la nourrice , elle fait venir la nourrice chez elle , elle élève sa fille dans sa maison , elle remplit tous les devoirs de mere à l'égard d'une fille qu'elle a porté dans son sein : elle se déguise , la Nature la trahit à tous les instans. Elle écrit des Lettres que la Nature lui dicte , elle passe des Actes , elle ne veut pas qu'on la soupçonne , elle se confesse à ses amis , & tous ceux qui la connoissent deviennent ses confidens.

Si ce qui paroît peut avoir deux faces , si elle a fait tout à la fois les personnages de mere & d'étrangere , la Justice sçaura bien démêler le véritable. La liberté de faire entendre des témoins est réciproque , c'est la seule voye de justifier la Dame de Boudeville , si elle est innocente. Que n'a pas à craindre la Dame de Bruys , si elle est coupable !

La Dame de Bruys n'a point d'Etat certain, dans le doute qu'on voudroit que jettassent sur sa naissance les deux personnages qu'a joué la Dame de Boudeville. Si elle n'a point d'Etat certain, en conclurés - vous, dit la Dame de Boudeville, que je suis sa mere? Un enfant de la lie du peuple, sur le prétexte de l'incertitude de son Etat, n'a qu'à aller attaquer le plus grand Seigneur de Royaume. Nous lui répondrons, que quand un enfant vient avec des moyens tels que ceux que la Dame de Bruys présente, qui tous lui ont été administrés par le cœur maternel, il faudra l'entendre, il faudra approfondir, il faudra lui rendre justice, s'il dit vrai; le punir, s'il est imposteur. Et quand ce grand Seigneur n'aura d'autre défense que de dire, qu'il n'est pas vraisemblable qu'il ait commis un crime si atroce, la Justice n'en sera point touchée. Plus le crime est atroce, plus la Justice doit se livrer à toutes sortes d'éclaircissemens. *Indignum est crimina ipsa atrocitate defendi*, dit Quintilien : que l'atrocité du crime serve de Défense au criminel, la Proposition révolte.

Il est tems que la Vérité se fasse jour, le Public est convaincu qu'elle doit avoir ce triomphe, la Justice le lui doit, la Nature le demande, les remords, les regrets, les inquiétudes dont la Dame de Boudeville est agitée, seront calmés.

L'u:

L'union renaîtra entre la mere & la fille, l'ayeule & les petits enfans. La Nature, conduite par la Religion, rentrera dans ses droits: le second mari n'aura point de reproches à faire; peut-être que lui-même, fatigué d'une guerre trop longue dont il est l'auteur, connoîtra qu'il est de son intérêt bien entendu de donner la paix à la mere, aux enfans, pour se la procurer à soi-même.

Me. de Blaru, dans un Suplement de Mémoire où il a tâché de donner à ses moyens toute la force dont ils pouvoient être susceptibles, finit en rapportant ce que dit la Dame de Boudeville. J'ai nié, dit-elle, que j'aye accouchée de la Dame de Bruys. Votre vie, lui répond éloquemment Me. de Blaru, a été un accouchement perpétuel par les peines continuelles de votre tendresse maternelle. Vos douleurs se sont multipliées, votre qualité de mere est publique, votre dénégation n'a produit d'autre effet que d'armer contre vous la calomnie dans l'Histoire qu'elle a débité sur la naissance de votre fille, à qui elle a donné un pere hors du lit nuptial. L'Arrêt, qui interviendra, vengera la mere, & mettra la fille en Etat d'éclaircir aux yeux des Juges une Vérité dont la Cour & la Ville sont également convaincues.

Me. Cochin, Défenseur de la Marquise de Boudeville, soutient avec cette E-

loquence supérieure qui lui est propre ; que les grands Principes parloient pour lui.

Plaidoyer
pour Ma-
dame la
Marquise
de Boude-
ville , son
époux , &
les parens
collaté-
raux.

Si le Public , dit-il , a pris tant de part aux Questions d'Etat qui se sont élevées depuis quelques années, s'il a été effrayé de ces entreprises téméraires dans lesquelles, sans aucun titre, sans aucune ombre de possession, des personnes inconnues ont tenté de se procurer un rang distingué ; de quelles allarmes ne doit-il pas être saisi dans la Cause de la Dame de Bruys en possession d'un Etat obscur, affermi par une foule de monumens authentiques qui se sont succédés les uns aux autres pendant le cours de trente années ? La Dame de Bruys entreprend d'abdiquer cet Etat, & de s'en former un nouveau : elle choisit une des plus illustres Maisons du Royaume pour y prendre place, elle veut s'élever au faîte des honneurs, & s'associer à ce qu'il y a de plus grand & de plus distingué dans l'Etat. Si, à la faveur de la Preuve testimoniale, on peut espérer de pareilles métamorphoses, l'Etat des hommes ne sera plus que le jouet de l'audace & du caprice, la plus haute noblesse sera dégradée, les personnes de la plus vile condition perceront l'obscurité qui les enveloppe pour se donner en spectacle à l'Univers dans les places les plus éminentes.

Des objets si intéressans doivent élever

ver tous les esprits à ces vues supérieures du bien public qui forment le premier objet de la Justice, il s'agit du sort de toutes les familles compromis dans une seule Cause.

L'Etat, qui appartient légitimement à la Dame de Bruys par sa naissance, n'est pas un objet qui intéresse assez la maison de la Ferté, pour qu'elle se soit donné la peine de l'approfondir.

Quand il seroit encore inconnu, la Dame de Bruys ne pourroit s'en prévaloir. Il ne suffit pas d'être dans l'ignorance de son sort, pour se procurer un Etat au gré de son ambition. Il est de malheureuses destinées qui cachent quelquefois aux hommes les circonstances les plus essentielles de leur naissance, & qui les présentent à eux-mêmes comme une énigme qu'ils ne peuvent pénétrer. S'ils sont à plaindre d'être réduits à un sort si funeste, leur unique ressource est de réparer par leur sagesse & leur retenue les malheurs de leur naissance; & lorsqu'ils veulent au contraire s'en faire un prétexte pour s'élever au dessus de leur obscurité, & pour se placer dans un rang éclatant, ce trait d'ambition déplacé ne sert qu'à les couvrir d'un nouvel opprobre.

Telle seroit l'idée qu'il faudroit se former de la prétention de la Dame de Bruys, s'il étoit vrai, comme elle le prétend, qu'elle n'a point actuelle-

ment d'Etat. Mais, elle a pris soin elle-même de rassembler une foule de titres, qui fixent son sort d'une manière immuable.

Me. Cochin raconte ensuite le fait conformément aux Actes de Baptême, aux Actes de tutelle, au contrat de mariage, aux Baptêmes des enfans de la Dame de Bruys où elle a pris le nom de Marie la Salle, fille de Guillaume la Salle & d'Antoinette Barriere. Il fait la dessus ses Réflexions. Que les amis de Marie la Salle âgée de 18. ans n'ayant point connu Guillaume la Salle & Antoinette Barriere ses pere & mere, il ne s'ensuit pas qu'elle ne soit leur fille : ils ont pu s'absenter, sortir du Royaume, en un mot être inconnus à Paris sans que l'on puisse dire pour cela qu'ils n'ayent jamais existé. Aussi le Lieutenant-Civil, qui fut un Avis d'amis a pourvu à la tutelle de la mineure, n'a-t'il pas hésité de lui donner un Tuteur comme à Marie la Salle, c'est le nom qui lui est donné dans la Sentence de tutelle. Son Etat, cet Etat fixé par l'Acte de Baptême, est donc confirmé par la Sentence du 28. May 1733.

Quand il résulteroit de l'Acte de tutelle, que Marie la Salle ne seroit pas nièce de Tonton, cela seroit sans conséquence ; car, si Tonton a fait passer Marie la Salle pour sa nièce sans qu'elle la fut, celle-ci n'en sera pas moins fille de Guil-

Guillaume la Salle & d'Antoinette Barriere, suivant son Acte de Baptême & son Acte de tutelle. Tonton aura trompé en ce point la Marquise de Boudenville ; mais , cette erreur indifférente n'aura point altéré la foi des Actes solennels qui fixent le sort de la Dame de Bruys, d'autant plus que les Actes qui ont suivi ont confirmé la foi des premiers.

En un mot , pendant trente années entieres, l'Etat de la Dame de Bruys a été le même qu'elle avoit reçu en naissant, Actes de Baptême, de tutelle, contrat de mariage, Acte de célébration, contrat par devant Notaires, Baptême de ses enfans, tout fixe son sort, tout caractérise une fille née dans une condition obscure , & qu'un mariage honorable a élevé à un rang qui devoit remplir ses vœux. Cependant, elle réclame l'Etat de fille de la Marquise de la Ferté.

Me. Cochin fait voir , en rappelant les Réponses personnelles de la Marquise, qu'elle a nié tous les Articles essentiels.

C'est en cet Etat, que la Cause a été portée à l'Audience du Châtelet par un de ces événemens qui déconcertent quelquefois la prudence humaine. On a vû les premiers Juges donner dans les pièges de la Preuve testimoniale qui leur étoit demandée par la Dame de Bruys. A la nouvelle de ce Jugement, tous les Ordres

du Royaume ont été frappés d'étonnement : la Cour elle-même s'est empressée d'en suspendre l'exécution par un Arrêt de Défenses.

Me. Cochin dit ensuite, qu'on s'égare souvent dans cette matiere, pour donner dans des excès également contraires aux Principes.

Avant que d'établir ces Propositions, il les développe.

Principes sur les Questions d'Etat.

Si les Législateurs n'avoient pris aucune précaution pour fixer l'Etat des hommes, les citoyens ne pourroient se connoître entre eux que par la possession. Telle étoit la regle qui les distinguoit seule avant que les Etats policés eussent établi des Loix sur une matiere aussi importante; les familles se formoient des mariages publics, les enfans étoient élevés dans la maison des père & mere, comme les fruits précieux de l'union conjugale. Le rapport de différens membres d'une famille se confirmoit de jour en jour par la notoriété, ils se connoissoient, ils étoient connus des autres, comme freres & sœurs, comme oncles & neveux, comme cousins, par cette habitude journaliere de se traiter réciproquement dans ces différentes qualités.

C'étoit donc la possession seule, qui fixoit l'Etat des hommes, c'étoit l'unique

que espece de Preuve qui fut connue : & qui auroit voulu troubler cette possession, en supposant un état & une filiation contraire à celle qui étoit annoncée par cette longue suite de reconnoissances, auroit troublé toute l'harmonie du genre humain.

Les Législateurs ont crû, qu'ils devoient porter plus loin les mesures de leur sagesse : ils ont crû, que si au moment de la naissance de chaque citoyen son Etat étoit consigné dans les Registres publics, ce genre de Preuve ajouteroit un nouveau degré de force à l'Etat qui devroit être établi dans la suite par la possession ; ou que si la possession, par quelques circonstances impossibles à prévoir, pouvoit devenir équivoque, le titre primordial pourroit en réparer les vices, venir au secours du citoyen privé des avantages d'une reconnoissance solennelle. C'est donc ce qui a introduit l'usage des Registres publics prescrit par nos Ordonnances.

C'est sur ces deux genres de Preuves que porte l'Etat des hommes ; celle de la possession publique est la plus ancienne & la moins sujette à l'erreur ; celle des Registres publics est la plus nouvelle & la plus autentique. Quand elles se prêtent un secours mutuel, tous les doutes disparaissent : quand elles ne sont pas unies, les questions peuvent dépendre

dre de la variété des especes & des circonstances.

Où l'on est attaqué dans un Etat dont l'on est en possession, ou l'on réclame un Etat dont on n'a jamais joui. Dans le premier cas, la possession suffit à celui qui est attaqué; il n'a pas besoin de recourir à un autre genre de Preuve: il possède, & à ce seul titre, on ne peut pas hésiter à le maintenir.

Dans le second cas, celui, qui réclame un Etat dont il n'a jamais joui, trouvant l'obstacle de la possession, ne peut réussir dans son entreprise, s'il n'a en sa faveur des titres solennels qui prouvent que la passion & l'injustice l'ont dépouillé.

Ainsi, la possession publique, qui décide seule avant l'établissement des Registres publics, conserve toujours son premier empire: c'est elle, qui forme toujours la Preuve la plus éclatante, la plus décisive; & si elle peut être combattue par des Preuves contraires, ce n'est qu'autant que ces Preuves posent d'abord sur un fondement solide adopté par la Loi, c'est-à-dire sur les titres les plus authentiques & les plus respectables.

De ces Vérités, que la Raison dicte seule, & qu'elle grave pour ainsi dire dans les cœurs de tous les hommes, naît une conséquence qu'il faut toujours avoir présente à l'esprit: c'est qu'il ne peut
jamais

jamais se former une Question sérieuse sur l'Etat d'un citoyen, quand les titres & la possession sont d'accord à son égard, soit que ces Preuves se réunissent pour confirmer l'Etat qu'on lui conteste, soit qu'elles se réunissent pour l'exclure de l'Etat auquel il aspire.

Cette Vérité se manifeste également dans deux hypothèses que l'on peut former.

Première hypothèse : un homme par son Acte de Baptême est déclaré fils légitime d'un tel & d'une telle sa femme ; il a toujours été élevé, connu, comme leur fils légitime : si quelqu'un entreprenoit de contester son Etat, seroit-il écouté ? Quand il auroit à combattre en même tems, & la Preuve résultante des Registres publics, & celle qu'administre la possession, envain articuleroit il des Faits, & demanderoit-il permission d'en faire Preuve. Il seroit nécessairement accablé par le poids de ces deux Preuves réunies.

Secondé hypothèse : un citoyen veut se donner entrée dans une famille ; il n'a pour y parvenir, ni le secours des monumens publics, ni l'avantage de la possession : arrêté par ces obstacles invincibles, qu'il articule des Faits, qu'il demande permission d'en faire Preuve, cette voye, inconnue à la Loi, funeste à la Société, sera nécessairement rejetée dans tous les Tribunaux.

La

La raison en est sensible : c'est que les deux genres destinés à fixer l'Etat des hommes se réunissent, ou pour confirmer l'Etat de celui qui est troublé, ou pour exclure de l'Etat celui qui le réclame ; tout autre genre de Preuve est nécessairement impuissant. La Loi naturelle a établi la Preuve qui naît de la possession publique, la Loi civile & politique a établi la Preuve qui naît des Registres publics. L'autorité que forme le concours de ces Preuves est inébranlable ; la Preuve testimoniale n'est pas d'un poids & d'un caractère qui puisse leur être opposé : vingt témoins qui diroient, Vous avez été baptisée comme fille d'un tel & d'une telle, vous avez toujours vécu, vous avez toujours contracté, comme fille des mêmes pere & mere ; & néanmoins vous n'êtes pas leur fille, c'est une autre mere qui vous a donné le jour, ainsi il faut vous chasser du rang que vous occupez dès le premier moment de votre naissance : ces témoins ne feroient aucune impression en Justice, leur suffrage seroit méprisé, & ne pourroit passer que pour une imposture odieuse ; autrement, il n'y auroit personne qui pût un seul instant être assuré de son Etat, n'ayant pour garants de son sort, que les Registres publics & la possession. De même, vingt témoins qui diroient, les Registres publics n'annoncent point que vous soyez née d'un tel & d'une telle sa femme, jamais vous
n'avez

n'avez été élevée ni connue pour leur fille, jamais vous n'en avez porté le nom, jamais vous n'en avez occupé le rang; n'importe, nous certifions, & nous déposons, que vous êtes le fruit de leur mariage, & il faut vous introduire dans leur Maison. Ces témoins dans ce cas non seulement ne peuvent mériter la confiance de la Justice, mais elle ne peut les entendre qu'avec indignation, parce que leur suffrage est combattu par le concours des Preuves qu'administrent la Loi naturelle & Politique dont le poids les accable.

Disons donc, que quand on a en sa faveur l'autorité des titres publics & de la possession, on jouit d'un Etat inébranlable; & que, par la même raison, quand on n'a en sa faveur ni l'une ni l'autre de ces Preuves, les tentatives que l'on fait pour s'arroger un Etat dont on n'a jamais joui, ne peuvent tourner qu'à la confusion de ceux qui s'engagent dans des démarches si téméraires.

Il n'en est pas de même, quand les titres & la possession se choquent & se contredisent : dans la balance de ces Preuves contraires, on peut pour se déterminer emprunter le secours de la Preuve testimoniale, & de tout autre genre de Preuves, parce que la Vérité n'étant pas marquée à ces caractères dont les Loix exigent le concours, il faut se prêter à tous les éclaircissements qui peuvent

vent la développer. On ne s'y détermine qu'avec peine ; mais , il est des circonstances , où c'est un remède nécessaire.

Tels sont les Principes , on ne peut trop le répéter , que la Raison dicte seule , & qui sont d'ailleurs appuyés sur la Décision des Loix , le suffrage des grands hommes , & la saine Jurisprudence.

Que l'on parcoure les Loix Romaines , on trouvera par-tout la Preuve testimoniale proscrite dans les Questions d'Etat : *Si tibi controversia ingenuitas fiat , deffende causam tuam instrumentis & argumentis quibus potes , soli enim testes ad ingenuitatis probationem non sufficiunt.* C'est la disposition de la Loi 2. c. de testibus. La Loi 14. ff. de prob. n'est pas moins formelle : *probationes quæ filiis dantur non in solâ affirmatione testium dantur.*

Les Ordonnances du Royaume , animées du même esprit , ont voulu que la Preuve de la naissance fut faite par les Registres publics , comme on le fera voir dans la suite , & en cas de la perte des Registres publics , elles ont voulu que l'on eut recours aux Registres & Papiers domestiques des pere & mere décedés , pour ne pas faire dépendre l'Etat , la filiation , l'ordre & l'harmonie des familles , des Preuves équivoques & dangereuses , telle que la Preuve testimoniale ,
dont

dont l'incertitude a toujours effrayé les Législateurs.

Aussi, toutes les fois qu'on s'est présenté avec des faits circonstanciés, & qu'on a entrepris de faire la conquête d'un Etat nouveau, en demandant permission d'en faire Preuve par témoins, le suffrage des plus grands Magistrats s'est élevé contre une prétention si funeste à la Société, & la Cour s'est opposée par son autorité à une tentative si dangereuse. Chaque espece a été chargée de circonstances différentes; mais, le principe général s'est soutenu dans cette variété. L'art a pû prendre à chaque instant des formes nouvelles; mais, une regle invariable a toujours conduit la Vérité au milieu de ce labyrinthe de faits disposés pour séduire & pour égarer. C'est ce qu'il est aisé de reconnoître en parcourant les principaux monumens de la Jurisprudence qui ont été transmis à la postérité.

Me. Cochin cite ensuite l'Arrêt du 7 Mars 1641, qui a débouté Marie Damié de la permission qu'elle demandoit de faire Preuve par témoins, qu'elle étoit sœur d'Elisabeth & d'Anne Roussel. M. Talon dit, qu'il étoit d'une périlleuse conséquence d'admettre cette Preuve, parce qu'il seroit facile à toute sorte de personnes de se dire & de s'établir de quelle famille il leur plairoit.

Me.

* Il le dit
de 1657.
Me. de
Laverdy
de 1653.

Me. Cochin cite ensuite l'Arrêt de la Porte *, & prétend que, suivant le même principe, Georges de la Croix, qui vouloit s'introduire dans la famille du sieur la Porte, fut déclaré Imposteur, conformément aux Conclusions de M. Talon.

Joublot, quoiqu'il eut le suffrage des parens des pere & mere qui le défavoient, & qu'il y eut une information conforme aux faits qu'il avoit articulés, fut exclus de la famille de Marfault où il vouloit entrer, par Arrêt du 12. Janvier 1686. Suivant les Conclusions de M. Talon, la procédure fut infirmée.

Les mêmes Principes furent consacrés par l'Arrêt du 19. May 1691. qui débouta la Coulon de sa demande de la Preuve testimoniale qui tendoit à la faire recevoir dans la famille du sieur d'Avril. M. le Chancelier, alors Avocat - Général, avoit par ses Conclusions annoncé l'Arrêt. Me. Cochin rapporte ensuite l'Arrêt récent contre le prétendu Sasilly.

C'est donc, dit-il, une Jurisprudence fondée sur l'Autorité des Loix & des Ordonnances, qu'en matiere d'Etat il faut avoir dans les Registres publics, ou dans des monumens autentiques, une Preuve de filiation. Quand on est dénué de ce secours, la Preuve ne peut être admise. Si on l'a admise dans l'Affaire de la Demoiselle Ferrand, c'est qu'il y avoit dans

dans les Registres de la Paroisse de Saint Sulpice, & dans le Procès verbal fait le même jour à la Requête de M. le Président Ferrand son pere, une Preuve légale de sa naissance, & de l'accouchement de Madame Ferrand; Preuve soutenue par la reconnoissance précise de Madame la Présidente Ferrand, qu'elle étoit accouchée d'une fille le même jour, sans pouvoir justifier de sa Mort. Ces titres, cette reconnoissance, mettoient la Cause de la Démonfelle Ferrand dans un si grand jour, qu'on ne pouvoit jamais appréhender la Preuve testimoniale qui devoit leur donner un nouveau poids. Disons plus: la Preuve de la naissance & de l'existence d'une fille de Madame la Présidente Ferrand n'avoit plus besoin d'être soutenue d'aucune Preuve; & si on la demandoit abondamment, ce n'étoit que pour achever de dissiper les doutes que l'on affectoit de la personne qui se présentoit comme fille dont Madame la présidente Ferrand étoit accouchée.

Ce préjugé, qui n'a point été entendu au Châtelet, & sur lequel il ne seroit pas impossible que le Public ne se fut abusé, n'est point à craindre en la Cour, qui en sçait les motifs & les circonstances; elle a toujours été animée du même esprit qui a dicté l'Arrêt de Sasilly: elle a rejeté dans celui-ci la Preuve testimoniale, parce qu'il n'y avoit aucune Preuve autentique de filiation; elle l'a admi-

se dans l'autre espece, parce qu'au contraire les monumens publics s'expliquoient en faveur de la D^{emoiselle} Fer-
rand. C'est ainsi que la droite Raïson
sçait éviter des extrêmités également fu-
nestes, & que comme elle ne rejette
point une Preuve juridique, elle ne
donne point aussi légèrement dans une
Preuve contre laquelle toutes les Loix &
les Principes se sont élevés dans tous les
tems.

PREMIERE PROPOSITION.

*La Dame de Bruys n'a ni titre ni posses-
sion de l'Etat de fille des Sieur & Dame
de la Ferté, & par conséquent ne peut
être admise à la Preuve qu'elle est née
de leur mariage.*

Il n'y a point d'équivoque dans le
fait, la Dame de Bruys a été baptisée
dans l'Eglise de Saint-Merry le 13 Fé-
vrier 1705. elle n'est point inscrite dans
les Registres comme fille des Sieur &
Dame de la Ferté, dont il n'est parlé ni
directement ni indirectement. Jamais
elle n'a été élevée comme fille des Sieur
& Dame de la Ferté, jamais elle n'a por-
té leur nom. On lui a donné un tuteur
en 1723. aucun des parens de la Maison
de la Ferté n'a paru dans l'Acte de tute-
le. La Sentence qui lui donne un tuteur
ne la désigne que sous le nom de la Sal-
le;

le ; elle a été mariée , & l'alliance qu'elle a faite n'a rien qui répondit à l'éclat du nom de la Ferté ; aussi , ni dans le contrat de mariage , ni dans l'Acte de célébration , ne trouve-t'on aucune expression , aucun indice même , qui puisse la faire regarder comme appartenante à la Maison de la Ferté. La Dame Marquise de Boudeville n'y est point partie , & n'y stipule point comme pour la Dame de Bruys , aucun des parens n'y a assisté. Enfin la Dame de Bruys a passé différens Actes pardevant Notaire , elle a eu des enfans , & les a fait baptiser sans jamais avoir pris dans ces Actes le nom de la Ferté : ces différens Actes remplissent le cours de plus de trente années. Il y en a plusieurs dans lesquels la Dame de Bruys est la principale partie , il y en a même qu'elle a passés en pleine majorité : ce sont les Actes les plus importans & les plus solennels , ceux dans lesquels on veille avec plus de soin à conserver les droits de la naissance. Mais , la Dame de Bruys toujours étrangère à la Maison de la Ferté , n'a jamais prétendu s'y donner un rang : c'est une vision , qu'elle n'avoit pas encore conçue. La droiture , la simplicité , dont elle suivoit alors les loix , ne lui permettoient pas de sortir de son Etat , pour donner dans une illusion. Il est donc constant , qu'elle n'a ni titre ni possession de

filles des Sieur & Dame de la Ferté qu'elle veut s'arroger.

Mais, dans cette situation peut-elle donc demander permission de faire Preuve qu'elle leur doit le jour, sans offenser toute la Nature, le Loi, & les lumieres de la Raison. Les principes, que l'on vient d'expliquer ne permettent point de balancer sur cette Question. Quand les titres & la possession d'Etat sont d'accord sur l'Etat d'un Citoyen, la Preuve testimoniale, qui a pour objet de les combattre, ne peut jamais être admise. 1°. Parce qu'elle est nécessairement impuissante. 2°. Parce qu'elle est infiniment dangereuse.

On dit d'abord, qu'elle est nécessairement impuissante. La Loi naturelle, comme on a dit, ne connoissoit point d'autre Preuve de l'Etat des hommes, que la possession publique. La Loi civile y a ajouté la Preuve des Registres & des monumens domestiques des pere & mere décédés. Quand ces deux Preuves se réunissent, elles forment un corps de démonstration, elles répandent un éclat & un jour auquel il n'est pas possible de résister : ce sont les seules Preuves que la Loi reconnoisse, les seules qu'elle ait adoptées. Que peut-on donc espérer de la Preuve testimoniale, qu'on entreprend de leur opposer ? Que les témoins parlent tant que l'on voudra au gré d'une partie ambitieuse, leurs déclarations pour-

ront;

ront-elles jamais être mises en balance avec le poids des Preuves qu'administrent les titres & la possession? Ce sont d'un côté des Preuves juridiques auxquelles la Loi a donné toute sa confiance: ce n'est de l'autre qu'une Preuve inconnue à la Loi, & qui ne roule que sur des discours toujours suspects. Mettre ces différens genres de Preuves en parallele, ce seroit déjà faire injure à la sagesse des Législateurs: vouloir donner la préférence à la dernière, c'est une idée qui révolte & qui scandalise, d'autant que l'on ne propose jamais pour former la Preuve testimoniale dans ces occasions, que des témoins obscurs d'une part, & des faits cachés & mystérieux de l'autre. Les témoins que l'on annonce, c'est une Sage-Femme, c'est une Garde, une Nourrice, ce sont en un mot des gens de la lie du peuple: le poids de leur autorité est-il capable de subjuguier les Preuves les plus éclatantes. Les faits qu'on prétend leur faire déposer sont enveloppés de nuages & d'obscurité. C'est un accouchement fait dans une maison étrangère, caché à la famille & au public. Ce sont des voyes obliques & détournées. Ce sont des précautions prises avec art, & pratiquées dans les ténèbres. Mais, tous ces faits mystérieux, débités par des gens de la plus vile condition, pourroient-ils jamais mériter la confiance de la Justice? Quand elle verra d'un

côté les titres & la possession déposer contre l'Etat que réclame une partie téméraire ; quand elle entendra de l'autre des témoins obscurs , qui viendront proposer des faits déguisés au public , & pour ainsi dire dérobés au grand jour , ne sera-t'elle pas nécessairement entraînée dans le parti de la lumière & de l'évidence ? La Preuve testimoniale dans ces matieres est donc nécessairement impuissante.

Elle est infiniment dangereuse si on l'admet en faveur de ceux qui n'ont , ni titres , ni possession. L'état des hommes, ce bien si précieux , qui fait pour ainsi dire une portion de nous-mêmes , & auquel nous sommes attachés par des liens si sacrés , n'aura plus rien de certain ; on le verra tous les jours exposé aux plus étranges révolutions. L'homme qui jouit d'un nom illustre , & d'un rang distingué , fera renversé , & pour ainsi dire précipité dans le néant , parce qu'on entreprendra de lui prouver par témoins , qu'il n'est point né des pere & mere , qui lui ont été données dans son Acte de Baptême , & qui l'ont élevé publiquement comme leur enfant. On supposera des faits auxquels on donnera un extérieur de vraisemblance. Une grande Maison , dira-t'on , étoit prête à s'éteindre , on a eu recours à la fiction pour la perpétuer , on a pris un enfant étranger , & on lui a procuré les titres & la possession propre

pre à l'introduire dans le sein de cette famille. Mais, il faut que la Vérité triomphe, & la seule Preuve testimoniale peut la développer. C'est ainsi que dans l'Etat le plus tranquille, on verra son nom, sa fortune, son rang, compromis & livrés aux dangers d'une Preuve plus souvent dévouée à la corruption, & au mensonge, qu'à la Vérité. D'un autre côté, un enfant de ténèbres, qui ne trouve dans son sort que dégoût & misères, entreprendra tout pour en sortir. Plus sa destinée sera obscure & inconnue au Public, plus il lui sera facile de se donner un nom & un rang distingué, s'il lui est permis d'y aspirer avec quelques témoins disposés à soutenir son Imposture. Ainsi, la Société civile ne sera plus qu'un cahos, dans lequel on ne pourra plus se distinguer, & se reconnoître à des caractères certains; on changera d'état comme de modes, & les conditions distribuées, par la Providence au milieu des tempêtes dont elles seront agitées, éprouveront des vicissitudes, qui seroient l'opprobre de la Nature.

Qu'on ne dise pas, que ce sont-là des inconvéniens & des vaines terreurs, qui ne doivent pas prévaloir sur la Vérité. Sans doute, que si la Vérité pouvoit briller à nos yeux avec cet éclat, dont l'évidence est accompagnée, il faudroit l'embrasser, & la soutenir avec courage: mais, il ne faut se flatter de la trou-

ver jamais dans les Questions d'Etat à ce degré d'évidence, & pour ainsi dire d'infailibilité, qui pourroit remplir tous nos vœux. La Conception, la Naissance, peuvent être enveloppées de mille nuages; les passions peuvent y jouer leur rôle, & substituer des couleurs à la réalité; l'illusion peut y trouver sa place. Mais, si c'est un malheur attaché à la condition humaine, il faut, dans l'incertitude où elle est plongée, se fixer à des Regles certaines, qui conduisent le plus ordinairement à la Vérité, qui du moins entretiennent l'ordre & la paix: avantages infiniment précieux pour la Société en général, qu'il faut préférer aux intérêts des particuliers.

Or, les regles qui peuvent seules nous servir de boussole dans cette mer orageuse, c'est la possession publique, principalement quand elle est fortifiée par l'autorité des Registres & des monumens les plus authentiques. Abandonner la route qu'elle nous trace, pour s'engager dans les mystères de la Preuve testimoniale, c'est se livrer à des écueils, dans lesquels la Vérité court un risque évident de faire naufrage.

Il est donc de la sagesse des Magistrats, il est de l'intérêt essentiel de la société, de s'en tenir à ces Preuves juridiques, connues, respectées dans tous les tems, adoptées par la Loi, & qui sont le langage de la tranquillité publique. A l'a-

bri de leur autorité, chaque Citoyen, renferme dans la condition que la Providence lui a distribuée, ne cherche qu'à en remplir les devoirs. L'ambition & l'avidité, tenues en quelque maniere captives, ne ravagent point la société, les hommes ne se déchirent point, ne se déshonorent point les uns les autres, pour s'enlever les biens, les honneurs, qui font le partage de chaque Etat; on n'est occupé qu'à s'enlever, ou à se maintenir par les talens, par la vertu, par les services que l'on peut rendre à sa patrie, & l'ordre public conserve du moins tout son éclat. Sacrifiera-t'on de si grands avantages à la cupidité de quelques particuliers, qui, pour sortir de leur obscurité, imaginent des faits, les arrangent avec art, & n'ont pour toute ressource que l'incertitude de la Preuve testimoniale. C'est faire injure à la sagesse de la Cour, que de lui proposer des Principes si funestes.

Cependant, c'est l'unique fondement sur lequel porte la Cause de la Dame de Bruys: dans les Questions d'Etat, la Preuve testimoniale ne peut être refusée; quand même elle ne seroit soutenue d'aucun commencement de Preuves. C'est la première, la plus ancienne de toutes les Preuves, elle est admise dans les matieres criminelles, elle est même admise quelquefois en matiere civile; enfin, on ne trouve aucune Loi, qui en ait

interdit l'usage dans les Questions d'Etat : telle est la première partie de son Système. Elle ajoute dans la seconde qu'elle a des commencemens de Preuves par écrit.

On répond, qu'avant que les Etats fussent disciplinés par des Loix, dont de profondes Réflexions ont fait sentir la nécessité, on pouvoit admettre arbitrairement toute sorte de Preuves. La Police publique n'étoit point encore perfectionnée, on marchoit pour ainsi dire au hazard. Mais, l'expérience ayant fait connoître combien il étoit dangereux de mettre sa confiance dans la Preuve testimoniale, on lui a substitué des Preuves d'autre nature, des Preuves écrites, des Registres publics, plus propres à fixer l'Etat des hommes. C'est donc à ce dernier genre de Preuves, qu'il faut se réduire, sans être touché de l'Antiquité des autres, puisque ce caractère ne sert qu'à faire connoître qu'on a été obligé de les abroger.

D'ailleurs, quand on dit que la Preuve testimoniale est la plus ancienne de toutes les Preuves, veut-on dire, que dans les Questions d'Etat elle fut reçue contre l'autorité de la possession publique ? Ce seroit le plus faux & le plus absurde de tous les Paradoxes. La Preuve testimoniale pourroit être admise, ou pour conserver l'Etat dont on étoit en possession, si on y étoit troublé ; ou pour combattre

bâttre ceux qui vouloient se former un Etat nouveau. On arriculoit des Faits de possession publique, & la Preuve en étoit admise sans difficulté, comme elle le seroit encore aujourd'hui; mais, on ne justifiera jamais, qu'en aucun tems, on ait permis, pour détruire une possession constante, d'articuler des Faits secrets & mystérieux concernant la naissance, ni d'en faire Preuve par témoins, cet égarement étoit réservé à des tems dans lesquels il semble que l'on ne puisse plus mettre de frein à la cupidité.

Ecartons donc ce caractère d'antiquité qu'on veut donner à la Preuve testimoniale en matiere d'Etat. Si on l'avoit admise autrefois, ce seroit dans un tems où l'on n'en avoit pas encore senti les dangers, & où la police pulique n'avoit pas encore déployé toute sa sagesse pour nous indiquer des routes plus sûres: mais, jamais elle n'a été admise, que pour manifester la possession publique, & non pour appuyer des Faits obscurs & impénétrables.

Pourquoi se rendre si difficile, ajoutez-t'on, sur la Preuve testimoniale, puisqu'elle décide tous les jours de l'honneur & de la vie des Citoyens? Dans les matieres criminelles on n'abuseroit point d'un exemple si souvent opposé dans ces Questions, si on donnoit un moment d'attention à la différence des objets. Pourquoi rejette-t-on la Preuve testimoniale

niale dans les Questions d'Etat quand elle a pour objet de combattre les titres & la possession ? C'est que la Preuve de l'Etat est déjà faite par les seules voyes que la Loi puisse connoître & autoriser ; c'est qu'il n'est pas permis d'opposer une Preuve casuelle, incertaine, à des Preuves juridiques ; c'est qu'elle est en un mot également impuissante & dangereuse. Mais, dans les matieres criminelles, il n'y a point, & ne peut y avoir, d'autre Preuve testimoniale. Elle est admise, parce qu'elle est la seule, parce que la Loi n'en peut point proposer d'autres, parce qu'elle n'en a point d'autre à combattre, qui en balance, ou qui en détruise le préjugé. Est-il donc bien extraordinaire que dans une matiere on admette la Preuve par témoins, parce qu'elle est la seule, & que dans une autre matiere on la rejette parce qu'elle ne peut jamais l'emporter sur les Preuves décisives qui dissipent jusqu'au moindre doute ?

Encore avec quelles précautions la Preuve testimoniale est elle admise dans les matieres criminelles ? 1^o. Les dépositions des témoins entendus dans l'information ne font point Preuves par elles mêmes. Il faut, qu'après un intervalle qui donne le tems au témoin de réfléchir sur sa déposition, il en prenne de nouveau lecture pour changer ou pour expliquer ce qu'il a avancé. 2^o. Il faut que le témoin soit confronté à l'ac-

l'accusé, pour soutenir le choc de sa contradiction. 3°. Quelles précautions ne prend-on pas d'ailleurs, pour juger si les dépositions méritent la confiance de la justice? On pèse toutes les circonstances, on interroge plusieurs fois l'accusé, on lui fait subir des Interrogatoires dans lesquels il devient en quelque manière l'arbitre de son sort. C'est donc un genre d'affaires tout différent, & dans lequel la Preuve testimoniale, quoique la seule qu'on puisse admettre, est tempérée par une infinité de voyes différentes.

Mais, dans les Questions d'Etat où la Loi a établi d'autres genres de Preuves, elles sont revêtues d'un tel degré d'Autorité, que la Preuve testimoniale ne peut jamais dissiper l'éclat qu'elles répandent, & ne serviroit qu'à exciter des doutes funestes sur les plus importantes Vérités.

Qu'il n'y ait point de Loi prohibitive d'admettre la Preuve testimoniale dans les Questions d'Etat, c'est une Proposition qui révolte. 1°. La Raison seule suffiroit pour l'exclure. 2°. La Loi s'est même expliquée trop clairement, pour que la Prohibition puisse être révoquée en doute.

1°. La Raison ne permet pas d'admettre la Preuve par témoins dans les Questions d'Etat, quand les titres & la possession se réunissent pour fixer le sort d'un Citoyen :

toyen : cela est évident , parce que les titres & la possession formant une Preuve complete , la Preuve par témoins ne peut jamais la détruire ; c'est demander une Preuve, pour combattre une Preuve faite. Ce qui ne tend qu'à porter le trouble & l'incertitude dans l'esprit des Magistrats. C'est élever une Preuve contre une autre Preuve , mais une Preuve frivole contre des Preuves juridiques , & qui ne peut jamais se tolerer dans l'Ordre judiciaire.

2°. La Loi n'a laissé aucun doute sur cette Question. L'Ordonnance de 1667. art. 7. du tit. 20. veut que les Preuves de l'âge, des mariages, & du tems des décès, soient reçues par des Registres en bonne forme, qui feroit foi & Preuve en Justice.

C'est donc à l'Autorité des Registres que la Loi se refere; les Registres sont établis comme la Preuve légale, feront foi & Preuve en Justice. Mais peut-être que la Loi dans la suite donne aussi quelque Autorité à la Preuve testimoniale ; L'article 14. du même titre l'admet en effet, mais elle la restraint à deux cas seulement : Si les Registres sont perdus ou s'il n'y en a jamais eu, la Preuve en sera reçue tant par titres que par témoins. En l'un & l'autre cas, les baptêmes, mariages, sépultures, pourront être justifiés tant par les Registres & Papiers domestiques.

mestiques des pere & mere, décédés que par témoins.

Il faut donc, que pour prouver un Baptême & une Naissance par témoins, que les Registres soient perdus, ou qu'il n'y en ait jamais eu : l'Ordonnance n'admet cette Preuve *que dans l'un & l'autre cas*. Ces termes sont limitatifs, & par conséquent, quand les Registres existent en bonne forme, cette Preuve doit être absolument rejetée : encore dans l'un & l'autre cas, répétons-le, l'Ordonnance n'admet-elle la Preuve testimoniale, qu'autant qu'elle concourt avec les Registres, & Papiers domestiques des pere & mere, tant elle fait peu de cas de cette Preuve même, quand elle devient en quelque sorte nécessaire par la perte des Registres ou leur inexistence.

Aussi la saine Jurisprudence, qui est l'Interprète le plus fidele de la Loi, nous a-t'elle appris, que ce genre de Preuve ne pouvoit être proposé dans les Questions d'Etat, quand elle n'étoit soutenue, ni de titres, ni de possession d'Etat. C'est ce que l'on croit avoir démontré, & pour se renfermer dans le seul Arrêt de Sasilly, il a dissipé tous les doutes que l'on vouloit répandre sur cette matiere. La Preuve avoit été ordonnée par les premiers Juges ; elle étoit même faite : & l'on ne craint pas de dire, qu'elle étoit si forte & si concluante, que personne ne pouvoit se refuser à l'évidence qu'elle pré-

présentoit, si ce genre de Preuve pouvoit déterminer. Mais la Cour, inflexible sur des Regles qui seules peuvent maintenir l'ordre & la tranquillité publique, ne crût pas même devoir entrer dans le mérite de la Preuve; &, en infirmant la Sentence qui l'avoit admise, déboute le prétendu Sasilly de sa demande. Cet Exemple, encore présent à tous les esprits, annonce à la Dame de Bruys le sort que doivent avoir sa Demande, & la Sentence qu'elle a obtenue.

La seconde Objection de la Dame de Bruys, qui consiste à dire, qu'elle a des commencemens de Preuve par écrit, ne sera pas plus difficile à détruire. On pourroit demander d'abord, si, dans les Questions d'Etat, il suffit d'avoir un commencement de Preuves par écrit, pour être admis à une Preuve testimoniale? L'Ordonnance ne s'en contente point, elle exige, au défaut de la possession publique de l'Etat, l'Autorité des Registres dont elle a établi la forme, la nécessité. Ce n'est que dans le cas où ces Registres n'existent point, qu'elle permet de recourir, tant aux Papiers domestiques des pere & mere, qu'à la Preuve par témoins. Elle rejette donc dans le cas de l'existence des Registres toute autre Preuve même ébauchée par des commencemens de Preuves par écrit, & en effet il est aisé de concevoir combien il seroit facile de renverser tous les Etats

& toutes les conditions , à la faveur de simples commencemens de Preuves par écrit , qui ne peuvent jamais être mis en parallele avec la Preuve qui naît des titres & possession.

Mais, enfin , si les commencemens de Preuve par écrit pouvoient servir de véhicule à la Preuve testimoniale , il faudroit au moins que ces commencemens de Preuve se trouvassent dans des Actes qui auroient un rapport direct à la filiation : car , de nous présenter des Actes absolument étrangers à l'objet de la naissance , & que l'on ne veut y appliquer que par des commentaires purement arbitraires , des écrits qui peuvent convenir à toutes personnes indifféremment , soit enfans , soit étrangers , c'est éluder la Loi par des subtilités , qui l'offensent , & qui la feroient dégénérer dans une véritable chimere. Si de pareils écrits pouvoient conduire à la Preuve testimoniale de la filiation , il n'y a personne qui n'eut un champ libre pour entrer dans cette carrière. On ne se présentera jamais pour entrer dans une famille , que l'on n'ait eu avec elle quelque relation , & qu'il n'en paroisse des vestiges par quelque écrit. On s'écriera donc avec confiance : J'ai des commencemens de Preuve par écrit , voilà des témoignages qu'on m'a donnés des relations , des habitudes , que j'ai eu ; on y reconnoît de l'estime , de l'amitié , & de l'attention

pour moi : & , à ce seul titre , il faudra admettre une Preuve testimoniale , & donner atteinte à l'Etat de toutes les familles ? C'est une nouvelle illusion , qui ne seroit pas moins funeste que la première ; ou plutôt , c'est la même illusion déguisée sous de vaines couleurs qui n'en changent point la nature. Car , enfin , proposer dans ce cas-là la Preuve testimoniale , c'est la donner comme une Preuve qui toute seule peut décider du sort des hommes sans le secours des titres ni de la possession.

Suivant ces notions , examinons ce que la Dame de Bruys nous donne pour des commencemens de Preuve par écrit. Elle distingue elle-même deux sortes de Faits , celui de l'accouchement prétendu de la Dame de Boudeville en 1705 , qui est la base & le fondement de toute sa prétention. A cet égard , elle convient en termes précis , qu'elle n'en a aucune Preuve par écrit ; mais , elle prétend qu'il lui suffit qu'elle ait des Preuves que la Dame de Boudeville ait élevé la Dame de Bruys , qu'elle ait eu pour elle l'amitié la plus tendre , qu'elle lui ait fait du bien : c'est la seconde sorte de faits ; ces faits la font remonter insensiblement jusqu'au fait de l'accouchement dont la Preuve est légitime , quand il y a un commencement de Preuve de ce qui a suivi.

Il ne faudroit que ce seul raisonnement

ment, pour faire connoître combien la prétention de la Dame de Bruys est chimérique, & à quel point elle offense toutes les regles & les lumieres de la Raifon. Car, enfin, quel est l'unique point qui nous divife? C'est de fçavoir, s'il est né une fille de la Dame de Boudeville en 1705. Le fait de cet accouchement prétendu ne nous est annoncé dans aucun monument. La fille, qui prétend lui devoir le jour, n'a ni titres ni poffeffion: elle convient même n'avoir aucun commencement de Preuve par écrit de ce fait effentiel & capital. Cependant, elle demande à le prouver par témoins. N'est-ce pas propofer tranquillement à la Juftice de renverfer toutes les Loix, d'admettre une Preuve inconnue à la Loi, impuiffante, dangereufe, fans avoir aucun prétexte qui l'autorife? Quoi! la naiffance, ce fait fi intéreffant pour une Maifon illuftre, & même pour toute la Société, ce fait dont on ne trouve aucun veftige, ni dans les titres, ni dans la poffeffion, fera prouvé par témoins fans qu'il y ait même aucun commencement de Preuve? On ne craint point de le dire, la Dame de Bruys a prononcé elle-même fa Condamnation, par un Aveu fi formel de fon indigence.

L'excufe, qu'elle propofe, eft admirable: on ne peut pas, dit-elle, avoir des Preuves par écrit de l'accouchement. Une femme, avant que de mettre un en-

fant au monde, n'en fait point dresser d'Acte devant Notaires. Mais, en premier lieu, s'il étoit vrai qu'il fut impossible d'avoir un commencement de Preuve par écrit de l'accouchement & de la naissance, tout ce qu'il en faudroit conclurre seroit que la Preuve par témoins n'en devroit jamais être admise; car, suivant les Principes qu'on a établis, l'Etat des hommes étant fixé par les titres & par la possession; & la Preuve par témoins toute seule ne pouvant jamais changer ce qui est affermi sur des fondemens si solides; si cette Preuve par témoins ne peut jamais être préparée par des commencemens de Preuve par écrit, il faut la rejeter absolument & sans ressource. C'est une plaisante Illusion, que de se faire un moyen de sa propre misère, & de sa propre impuissance. Je n'ai rien pour soutenir l'Etat que je réclame, je n'ai ni titres ni possession, je ne peux pas même avoir de commencemens de Preuve par écrit: donc, il me faut permettre de faire une Preuve toujours dangereuse, toujours équivoque, toujours impuissante, contre les titres & la possession réunis. N'est-ce pas-là le comble de l'égarement?

En second lieu, on convient qu'une femme ne fait point dresser un Procès-verbal devant Nataire de son accouchement; mais, sans ce cérémonial insolide, on peut avoir des commencemens
de

de Preuves par écrit de l'accouchement & de la naissance, on peut avoir des Actes qui en parlent, qui l'énoncent, qui le justifient, quoiqu'ils n'aient pas été passés dans l'instant même: ainsi, c'est une Illusion de dire, que l'on ne puisse pas avoir des commencemens de Preuve par écrit de la naissance.

Quoiqu'il en soit, la Dame de Bruys convient, qu'elle n'en a aucun: elle n'a donc pas même cette foible ressource pour faire admettre sa Preuve testimoniale.

Mais j'ai, dit-elle, des commencemens de Preuve par écrit de Faits postérieurs, qui me donnent droit au fait de l'accouchement. Je les trouve, ces commencemens de Preuve, dans les Lettres de la Dame de Boudeville, dans les libéralités qu'elle m'a faites, dans son Interrogatoire, dans les circonstances qui regardent Virgine. Avant que de suivre la Dame de Bruys dans ses ébauches de Preuve qu'elle nous présente, commençons par deux Réflexions préliminaires, qui suffiroient pour les écarter.

Premièrement, ces commencemens de Preuve, selon elle-même, n'ont aucun rapport direct, ni à l'accouchement, ni à la naissance.

On ne les applique qu'à des faits d'éducation, de tendresse, & de libéralité. Mais, il ne s'agit pas de prouver que la Dame de Boudeville a élevé, aimé, &

gratifié la Dame de Bruys : il s'agit de prouver , que la Dame de Boudeville est sa mere. Comme on peut élever , on peut aimer , on peut gratifier , un enfant , sans lui avoir donné le jour : la Preuve de ce fait est absolument inutile , quand il s'agit de la filiation. Par-là tombe le raisonnement de la Dame de Bruys. Vous nous parlez toujours , dit-elle , du fait de l'accouchement , & de la naissance , vous voulez toujours nous placer dans cette époque décisive ; mais , il faut y monter par degrés , il faut consulter l'éducation , les traitemens , la conduite qui a suivi , pour nous élever ensuite jusqu'au fait de l'accouchement. Pouvoit-on mieux nous faire sentir à quelle extrémité est réduite la Dame de Bruys ? Elle n'a qu'un objet à établir , qui est que la Dame de Boudeville lui a donné la naissance. Tout ce qu'elle craint est qu'on ne lui parle de ce fait essentiel & décisif : tout ce qu'elle craint est qu'on ne lui en demande la Preuve , est qu'on n'en exige du moins un commencement de Preuve par écrit. N'allons pas si vite , nous dit-elle , ne parlons pas encore du fait de l'accouchement. Voilà sans doute une étrange situation pour une femme ambitieuse , qui veut prouver qu'elle a reçu le jour dans une Maison illustre , d'éviter sans cesse le moment de la Naissance qu'elle prétend avoir reçue , &

& d'écarter tout ce qui tend à en fonder la Preuve.

Secondement, les faits d'éducatons, de traitement, de soins, & de tendresse, sont concluans, quand il s'agit de reconnoître un enfant, dont la Naissance est certaine, quand il s'agit de l'identité. Ainsi, lorsqu'il est prouvé, lorsqu'il est reconnu, qu'un enfant est venu au monde dans une certaine famille, qu'il se présente une partie qui prétend qu'il est ce même enfant, si l'on conteste le fait de l'identité, alors il l'établira avec force, avec solidité, en justifiant que ceux qu'il réclame comme ses pere & mere l'ont élevé, ont payé les pensions, & ont donné dans tous les tems des marques d'attention & de tendresse. L'existence d'un enfant étant certaine, on peut reconnoître ce même enfant dans celui à qui on a prodigué tant de marques d'affection. C'est dans ce sens, que les Jurisconsultes que l'on cite pour la Dame de Bruys ont fait valoir le *Tractatum*, le Traitement dont ils parlent si souvent. Mais, quand la naissance n'est pas prouvée, quand la filiation, en elle-même n'est point établie, les soins, la tendresse, l'amitié, l'éducation même, ne sont même que des faits indifférens. On peut donner toutes ces marques d'attachement à un étranger, aussi-bien qu'à un enfant: mille motifs peuvent y engager; la compassion, la charité, l'estime,

certaine prévention, que le caractère, que l'esprit, d'une jeune personne ; que sa figure seule, & ses manieres, peuvent quelquefois inspirer.

C'est donc abuser des choses les plus innocentes de vouloir que les soins & la tendresse deviennent des Preuves de maternité : c'est bannir de la Société toutes ces communications, qui peuvent la rendre si douce, & si agréable. Si l'on est en droit d'en tirer de si funestes conséquences, c'est se servir des propres bienfaits d'une personne tendre & charitable, pour la déshonorer ; c'est empoisonner ce qu'il y a de plus pur, & de plus sacré (a).

On pourroit donc passer à la Dame de Bruys tout ce qu'elle débite sur ces prétendus commencemens de Preuve. Elle prétend établir, que la Dame de Boudeville l'a élevée chez elle avec beaucoup de soin, & même de distinction, qu'elle lui a témoigné une tendresse sans bornes, qu'elle l'a comblé de biens. A ces traits on pourroit reconnoître un enfant, dont la naissance seroit établie, mais dont l'iden-

(a) Saint Augustin, pour inspirer la charité pour les pauvres à un pere de famille, lui dit : *Vous avez quatre enfans : hé bien, prenez un pauvre, que vous éleverez comme s'il étoit votre cinquième enfant.* Saint Augustin ne donneroit pas un conseil, qu'on ne pourroit pas pratiquer : donc, on peut donner de l'Education à un enfant à titre de charité, sans qu'il s'ensuive, que ce soit un titre de filiation.

dentité seroit contestée. Mais, à ces traits, on ne reconnoîtra jamais un accouchement dont il n'y a aucun commencement de Preuve. A ces traits, on ne donnera point un enfant à une Maison illustre, quand les titres, quand la possession, lui en ferment l'entrée.

Mais, les Faits, que la Dame de Bruys debite avec tant de confiance, sont faux ou exagérés, suivant les Pièces mêmes qu'elle rapporte. Elle prétend prouver qu'elle a été élevée par les soins & aux dépens de la Marquise de Boudeville: mariée, dotée, par elle; qu'elle a été comblée des marques de l'amitié la plus tendre; &, enfin, qu'elle en a reçu de grandes libéralités.

Pour établir tous ces Faits, elle rapporte un grand nombre de Lettres: les premières sont de l'année 1728. & les dernières de 1735. On y voit, que la Dame de Bruys, mariée avec un Officier qui avoit le grade de Lieutenant-Cononel reformé, avoit fait de grands progrès dans l'amitié de la Dame de Boudeville, qui lui témoigne l'attachement le plus vif & le plus tendre. Voilà uniquement ce qui résulte des Lettres, sentimens passionnés, empressement de voir la Dame de Bruys, douleur de son absence, vœux ardens de passer quelque tems avec elle, envie de lui faire plaisir: c'est ce que l'on trouve répété presque dans chaque Lettre; mais, quel usage peut-

X 5

on

on faire de ces sentimens, & quel commencement de Preuve y trouve-t'on que la Dame de Boudeville soit accouchée en 1705, & soit mere de la Dame de Bruys? Si on ne pouvoit témoigner une tendresse vive & passionnée qu'à ses enfans, le sistême de la Dame de Bruys auroit quelque prétexte. Mais, si on peut porter l'amitié pour une étrangere jusqu'à la passion même, l'aveuglement, comme personne n'en peut douter, on ne voit pas quelle induction l'on peut tirer de ces Lettres dans la Question qui se présente.

Mais, on peut ajoûter quelque Réflexions sur ces Lettres, qui acheveront de faire connoître combien l'étalage qu'on en fait est inutile.

La Dame de Bruys prétend, qu'elle a été élevée dès sa plus tendre enfance par les soins & aux dépens de la Dame de Boudeville. Les Lettres ne disent pas un seul mot de ce fait que la Dame de Bruys regarde comme le plus important.

Secondement, la Dame de Bruys prétend qu'elle a été mariée & dotée par la Dame de Boudeville. Les Lettres ne contiennent encore rien qui ait rapport à ce Fait.

D'ailleurs, il est prouvé par le contrat de la Dame de Bruys & son Acte de célébration, qu'elle n'y a pris aucune part: elle n'est présente dans aucun de ces Actes, elle ne stipule dans aucun de ces Actes,

Actes, elle n'en signe aucun. Comment donc ose-t-on avancer, que le mariage a été fait par elle; & que c'est elle qui a doté la Dame de Bruys? Les propres titres de la Dame de Bruys justifient le contraire. Il est vrai que l'on prétend avoir des Lettres écrites sous le nom de la Dame de Boudeville, qui proposent le mariage. Mais, la Dame de Bruys convient, qu'elles ne sont, ni écrites, ni signées, de la Dame de Boudeville; & que c'est une étrangere, qui a emprunté son nom pour forger ces pieces, on ignore en quel tems, & dans quelles vûes. Quoiqu'il en soit, elles ne sont point l'ouvrage de la Dame de Boudeville, & par conséquent elles ne peuvent lui être opposées.

Troisièmement, les Lettres de la Dame de Boudeville contiennent, comme on l'a dit, de grandes marques de tendresse. Mais, les expressions, dont on fait tant de bruit, n'ont rien qui ne puisse convenir à toute autre qu'une mere: la Dame de Boudeville est naturellement vive dans ses expressions. La Dame de Bruys n'est pas la seule, à qui elle ait écrit sur le même ton: il n'en faudroit point d'autres Preuves, que les Lettres mêmes qu'elle a écrites à la D^{emoiselle} de Saint-Jean, & que la Dame de Bruys a fait imprimer avec celles qu'elle a reçues personnellement. La Dame de Boudeville y parle à la D^{emoiselle} de Saint-Jean,

Jean, comme à la personne qu'elle aime le plus tendrement : *Il n'y a personne, qui vous aime si véritablement que moi, lui dit-elle dans une de ses Lettres; mais, je ne croirai jamais, que vous ne me mettiez à portée de vous marquer la façon dont je pense Je ne tiens au monde que par l'amitié des personnes, à qui j'en ai vouée une véritable, dont vous êtes assurément, ma chère bonne amie, celle sur qui je compte le plus, & que j'aime le plus tendrement.*

Si la Dame de Bruys vouloit faire le commentaire de cette Lettre dans le goût des Notes qu'il lui a plu de faire sur toutes celles qui lui ont été écrites, elle metamorphoseroit bientôt la Dame de Saint-Jean en fille de la Dame de Boudeville. Voyez-vous, nous diroit-elle, quelle tendresse on fait éclater pour la Démoniselle de Saint-Jean? C'est une amitié de préférence à toute autre, on ne tient plus au monde que par l'amitié qu'on lui a vouée, la Démoniselle de Saint-Jean est celle que la Dame de Boudeville aime le plus tendrement. N'est-ce pas-là le langage d'une mere? Ses entrailles sont émues, & ne peuvent retenir toute la vivacité de sa passion. Car c'est ainsi, que la Dame de Bruys paraphrase toutes les Lettres qui lui sont personnelles. Mais, pourquoi ce commentaire ne pourroit-il pas être employé pour un autre? Mais non : la Dame de Bruys veut qu'on s'en tienne à la lettre des expressions

sions pour les autres, & veut pour elle seule que l'on y trouve un sens qui ne réside que dans son imagination. Mais ramenons les choses à la Vérité: que devient un Système fondé sur des expressions si communes, & que tant de personnes différentes trouveront dans les Lettres que la Dame de Boudeville lui a adressées?

Au surplus, les Lettres de la Dame de Boudeville à la Dame de Bruys, loin de développer le caractère d'une mere qui écrit à sa fille, présentent au contraire par-tout l'idée d'une passion, qui ne peut être l'ouvrage de la Nature. C'est le jugement que toutes les personnes sentées en ont porté. Rien n'égale la tendresse des pere & mere pour leurs enfans: mais, cette tendresse se ressent toujours dans les expressions de la supériorité que la Nature a formée dans la personne des pere & mere.

On ne les voit point écrite dans un stile de complimens, qui ne convient qu'à des étrangers, faire des protestations d'attachement, employer tous les tours de l'éloquence la plus patétique; pour persuader que leur affection est sans bornes. S'épuiser en démonstrations de tendresse, ces ressorts de la persuasion peuvent imprimer avec plus de force dans le cœur d'une simple amie les sentimens dont on veut la convaincre; mais, on n'a jamais vu une mere les employer auprès

près de sa fille , comme un gage de cette affection dont la Nature seule est un garant fidèle.

Me. Cochin dit ensuite , que la Dame de Boudevilleregarde la Dame de Bruys comme la nièce de Tonton sa femme de chambre ; qu'elle se jouoit dans les expressions où l'on veut qu'elle n'ait pas eu cette idée ; que si elle a été abusée , on n'en peut tirer aucune induction.

Il faut donc qu'il demeure pour certain , non seulement que les Lettres ne contiennent pas le plus léger commencement de Preuves de l'accouchement de la Dame de Boudeville en 1705 , ni de la Naissance de la Dame de Bruys , dans le sein de la Maison de la Ferté ; mais , que l'on n'y trouve pas le moindre indice que la Dame de Bruys ait été élevée par les soins & aux dépens de la Dame de Boudeville , qu'elle ait été mariée & dotée par elle. En un mot , on n'y trouve rien qui ait quelque rapport à la filiation : de grands témoignages de tendresse , voilà tout ce qui éclate dans les Lettres. Mais , que la tendresse seule , quelque vive , quelque passionnée , qu'elle soit , devienne une Preuve de maternité , c'est une Proposition qui révolte , principalement quand les Lettres mêmes portent en propres termes ; que c'est à la nièce d'un étranger , que l'on a voué une affection si généreuse.

Mais , dit-on , on découvre d'autres traits

traits dans ces Lettres, qui doivent faire de grandes impressions : on y trouve, que la Dame de Boudeville vouloit avoir la Dame de Bruys chez elle , & qu'elle éprouvoit sur cela la plus forte contradiction de la part du sieur de Boudeville. D'où venoit cette opposition , si ce n'est de ce que la reconnoissance d'une fille pouvoit affoiblir les avantages qu'il s'étoit procuré par son Contrat de mariage ? On y trouve, que la Dame de Boudeville faisoit souvent des libéralités : & il est prouvé d'ailleurs, qu'elle lui a donné, lors de son mariage, mille Livres de pension viagere , & depuis une somme de cent mille Livres , qui n'est qu'une libéralité déguisée sous la forme extérieure d'un billet. Ces graces étoient répandues de tems en tems sur la Dame de Bruys, pour l'empêcher d'éclater, & de réclamer son Etat.

Enfin , on voit par les Lettres, que la Dame de Boudeville n'aimoit point Virgine , & cependant elle lui a donné 1300 Livres de pension viagere. Toutes ces circonstances réunies forment des présomptions, que l'on peut regarder comme des commencemens de preuve.

Quand une fois on a perdu de vûe les Principes, on s'égare dans mille Routes différentes, on adopte toutes les fausses lueurs qui nous flatent, on les présente comme des objets capables de toucher les autres : mais, c'est une Illusion, dont il

il est facile de se garantir. La Dame de Boudeville auroit voulu recevoir chez elle la Dame de Bruys, qui venoit faire un voyage à Paris; le sieur de Boudeville s'y opposoit: c'est une présomption, que la Dame de Boudeville est mere de la Dame de Bruys? A qui peut-on proposer sérieusement une pareille conséquence? Ne peut-on donner un asile chez soi qu'à ses enfans? N'offre-t'on pas tous les jours sa maison à une personne qui vient de Province passer quelque tems à Paris? Mais, pourquoi le sieur de Boudeville s'y opposoit-il? Rien de plus indifférent que le motif qui l'animoit; mais, sans effort d'Imagination, il n'y a personne qui ne conçoive aisément, qu'un homme de condition, comme le sieur de Boudeville, pouvoit trouver indécent, que la Dame de Boudeville reçut avec tant d'affection la nièce d'une ancienne femme de chambre. L'amitié, formée par la convenance des caractères, peut fermer les yeux sur certaines bien-séances, dont les autres sont justement frappés. D'ailleurs, la Dame de Boudeville pouvoit aimer la Dame de Bruys, & le sieur de Boudeville au contraire pouvoit avoir de l'éloignement pour elle, comme il en avoit pour Tonton & toute sa famille. Suivant ce qui résulte des Lettres de la Dame de Boudeville, rien n'est plus simple & plus naturel, que cette opposition du sieur de Boudeville. Cependant, une
ima-

Imagination échauffée s'égare en mille raisonnemens sur une circonstance si indifférente : on lui donne des motifs arbitraires , on fait agir tous les personnages qu'on introduit sur la scène suivant les vûes qu'on leur prête ; & , de cet amas de fausses idées , on bâtit un Système , qu'un souffle seul fait disparoître.

Que la Dame de Boudeville ait fait des libéralités à la Dame de Bruys , c'est une Vérité qu'elle a reconnue dans son Interrogatoire , & c'est un effet naturel de l'amitié qu'elle avoit conçue pour la Dame de Bruys ; mais , quelle conséquence en peut-on tirer pour la Question qui se présente ? J'ai aimé quelqu'un , je lui ai fait du bien , donc je suis sa mere. Voilà le Paradoxe le plus étrange , & le plus bizarre , que l'on puisse proposer. Mais , ce qui acheve d'en découvrir l'illusion , ce sont les circonstances mêmes qui accompagnent ces libéralités. 1°. On ne voit aucune libéralité exercée à l'égard de la Dame de Bruys , tant qu'elle a été fille : on la regardoit alors comme la nièce de Tonton , qui seule en avoit soin , qui seule faisoit la dépense qui lui convenoit. La Dame de Boudeville a déclaré , qu'elle n'y avoit jamais contribué , qu'elle ne lui avoit donné ni payé aucun Maître ; & il n'y a aucune Preuve du contraire. 2°. Lorsque la Dame de Bruys a été mariée , la Dame de Boudeville ne s'est mêlée , ni directe-

ment, ni indirectement, de cet engagement : elle n'a honoré même aucun de ses Actes, ni de sa présence, ni de sa signature; elle n'a rien donné, elle n'a rien promis: c'est ce qui est établi, tant par le contrat, que par l'Acte de célébration.

3°. Ce n'est donc que depuis le mariage, que la Dame de Boudeville a commencé à donner des Preuves de sa générosité à la Dame de Bruys. Ce mariage en effet élevoit, décoroit, la Dame de Bruys: puisqu'elle avoit épousé un Officier déjà avancé dans le service, elle pouvoit plus aisément par-là trouver une place dans le cœur & dans l'affection de la Dame de Boudeville. Cependant, les libéralités furent modiques, elles se réduisirent à une simple pension viagère de mille livres; récompense assez ordinaire pour les services d'une ancienne femme de chambre, ou de sa nièce. Elles n'ont consisté depuis, que dans les présens de quelques robes: & ces objets, quoique très-médiocres, excitoient même de grands témoignages de reconnoissance de la part de la Dame de Bruys, comme il paroît par les Lettres de la Dame de Boudeville. Une fille, qui auroit reçu de pareilles marques d'attention de la part de sa mère, n'en auroit pas été touchée si vivement. Il est vrai qu'en 1730. la Dame de Boudeville a porté plus loin la générosité, & paroît avoir donné cent mille livres, comme elle en est convenue dans son Interrogatoire. Mais, il faut

faut observer, que la Dame de Boudeville; qui jouit de très-grands biens, n'a qu'un fils, qu'une santé chancelante a obligé de se vouer à la retraite, & de perdre toute vûe d'établissement; & que d'un autre côté la Dame de Bruys avoit eu le tems de faire sentir à la Dame de Boudeville les besoins d'une nombreuse famille dont elle étoit chargée. C'est dans ces circonstances, que la Dame de Boudeville, déjà éprise d'une vive tendresse pour la Dame de Bruys, se porte à lui donner, non pas une somme de cent mille livres, mais, un titre pour exiger cette somme après sa mort. En cela, elle ne se dépouilloit de rien, & procuroit seulement une ressource éloignée à la Dame de Bruys, aux dépens ou d'un fils ou de collatéraux qui devoient jouir d'une fortune si éclacante, que cet objet devoit peu les toucher. Qu'y a-t'il en cela qui puisse autoriser les indignes soupçons que la Dame de Bruys veut exciter? Elle a trouvé une Dame généreuse, qui lui a fait un présent digne de la grandeur & de la noblesse de ses sentimens; &, à ce titre, elle croit être en droit de lui faire la plus sanglante injure. Vous m'avez comblée de biens, lui dit-elle: donc, vous êtes convaincue d'un crime énorme, de la suppression de nom, d'Etat, de mon rang, des honneurs auxquels je pouvois prétendre; &, par vos propres bienfaits, j'ai acquis le droit de

vous perdre , & de vous déshonorer. *E*trange raisonnement , qui tend à tarir parmi les hommes la source de toutes les graces & de toutes les libéralités. La générosité ne sera plus une vertu digne de nos éloges : ce sera un titre , pour nous couvrir d'opprobre. On rougit de combattre un *S*ystème si odieux , si funeste.

Pourquoi a-t'on affecté du mystère dans ce présent , nous dit encore la Dame de Bruys ? pourquoi l'a-t'on fait par la voye d'un Billet , & non d'une Donation ? Pourquoi l'a-t'on datté de 1720 , quoiqu'il ait été fait depuis ? Il est aisé sur cela de contenter la Dame de Bruys , & de lui enlever les avantages qu'elle veut tirer des circonstances qu'elle relève. Si la Dame de Boudeville avoit pensé à gratifier la Dame de Bruys dans un tems où elle avoit toute liberté de disposer , elle auroit donné ouvertement , & sans détour , comme elle a donné les milles livres de pension viagere en 1723 ; mais , la proposition n'en a été faite qu'en 1730 , dans un tems où la Dame de Boudeville s'étoit remariée , & ne pouvoit donner sans être autorisée par son mari. Il ne convenoit pas de le faire entrer dans une pareille libéralité : on a vû , qu'il n'avoit pas des sentimens assez considerables pour la Dame de Bruys , pour lui en faire la proposition. On crut donc , que la voye d'un Billet datté de 1720 , c'est-à-dire,

du

du veuvage de la Dame de Boudeville, étoit le seul expédient que l'on put prendre. Ce n'est donc pas par rapport à la Dame de Boudeville, & pour cacher sa générosité, que l'on s'est conduit ainsi; mais, pour lever l'obstacle qui pouvoit venir du chef du sieur de Boudeville: ce détour est donc absolument indifférent.

Il ne reste à répondre qu'à ce qu'on observe à l'égard de Virgine. On prétend, que la Dame de Boudeville ne l'aimoit point, & n'étoit pas contente de son caractère, & l'accuse même dans ses Lettres d'avoir porté les choses jusqu'à l'insolence à son égard. Cependant, elle lui a fait du bien, & lui a donné jusqu'à 1300 Livres de pension viagere. Comment accorder une pareille contradiction entre les sentimens & la conduite de la Dame de Boudeville, si on ne reconnoît que la nature a prévalu sur la haine & sur l'antipathie, & qu'elle a crû devoir une subsistance à une fille quoiqu'elle ne la pût souffrir. Ce ne sont jamais les faits par eux-mêmes, qui fournissent des Preuves à la Dame de Bruys; mais, les faux raisonnemens qu'il lui plaît de hazarder pour nous conduire à son Système. La Dame de Boudeville s'est plaint dans quelques Lettres des procédés de Virgine, cependant elle lui a assuré du pain, donc elle est sa fille. Ce sont-là des conséquences très-familieres à la Dame de Bruys; mais très-étrangeres à la Raison.

Sonder le cœur de l'homme, pour pénétrer dans les motifs qui le font agir, est toujours une entreprise très-téméraire. Les oracles de la Justice sont bien éloignés d'adopter de pareilles idées, principalement quand il s'agit de convaincre quelqu'un d'un crime, & de le diffamer. En effet, la Dame de Boudeville n'a-t'elle pû faire quelque avantage modique à Virgine, sans se couvrir d'opprobre? Virgine avoit été élevée auprès de Tonton sa tante, femme de chambre de la Marquise de Boudeville; elle avoit servi d'amusement à la Dame de Boudeville, qui avoit promis à Tonton de lui faire du bien; elle étoit sœur de la Dame de Bruys, pour qui la Dame de Boudeville avoit conçu beaucoup de tendresse: tous ces liens attachoient la Dame de Boudeville à Virgine; &, quoiqu'elle eut pû s'oublier dans quelques occasions, ce n'étoit pas une raison pour l'abandonner & la livrer à une extrême misère, dont la Dame de Bruys ni Tonton n'auroient pas été en état de la tirer. On lui a donc donné une pension modique de 1300 Livres. Ce grand effort deviendra t'il un titre contre la Dame de Boudeville? Est ce donc la première fois, que l'on a vû la Religion, la générosité, répandre ses bienfaits sur un ingrat? On n'est pas étonné que la Dame de Bruys, qui n'a pas le moindre prétexte pour soutenir sa Demande, s'attache

che à de si vaines circonstances, & courre après de vaines ombres, quand elle n'a rien de réel à présenter : mais, ce que l'on ne concevra jamais, c'est qu'il ait été quelqu'un capable de donner dans de pareils chimères.

Voilà cependant à quoi se réduisent toutes ses recherches & ses efforts d'imagination. Elle veut être reconnue pour fille des Sieur & Dame de la Ferté : quoiqu'elle n'ait ni titre ni possession d'un Etat si distingué, elle demande, contre l'autorité de tous les Principes, à en faire Preuve par témoins ; & quand on lui dit : Mais, où sont donc au moins vos commencemens de Preuves par écrit ? Elle répond tranquillement, Je n'en ai aucun de l'accouchement de la Dame de Boudeville, ni du fait capital que j'avance, que je lui dois le jour : mais, je prouve, qu'elle m'a aimée, & qu'elle m'a fait du bien ; je prouve, qu'elle n'a point aimé ma sœur, & qu'elle lui a donné de quoi subsister : à ces seuls traits, il la faut connoître pour ma mere. Voilà à quoi se terminent tous ses raisonnemens, voilà en un mot le Précis de tant d'Imprimés, de tant de Volumes, que l'on voit répandre chaque jour. N'est-ce pas faire injure à la Raison & aux Tribunaux auxquels on s'adresse, que de leur proposer sérieusement un Système si bizarre, si indécent, & qui ne tend à rien

moins qu'à renverser tous les Etats & l'Harmonie de la Société?

SECONDE PROPOSITION.

La Dame de Bruys qui n'a ni titre, ni possession de l'Etat de Fille des Sieur & Dame de la Ferté, a titre & possession d'un Etat contraire, qui ne peut être ébranlé par aucun Genre de Preuve.

La Dame de Bruys rapporte elle-même son Acte de Baptême du 13 Février 1705, dans lequel elle est déclarée fille de Guillaume la Salle, & d'Antoinette Barriere sa femme. Voilà l'Etat & le Caractere, qui lui est imprimé dans ces Registres autentiques, destinés par la Loi à déterminer le sort & la condition de ceux qui font pour ainsi dire leur entrée dans la Société civile. La Loi a voulu qu'au premier moment de la Naissance leur place fut marquée; elle y a établi des Registres, pour inscrire leur Rang. Celui de la Dame de Bruys est d'être fille légitime de Guillaume la Salle & d'Antoinette Barriere.

C'est ce même rang, que la Dame de Bruys a occupé pendant plus de trente années, & qu'elle s'est conservé précieusement par les titres les plus solennels. A-t'il été question de lui donner un Tuteur? C'est à Marie la Salle, fille de Guil-

Guillaume la Salle & d'Antoinette Barriere, qu'il a été créé par la Sentence du Châtelet du 28 May 1723. A-t'il été question de la marier ? Le Contrat de mariage, & l'Acte de célébration, nous annoncent également, que c'est Marie la Salle, fille de Guillaume la Salle & d'Antoinette Barriere, qui a épousé le sieur de Bruys. Dans les Actes, qu'elle a passé devant Notaires, elle a pris la même qualité. Dans les Actes de Baptême de ses enfans, ce sont les enfans de Bernard de Bruys, & de Marie la Salle, qui ont été baptisés. En un mot, la possession est constante & uniforme, pendant tout le cours de la vie de la Dame de Bruys. Elle a confirmé, depuis sa majorité, tout ce qui avoit été fait pendant la minorité sur son Etat; elle l'a communiqué à ses propres enfans: deux générations se sont élevées sur la foi de ces Actes, elles y ont puisé leurs titres, leur rang, leur condition.

Pour abdiquer un Etat affermi par tant de titres, & par une possession si constante, la Dame de Bruys peut-elle invoquer le cours de la Preuve testimoniale ? C'est un Principe invariable dans la Jurisprudence, qu'on n'admette point des Preuves par écrit, & principalement contre des Actes, qui sont du propre fait de celui qui propose la Preuve par témoins. Nous avons ici des titres en grand nombre, des titres consacrés par

la Loi, des titres du propre fait de la Dame de Bruys. Ce seroit donc renverser tous les Principes, que de l'admettre à une Preuve testimoniale, pour en ébranler l'Autorité.

Si l'Etat qui lui est acquis par ces titres lui étoit précieux, & qu'elle eût intérêt de le conserver, pourroit-on jamais parvenir à le lui enlever? Supposons, par exemple, que quelqu'un lui ait fait un legs universel, & que l'héritier du sang voulut le contester, en soutenant que la Dame de Bruys est la batarde du Testateur, on la verroit aussi-tôt repousser avec une juste indignation une injure si atroce; rapporter son Extrait Baptistaire, & tous les Actes dont on a rendu compte; invoquer la force de sa possession; & se récrier contre la témérité d'une partie qui oseroit se refuser à l'évidence de son Droit. Envain, l'héritier offriroit-il de prouver par témoins la Naissance illégitime de la Dame de Bruys, cette Preuve, impuissante contre des titres solennels, seroit traitée par elle comme une voye odieuse & proscrire par toutes les Loix: elle sçauroit bien faire valoir alors tous les Principes qui la condamnent, & on ne peut pas douter qu'elle ne le fit avec succès. Mais, si ces titres seroient décisifs pour elle, dans le cas où elle auroit intérêt de les faire valoir, peuvent-ils devenir impuissans quand on les lui oppose? Y a-t'il donc deux

deux poids & deux mesures dans ce qui l'intéresse? La Loi met-elle son Etat à l'abri de toutes atteintes, si elle le soutient? Le Laisse-t'elle exposé à une ruine entière, si elle l'abandonne & le conteste elle même? Disons donc, que comme on ne pourroit jamais le lui enlever, elle ne peut pas l'abdiquer, pour en usurper un autre qui flate son ambition.

Mais, dit-on, tout cela n'est qu'un enchaînement d'erreurs & d'injustices qui se sont succédées les unes aux autres. Un enfant seroit bien à plaindre, si, venant au monde dans un état de foiblesse & d'impuissance, des parens dénaturés, ou des domestiques infidèles, pouvoient lui ravir son état, en faisant de fausses Déclarations au Ministre de l'Eglise, & lui faisant porter dans la suite un nom qui lui est étranger. Cet enfant infortuné, qui ne se connoît que par les fausses idées qu'on aura donné de lui-même; aura continué de porter ce nom supposé, & l'aura adopté dans différens Actes. Mais, si la Vérité pénètre enfin jusqu'à lui, n'aura-t'il donc aucune ressource pour la faire triompher? & demeurera-t'il la victime des passions cruelles qui l'auront immolé?

Dans le fait particulier, la supposition de l'Acte de Baptême est constante. Jamais la Dame de Bruys n'a connu Guillaume la Salle & Antoinette Barrière; l'Acte de tutele de 1723 prouve qu'ils

qu'ils n'ont point été connus aux amis assemblés devant le Magistrat : on ne peut, ni les représenter, ni indiquer ce qu'ils sont devenus : c'est donc une pure fiction, qu'il faut détruire par la Preuve testimoniale.

Ecartons d'abord ces idées générales sur le danger auquel sont exposés les enfans au moment de leur naissance. Quand ils sont le fruit d'une union légitime, il n'est pas possible de penser, que les pere & mere se portent à leur enlever un Etat qui leur est acquis par des titres si sacrés. L'intérêt des pere & mere en ce cas est intimement uni à celui des enfans. La Nature, qui les attache les uns aux autres par des liens si étroits, ne permet pas même de les distinguer. Le pere, la mere, l'enfant, ne forment pour ainsi dire qu'un seul corps, qu'une seule substance : &, quand les pere & mere veillent à l'intérêt de leurs enfans, c'est pour eux-mêmes qu'ils agissent. Peut-on donc supposer, que dans cet état ils ravissent à un enfant ce qu'il a de plus précieux ? En a-t'on vû qui se soit porté à étouffer le fruit légitime de leur mariage ? Pourquoi feroient-ils capables de lui enlever son Etat ?

D'ailleurs, par quel crime un enfant qui ne fait que de naître auroit-il pû s'attirer une pareille disgrâce ? Il n'a, dit-on, que ses larmes en partage ; mais ses lar-

larmes sont capables d'intéresser en sa faveur le cœur le plus barbare : son innocence fait sa sûreté. La Nature a pourvu à tous ses besoins ; & si elle le fait naître sans défense, elle le fait naître aussi sans ennemis.

Ou le pere & la mere sont parfaitement unis, ou de tyranniques passions ont élevé entre eux une division funeste, s'ils sont unis, quel motif peut jamais les porter à sacrifier un enfant qui leur est si cher ? S'ils sont divisés, les attentats de l'un trouveront toujours dans la tendresse de l'autre des obstacles insurmontables ; & si la Nature pouvoit encore être muette dans le cœur de celui qui n'a point conçu un projet si odieux, la contradiction seule l'obligeroit de s'élever contre l'inhumanité de l'autre.

Ces dangers de suppression d'Etat dans les Actes de Baptême ne peuvent jamais tomber sur des enfans légitimes, & s'il s'y glisse quelque Déclaration infidèle, elle ne peut jamais regarder que ceux dont la naissance est enveloppée d'opprobre que l'on cherche à cacher au grand jour ; & , en ce cas, l'infidélité de la Déclaration est plutôt un avantage pour eux, qu'un juste motif de plainte & de déclamation.

Le sieur & la Dame de la Ferté vivoient dans une parfaite union : la Dame de Bruys en convient. Ils n'avoient donc aucun motif de supprimer l'Etat d'un

d'un enfant né de leur mariage. & par conséquent on ne peut leur attribuer une fille qu'ils n'ont jamais reconnue. On dit, qu'en sacrifiant tout à l'idole de l'ambition, & voulant conserver leur bien pour les mâles, ils avoient formé de concert le projet de manifester la naissance si c'étoit un enfant mâle, & de la supprimer si c'étoit une fille: mais, indépendamment de l'absurdité d'un pareil complot, qui n'est jamais entré dans l'esprit de personne, il est évident, que l'exécution même en étoit impossible. Car, enfin, dans ce Système il falloit nécessairement que la grossesse fut inconnue, qu'elle fut cachée à tous les parens, à tous les amis, au public, puisque si la Dame de Boudeville accouchoit d'une fille, on vouloit que son sort ne pût être pénétré. Mais, en faisant de la grossesse un mystère profond, que seroit on devenu si on eut eû un enfant mâle? Auroit-on annoncé que la Dame de Boudeville auroit accouché subitement d'un enfant mâle? La Famille ne se seroit elle pas soulevée contre un fait qui n'auroit pû être traité que d'Imposture? L'Etat de cet enfant mâle seroit devenu au moins un problème: &, dans le tems que l'on suppose que les Sieur & Dame de la Ferté uniquement occupés de la grandeur de leurs enfans mâles, le seul fruit de leur ambition auroit été de compromettre leur Etat. On ne peut donc imaginer un Système plus

absurde, que celui de la Dame de Bruys : elle veut taxer d'infidélité son Acte de Baptême, & le prétexte qu'elle attribue au Sieur & Dame de la Ferté est le comble de l'Extravagance.

En général, les pere & mere ne peuvent jamais se porter à supprimer l'Etat d'un enfant légitime : les Sieur & Dame de la Ferté n'avoient aucun motif qui put les y engager ; & la conduite de la Dame de Boudeville annonce clairement, qu'elle ne l'a pas fait. Ecartons tout soupçon, toute inquiétude, sur l'Acte de Baptême de la Dame de Bruys.

Mais, dit-elle, je n'ai jamais connu mes pere & mere, c'est-à-dire Guillaume la Salle & Antoinette Barriere. Mes amis assemblés devant les Magistrats ont déclaré, qu'il ne les avoient jamais connus. On ne peut, ni les indiquer, ni prouver qu'ils aient jamais existé. Mais, quelle conséquence peut-on tirer de cette ignorance ? Les pere & mere de la Dame de Bruys étoient sans doute d'une condition obscure : ils ont pû mourir peu de tems après la naissance de leur fille, & n'avoir jamais été connus, ni d'elle, ni de ses amis ; ils ont pû passer en pays étrangers, & y mourir. En conclura-t-on pour cela qu'ils n'ont jamais existé, & que ce sont des noms chimeriques que l'on a inventé lors de son Baptême ?

On ne peut, dit-on, ni les indiquer,
ni

ni prouver qu'ils aient jamais existé. Mais, un enfant de la lie du peuple n'a qu'à aller attaquer le plus grand Seigneur du Royaume, & demander d'être reconnu pour son fils, il aura les mêmes armes que la Dame de Bruys. & dira comme elle: Voilà mon Acte de Baptême, dans lequel on me donne tel pere & telle mere; mais, dites moi ce qu'ils sont devenus? Où ils habitent? S'ils sont vivans? Où ils ont vécu? S'ils sont décedez? Plus il y aura d'intervalle entre celui qui agira sur ce Principe, & celui qui sera attaqué, & plus il sera impossible de satisfaire à de pareilles demandes. Mais, pour contenter une telle curiosité, on répondra solidement à ce téméraire Demandeur: J'ignore qui vous êtes, & de qui vous tenés le jour; mais, puisque vous avez vos titres à la main, que vous vous en servés, & que vous les produisés vous-même, je m'entens à ce qu'ils contiennent. Ce n'est point à moi à pénétrer dans l'obscurité de votre famille, qui m'est aussi étrangere que vous même: vos titres vous donnent un Etat certain, c'en est assez pour vous confondre. La Dame de Boudeville a donc raison de faire aujourd'hui la même Réponse à la Dame de Bruys.

Les titres & la possession lui donnent un Etat certain, on ne peut admettre la Preuve par témoins contre tant de monumens. Qu'elle cherche si elle veut
ses

ses pere & mere , & sa famille qu'elle connoît peut-être parfaitement dans le tems même qu'elle affecte de les ignorer : mais enfin, qu'elle les découvre, ou qu'elle ne puisse y parvenir, cela est indifférent ; parce qu'un enfant , abandonné de ses parens , & qui ne les a jamais connus , n'en est pas moins leur enfant , & ne doit pas moins conserver l'Etat qu'il trouve établi par tous les titres qui le concernent.

L'Etat d'un Citoyen dépend des titres & de la possession qui le constituent, soit qu'ils lui donnent une famille connue , soit qu'ils l'unissent à des pere & mere & à une famille, que l'on ne peut découvrir. C'est ce que la Dame de Bruys a reconnu elle-même dans la Requête qu'elle a présentée au Lieutenant-Civil en 1723 , pour se faire nommer un Tuteur. Elle expose, qu'elle est fille de Guillaume la Salle & d'Antoinette Barrière ; & cependant elle ajoute, qu'elle ne les a jamais connus. Elle convient donc, que son Etat n'est pas moins certain, quoique ceux qui lui sont indiqués par ses titres de filiation n'ayent point présidé à la suite de sa vie : le Magistrat l'a reconnu de même. Car, quoique l'exposé de la Dame de Bruys, & la déclaration des amis assemblés, soient d'accord en ce point, ils n'en ont pas moins élu un Tuteur à Marie la Salle, & on n'en a pas moins réglé par-là son sort pour l'avenir ; ce qui

a été suivi depuis dans les Actes les plus importans.

Qu'il demeure donc pour constant, que la Dame de Bruys a un Etat certain, par les seules Preuves que la Loi reconnoisse; &, par conséquent, qu'elle ne peut jamais le changer par le secours de la Preuve testimoniale.

Ce moyen est absolument surabondant: car quand la Dame de Bruys n'auroit aucun Etat certain, quand son sort seroit une énigme pour elle & pour tout l'Univers, l'entrée dans la Maison de la Ferté ne lui seroit pas moins interdite, dès qu'elle n'a, ni titre, ni possession, qui la favorise. Elle seroit une personne obscure, inconnue, sans parens, sans alliés, sans Etat, si l'on veut; mais, jamais cela ne lui donneroit Droit de choisir arbitrairement dans les plus grandes Maisons du Royaume, de s'y destiner une place, ni d'y parvenir en associant à sa Fable un nombre de témoins prêts à la soutenir. Ce moyen seul l'accablera toujours. Mais, quand elle nous établit elle-même par des titres autentiques un Etat contraire, on ne conçoit pas comment elle a pû se livrer à une entreprise si téméraire. L'impuissance de parvenir à l'Etat auquel elle aspire, l'impossibilité d'abdiquer celui qui lui est imprimé par tant de monumens, formeront à jamais deux obstacles insurmontables contre lesquels doivent échouer tous les jeux
d'ima-

d'imagination auxquels sa Défense est réduite.

Il faut convenir, qu'on ne peut pas se prévaloir avec plus de force de l'Autorité des grands Principes, ni les mettre dans un jour plus frappant: on sent que l'Auteur parle en maître, & soutient ce caractère avec dignité.

Me. Cochin fit un Mémoire, où il usa de redites en d'autres termes: il a dû le faire, afin de mieux imprimer ses moyens dans l'esprit de ses Juges. Ce sont de second traits, qui donnent de la force & de la vivacité aux premiers. Avant le jugement, dans l'incertitude du succès, un Avocat ne doit rien oublier: de peur d'omettre un moyen utile, il peut en hasarder d'inutiles; mais, je ne suis pas dans la même situation, je dois éviter les répétitions, de peur de déplaire à mon Lecteur en l'instruisant, à moins qu'elles n'ayent quelque chose de singulier.

Je ne rapporterai seulement, que quelques raisons nouvelles, qu'il employa en parlant du mystère qu'on vouloit que la Dame de Boudeville eut fait. C'est, dit-on, une affectation qui la découvre dans les mesures mêmes qu'elle a prise pour se cacher. Me. Cochin se récrie là-dessus: Etrange effet de l'aveuglement qui regne dans la Défense de la Dame de Bruys! Si la Dame de Boudeville avoit pris la moindre part à ce mariage, on en triompheroit de la part de la Dame de Bruys.

On diroit: Voyez la Dame de Boudeville, qui ne peut quitter de vue cette fille si chérie, qui préside à son établissement, qui la conduit elle-même aux pieds des Autels. Peut-on la méconnoître pour la mere? Mais tout cela n'est point arrivé. N'importe, la Dame de Bruys y trouve encore les mêmes avantages. La Dame de Boudeville n'a été présente, ni au contrat, ni à l'Acte de célébration: c'est une affectation, qui prouve encore qu'elle est mere; le oui & le non, le pour & le contre, ce que la Dame de Boudeville auroit fait, ce qu'elle n'a pas fait, tout fournit des armes à la Dame de Bruys, tout est moyen en sa faveur. Mais, la Raison elle-même, choquée dans de pareils raisonnemens, ne rejettera-t'elle point avec indignation un pareil Système?

A l'égard des Lettres, où l'on prétend trouver la maternité de la Dame de Boudeville, Me. Cochin dit, que l'empressement à mériter nôtre amitié, la complaisance pour tous nos sentimens, les marques d'un dévouement sans bornes, le zèle pour nous obliger dans toutes les occasions, la simplicité, la douceur du caractère, souvent même certaines impressions dont nous ne connoissons pas nous-mêmes la cause, nous lient, nous attachent inviolablement à quelqu'un, & nous transportent pour lui. A ce caractère

tere faudra-t'il donc reconnoître un pere ou une mere ?

D'ailleurs , il y a des personnes plus vives , plus impétueuses , les unes que les autres , qui expriment les sentimens les plus ordinaires dans des termes patétiques & touchans , sans être pour cela plus affectées : tel est manifestement le caractère de la Dame de Boudeville.

Enfin , le stile même des Lettres , qu'on rapporte , ne convient point au caractère d'une mere. L'amitié qu'elle ressent pour ses enfans s'exprime plus simplement : elle ne s'exhale point en complimens , en protestations d'une tendresse par préférence ; elle ne fait point valoir des sentimens que l'absence n'a pû étouffer ; elle n'emploie point ces traits vifs , qui ne servent qu'à convaincre une étrangere des impressions qu'elle a fait seule & sans le secours de la Nature. Les Lettres , bien entendues , sont donc bien plus contraires au Système de la Dame de Bruys ; qu'elles ne peuvent lui être favorables.

Par quelle bizarrerie ose-t'on imaginer , que le sieur de Boudeville craignoit que la Dame de Boudeville ne voulut reconnoître la Dame de Bruys pour sa fille ?

La Dame de Boudeville avoit été veuve pendant douze ans : elle étoit alors en pleine liberté , elle n'avoit point reconnu la Dame de Bruys. Comment cette idée ne lui seroit-elle venue , que

depuis son second mariage? Pourquoi ne fait-on naître cette idée, que quand on imagine un obstacle insurmontable? C'est que l'on donne tout ici à l'Imagination, & rien à la Vérité.

A l'égard de Virgine, que la Dame de Boudeville a établie malgré son antipatie, d'où la Dame de Bruys conclut, qu'étant sœur de Virgine, la Dame de Boudeville est sa mere, parce qu'il est évident par cette conduite, qu'elle est la mere de Virgine: Me. Cochin dit, que Virgine ne réclame point l'Etat de fille de la Dame de Boudeville; que la Dame de Bruys ne peut point établir qu'elle est sœur de Virgine; qu'il n'y a aucun rapport entre les Actes de Baptême de l'une & de l'autre, puisqu'elles y ont chacune un différent pere & une différente mere.

Il conclut en disant, que ces Lettres tant vantées ne sont qu'un épisode très-inutile dans la Cause; qu'on retranche les commentaires odieux, les raisonnemens arbitraires, les inductions forcées, dont on les accompagne; qu'on retranche ce ton marernel, qu'on leur donne en les lisant, & dans le moment qu'on n'en peut tirer aucun avantage; ce ne sont que des discours & des sons qu'on nous donne ici pour des commencemens de Preuve par écrit.

Quand à la libéralité de cent mille Livres, Me. Cochin fait voir, qu'elle ne peut pas être envisagée comme une dot, puis-

puisqu'elle a été faite sept ans après le mariage. A quoi se réduit donc ce Billet ? A une simple libéralité, qu'un excès d'amitié a produit. La Dame de Bruys a sçu profiter des sentimens favorables, que la Dame de Boudeville lui avoit témoignés : elle lui a peint le peu de fortune de son mari, & la nombreuse famille dont elle étoit chargée : elle lui a représenté, que le Marquis de la Ferté son fils auroit de si grands bien, qu'un si foible retranchement ne lui seroit point onéreux : en un mot, elle a émû sa compassion, & quand elle s'est ménagée avec souplesse une libéralité, qui ne devoit rien coûter à la Dame de Boudeville pendant sa vie, elle vient insulter à sa bienfaitrice, & se faire un titre pour la déshonorer à cause de son extrême facilité.

La Dame de Bruys avoit pris des Lettres de Rescision contre les Actes, où elle avoit pris la qualité de fille de Guillaume la Salle, & d'Antoinette Barriere.

Enfin, cette célèbre Question fut jugée conformément aux Conclusions de M. Joly de Fleury, Avocat-Général, par un Arrêt qui fut rendu le 8. Avril 1737.

La Dame de Bruys fut déboutée de sa demande en entérinement des Lettres de Rescision contre les Actes où elle avoit pris la qualité de fille de Guillaume la Salle & d'Antoinette Barriere sa femme. En tant que touche l'Appel qu'elle a interjeté de la Sentence du Châtelet, qui

Arrêt définitif.

nomme Pierre Brunier son Tuteur , met l'Appellation au néant , la condamne à l'amende & aux dépens , & ordonne que ce dont est Appel sortira son plein & entier effet. En ce qui touche l'Appel interjetté par la Dame de Boudeville de la Sentence qui a admis la Dame de Bruys à faire Preuve de l'Etat qu'elle réclame , l'Appellation au néant. Emendant , déboute ladite Dame de Bruys de sa Demande , & la condamne aux dépens. A l'égard de la Demande formée par la Dame de Bruys concernant le Billet de cent mille Livres , renvoye les Parties au Châtelet , pour y être fait Droit : dépens à cet égard réservés. Sur le surplus des Demandes des Parties , hors de Cour & de Procès.

L'Affaire du Billet fut depuis jugée au Châtelet. On condamna la Marquise de Boudeville à faire une Rente à la Dame de Bruys au principal de cent mille Livres , dont les arrerages courroient à commencer du jour de la Sentence. Sur l'Appel qui fut interjetté de ce Jugement par la Dame de Boudeville , il fut infirmé par Arrêt du 29. Mars 1738, en ce qu'il avoit prononcé touchant les arrerages , elle fut condamnée du jour de sa mort à constituer une rente de cent mille livres dont les arrerages seroient fixés au tau d'Ordonnance.

Cet Arrêt est une foible consolation pour la Dame de Bruys de la perte de son

son Procès, où elle se flattoit de faire la conquête d'un Etat distingué.

J'ai reçu une Lettre sur ce Procès d'un Magistrat de Province, qui m'honore de son amitié, dont la curiosité étoit fort attentive sur le succès: il avoit lû tous les Factums. J'ai crû que sa Lettre pourroit instruire mon Lecteur.

Je ne suis pas surpris que l'Affaire de Madame de Bruys ait mis tout Paris en mouvement: il y a pour elle des circonstances si favorables, & qui parlent si haut, que je ne pense pas qu'on la doive mettre dans le rang des Impositeurs. Si elle s'est trompée dans son idée, la Marquise de Boudeville, par les libéralités qu'elle lui a faites, par la nourriture & l'entretien qu'elle lui a donnés, ne sembleroit-elle pas avoir aidé à la tromper: un présent de cent mille Livres est un assez grand objet, dans un siècle où la libéralité ne regne pas, pour qu'il puisse lui avoir fait illusion. Je sçais bien qu'il y a un détour dans cette libéralité; mais, à travers ce voile, on voit toujours que l'intention de la Marquise a été de donner cent mille livres à la Dame de Bruys. La haine, l'antipatie, pour Virgine, qu'on couvre de bienfaits, offre aussi l'idée que c'est le cœur d'une mere de Virgine, mais comment peut-on réaliser cette chimere? Qui peut deviner tous les motifs secrets que peut avoir la

Lettre
d'un Ma-
gistrat de
Province à
l'Auteur.

Marquise ? D'ailleurs, on ne prouve point que Madame de Bruys & Virgine soient sœurs. On a allegué, que Guillaume la Salle & Antoinette Barriere qu'on donne pour pere & mere à Madame de Bruys, sont des noms fictifs. Mais a-t'on indiqué, comment on feroit cette Preuve ? S'ensuit-il, que l'obscurité de ces noms en établisse la supposition, dans une Ville qui fourmille de tant de familles obscures ? Toute autre ville que Paris ne réussiroit pas à dérober longtems des familles inconnues. Pourquoi les Juges n'ont-ils pas pris l'éclaircissement que leur offroit la Preuve testimoniale ? Leur Religion sembloit demander, qu'ils ne s'y refusassent pas. Si les Faits qu'elle articuloit, quand elle auroit fait entendre ses témoins, n'eussent pas prouvé la filiation de la Dame de Bruys, ç'auroit bien été le cas de ne la pas écouter. Mais, la Justice devoit-elle être sourde à sa demande ? L'instruction importante de mon Lecteur demande que j'épuise la matière, & je dirai : Oui, la Justice devoit être sourde à sa demande. La Dame de Bruys ayant un Acte de Baptême qui lui donne une autre mere que ceux qu'elle réclamoit, n'ayant point de véritable possession de l'Etat qu'elle s'attribuoit, ne pouvoit point être admise à la Preuve testimoniale. Voilà de grands Principes, sur lesquels porte la tranquillité publique ; mais qu'est-ce que cet Acte de Baptême ?

C'est

C'est un Acte rédigé par un Curé, qui n'y parle que sur la foi du témoignage de celui qui lui porte l'enfant. Souvent il n'a point de lumieres par lui-même ; car enfin il faut mettre en œuvre tout ce que la mauvaise Cause peut dire. Ce qui ferme la bouche ici, c'est que Madame de Bruys a une possession conforme à son Etat. Voilà la Raison invincible qu'elle n'éludera jamais. Des gens soutiennent toujours, qu'on ne court aucun risque d'admettre la Preuve, dès qu'on a un concours de circonstances assez fortes pour faire impression. Les Imposteurs, disent-ils, auront-ils ces circonstances ? S'ils les ont, la Preuve testimoniale ne les démasquera-t'elle pas ? Les premiers Juges, qui accorderent la Preuve à la Dame de Bruys, ne considererent-ils pas que cette Preuve accordée n'introduisoit point la Dame de Bruys dans l'Etat qu'elle réclamoit ? Il falloit que la Vérité par son Enquête fut environnée des rayons les plus vifs. La Vérité de l'Etat qu'on offre à prouver n'est-elle pas entièrement entre leurs mains ? Dans quel danger le Juge ne se précipite t'il pas, en s'exposant à une Preuve si dangereuse ? N'allons-nous pas retomber dans le mal que nous avons évité, & dans le désordre qu'il traîne après soi ? Bientôt une expérience heureuse en va causer plusieurs autres, & le monde va être plongé dans un cahos. La sagesse
du

du Parlement nous mettra à l'abri du malheur dont nous sommes menacés : nous pouvons nous reposer là-dessus.

Il est vrai que le Magistrat , qui exerce avec beaucoup de dignité le ministère public au Châtelet , demanda la Preuve testimoniale pour la Dame de Bruys dans ses Conclusions : il avoit sans doute communiqué son plaidoyer à son pere , qui porte la parole dans le même ministère avec tant d'éclat au Parlement. Nous pouvons donc juger , qu'il a honoré les Conclusions de son fils de son suffrage : mais , opposons ici un Oracle à un Oracle. Le Magistrat , qui a demandé dans ses Conclusions au Parlement qu'on n'écoutât point la Dame de Bruys , est aussi fils d'un Magistrat célèbre dont il retrace l'éloquence , à qui il aura fait part de son plaidoyer ; car peut-on penser qu'il n'ait pas consulté son pere , & un tel pere ! On est heureux , que , dans des matieres qui ne sont pas évidentes , il s'offre à nous de tels guides : leurs lumieres nous rendent tranquilles , & le Parlement ensuite a mis le sceau à l'examen du précurseur. A l'égard des premiers Juges , ils ont crû , que M. l'Avocat du Roi , qui avoit soumis ses lumieres à celle d'un pere si éclairé , pouvoit leur servir de flambeau.

Les Juges supérieurs ont pensé comme les premiers , que la Dame de Bruys étoit dans la bonne foi ; & ils ne l'ont point punie ,

nie, quoiqu'ils aient décidé qu'elle s'attribuoit un faux Etat. Il faut ici confidérer la condition des premiers Juges, qui, voyant deux voyes également lumineuses se présenter à eux, appréhenderent de ne pas embrasser la plus juste. Lorsqu'on leur proposa la Question si la D^{mo}iselle de Grand Maison, réputée concubine du sieur Perraut, n'étoit pas indigne d'une libéralité qu'il lui avoit faite, ils crurent que le Parlement leur avoit frayé la voye qu'ils devoient suivre, lorsqu'il avoit jugé que la D^{mo}iselle Gardel étoit indigne de legs, quoiqu'il parut qu'elle n'avoit pas les caractères de concubine. Ainsi ces premiers Juges penserent, qu'ils ne devoient pas hésiter à proscrire la donation qui avoit été faite à la D^{mo}iselle de Grand-Maison : cependant, leur Sentence fut infirmée au Parlement : qui confirma cette libéralité. Ces mêmes Juges ayant balancé à accorder à la D^{mo}iselle Ferrand, qui réclamoit l'Etat de fille du Président & de la Présidente Ferrand, la Preuve qu'elle demandoit, puisqu'ils appointerent le procès, elle fut admise à cette Preuve en l'Audience du Parlement par Arrêt qui infirma la Sentence. Voilà ce qui engagea les premiers Juges à prêter l'oreille à la Demande de la Dame de Bruys. Tous ces Jugemens contraires de Magistrats très-éclairés ne servent qu'à nous faire déplorer la condition des hommes, dont leurs pro-

propres lumieres leur servent de piège.

Après avoir rassemblé en peu de mots ce qu'on peut dire en faveur de la Dame de Bruys, il faut revenir aux grands Principes, qui firent proscrire sa prétention. Me. Cochin a mis dans un grand jour l'Acte de Baptême de la Dame de Bruys, les Actes solennels conformes à l'Acte de Baptême. Jamais elle n'avoit possédé l'Etat qu'elle réclamoit : la nourriture & l'entretien qu'elle prétendoit avoir reçu de la Marquise, elle ne les avoit jamais eu à titre de filiation; les Juges s'arrêtèrent, & ne voulurent jamais pénétrer plus avant. On disoit que l'Acte de Baptême pouvoit être faux. Mais, on ne disoit rien de convainquant; & dès qu'on n'ébranloit point cet Acte, tout ce qu'on disoit pour établir la prétendue filiation de Madame de Bruys tomboit de lui-même. Elle n'avoit, comme Me. Cochin l'a dit, ni possession, ni titre, elle avoit contre elle & possession & titre : ces deux Propositions, mises dans tout leur jour, justifient parfaitement Madame de Boudeville, malgré la prévention favorable qu'on peut avoir conçu pour Madame de Bruys. Nul homme qui ne soit frappé de la Vérité de ces deux Propositions, que cet Avocat a démontrées, & qui en même-tems ne justifie Madame de Boudeville; car, elles sont inconciliables avec la filiation prétendue : mais, elles ne laissent pas de
s'accor-

s'accorder avec l'erreur de bonne-foi de Madame de Bruys, c'est-à-dire, qu'elle peut avoir eu une naissance obscure conformément à son titre & à sa possession, & avoir possédé dans cet Etat le cœur de Madame de Boudeville, & y avoir régné avec tant d'empire, qu'elle en a obtenu toutes les Preuves de la tendresse la plus violente, & même la libéralité de cent mille Livres, tout extraordinaire qu'elle paroisse. J'ai vû un exemple d'une tendresse pareille, & peut-être plus forte d'une femme, pour une femme d'un grand mérite. Elle éprouvoit les mêmes transports, la même jalousie, la même tyrannie d'imagination, que fait naître l'amour le plus ardent.

A l'égard de Virgine, sur qui Madame de Boudeville a versé ses bienfaits, malgré l'antipathie qu'elle avoit pour elle; tout ce qu'on voit là-dedans est un secret impénétrable: &, dès qu'il y a une Preuve invincible dans son Acte de Baptême, qu'elle n'est pas sœur de Madame de Bruys, rien n'est plus téméraire que la conjecture. On a pesé tous les Inconvéniens de part & d'autre, on s'est déterminé du côté où on a crû qu'ils n'étoient pas en si grand nombre; on a sacrifié au Public la Dame de Bruys: victime douée d'un véritable mérite. On a imité les Idolâtres, qui, dans les sacrifices d'hommes qu'ils faisoient à leur Dieu, choisissoient les plus accomplis. On m'a rap-

rapporté; que, lorsque la Dame de Bruys eut entendu l'Oracle qui lui annonçoit son sort, elle ne changea point de visage, & se posséda parfaitement, & montra au public, qui avoit les yeux attachés sur elle, un visage serein, & se soutint jusqu'à ce qu'on l'eut perdu de vue. Je pense qu'il seroit nécessaire que le Législateur rendit une Ordonnance, qui pourroit couper la racine des Questions d'Etat. Puisqu'on veut que l'Acte de Baptême soit si décisif; que le témoignage du Curé, qui ne parle qu'à la relation de ceux qui lui présent l'enfant, fasse une si grande foi; ne devroit-on pas ordonner, que, lorsqu'il connoîtroit les pere & mere qu'on lui nomme, qu'il certifiât qu'il les connoît; & lorsqu'il ne les connoîtroit pas, qu'il le déclarât, & qu'il dit qu'il s'en est rapporté à ceux qui l'ont instruit? Ne devroit-on pas obliger les peres à signer l'Acte de Baptême, & lorsqu'ils ne pourroient être présens, qu'on fit mention de l'obstacle. Le Curé chercheroit la Vérité, s'il avoit été trompé, & tacheroit de réparer son Erreur. Il exigeroit des lumieres certaines, s'il étoit possible, des faits qu'on lui diroit. Cet Acte de Baptême, qui est si authentique, auroit des fondemens solides. Nous avons bien besoin que le Législateur travaille sur cette matiere, & ferme, s'il se peut, la porte aux Impositeurs, & munisse la

Vé-

Vérité contre les atteintes qu'on peut lui porter. Je suis, &c.

Quelque idée avantageuse à la Dame de Bruys que cette Lettre fasse naître, on doit s'attacher aux Regles & aux Principes qui ont animé l'Arrêt du Parlement. Ces Juges sages & éclairés ont porté leurs vûes dans l'avenir, & ont prévu les conséquences dangereuses d'un Arrêt favorable à cette Dame.

Après tout, quand on a tout balancé, on reconnoît que le Parlement a pris la meilleure voye; & que, malgré le concours des circonstances heureuses pour la Dame de Bruys, elle peut s'être trompée, & qu'il y a de la précipitation dans ceux qui jugent autrement.





S É D U C T E U R

QUI SE DÉVOILE

APRÈS LA SÉDUCTION.

ON présente une fille séduite, qui s'y prend un peu tard pour se plaindre. A-t'elle eu honte jusques ici de faire éclater sa Séduction, ou n'a-t'elle pû être déterminée qu'à présent, qu'elle est entraînée par la tendresse qu'elle a pour le fruit de son crime, qui, après avoir été élevé jusqu'alors avec assez de soin, a été enfin abandonné ? Ces fortes d'actions doivent être poursuivies dans la chaleur de l'injure, ou autrement elles perdent beaucoup de leur force, & s'évaporent en partie avec le tems.

Sur la Demande intentée par la Démoni-
selle qui se prétend séduite, l'Avocat du
Séducteur a crû qu'il devoit se jouer dans
sa Défense, & tirer tous ses avantages
de la Plaisanterie. En suivant ce plan,
son Adversaire l'accuse de n'avoir pas eû
des Mémoires fideles. Comme son ou-
vrage pourtant m'a paru bien écrit, &
que j'y ai trouvé beaucoup d'art, j'ai
crû devoir le rapporter tel qu'il est.

ME.



M É M O I R E

P O U R M O N S I E U R

L E M A R Q U I S D E * * .

CONTRE Edme-Elisabeth de Lecluse.

La Démonfelle de Leclufe vient de m'intenter un Procès, contre lequel il m'étoit absolument impossible de me précautionner. Elle fait paroître sur la fce-ne un enfant de dix-huit ans, dont elle prétend être la mere. Qu'elle la foit ou non, c'est ce que je ne fçais point: au refte, je rends trop de juftice à fon mérite, pour la chicanner fur cette qualité; mais, ce qui me furprend, & ce que je ne lui pafterai pas avec la même indulgence, c'eft qu'elle veut absolument que je m'avoue le pere de cet enfant, dont j'entends aujourd'hui parler pour la première fois.

Pour me prouver, que je lui dois à titre de Juftice cet aveu qu'elle exige de moi, la Démonfelle de Leclufe allegue des Faits, cite des Loix.

Quant aux Loix, j'avoue que je ne les

entends gueres. J'ai seulement appris de quelques Maris mécontes, qu'il y en avoit d'assez puissantes pour rendre peres beaucoup d'honnêtes gens qui n'avoient pas même pensé à le devenir. Cela m'a d'abord effrayé ; mais, on m'a rassuré, en me faisant connoître, que je n'étois point dans ce cas malheureux : ainsi, me voilà dispensé de répondre à l'érudition répandue dans les écrits de la Démoniselle de Lecluse.

A l'égard des Faits, cela est de mon ressort. Je vais exposer naïvement ce que j'en sçais : mes Juges décideront.

La Démoniselle de Lecluse est née à Paris, sur la Paroisse de Saint-Merry, le premier Avril 1696. Je ne m'amuserai point à lui contester la prétendue noblesse de son origine : ce que j'en ai appris, c'est qu'elle est fille d'un pere, qui décoroit effectivement son extrême pauvreté de titre d'Ecuyer.

Je ne suis point assez instruit de toute la Vie de la Démoniselle de Lecluse, pour sçavoir ce qu'elle est devenue depuis sa naissance jusqu'à son adolescence : elle ne paroît pas en être trop instruite elle-même, puisqu'elle ignore, ou du moins qu'elle feint d'ignorer, que Paris est le lieu de sa naissance, & qu'elle y demeurait avec son pere & sa mere.

En effet, si l'on veut s'en tenir à son Roman, ce fut son pere, qui en 1718. l'amena pour la premiere fois à Paris, âgée

Agée alors de seize ans , dans le dessein de la mettre au Couvent. Elle ajoute , qu'en cette même année , elle se trouva en liaison avec la D^{mo}iselle de Tagny ma nièce , qui lui procura ma connoissance. C'est ainsi que la D^{mo}iselle de Lecluse commence le Récit de ses Aventures ; mais , je me crois obligé de l'avertir , que sa mémoire est en défaut sur cette premiere époque : j'y découvre un petit Anacronisme , qu'il est important de faire remarquer.

Elle prétend être arrivée à Paris en 1718 , à l'âge de seize ans ; mais , elle en impose sur chaque circonstance.

En premier lieu , son Extrait-Baptistaire prouve , qu'elle est née en 1696 : ainsi , en 1618. elle avoit vingt-deux ans.

En second lieu , comment persuadera-t'elle , qu'elle n'est arrivée à Paris qu'en 1718 , lorsqu'on voit qu'elle y est née ; qu'elle y a toujours demeuré ; que dès 1717. elle étoit fille des chœurs à l'Opéra sous le nom de la D^{mo}iselle de Mereuil ; & que cette même année , elle joua dans l'Opéra de Tancrede ?

Enfin , comment a-t'elle imaginé , qu'elle ait lié connoissance avec moi par le moyen de ma nièce , qu'elle n'a jamais vue ? Je suis d'assez bonne foi , pour avouer ingénument de quelle maniere se fit cette connoissance ; & j'ai peine à croire , que la D^{mo}iselle de Lecluse ose me dementir sur cet Article.

Elle partageoit avec son pere, sa mere, & son frere, un troisieme étage rue Aubry-Boucher, & elle avoit pour amie une nommée Pellegrin, qui postuloit alors pour entrer à l'Opéra. Ces deux filles avoient reçu de la nature des attraits & des talens qui sembloient les destiner aux grandes Avantures; mais, sans ignorer le prix de ces avantages, elles avoient acquis assez de connoissance du monde, pour sçavoir que le mérite sans appui perce difficilement : c'est ce qui les avoit déterminées à se mettre sous la protection d'un patron, qui, pour une part dans le produit, s'étoit chargé du soin de faire valoir leurs charmes.

Cet honnête-homme se trouva un jour à l'Opéra près de moi. Je ne le connoissois point; mais, chacun sçait, qu'aux spectacles, il suffit à deux personnes de se trouver dans une même loge, pour que l'un des deux ait le droit de s'entretenir avec l'autre. Nôtre conversation roula particulièrement sur les Intrigues modernes des Actrices: la matière étoit ample & réjouissante. Enfin, après avoir parcouru les Fautes galans de l'Opéra, il me fit remarquer du côté du Roi la Démonioiselle de Lecluse, qui portoit alors le nom de Mereuil, & il me demanda comment je la trouvois? Je fixai les yeux sur elle, & je répondis, qu'elle me paroissoit assez jolie: mais, comme je m'en expliquois froidement, il sentit bien

bien, que la conversation, que nous venions d'avoir, m'avoit peu disposé en faveur de la jeune personne. Ne vous y trompés pas, me dit-il : celle-ci est bien différente des autres ; c'est une fille de condition, qui est sage, & très sage : je la connois, & je pourrois répondre d'elle ; il n'y a que la nécessité, qui l'ait obligée de prendre un parti indigne de sa naissance & de ses sentimens. Il continua sur le même ton, & avec un air de sincérité qui commença à m'intéresser, & qui me fit souhaiter de connoître ce Phoenix de l'Opéra. Je lui témoignai donc, de la meilleure foi du monde, l'envie qu'il me faisoit naître ; & j'ajoutai, que je serois charmé de trouver l'occasion de servir utilement une fille si aimable & si estimable. A ces mots, l'adroit Proxenate, me voyant arrivé au point où il me souhaitoit, m'assura avec toutes les démonstrations d'une noble sensibilité, qu'à la première occasion il instruiroit la Démoniselle de Mereuil de nôtre entretien, & que d'avance je pouvois compter sur sa reconnoissance.

Il me tint parole, & trois jours après nous nous rencontrâmes à l'Opéra, où il m'annonça pour le lendemain la visite de la Démoniselle de Mereuil. Effectivement, il me l'amena à l'heure marquée, avec la Démoniselle Pellegrin sa compagne. Ces deux Démoniselles se présentèrent avec une modestie fort piquante.

Mademoiselle de Mereuil & moi, nous nous fîmes des politesses assez bien soutenues de part & d'autre, & après une petite conversation qui se passa en complimens, je proposai au galant *Trio* d'accepter mon dîner. On fit par bienséance toutes les petites façons, & on accepta par goût. Je dis par goût; car, la contenance, que chaque convive tint à table, me persuada, qu'aucun des trois n'avoit accepté avec répugnance.

Mais, malheureusement, un petit accident troubla la fête. La Démoniselle de Mereuil, qui apparemment avoit peu ménagé son estomac, se trouva mal au dessert. Sa compagne charitable la secourut, & obligeamment elle me laissa voir en la délaçant des grâces auxquelles la défaillance n'avoit rien fait perdre: cependant, je n'en étois encore qu'à trouver beau ce qui l'étoit réellement; & j'avoue franchement, que mes vûes ne se portoient pas plus loin.

Depuis ce jour, la Démoniselle de Mereuil me rendit des visites assez fréquentes. Comme je ne demourois pas loin du Palais Royal, elle me venoit voir tous les jours d'Opéra; du moins elle n'y manquoit, que lorsque son tems étoit employé utilement ailleurs. Les désagrémens de son Etat, les mauvais traitemens de sa mere, qu'elle me peignoit comme la femme la plus bizarre & la plus farouche, furent les premiers sujets de

de nos conversations. Elle me contoit ses prétendus chagrins avec des apparences de confiance si persuasives, qu'aidée par les préjugés avantageux qu'on m'avoit inspirés, elle réussissoit insensiblement à m'attendrir sur son Etat.

Nous en étions là, lorsque je ne sçai quelle Avanture la fit chasser de l'Opéra. Elle eut grand soin de me déguiser cet événement, en me disant que sa mere, par délicatesse de conscience, l'avoit obligée de se retirer d'un lieu où elle prétendoit qu'on respiroit un air mal sain pour la vertu. Cela étoit assez vraisemblable pour être crû.

Son Expulsion de l'Opéra fut suivie d'une Catastrophe encore plus fâcheuse. La mere, mieux informée que moi de la mauvaise conduite de sa fille, la maltraita vivement, & voulut la faire enfermer. La Démoniselle de Mereuil, accoutumée à des traitemens plus doux, & jalouse d'une Liberté dont elle faisoit un si charmant usage, se trouva fort scandalisée de la mauvaise humeur, & des indécentes résolutions, de sa mere. Elle se sauva de la Maison paternelle, vint me trouver fondant en larmes; &, en me déployant toute sa douleur, elle ne m'en cacha que la cause.

Elle me fit entendre, qu'après la perte récente d'un Procès considérable, son pere & sa mere venoient de se retirer clandestinement dans la Province, pour

soustraire quelques effets à l'avidité de leurs créanciers : que réduits eux-mêmes à ne pouvoir se procurer les secours les plus nécessaires aux besoins de la vie, ils avoient été forcés d'abandonner leur fille aux charitables soins de la D^{emoiselle} Pellegrin : que la fortune de celle-ci fuffisant à peine pour la faire vivre, elles se trouvoient l'une & l'autre exposées à la misère la plus effrayante. Ce Récit fut accompagné de tout ce qui pouvoit donner des graces à la douleur : gestes, soupirs, larmes, sanglots, évanouissemens ; rien n'y fut oublié : peut-être en faloit-il moins, pour m'engager à lui payer une pension de 400. livres chés la D^{emoiselle} Pellegrin son aime.

Cette petite marque d'amitié parut toucher la D^{emoiselle} de Lecluse, qui dès lors avoit quitté le nom de Mereuil ; & comme, dans les ames généreuses, la reconnoissance est un des sentimens les plus vifs, cela me valut sur le champ une Déclaration d'Amour. Je ne sçais si elle me flatta plus qu'elle ne me surprit. Tout ce que je peux dire, (car je ne déguise rien,) c'est que j'y répondis avec assez de vivacité : mais, la D^{emoiselle} de Mereuil ne démentit point encore la merveilleuse idée qu'on m'avoit donnée d'elle ; & par-là, elle ajoûta beaucoup aux heureuses dispositions où j'étois à son égard. Je suis même obligé de convenir, que, peut-être par amour-propre, je ne
l'aisai

laissai pas de conserver dans la suite toute cette bonne opinion, quoiqu'alors la D^émoiselle de Lecluse semblât m'avoir permis d'en diminuer quelque chose. Au reste, je pense que cette crédulité n'est pas moins d'un galant homme, que d'une duppe.

Tout ce que je viens de dire a pour époque l'année 1717; mais, je l'ai déjà remarqué, la D^émoiselle de Lecluse ne datte que de 1718. Ainsi, il ne doit pas paroître surprenant, que toutes ces petites Particularités ayent été retranchées du Journal de sa Vie.

Au mois de Septembre de la même année 1717, je fus obligé de faire un voyage à ma terre de B * *: la D^émoiselle de Lecluse, m'y accompagna. Pendant le séjour que nous y fîmes, deux Dames de ma connoissance, Religieuses à l'Abbaye de Lonchamp, vinrent prendre les eaux de Forges chez moi : &, en y voyant la D^émoiselle de Lecluse, elles ne dissimulèrent point, qu'elles me trouvoient en trop bonne compagnie. Pour dissiper leurs inquiétudes, je leur contai notre Histoire, jusqu'à la Déclaration d'Amour exclusivement. La singularité des circonstances les surprit, sans cependant leur inspirer une grande sécurité sur notre compte; en sorte qu'elles ne me parurent pas moins allarmées de l'avenir, qu'édifiées du passé. Leur charité se proposa donc, dès le moment, de nous

garantir du Précipice où elles nous regardoient comme prêts à tomber.

Ces deux saintes filles travaillèrent en effet très-sérieusement à remplir ce projet. La D^émoiselle de Lecluse & moi, nous eumes chacun en notre particulier bien des petits Sermons, d'autant plus touchans, qu'ils étoient l'ouvrage visible de l'amitié la plus désintéressée, & du zèle le plus pur. Leurs bonnes intentions eurent le succès qu'elles en pouvoient attendre: la D^émoiselle de Lecluse parut pénétrée autant que je le fus en effet, & il fut arrêté entre nous quatre, qu'elle se retireroit au Couvent de Lonchamp, & que je payerois sa dot, qui devoit être de 10000. livres.

A mon retour de B * *, je satisfis à mon engagement : je conduisis la D^émoiselle de Lecluse à l'Abbaye de Lonchamp; mais, Madame l'Abbesse exigea, qu'avant son entrée au Noviciat, elle restât trois mois en qualité de Pensionnaire: c'étoit une sage précaution, dont l'objet étoit d'éprouver la vocation de la D^émoiselle de Lecluse.

Cette épreuve fut plus longue qu'on avoit crû qu'elle dût l'être. A l'expiration des trois premiers mois, lorsqu'il fut question d'entrer au Noviciat, la D^émoiselle de Lecluse se trouva irrésolue: elle demanda un nouveau délai de trois mois, qui lui fut accordé. Cet espace de tems ne s'étant point encore trouvé
suffi.

suffisant pour décider sa vocation, c'est-à-dire, pour l'enhardir à déclarer celle qu'elle avoit pour le monde, elle obtint par grace un dernier délai de trois mois.

Enfin, après m'avoir préparé pendant quelque tems par un petit air rêveur & mélancolique, la D^{emoiselle} de Lecluse crut qu'il étoit tems de prendre son parti: elle se détermina donc à déclarer ses Dispositions, par une Lettre qu'elle m'écrivit.

Cette Lettre, quoique bien tournée, n'étoit au fond qu'un assemblage assez bizarre de Sentimens d'Amour, de Religion, & de Reconnoissance: en un mot, tout autre que moi auroit fort bien pû y découvrir les vûes de la D^{emoiselle} de Lecluse; mais, je ne suis pas si pénétrant. Je me laissai séduire par dix ou douze petites phrases fort jolies, dont la conclusion étoit, que Dieu n'appelloit point la D^{emoiselle} de Lecluse à la vie Religieuse; & je pris dès le moment la résolution de la retirer du Couvent, dans le dessein de lui procurer un établissement avec les dix mille Livres, que j'avois d'abord consacrées au payement de sa dot.

Ce fut dans ce tems, que je lui écrivis une Lettre, qu'elle ôse aujourd'hui produire contre moi. Dans cette Lettre, je lui marquois ingénument les sentimens d'amitié qui m'attachoient à elle; & je lui déclarois, que, puisqu'elle ne vouloit
Plus

plus être Religieuse, je me contentois de partager avec elle *les plaisirs innocens que la vraie amitié permet* ; persuadé, lui disois-je, *que quand le Seigneur n'y est point offensé, cela dure davantage.*

La Démoniselle de Lecluse sortit donc de l'Abbaye de Lonchamp le 25 Octobre 1718 : je lui fis meubler un appartement rue de Richelieu ; & j'ose dire, qu'elle y trouva avec assez de décence toutes les commodités de la vie. Comme elle sçavoit, qu'en considération de la vertu que je lui supposois, j'étois dans la résolution de lui faire du bien & de lui procurer un mariage honnête, elle avoit grand soin de soutenir avec moi cet extérieur de sagesse dont jusqu'alors elle s'étoit masquée si heureusement : mais, dès qu'elle n'étoit plus sous mes yeux, elle ne manquoit aucune occasion de se dédommager de cette contrainte ; & j'avois chés moi un Intendant, qui lui fut en cela d'un grand secours. On juge bien, que je n'étois pas informé de toute l'intimité de leur bonne intelligence ; mais, les choses arriverent à un point où il étoit impossible de ne pas craindre que je m'en apperçusse. La Démoniselle de Lecluse devenoit insensiblement un témoin contre elle-même ; chaque jour rendoit le danger plus pressant. Il n'y avoit qu'un moyen de prévenir l'éclat : c'étoit d'éloigner pour quelque-tems la Démoniselle de Lecluse ; mais, il falloit un prétexte.

Il eut été étonnant, que deux amans en eussent manqué dans une conjoncture si intéressante : voici donc celui qu'ils imaginèrent.

La Démoniselle de Lecluse vint me trouver avec une Lettre à la main qu'une de ses parentes venoit, disoit-elle, de lui remettre. Elle me présenta cette Lettre d'un air consterné, & se laissa tomber dans un fauteuil sans me rien dire. Je lus : on marquoit à la Démoniselle de Lecluse que son pere étoit à l'extrémité, qu'il desiroit ardemment de la voir, qu'il la demandoit sans cesse. Le Secrétaire, qui, autant que je peux me souvenir, prenoit la qualité d'oncle, exhortoit vivement sa nièce à partir sur le champ. Cette Lettre me toucha, & après avoir témoigné à la Démoniselle de Lecluse combien j'étois sensible à sa juste douleur, je voulus lui faire quelques petites Remontrances, pour la détourner d'un voyage qui me paroissoit devoir être aussi désagréable pour elle, qu'inutile à son pere : mais, elle entra dans des transports de tendresse, qui me firent presque regarder mes Remontrances comme une injure que je faisois à son bon cœur ; en sorte que, ne pouvant en moi-même désapprouver une résolution si louable, je consentis qu'elle partit avec sa prétendue parente. Je lui donnai même quelque argent, tant pour les frais du

du voyage, que pour les besoins de son pere.

Je ne sçai point de quel côté la D^émoiselle de Lecluse tourna ses pas. Si je veux l'en croire, ce fut vers la rue de la Harpe, chez la nommée le Moine, qui fut la discrete dépositaire du secret qu'on vouloit me cacher.

Après cette éclipse; la D^émoiselle de Lecluse reparut sur l'horison comme un astre qui n'avoit rien perdu de son éclat. Je la reçûs avec amitié, & je me réjouis très-sincèrement avec elle de la convalescence imaginaire du bon-homme, qui n'auroit pas, dit-on, manqué de m'écrire, si l'Etat de foiblesse où il étoit lui avoit permis de me marquer toute sa reconnoissance.

Je pris tout cela le mieux du monde; & comme il semble que tout ne serve qu'à fortifier les premières impressions d'un esprit prévenu, ce qui devoit déshonorer la D^émoiselle de Lecluse devint à mes yeux un nouveau mérite pour elle. Le tendre attachement, que je croyois qu'elle venoit de marquer pour son pere, me parut un garant sûr de l'excellence de son cœur, & je pris de-là occasion de la proposer à mon Intendant comme un Parti qui pouvoit le rendre heureux. Je n'oubliai point les dix mille livres de dot, & quelques menues bagatelles qui pouvoient être d'une grande ressource dans la communauté. Mon

Intendant étoit un homme en qui j'avois placé ma confiance depuis longtems ; & je croyois lui procurer une bonne fortune. Il me parut très-sensible à mon choix , & m'assûra qu'il se trouvoit fort honoré de ma proposition. Il me dit, & il disoit vrai, qu'il connoissoit tout le prix de la D^émoiselle de Lecluse : en un mot , il renchérit sur tout le bien que je pouvois lui en dire, & finit en me déclarant qu'il seroit charmé d'être agréé par la D^émoiselle de Lecluse. Il ajoûta néanmoins, qu'il étoit de son intérêt de différer cet établissement , jusqu'à ce qu'il eût arrangé quelques affaires de famille qui tenoient sa petite fortune en échec. Je n'avois garde de désapprouver une conduite qui paroissoit si sage & si prudente. J'en prévins la D^émoiselle de Lecluse. Je lui vantai les bonnes qualités de son futur : elle avoua modestement, qu'il méritoit l'éloge que j'en faisois , & qu'au surplus l'estime, que je marquois avoir pour lui , étoit le titre le plus avantageux sous lequel un homme pût se produire auprès d'elle.

Dès ce moment, je crus pouvoir regarder l'affaire comme conclue, & je ne pensai qu'à donner de jour en jour à l'un & à l'autre de nouvelles marques de confiance & d'amitié. Je ne rapporterai sur cela qu'un trait , qui peut faire juger des autres, & qui d'ailleurs doit nécessairement trouver ici sa place.

Je l'ai déjà dit, le pere de la D^émoi-
selle de Lecluse étoit fort pauvre ; il le
devint encore davantage. On avoit exé-
cuté ses meubles , un petit domaine de
vingt ou trente pistoles de Revenu, qui fai-
soit tout son patrimoine se trouvoit saisi
depuis quelque tems par ses créanciers :
on en poursuivoit la vente avec viva-
cité ; & le sieur de Lecluse , qui n'a-
voit pas plus de crédit que d'argent ,
se voyoit chasser tristement de la Chau-
miere de ses peres , sans espérance d'y ren-
trer. Mon Intendant , de concert avec
la D^émoiselle de Lecluse , me conta
toute l'infortune de son beau-pere. Deux
cens pistoles , disoit-il , pouvoient le ti-
rer d'affaire : & la D^émoiselle de Leclu-
se , dans la crainte de paroître abuser de
mes bontez , en me demandant ce petit
secours , avoit pris son parti , c'étoit de
mourir de chagrin. Assûrement, j'aurois
été bien fâché d'avoir à me reprocher la
mort de la D^émoiselle de Lecluse. Je
chargeai donc mon Intendant de s'infor-
mer des arrangemens qu'il y avoit à pren-
dre , pour conserver des jours qui lui é-
toient si précieux : les éclairciss^{em}ens ne
furent pas long-tems à trouver. Je fus
diligemment instruit : & , en fort peu de
jours , moyennant 4000 Livres , que
je fis porter par mon Intendant au sieur
Boiceau , Procureur des Créanciers du
sieur de Lecluse , l'Affaire fut terminée ,
& les piéces me furent remises.

Mon intention étant , que cette libéralité

té profitât à la D^{moiselle} de Lecluse ; à condition néanmoins qu'elle laisseroit à son pere , pendant sa vie , la jouissance du Domaine en question ; mon Intendant fut attentif à tourner la Quittance ou l'Acte d'une maniere propre à remplir sur ce point mes volontés : cependant , je sçai , qu'il oublia finement d'y insérer la reserve de l'usufruit au profit du bon homme ; mais, ç'auroit été faire injure à la D^{moiselle} de Lecluse , que de regarder l'omission de cette clause comme quelque chose d'important : & l'on va voir , par la maniere dont elle se disposa à user de mon bienfait , que je n'avois pas lieu de la soupçonner.

Elle me pria , avec des transports de joye & de reconnoissance qui me charmoient , de lui laisser la satisfaction d'aller elle-même rétablir son pere dans ses biens : elle devoit perdre , disoit-elle , le plaisir le plus vif de sa vie , si toute autre personne qu'elle étoit chargée de porter une si heureuse Nouvelle. Je n'avois point de raisons pour me refuser à ses instances : je lui fis donc remettre les papiers , avec la Quittance du Procureur , & je la laissai partir , accompagnée de sa Domestiques , dans une chaise que je lui fournis. Je lui donnai même 800 Livres , tant pour les frais du voyage , que pour réparer le dommage qu'avoient causé dans les meubles de son pere les incur-
sions des Huissiers.

Arrivée à Fulvie , (c'est le nom du village où demuroit le pere,) la Démonfelle de Leclufe , qui n'avoit point oublié fes premiers rôles , y prit tous les airs d'une Divinité qui vient honorer la terre de fa préfence. Elle regarda fa famille comme un petit effain de miférables, qui devoient folliciter à genoux fa protection ; & , pour fe déterminer à fecourir fon pere & fes freres , elle attendoit froidement , que, par leur encens & leurs hommages , ils commençaffent à mériter fes bontés. Mais , pendant qu'avec fes proches la Démonfelle de Leclufe tranchoit ainfi la Déeffe, elle ne dédaigna pas de s'humanifer avec quelques étrangers. Il y eut entre autres un Chevalier, à qui elle ne refufa aucune marque de fa prédilection. J'ai entre les mains une Lettre , qui prouve à quel titre il la méritoit. Il faut remarquer, que ce Galant étoit *un Profès dans l'Ordre des Côteaux* :

* C'est un
de ces fins
Bûveurs
qui font
Profession
de ne boire
que du
Vin qui
croît dans
les Côteaux

& comme on prend affez volontiers le goût de ceux qu'on aime, la Démonfelle de Leclufe n'eut pas de peine à s'habituier avec lui aux plaifirs de la table.

Dans ces amusemens mêlés , elle commença, fuivant l'ordre, par deflécher l'Amant. A fes fonds expédiés succéderent mes 800 Livres, avec lefquels on ne brilla pas longtems ; enfuite on trouva que ma chaise étoit un meuble affez inutile, on la vendit. Enfin, après la chaise vendue, que

que faire des bottes du Postillon ? On s'en défit en faveur d'un Fermier, qui les prit à compte sur quelques provisions de bouche qu'il avoit fournies.

Après cette économique Expédition, la D^{moiselle} de Lecluse revint avec son Chevalier par la Voiture publique : & sur la route, par maxime de bienséance, pour éviter le scandale & les embarras, elle eut l'attention de se faire passer pour sa femme, & de se comporter comme telle.

Le Postillon, mécontent de ce qu'elle l'avoit renvoyé à pieds, m'apprit toutes ces Aventures : j'en fus d'ailleurs instruit par plusieurs Lettres, qui sont entre les mains de mon Avocat. On y voit les Lamentations du sieur de Lecluse, qui se plaint à moi de sa misere, & de ce qu'au lieu de soulager sa famille, la D^{moiselle} de Lecluse lui a laissé cent francs de dettes. On n'aura pas de peine à se persuader, qu'après des Découvertes de cette nature, je ne fis pas à la D^{moiselle} de Lecluse une Reception bien gracieuse. Elle voulut justifier sa Conduite, & je ne doutai point que son Apologie ne fût toute prête ; mais, le Regne des Fictions étoit passé : je refusai de l'entendre ; & je la fis chasser de chez moi avec un mépris égal à l'estime que j'avois eu pour elle.

Il est sensible, que mon Intendant avoit intérêt de la ménager, dans la crainte

qu'elle n'intentât contre lui l'Action qu'il lui fait aujourd'hui diriger contre moi : & ce motif , que je devois ignorer , pouvoit facilement se déguiser sous le spécieux prétexte de la compassion. Il crût donc pouvoir joindre auprès de mes amis ses Sollicitations à celles de la D^{mo}iselle de Lecluse, qui me demandoit par charité une retraite dans un Couvent. Plusieurs personnes de piété m'en parlèrent : je cédai à leurs prières, & je consentis de payer la pension de la D^{mo}iselle de Lecluse à la Communauté des Filles de Saint Chaumont. Je crois que ce fut sur la fin du mois d'Août 1722 , qu'elle entra dans ce Couvent ; mais , la Supérieure ayant appris , que sa nouvelle Pensionnaire étoit une Pénitence de l'Opéra , ne fut pas curieuse de conserver un Dépôt si suspect : elle pria poliment la D^{mo}iselle de Lecluse de choisir un autre Asile.

De ce Couvent , où la D^{mo}iselle de Lecluse ne coucha qu'une nuit, elle passa à la Communauté de Bonnes-Nouvelles ; mais , je n'y payai pas long-tems sa pension. La D^{mo}iselle de Lecluse n'étoit pas née pour la retraite : elle fit à la grille la Conquête d'un Gendarme, nommé de Chavanne. Aussi-tôt les billets doux se glissèrent de part & d'autre : quelques-uns furent interceptés, & découvrirent l'Intrigue. La D^{mo}iselle de Lecluse fut chassée ; & , afin de n'être plus

plus dans le risque de trahir par des Lettres le secret de ses Amours, elle alla demeurer avec le Gendarme: ils restèrent même assez long-tems ensemble. Les bons & les mauvais momens, que la Démonioiselle de Lecluse passa avec lui, la portèrent à croire, qu'elle étoit sa femme; & elle en parut si intimement persuadée, qu'à la mort du sieur de Chavanne, elle prit le deuil, & se présenta en qualité de veuve, pour recueillir sa succession. C'est une Anecdote singulière, dont je trouve la Preuve dans une Lettre du sieur de Lecluse, son cousin germain.

Les veuves sont sujettes à trouver les héritiers de leurs maris des gens mal disposés & peu traitables: c'est un malheur, qu'éprouva la Démonioiselle de Lecluse. Les héritiers du sieur de Chavanne ne voulurent même entrer en aucune composition avec la veuve de leur parent: ils la traitèrent d'une manière, qui n'étoit rien moins que respectueuse; mais, la Démonioiselle de Lecluse sut profiter de ces leçons de l'adversité: l'injustice de ces Collatéraux servit à lui ouvrir les yeux. Outrée de leurs mauvais procédés, elle fit des Réflexions sérieuses sur les risques auxquels s'expose une fille raisonnable, en donnant toute sa tendresse à un seul homme, qui peut lui être enlevé par la mort ou par l'inconstance: elle quitta sur le champ les lugubres ornemens de la viduité, & engagea son

B b 4

cœur

cœur & sa foi au Public. Je ne crains pas de le dire, c'est le seul Engagement auquel elle ait été fidèle.

Voilà, dans la plus exacte Vérité, quelle est cette Fille de Condition, qui, après dix-huit ans de Réflexions, m'accuse aujourd'hui d'avoir séduit son Innocence. Tant que mon Intendant a eu toute ma confiance, & qu'il a demeuré chez moi, la Démonfelle de Lecluse a gardé le silence; je n'ai point entendu parler d'elle: mais, depuis que je n'ai plus cet Intendant à mon service, ils ont projeté ensemble de se débarasser en ma faveur du fruit de leurs Amours. L'Intendant y trouve son compte, il a fait entendre à la Démonfelle de Lecluse, que cette translation de paternité seroit une fortune pour elle & pour son fils. Il paroît effectivement, qu'elle le pense ainsi, puisqu'elle croit me faire grace, en me demandant des sommes immenses, tant pour ses dommages & intérêts, que pour les alimens de ce fils; comme si, en me supposant pere, on pouvoit exiger de moi autre chose qu'un métier pour un enfant âgé, dit-on; de dix-huit ans, qui, dans l'Hypothese, seroit un bâtard adulterin, puisqu'au tems où l'on place sa naissance, ma femme étoit encore vivante: aussi cette Demande ne m'effraye-t'elle pas beaucoup. Au reste, je laisse à mon Défenseur le soin d'en faire sentir tout le Ridicule: pour moi,

moi, je ne suis engagé qu'à une Exposition naïve des Faits. Je viens de m'en acquitter à ma maniere; & j'ose me flater de les avoir rapportés avec toute l'exactitude & la bonne-foi possibles: je peux même dire, qu'ils sont presque tous soutenus de Preuves écrites. J'avouerai cependant, que je rougis du Détail dans lequel je viens d'entrer. Devois-je descendre à cette espece de Justification: & n'est-ce pas faire trop d'Honneur aux Fictions d'une Héroïne de Coulisses?

Le Marquis de B** tenoit la véritable route pour se dégager à peu de frais de l'Action qu'on lui intentoit: il donnoit l'idée de Mademoiselle de Lecluse comme d'une Aventuriere dont les Faveurs n'étoient pas difficiles à obtenir. En se jettant dans la Plaisanterie, & ne s'attachant pas scrupuleusement à la Vérité, il venoit à ses fins. Il falloit donc détruire sa batterie, lui rendre traits pour traits; car, dans cette matiere, il faut faire rire, & relacher un peu de cette gravité qu'on demande au Barreau dans les autres Sujets. Il faut en même tems faire valoir les Avantages de la Vérité; car, après tout, quand on ne la diroit pas avec les mêmes agrémens, & qu'on n'auroit pas de son côté les Rieurs lorsqu'on la fait & qu'on la persuade, on a pour soi les Juges; cela vaut bien mieux.

La D^{moiselle} de Lecluse, avant que

de faire un Mémoire dans le Droit, où elle établit solidement sa prétention, fit une Réponse, où elle rétablit la Vérité. A l'égard des Faits, je n'en rapporterai que quelques endroits, & je viendrai ensuite au Plaidoyer, où elle a mis en usage toutes les Raïsons.

Réponse
de la Dé-
moiselle de
Recluse.

J'ai lieu de croire, que le Dessen du Marquis de B**, en répandant son ingénieux Libelle, a été de divertir le public, & se le rendre favorable, sans s'embarasser de persuader. Je ne lui envie point le triste Avantage d'avoir réussi au moins en partie.

Comme je n'ai pas assez de talens pour répondre dans le même goût, & que je ne suis point en état, comme lui, d'emprunter à grands frais la Plume d'autrui, je me contenterai d'opposer des Faits à des Mots. Je ne dirai pas si bien, mais je dirai vrai; & je me flate que mes Lecteurs seront tout à la fois convaincus de la réalité de mes malheurs, de la mauvaise foi de mon Adversaire, & de la Justice de ma Cause. C'est le précieux Avantage de la Vérité sur le Mensonge: elle n'a pas besoin de ces vains ornemens du discours, qui ne servent souvent qu'à la déshonorer, en la rendant elle-même suspecte.

Qu'il en coûte à quelqu'un, qui a des sentimens dignes de sa naissance, d'entrer pour sa Justification dans des Détails

taills aussi humilians que ceux à la discussion desquels je suis forcée de me livrer, & dont la délicatesse du Marquis de B * *, s'il en étoit susceptible, auroit dû m'épargner une Honte qu'il partage ! Car enfin, croit-il que dans l'espece de la Cause, le séducteur soit seul favorable ? Les hommes ont-ils donc acquis le Droit de badiner sur ce qui nous déshonore, de rendre muette cette partie des Loix qui prononce également contre eux, & d'anéantir le crime en le couvrant des fleurs de l'Eloquence ?

Si l'on en croit le Marquis de B * *, rien n'est plus chimerique & plus mal fondé, que ma prétention : la seule Preuve qu'il en donne n'est néanmoins qu'un Roman fort bien écrit. Quel Avantage de n'être point gêné par la Vérité ! On se fournit à soi-même l'occasion de dire de jolies choses, & de placer des pointes à défaut de moyens.

Elle rend ensuite aux Faits, que le Marquis a défigurés, la Forme qu'ils doivent avoir : Elle raconte assez délicatement comment elle succomba. Ayant malheureusement pour moi, dit-elle en parlant du Marquis, réussi à me tirer du Cloître, ce premier pas franchi lui applanissoit les plus grandes difficultés pour parvenir à ses criminels desseins. Eh ! Comment de ma part s'y pouvoir refuser ! Nous demeurions ensemble :
cha-

chaque jour étoit marqué par de nouvelles complaisances. Souvent il se mettoit à genoux devant moi, &, dans cette attitude, il me disoit les choses du monde les plus tendres: c'est lui, qui le premier m'a parlé de tendresse. Ah! que le Marquis de B * * a d'Art pour rassûrer une Innocence timide! Ne pourrois-je pas dire ici, en imitant son stilet, *Peut-être en faloit-il moins pour m'engager* dans un piège aussi séduisant? Et une personne plus instruite que moi auroit eu bien de la peine à l'éviter.

Je résistai pourtant encore longtems: quoique mon cœur fut séduit, ma vertu me soutenoit encore, parce que je n'étois pas faite au crime comme lui; mais, le Marquis de B * *, las de ma résistance & de ces sentimens qui lui paroissoient trop stériles, eut recours, pour leur donner quelque réalité, à la ruse & au secours d'une complice abominable, avec laquelle il m'amena souper à Boulogne. Je n'en dis pas davantage; mais, mon séducteur m'entend bien.

Je me trouvai bientôt dans cet Etat qui est également la suite d'un Commerce criminel, & des chastes embrasemens de deux tendres époux. A l'approche du moment critique, le Marquis de B * *, qui dit aujourd'hui, qu'il *ne sait pas de quel côté je tournai mes pas*, me conduisit lui-même chez la nommée le Moine, sage-femme, rue de la

la Harpe. Elle raconte ensuite comment le Marquis guérit d'elle.

Quant à moi, poursuit-elle, lorsque je me croyois au comble de la félicité, & que mon bonheur me sembloit à moi-même digne d'envie, par la malheureuse habitude où j'étois de jouir d'une fausse sécurité au milieu du crime, l'événement qui m'a tiré de cette espèce de létargie, & qui m'a fait ouvrir les yeux sur mon Etat, est un de ces Coups de la Providence, & de cette Sagesse impénétrable, qui sçait tirer tous les jours le bien du mal même.

Le goût décidé du Marquis de B** pour les Richesses, & le moyen d'en acquérir, bien plus que les charmes de sa nouvelle conquête, m'enleva tout à coup son cœur. C'est une Vérité, que je puis avancer hardiment, quand on sçaura que cette redoutable Rivale étoit la prétendue Dame Law.

Mon Amant intéressé, à qui elle fit envisager des biens immenses, ne pût tenir contre des charmes qui flattoient agréablement sa cupidité: en effet, je ne dis pas les miens, mais quels autres appas auroient pû soutenir le parallèle? Je fus donc sacrifiée à cette odieuse femme, qui commença par le mettre à la tête des affaires de son mari fugitif; place, dans laquelle il a travaillé avec d'autant plus de fruit, qu'il l'a fait par goût.

En

En donnant, parmi plusieurs autres bijoux de prix, son Portrait enrichi de diamans au Marquis de B**, la Law exigea de lui de me mettre dans un Couvent Elle ne refuse pas plus sérieusement divers endroits du Mémoire, auquel elle répond d'abord, en disant que son premier mouvement a été de plaindre le Marquis, quelque raison qu'elle ait de le haïr. Sans doute, dit-elle, que le grand âge du bon homme le rapproche de l'enfance; & que ceux, qui ont intérêt à charmer son ennuy par de petits contes pour rire, se sont avisés de ceux-ci. Il faut bien qu'il ait en effet perdu le bon sens, pour adopter & donner comme vrais de pareils jeux d'esprit. Elle retorque contre lui ce qu'il dit en finissant : *Je rougis du Détail dans lequel je viens d'entrer. Devois-je, poursuit-elle, descendre dans cette espece de Justification?* Et puis, se mettant tout de bon en colere : *N'est-ce pas faire trop d'Honneur aux Fictions d'un Vieillard decrepit, la Risée de tous ceux qui n'ont pas besoin de lui, le fléau de tous ceux qui ont le malheur d'y avoir affaire; qui, cependant, parce qu'il est comblé des biens de la Fortune, & des adulateurs, vient d'entrer dans une illustre Famille par une alliance que l'âge des parties rend des plus disproportionnées, trouve des Défenseurs pour l'aider à s'élever un trophée galant de ses propres vices, & jouit enfin dans*
une

*une Sécurité Epicurienne de ma Honte, &
du Fruit de ses Forfaits?*

*Dieux qui le connoissés,
Est-ce donc sa Vertu que vous recom-
pensés?*

J'ajouterais que l'Histoire de l'Intendant, que fait le Marquis, ne paroît pas ajustée au Théâtre avec assez de finesse pour pouvoir imposer & le justifier. Car, comment croira-t'on, que le Marquis, qui paya d'abord une Pension de quatre cens Livres pour la D^{moiselle} de Lecluse; qui résolut de l'établir avec dix mille Livres; qui, après l'avoir mise dans un Couvent, l'en sortit & la plaça dans un appartement qu'il meubla où elle avoit avec assez de décence toutes les commodités de la vie; qui sacrifia quatre mille Livres pour secourir son pere; (il raconte lui-même toutes ces actions, qui paroissent héroïques;) comment croira-t'on, dis-je, que le Marquis, qui n'est pas un héros de charité, s'il n'en eut pas eu une par Vénus, eut agi ainsi? Il nous apprend lui-même comment il s'y est pris pour séduire la D^{moiselle}, & je le condamnerois sur son Mémoire.

La D^{moiselle} de Lecluse ne s'en tint pas à cette Réponse. Me. d'Hermand son Avocat donna au Public un Plaidoyer, où il mit tout en usage pour éclaircir

claircir le Droit & le Fait. J'ai crû que cet Ouvrage avoit tout l'Agrément nécessaire pour insinuer dans l'esprit l'Instruction qu'il renferme. Le voici.



P L A I D O Y E R

P O U R

Démoiselle Edme-Elisabeth de Lecluse de Villiers-les-Haux, Tutrice de Jean-Louis-Edme de Saint-Martin de Montigny, fils du Sieur Marquis de B**.

C O N T R E

*le Marquis de B**.*

Séduire une jeune Fille de Condition dans la ferveur de son Noviciat, la tirer du Couvent, abandonner cette Fille séduite quand la Passion est satisfaite, méconnoître son propre Fils après quinze ans d'éducation, & déchirer par la Déclamation la plus outrée la Mere qui implore pour lui la Commiseration des Magistrats : tels sont les Faits de la triste Cause qui s'offre en ce moment aux yeux de la Justice.

Celle, pour qui je parle, fort d'une ancienne Maison de la Province de Bourgogne.

Un

Un Procès attira son pere à Paris vers la fin de 1717 , peu de tems après la Mort de son épouse ; & il amena avec lui sa fille , âgée alors de 16 à 17 ans.

Un ami , respectable par sa condition & par son mérite , voulut bien partager ses chagrins & la peine des sollicitations. Il lui procura la connoissance du Marquis de B** , qui avoit avec lui une nièce , fatale connoissance , qui conduisit la D^{moiselle} de Lecluse à sa perte , & qui est devenue la source de tous ses malheurs.

La D^{moiselle} de Lecluse , conduite par son pere chez le Marquis de B** , y vit la D^{moiselle} de Tagny : leur amitié commença à la premiere entrevue , & l'union la plus étroite succeda bientôt.

La D^{moiselle} de Tagny produisit la D^{moiselle} de Lecluse dans les meilleures compagnies ; mais , elle étoit peu en état de goûter ces avantages : insensible aux plaisirs présens , elle n'étoit occupée que des incertitudes de l'avenir.

Son pere perdit le procès qui avoit donné lieu à son voyage. Ce facheux événement ôtant à la D^{moiselle} de Lecluse tout espoir d'un établissement dans le monde , elle n'envisagea plus d'autre parti pour elle que le Cloître. Mais , dans quel Couvent se retirer ? Qui pouvoit

lui en fournir les moyens?

Elle fit part à la D^{moiselle} de Tagny de sa situation, & la consulta sur son sort.

Celle-ci approuva ses résolutions, & lui dit que sa naissance & le talent de la voix dont la Nature l'avoit favorisée, étoient des moyens très-propres à lui faire ouvrir les portes de quelque Abbaye Royale: elle lui promit même d'engager l'Abbé Prévôt, Aumônier de M. le Cardinal de Noailles, & ses autres amis, à s'intéresser pour elle.

La D^{moiselle} de Tagny ne s'en tint point à ces marques d'affection & de zèle, elle porta la générosité jusqu'à offrir à la D^{moiselle} de Lecluse, dans le cas où elle ne réussiroit point à trouver une Maison Religieuse, d'unir leur destinée dans quelque Communauté séculière où elles partageroient ensemble une Pension considérable que lui faisoit son oncle, à qui elle avoit cédé tous ses biens.

La D^{moiselle} de Lecluse, fortifiée par les conseils de son amie, & animée par ses offres, ne songea plus qu'à satisfaire son vœu pour la retraite.

L'Abbé Prévôt travailla pour elle du côté de l'Abbaye de Fontevrault; mais, au milieu de ces mouvemens, le Marquis de B**, qui avoit sur la D^{moiselle} de Lecluse des vues qu'elle ignoroit, considérant que le parti qu'elle vouloit prendre

dire détruiroit ses projets, ne songea qu'à la détourner de son Entreprise.

Que n'avoit point à dire un homme aussi versé dans les Intrigues galantes, pour détourner de l'idée du Couvent une jeune personne dont il appercevoit bien que la vocation n'avoit pris naissance que dans le chagrin de la perte d'un procès qui achevoit la ruine de sa famille ?

Il lui représenta, que l'attachement de la D^{moiselle} de Tagny pour elle devoit l'engager à ne point abandonner une si tendre amie ; que le plaisir qu'il avoit de leur union lui faisoit souhaiter qu'elle ne finit qu'à la Mort ; & qu'à cet effet il lui offroit tout , pour ne mettre aucune distinction entre elle & cette nièce ; ainsi qu'elle pouvoit accepter librement chez lui un appartement & sa table , comme les y avoit la D^{moiselle} de Tagny : enfin il lui dit , que Paris étoit le lieu du monde où l'on rend le mieux Justice au mérite ; qu'elle y pourroit trouver un établissement honnête ; & qu'il y contribueroit de tout son pouvoir. Cependant , tous ces témoignages de bien-veillance du Marquis de B * * ne dissuadoient point la D^{moiselle} de Lecluse , & elle persistoit toujours à vouloir se faire Religieuse.

Alors , notre Adversaire , craignant de se démasquer , s'il s'obstinoit à la combattre plus longtems , changea de plan : il feignit d'être touché de ses raisons , il ap-

plaudit à ses sentimens ; & , comme s'il eut été émule de sa vertu ; jusqu'à vouloir partager l'honneur de son sacrifice, il lui offrit , & à son pere , de payer sa dot * dans tel Couvent dont il leur plaisoit faire choix.

* Ce Fait est reconnu par le Marquis de B * * dans deux Endroits de son Mémoire.

On sent combien il étoit naturel que la reconnoissance d'une offre si généreuse engageat la Démonseigneur de Lecluse & son pere à déferer ce choix du Marquis de B * *.

Il proposa l'Abbaye de Lonchamp , & rendit de la préférence , qu'il donnoit à cette Maison , une raison si flatteuse pour la Démonseigneur de Lecluse , qu'elle ne pût qu'augmenter sa sensibilité au bienfait : il lui dit , que la proximité de cette Abbaye faciliteroit à sa nièce les moyens de cultiver son amitié , puisqu'elle pourroit souvent l'aller voir , & recevoir tous les jours de ses nouvelles ; ensorte que la Démonseigneur de Lecluse , charmée de pouvoir se conserver cet agrément en renonçant au reste du monde , accepta de tout son cœur le Couvent de Lonchamp , & ne tarda pas y à être conduite par son pere & le Marquis de B * *.

Entrée de la Démonseigneur de Lecluse au Couvent de Lonchamp.

Elle y entra d'abord en qualité de Postulante , & peu de temps après elle y reçut le voile de Novice. Cette cérémonie faite , le sieur de Lecluse se retira de son côté dans sa Province , fort tranquille sur le parti qu'avoit embrassé sa fille.

L'éloignement de ce pere ranima le dessein que le Marquis de B** n'avoit fait que suspendre de s'opposer au sacrifice que vouloit faire la Démonioelle de Lecluse; & voici quelles furent ses premières attaques.

L'on sçait que tous les Couvens ren-ferment de ces fausses Héroïnes, qu'un zele indiscret, & une vertu mal éprouvée, ont arrachées au monde avant que de le connoître, & dont la ferveur bientôt éteinte, quand elles ne communiquent plus avec lui qu'à travers une double grille, n'en laisse l'ame que plus ouverte à ses attraits. L'Abbaye de Lonchamp avoit les siennes, & il ne fut pas difficile au Marquis de B** d'employer leur expérience, pour instruire la jeune Novice du repentir qui ne suit que trop souvent l'engagement le plus volontaire de sa Liberté.

Intrigue
ménagée
par deux
Religieuses
de cette
maison.

Les Lettres du Marquis de B**, fidèlement remises par les soins de ces Religieuses, vinrent d'abord à l'appuy de leurs leçons; & ce fut par des services si importans, qu'elles méritèrent le nom affectueux de *mes cheres Tantes*, que le Marquis de B** n'a cessé de leur donner depuis.

Il étoit presque impossible, qu'une fille de dix-huit ans, qui n'avoit pas quitté le siècle par dégoût, mais par le peu d'espoir d'y former un établissement avantageux, ne fut extrêmement ébran-

lée sur sa vocation, par de si pressantes attaques. Les cheres Tantes ne cessoient de lui vanter la noblesse des sentimens du Marquis de B * *, de sorte qu'elles lui persuaderent, qu'un homme, assez libéral pour lui vouloir bien payer une dot de dix mille livres dans un Couvent dont elle prenoit le parti contre son intention, porteroit la générosité beaucoup plus loin pour jouir du plaisir de la voir honorablement pourvue dans le monde.

Le marquis de B * *, instruit de la situation où l'on avoit amené la Novice, crût qu'il étoit tems de faire jouer les derniers ressorts pour achever sa conquête : il lui écrivit une dernière Lettre, plus affectueuse, plus ardente, que toutes les autres, que lui présenterent encore les adroites mains qui avoient déjà mis la négociation en si bon train.

Cette Lettre n'auroit été, pour une fille plus instruite que Mademoiselle de Lecluse, qu'un *Assemblage bizarre d'Amour & de Religion*, à travers duquel elle auroit bien démêlé celui des deux sentimens qui l'emportoit dans le cœur du Marquis de B * *, & ce qu'il demandoit d'elle : mais, refroidie seulement dans son Vœu de se consacrer au Seigneur, sans avoir perdu l'innocence de ce premier desir, elle crût qu'on lui offroit la Liberté du Monde ; & c'est ainsi que séduite par l'habileté d'un homme trop attaj

Termes du
Marquis.

attaché à la perdre, elle est malheureusement tombée dans le piège qu'il lui tendoit.

Par cette Lettre il lui marquoit, que la médiocrité de sa fortune ne devoit pas l'empêcher de rentrer dans le monde : il lui en promettoit une brillante, en l'assurant, qu'étant déjà maîtresse de son cœur, elle le seroit bientôt de tout ce qu'il possédoit : il donnoit des éloges à sa sagesse, & l'exhortoit cependant à se mettre au dessus du *Qu'en dira-t'on* †. Il lui déclaroit *vouloir partager avec elle tous les plaisirs innocens que la vraie amitié permet ; persuadé, disoit-il, que quand le Seigneur n'y est point offensé cela dure davantage* : & la conclusion de toute cette belle Morale étoit, qu'elle fit mettre ses hardes & paquets dans le chariot qu'il lui envoyoit ; que le lendemain, *il iroit diner avec elle & les cheres Tantes, & qu'il l'emmeneroit, dût-il pleuvoir des Hallebardes.*

† Termes de la Lettre du Marquis de B * * & qu'il rapporte lui-même dans son Mémoire.

La Démonioelle de Lecluse pleine de confiance dans ce système, sortit donc du Couvent de Lonchamp le 25. Octobre 1713 ; le Marquis de B * *, accompagné de sa nièce, l'étant venu chercher comme il le lui avoit mandé : & dès ce jour, elle occupa l'appartement qu'il lui avoit fait préparer dans la maison où il demouroit avec cette nièce rue de Richelieu.

Sortie de la Démonioelle de Lecluse du Couvent de Lonchamp pour demeurer chez le Marquis de B * * dont il convient lui-même dans un Le-Mémoire.

On pense bien, que la Démonioelle de

Lecluse ne fit pas cette démarche, sans avoir prévenu son pere sur son changement, & sans qu'il eut agréé son retour dans le monde.

On pense bien aussi, que la nièce du Marquis de B * * n'étoit point informée des vrais desseins de son oncle, & que la démarche, à laquelle elle s'étoit prêtée en l'accompagnant à Lonchamp, n'avoit pour but que de hâter le moment de sa réunion avec la Démoniselle de Lecluse.

Possesseur enfin de cet objet si désiré, le Marquis de B * * *n'a-t'il partagé avec lui que les plaisirs innocens que la vraie amitié permet ?* Qui le pensera ? La Démoniselle de Lecluse, au bout de trois mois seulement, laissa entrevoir sa défaite ; mais, le crime de sa foiblesse n'est-il pas tout entier celui du Marquis de B * *, puisqu'il est forcé de convenir lui-même, qu'après être sortie du Couvent de Lonchamp, elle ne démentoit point la merveilleuse idée qu'il avoit d'elle, & que par-là elle augmenta beaucoup les dispositions où il étoit à son égard. Qui ne pardonnera point la chute d'une jeune personne, que son séducteur avoue qu'il eut moins pressée, si elle eut été moins sage ; principalement, quand on voit que, pour aider son triomphe, il fut forcé d'avoir recours à la surprise & à l'artifice.

Depuis ce jour fatal à son innocence, la Démoniselle de Lecluse, livrée à l'humili-

Ce sont les
termes du
Marquis
de B * *
dans son
Mémoire.

miliation des accidens qui font les délices des chastes épouses , paya bien cher par ce triste état des faveurs qu'on lui avoit arrachées. Elle cacha sa honte aussi longtems qu'elle pût ; mais , à l'approche du moment critique , il fallut feindre un voyage. Le Marquis de B ** , plus sensible alors à l'Honneur qu'il ne l'est aujourd'hui , la conduisit lui-même chez la nommée le Moine , Sage-femme rue de la Harpe , où elle accoucha le 18. Octobre 1719 , d'un fils qui fut baptisé le lendemain à Saint Severin , & nommé par ordre de son pere *Jean-Louis-Edme de Saint Martin*. Les trois noms de Baptême étoient ceux du Marquis de B ** & de la Démonfelle de Lecluse , & celui de *Saint Martin* , le nom d'une Terre dépendante du Marquisat de B **.

Pendant que la Démonfelle de Lecluse demeura-là , quelles affiduités ! Que de fréquentes visites ! Elle eut dans son malheur la fatisfaction de voir éclore cette nouvelle tendresse que témoigne toujours un pere à la vue du fruit de son amour.

L'enfant , mis d'abord en nourrice à Saint Denis , parut bientôt au Marquis de B ** trop éloigné : il voulut l'avoir dans son Hôtel , & lui donna pour seconde nourrice la nommée Adam , femme de son Suisse. Elle le lui portoit tous les matins : il lui faisoit mille caresses ; & sa libéralité , sa magnificence , éclatoient

dans tout ce qui avoit rapport à lui.

Le sieur
de Saint-
Martin est
entré dans
cette Pen-
sion le der-
nier Octo-
bre 1725.

Le Marquis de B ** confia ce fils nouvellement sorti de nourrice à la Dame Desgages, qui, demeurant dans les Quinze-vingt, logeoit pour ainsi dire à sa porte, & ne l'en retira que pour le mettre chez le sieur Desquinemard, Maître de Pension au faubourg Saint Antoine, où il le fit recevoir, & inscrire sur les Registres comme son fils; &, pour Preuve qu'il le reconnoissoit pour tel, il lui donna un couvert & un gobelet à ses armes.

Cependant, la sécurité & le repos où vivoit la Démoniselle de Lecluse à la vue de tous ces soins paternels, s'évanouirent bientôt : une trop dangereuse Rivale s'éleva contre elle, elle ne put résister à ses coups.

Denoue-
ment de
l'intrigue
à l'occa-
sion de la
Dame
Law.

Le Marquis de B **, assez heureux pour plaire à la prétendue Dame Law, ne pouvoit manquer de mettre à profit une Avanture aussi précieuse : il est trop doux de convertir l'Amant qui donne en Amant qui reçoit, pour que le Marquis de B **, dont on connoit la prudente économie, ne saisit point avec empressement l'occasion d'une si heureuse métamorphose.

Son Portrait enrichi de diamans, que lui donna d'abord cette riche Angloise, & qu'il porta sur le champ en brasselet attaché avec un ruban gris-de-lin, fut le signal funeste qui annonça à la Démoniselle

selle de Lecluse la fin de son empire. Une inconstance, déclarée avec si peu de ménagement, lui fit répandre beaucoup de larmes: mais, la résolution étoit trop bien prise, pour être combattue avec succès; la Dame Law avoit exigé le sacrifice: le Marquis de B** pouvoit-il préférer un Amour déjà satisfait à un Amour que le Dieu des Richesses lui-même devoit récompenser? La D^{mo}iselle de Lecluse ne fit donc qu'une résistance vaine, il falut se soumettre au parti de la retraite dans un Couvent, sur l'espoir que lui donna le Marquis de B**, qu'elle n'y resteroit pas longtems, qu'il lui payeroit une Pension de 3000 Livres; & que cette complaisance, donnée au tems & aux conjonctures, auroit le retour le plus avantageux. Ce furent-là des dehors affectueux, sous lesquels cet Amant infidèle scût cacher la dureté d'un adieu éternel. Il ne manquoit à ce rôle artificieux, que quelques larmes qu'il eut l'adresse de verser le jour que la D^{mo}iselle de Lecluse partit, & qu'il la remit entre les mains de sa sœur, qui la conduisit elle-même à Saint Chaumont.

Peu de tems après qu'elle fut dans cette Communauté, le Marquis de B** la fit avertir de se transporter chez Me. le Maignan, Notaire, pour signer l'acceptation d'une Donation qu'il avoit fait dresser à son profit. C'étoit la Donation d'une Maison à lui appartenante sise rue
Saint

Saint Jean de Beauvais, dont il laissoit toucher depuis plusieurs années les loyers à la D^{moiselle} de Lecluse sur ses quittances qu'il prenoit pour argent comptant du Principal locataire. Elle ne manqua pas de se rendre chez le Notaire, accompagnée de la Supérieure de Saint Chaumont.

Le dessein du Marquis de B **, dans cette Libéralité, étoit sans doute d'adoucir la rigueur du sort qu'il faisoit effuyer à la D^{moiselle} de Lecluse, en s'acquittant avec elle d'une partie de ce qu'il lui devoit, & selon la Religion, & selon le Monde.

Mais, si l'on ne peut refuser au Marquis de B ** l'Aveu qu'il est trop honnête homme, pour ne pas connoître à quoi la probité & l'honneur engagent, s'offensera-t'il d'entendre dire, qu'il n'est pas assez délicat pour remplir les obligations dont il sent le devoir? Ce n'est point ici la D^{moiselle} de Lecluse qui s'explique, ce sont les Faits qui parlent.

Croiriez vous donc, que cette Donation dont elle demanda l'Expédition quelque tems après qu'elle l'eut signée, n'a point reçu la signature du Donateur; & que cet Acte, qui a passé à Me. le Verrier, comme successeur de Me. le Maignan, est encore au nombre de ses minutes imparfaites?

Croira-t'on, que, de la Pension de mille Ecus, promise à la D^{moiselle} de Lecluse
en

en un Couvent , pour que sa présence dans le monde ne corrompit point l'encens que le Marquis de B ** vouloit offrir aux trésors de Madame Law , elle n'en a jamais touché que le premier quartier , qui fut payé d'avance ? Et que cette Pension , réduite à douze cens Livres , dès le second quartier , n'a eu lieu que pendant trois ans ?

Croira-t'on , que la D^émoiselle de Lecluse , amusée par le Marquis de B ** , par l'appas de différens mariages avantageux qu'il vouloit lui procurer , & qu'il a lui-même fait manquer , a été obligée d'entrer ensuite au Couvent de Belle-Chasse , pour jouir d'une petite Pension viagere de 400 Livres qu'il lui offroit ?

Croira-t'on , enfin , que le Marquis de B ** , toujours infidele dans ses obligations , & qui n'avoit d'autre dessein que de tromper la D^émoiselle de Lecluse , n'a même voulu payer cette modique Pension , que pendant un an , quoiqu'il en eut fait une promesse par écrit : de sorte que la D^émoiselle de Lecluse , à toute la vie de laquelle il ne peut rien reprocher que le désordre dont il est seul coupable , s'est vue forcée , après plusieurs sommations inutiles qu'elle lui fit faire , de sortir de ce Couvent , faute de paiement , & de se retirer aux Filles de Saint Thomas , où elle est restée plusieurs années , & tant qu'elle a pû payer sa Pension , en vendant quelques héritages de peu de

de valeur qui lui restoit en Bourgeoisne ?

Le Marquis de B** pouvoit cependant continuer de payet cette Pension sans qu'il lui en coûtât rien, avec les dividendes de trois Actions quatre dixièmes qu'il a encore à la Demoiselle de Lecluse, & pour raison de quoi elle est actuellement en instance au Conseil, où elle a même obtenu un Arrêt qui condamne le Marquis de B** à les lui restituer avec les intérêts.

Ces Faits, quelques étrangers qu'ils paroissent, sont cependant certains. Aujourd'hui, la Demoiselle de Lecluse, dénuée de tout, ne subsiste que par la libéralité des propres amis du Marquis de B**, qui, ayant vu de près les liens qu'il a rompus, en ayant bien connu l'origine & la trame, regardent son ingratitude & sa dureté comme une espece de violement des Droits de la Société civile.

Au moins étoit-ce un adoucissement aux peines de la Demoiselle de Lecluse de voir encore subsister le Pere après avoir perdu l'Amant.

Le Marquis de B**, informé que son fils étoit bien moins à la Pension du faubourg Saint-Antoine que chez la Dame Desganges, le fit ramener chez cette femme, d'où il n'est plus sorti que quand il a été en âge de commencer ses études. Alors, le Marquis de B**, dont l'amitié pour ce fils
sem-

sembloit augmenter à mesure qu'il le voyoit croître, le fit habiller en enfant de condition, le tint auprès de lui quelque tems à sa maison de campagne de Passy, voulut qu'on l'appellât de Montigny, du nom d'une Terre de 400. livres de rente, dont il disoit avoir dessein de lui faire donation; & chargea son Intendant de lui trouver une Pension où il fut aussi parfaitement pour les soins de sa personne, que pour l'avantage de ses études.

L'Intendant & la Dame Desgages le placèrent au commencement de 1731, chez le sieur Chignon, Maître de pension rue Saint Benoît faubourg Saint Germain, lequel fut exactement payé par cet Intendant & par les autres gens d'affaires du Marquis de B***, jusqu'au milieu de l'année 1734.

Cette datte est la fatale époque des malheurs du fils entraîné dans les disgraces de la mere : mais, plus infortuné encore, il se trouve aujourd'hui forcé d'élever ses cris contre un pere, qu'il n'a jamais offensé, qu'il respecte, qu'il aime, & dont il est cependant désavoué.

La Justice les a déjà favorablement entendus, en accordant à ce fils abandonné une Pension alimentaire, & en ordonnant qu'on lui créeroit incessamment un Tuteur, à la diligence duquel il seroit statué définitivement sur son Etat.

Cet

Cet emploi a été confié à la D^{moiselle} de Lecluse : qui pouvoit s'en acquitter en effet avec plus de fidélité & de zèle ?

Envain le Marquis de B ** a voulu dérober à cette mere courageuse la gloire de son entreprise, & le succès qu'elle a droit de s'en promettre, par une Déclaration indécente, qui n'a d'autres fondemens, que des idées romanesques. Paris a jugé sainement de son ouvrage : le Marquis de B ** a diverti le Public à ses dépens.

La D^{moiselle} de Lecluse est convenue d'avoir été séduite, elle a sacrifié à l'Amour maternel, à la nécessité de défendre son fils, toute la répugnance qu'on pense bien que doit avoir une fille bien née pour un Aveu aussi humiliant : mais, elle n'a eu de foiblesse que pour son Séducteur, & il y a quinze ans, qu'elle en fait la plus austere pénitence. Ce ne sont donc point-là de ces sujets odieux, justes objets de la haine publique. Ainsi, le Marquis de B ** pouvoit se dispenser de faire la D^{moiselle} de Lecluse Fille d'Opéra, seulement pour avoir le plaisir de tracer sur ce faux cannevas tous les ridicules personnages qu'il a jugé à propos de lui faire jouer. On ne peut jamais être assez grave, quand on défend sa Cause devant les Magistrats & devant le Public ; & n'est-ce pas un Scandale affreux, ou un Oubli outré

tré des Mœurs , de voir le Séducteur prétendre se sauver , en badinant sur la Séduction & sur la personne séduite ?

J'ai crû devoir faire , avec la Démonfelle de Lecluse , dans le Sanctuaire de la Justice & dans le Public, cette Réparation à la Vraifemblance & à la Vérité , fi cruellement bleffées par son Adverfaire.

Je vais maintenant exposer les Moyens de la Cause.

M O Y E N S.

Cette Cause a deux Objets : Question de fait , & Question de droit.

Pour établir la Question de fait , c'est-à-dire la qualité du pere effectif du sieur de Saint-Martin dans la personne du Marquis de B * * , il se présente naturellement quatre fortes de Preuves.

Les deux premières , personnelles à la Démonfelle de Lecluse , font d'abord les Lettres que le Marquis de B * * lui écrivit pendant son Noviciat au Couvent de Lonchamp , & qui prouvent la Séduction ensuite celles qu'il lui a écrites depuis sa sortie de ce Couvent , dans lesquelles on lit les Preuves de l'Intrigue qu'il s'est ménagée , & du Commerce dans lequel il a en effet vecû avec elle.

Par rapport aux autres Preuves de paternité , elles font personnelles à l'enfant , & se tirent , tant de son Extrait-

Baptistaire, que des soins que le Marquis de B * * son pere a pris de lui pendant quinze ans : ce qui forme en sa faveur une possession d'Etat.

C'est donc à l'établissement de ces Preuves, que se réduit cette Cause : car, le paternité une fois constance, la Question de droit ne souffre plus de difficulté ; & le Marquis de B * * doit être condamné, tant aux dommages & intérêts de la Démonfelle de Lecluse, qu'à prendre soin de son fils.

L'Etat des Enfans naturels est un Etat de Honte, j'en conviens ; mais, c'est toujours un Etat : les devoirs des peres n'en sont pas moins réels. Les enfans légitimes ne sont pas plus que ceux-ci une dépendance de leur pere ; les uns & les autres sont également une partie de son être ; ils entrent tous dans l'harmonie qui compose la société : s'ils n'ont pas tous les mêmes droits, du moins ils en ont de certains ; & la certitude de leur Etat qui leur assure ces droits, cette certitude, peu honorable pour eux, leur est cependant également précieuse.

Ce sont les mêmes Loix, qui conduisent les uns à la Preuve de leur Etat, & que doivent suivre les autres pour y parvenir ; ce sont les mêmes Textes qu'ils doivent consulter, les mêmes Ordonnances qui les doivent guider : ils reconnoissent la même Jurisprudence, & nous avons vû cette matiere si sérieusement approfondie
dans

dans tant de Causes aussi solennelles qu'intéressantes, qu'elle ne nous offre plus de difficulté.

Commençons donc l'établissement de la première Preuve de l'Etat du sieur de Saint Martin tirée des Lettres que le Marquis de B** écrivoit à la Demoiselle de Lecluse, pendant son Noviciat à Lonchamp.

On a vu dans le fait, que deux Religieuses de cette Maison, pour seconder les intentions du Marquis de B**, s'étoient chargées de remettre & de faire agréer à la Demoiselle de Lecluse les Lettres qu'il lui écrivoit.

Mais, ce n'étoit point assez pour le Marquis de B** d'avoir à lui deux personnes, il falloit encore inspirer à la Demoiselle de Lecluse de la confiance pour elles: c'est à quoi il travailla dans une de ses Lettres, où pour lui sauver les scrupules que pourroient lui causer leurs discours dans la ferveur de son noviciat, il lui dit: *Ne soyez point inquiète, ma chère Poule, que mes chères Tantes ne vous parlent que de moi, & de rien autre chose.*

Par une autre Lettre il paroît, qu'il ne vouloit pas qu'elle eut d'autres objets devant elle que ceux qui pouvoient lui présenter son idée: les termes dans lesquels ils s'en explique font assez voir sa jalousie. Il se plaint à une des surveillantes de ce qu'elle a été au parloir sans elle: *Je vous prie, ma chère Tante, d'éviter*

ces visites à la petite , car cela ne me plaît point.

Depuis que la D^émoiselle de Lecluse avoit été au parloir sans une Tante , tout étoit suspect au Marquis B**. Ayant appris qu'elle avoit écrit à une de ses amies , aussi tôt nouvelles inquiétudes , nouvelles jalousies , enfin nouvelle plainte adressée toujours aux cheres Tantes. *Je vous avoue ,* dit il , *que je crains les D^émoiselles : je vous supplie de voir la Réponse de cette amie ; car , je trouverois fort mauvais , qu'elle eut commerce avec quelqu'un : & , pour adoucir ce dernier reproche , je vous embrasse ,* poursuit-il , *cependant , ma chere Tante , très-tendrement , & votre amie , &c.*

Les cheres Tantes pour n'être plus exposées a aucun reproche de la part du Marquis de B** , devenoient tous les jours plus attentives & plus exactes ; elles avoient soin de l'instruire du progrès qu'elles faisoient , & de l'état où elles mettoient cette jeune fille , novice à tous égards. C'est pourquô , à l'occasion des présens qu'il lui envoyoit pour distribuer à ses cheres Tantes , il hazardoit de tems en tems une Lettre où étoit peint le portrait le plus frappant d'un Amour parfait : il sentoit la conséquence d'une Lettre de cette nature , & le danger qu'il y avoit qu'elle restât entre les mains de cette jeune Novice , il en prévenoit sa chere Tante ; & pour n'en laisser

fer subsister aucun vestige qui put autoriser la D^{emoiselle} de Lecluse à se plaindre un jour, ce qui caractérise le mauvais dessein, il lui marquoit dans une Lettre particuliere : *Faites-lui brûler, ma chere Tante, la Lettre que je lui écris aujourd'hui, car cela est inutile à garder.* Est-ce par de telles Lettres, que le Marquis de B ** nourrissoit la Vocation de la D^{emoiselle} de Lecluse, ou l'éteignoit? Comment a-t'il pû dire, qu'il l'a conduit au Couvent, & qu'il s'étoit engagé de payer sa dot? N'a-t'il pas joué la Comédie?

De toutes les Lettres qui ont été brûlées, en voici une échappée à sa destinée : elle suffit seule, pour faire juger des autres.

Je vous envoie, ma chere Poule, le plus beau, le plus gros & le meilleur Fambon de Mayence, qu'on ait pu trouver à Paris: je suis sur qu'il sera excellent, je le souhaite. Je vous l'aurois envoyé plutôt, si le Messager étoit venu. Je pars demain Vendredi pour ma campagne, & je reviendrai ici le soir; car, je ne puis quitter un moment, à cause de mes procès. En voilà assez sur cet article, parlons de votre repas: divertissez-vous bien, buvés à ma santé avec ces Dames. Je vous dispense de remplir vos Lettres de remerciemens sur mes libéralités; je vous ai déjà dit, ma chere Poule,

D d 3

que

Séducteur qui se dévoile
 que j'avois plus de plaisir à vous les faire, que vous de les recevoir. Il faut pourtant que je vous mande ce que je vous envoie, pour sçavoir si l'on vous le porte. Par exemple, je vous fais le mémoire de tout ce que l'on vous porte, pour qu'il n'y ait rien de perdu :

1. Jambon de 22. livres, cacheté de deux cachets, de peur qu'on ne vous le change.

4. Bouteilles de Vin de Bourgogne.

Deux bouteilles de Liqueurs.

Une bouteille de Vin de Canarie.

Douze Oranges.

Huit Biscuits du Palais Royal, parce qu'on n'a pu trouver que cela.

Six Poulets & ris de veaux, Trufes, Morilles, Champignons, & autres assortimens.

Vingt-cinq livres de Sucre en sept Pains, pour mes cheres Tantes.

Six livres de dragées, que vous avez dû recevoir la dernière fois.

Une aulne de Taffetas noir, avec du Ruban, pour faire un Tablier à ma chere Tante M * * *

* C'est une de celles qui le servoient avec le plus de zele.

Mandez-moi seulement, ma chere Poule, que vous avez reçu le contenu en ma Lettre, & je vous quitte du reste. Pourvu que vous m'aimiez, ma chere Enfant, que vous me le disiez de bon cœur tous les jours, je en vous reprocherai point de me mander

con-

continuellement la même chose , ni je ne m'en ennuirai point. Mais , je ne dis pas de même , ma chere Poule , de ne vous pas voir , je m'en ennuye très-fort , & commence à murmurer en secret ; car , je n'ai personne à qui je puisse décharger mon cœur : si j'avois ma chere Tante à ma portée , cela me soulageroit fort. Adieu , ma chere Poule , je vous embrasse & vous aime de tout mon cœur ; j'embrasse aussi mes deux cheres Tantes : bûvés à ma santé avec elles , & mandez-moi si tout est arrivé à bon port.

Les présens , qui furent souvent réitérés , firent tant d'impression sur les cheres Tantes , qu'elles ajoutèrent aussitôt à la permission d'écrire & de venir souvent les voir , celle de souffrir que le Marquis de B * * apportât son dîné pour pouvoir passer ensemble les journées entieres à la grille. Ce fait est prouvé par une de ses Lettres : *Croit-on* , dit-il , *qu'on entrera demain , j'irai toujours dîner avec vous ; mais , s'il y a entrée , je porterai aussi à souper.*

Plus les cheres Tantes avoient de complaisance pour le Marquis de B * * en lui procurant de voir souvent l'objet de ses Amours , plus ses desirs augmentoient pour s'en assurer la possession toute entiere ; aussi mit-il tout en usage pour y parvenir. Ses cheres Tantes se joignirent à lui , & renouvelèrent leurs efforts

auprès de la Démonfelle de Leclufe : elles firent fi bien , que quelques jours après elles apprirent au Marquis de B** qu'elles l'avoient totalement dégoûtée de fon Noviciat, qu'il ne lui reftoit plus que des réflexions & des fcrupules , qui venoient d'un côté fur le peu de bien qu'elle poffédoit , ce qui lui avoit rendu la retraite plus néceffaire , & d'un autre côté fur ce qu'elle ne pouvoit fe déterminer à aller demeurer avec un homme qui l'aimoit , fans violer fa délicatelfe & les bienséances; fans craindre de faire parler fur fon compte, & que fon pere ne fçût à qui attribuer un fi prompt changement.

Le Marquis de B** , inftruit de la fituation où étoit fa Novice , lui écrivit une derniere Lettre , que l'on peut appeller *un afsemblage bizarre de Sentimens d'Amour & de Religion*, d'autant plus criminel; que le venin de la Séduction qu'elle renfermoit étoit plus caché , & même que les termes de fainteté s'y trouvoient profanés.

Dabord , pour que les inquiétudes qu'elle avoit fur la médiocrité de fa fortune ne fuflent plus un obftacle à fa sortie du Couvent , & aux deffeins du Marquis de B** , il lui difoit : *Oubliez , ma chere Poule , l'infortune pour laquelle vous n'êtes pas née , & jouiffés de la fortune que Dieu vous envoie ; & foyés fûre , que la mienne ne fera grande , qu'autant que vous*

*vous voudrés garder en vos mains ce que vous y avez ; ce qui dépendra toujours de vous. Vous entendés ce que le Marquis de B * * vouloit dire par garder en vos mains ce que vous y avés : c'est de son cœur dont il vouloit lui parler. Vous avés voulu être Religieuse, vous ne pouvés douter que je n'aye préféré votre bonheur au mien : vous ne le voulés plus, parce que vous croyés m'aimer & l'être de moi ; je vous en répond, de moi ; de vous, j'ai beaucoup de penchant à le croire : ainsi, jouissons sans nul trouble des plaisirs innocens que la vraie amitié permet ; on dit que quand le Seigneur n'y est point offensé, cela dure davantage. On peut demander au Marquis de B * *, qui avoit traversé la Vocation ?*

Ici, le Marquis de B * * ne devient-il pas un Séducteur d'autant plus dangereux, qu'il prend le caractère d'un homme dont la sagesse & la prudence répondent à l'âge, & qui n'a pour unique but que ce zèle charitable de réparer la mauvaise fortune d'une fille de condition dont il estime la vertu, & à laquelle il rend hommage en ces termes : *Vous êtes née naturellement sage, je vous ai toujours rendu Justice ; & pour lever les scrupules au sujet des bienséances sans éfaroucher sa vertu : ce parti ne vous coûtera rien, le genre humain ne le croira peut-être pas, mais tant pis pour lui s'il fait des jugemens téméraires ; bien faire, & laisser di-*

re, voilà comme je pense : je vous demande autant de fidélité que vous en trouverez de ma part. Adieu, ma petite Poule, je vous embrasse de tout mon cœur.

Le Marquis de B**, qui sçavoit combien les instans étoient précieux, n'eût garde de laisser échaper le moment de foiblesse qu'on lui avoit ménagé auprès de la Démonioiselle de Lecluse : il se choisit deux Maisons, dans le dessein de s'en partager l'habitation avec elle, & il lui dit encore dans la même Lettre : *Je me suis fort tourmenté pour vos deux Maisons : j'espère que Vendredi elles seront meublées ; l'on n'est occupé de tout côté qu'à décorer les habitations de la chère fille qui en fera tout l'ornement, attachée à son cher Papa. Avant Jeudi, il ira un chariot à votre Couvent, pour apporter les meubles & hardes dont vous pouvez vous passer, cela le matin ; j'irai dîner avec vous : embrassez mes chères Tantes, & ne laissez pas traîner cette Lettre. J'irai à Passy, & ferai venir le Tapissier ; & encore une fois envoyez vos hardes par le chariot. Il a plu toute la nuit, voilà le beau tems ; je fais partir la charette à demain Mardi, dut-il pleuvoir des hallesbardes.*

Belles sont les Lettres, que le Marquis de B* écrivoit à La Démonioiselle de Lecluse pendant son Noviciat à Lonchamp. En développant l'odieuse Séduction dont la Démonioiselle de Lecluse est aujourd'hui

la

la victime, ne deviennent-elles pas la première Preuve de l'Etat du sieur de Saint-Martin; parce que, comme je l'ai observé dans le fait, la Démonfelle de Lecluse, en sortant du Couvent de Lonchamp, vint demeurer chez le Marquis de B**, & y accoucha un an après; Circonstance importante, seule propre à faire connoître le Marquis de B** pour le pere de l'enfant dont il avoit depuis si longtems obsédé la mere, & qu'il avoit pour lors dans sa possession?

Il est encore une seconde Preuve de l'Etat du sieur de Saint Martin également convainquante, suivant l'Axiome de Droit : *pater est is quem nuptiæ demonstrant, pater verò est is quem concubinatus demonstrat.*

Cette Preuve se tire, non seulement de l'Intrigue que le Marquis de B** s'est ménagée, mais encore du Commerce dans lequel il a en effet vécu avec la Démonfelle de Lecluse. Pour être convaincu de l'un & de l'autre, il ne faut que lire entre autres Lettres celle qu'il lui écrivoit à la Maison de campagne, où elle s'étoit retirée à l'occasion de la Démonfelle de Tagny. Cette Lettre est si claire, qu'elle suffit seule, pour prouver le Commerce; en voici les termes :

Il me semble, ma chere Poule, que pour avoir été si longtems sans m'écrire, vous le faites en racourci; & je m'apperçois, ma chere Poule, que c'est vous qui commen-

Seconde
Preuve de
l'Etat du
sieur de
Saint-
Martin.

cés à m'oublier. Vous avez tort , car je pense pour vous toujours de même : je vous prie de retrancher les idées que vous me mandés ; il ne faut pas insulter au malheureux. Je me suis privé de tout , pour vous voir contente , & pour passer la fantaisie que vous avez eue ; j'appelle privé de tout , quand je n'ai pas le plaisir de vous avoir avec moi : c'est un trait dans votre vie , que vous ne devriez point oublier ; il y a peu de personnes , qui retranchent le seul plaisir qu'ils ont au monde , pour satisfaire celui de ce qu'ils aiment , & qui vivent comme vous me faites vivre dans le célibat. Soyez donc sûre , ma chere Poule , que le jour qu'il vous plaira revenir ici fera le jour qui me fera le plus de plaisir : je ne vous en dis pas davantage ; & si vous entendés bien tout cela , je verrai si vous m'aimés véritablement , vous qui m'avez dit cent fois ma chere Poule , qu'auprès de moi vous n'aviés rien à souhaiter.

Je craindrois d'affoiblir le texte de cette Lettre , en y joignant quelques Réflexions : rien de plus clair en effet , que cet endroit essentiel : *C'est un trait dans votre vie , que vous ne devriez point oublier ; il y a peu de personnes , qui retranchent le seul plaisir qu'ils ont au monde , pour satisfaire celui de ce qu'ils aiment , & qui vivent comme vous me faites vivre dans le célibat.*

Le Commerce une fois établi , la naissance de l'enfant , qui en est le fruit , n'en est

est-elle pas aussi une suite ordinaire ? Il est né un enfant pendant le Commerce : non seulement la naissance de cet enfant est arrivée un an après la sortie de la D^émoiselle de Lecluse du Couvent de Lonchamp, mais encore la naissance de cet enfant est reconnue par le Marquis de B * *. *La D^émoiselle de Lecluse*, dit-il, *devenoit insensiblement un témoin contre elle-même, chaque jour rendoit le danger plus pressant, il n'y avoit qu'un moyen de prévenir l'éclat, c'étoit d'éloigner pour quelque tems la D^émoiselle de Lecluse, ce qui fut fait à l'approche du moment critique; mais après cette éclipse, continue-t'il, la D^émoiselle de Lecluse reparut sur l'horison, comme un astre qui n'avoit rien perdu de sa beauté.*

* Termes
du Marquis
de B * *
dans son
Mémoire.

Quel est donc le pere de cet enfant ? N'est-ce pas celui qui reconnoît la grosseffe & les couches de la mere, dont il avoit eu tant de peine à s'assurer la possession ? N'est-ce pas celui qui lui fait reproche dans une Lettre de ce qu'elle *le fait vivre dans le célibat* ? N'est-ce pas celui en un mot, qui continue de vivre encore avec elle pendant quatre ans depuis la Naissance de cet enfant ? Oui sans doute, c'est le Marquis de B * *, & la Preuve en est entiere : *certus propriè est quem nuptiæ demonstrant, certus quodam modo est is quem concubinatus demonstrat*, dit Cujas sur la Nouvelle 18.

Je ne crois pas devoir m'étendre davantage.

vantage sur les Preuves personnelles à la mere : passons maintenant à celles qui sont personnelles à l'enfant, c'est-à-dire à celles qui se tirent, tant de son Extrait-Baptistaire, que des soins que le Marquis de B * * son pere a pris de lui pendant 15. ans ; ce qui forme en sa faveur une Possession d'Etat.

Troisième
Preuve de
l'Etat du
Sieur de
Saint-Mar-
tin.

Comme on ne doit pas s'attendre à trouver toujours dans l'Extrait-Baptistaire des enfans naturels une Preuve complete de filiation, la Loi 8. ff. *de statu hominum* décide, que l'erreur, qui peut être glissée dans le titre de filiation, ne sçauroit nuire à l'Etat de l'enfant : *Non ledi statum liberorum ob tenorem instrumenti mali concepti.*

L'on voit tous les jours l'homme tirannisé par ses passions tromper la prévoyance des Loix ; les Registres publics, destinés à annoncer la naissance des Citoyens, recevoir également l'impression de la Vérité & du Mensonge ; le Ministre, qui en est le Dépositaire, ne peut y tracer que ce qu'on lui dicte. Mais, quels secours la Justice, qui veille à tout, n'offre-t'elle pas à ces enfans ainsi sacrifiés dès leurs premiers sours ? Le danger des conséquences ne la porte point à les abandonner à leur malheureux sort ; elle ne rejette point les plaintes qu'ils lui adressent : soigneuse de découvrir la Vérité, elle s'étudie à percer les ténèbres dont l'iniquité a voulu l'obscurcir ;
atten-

attentive à tout, elle porte ses premiers regards sur le déguisement affecté dans les Registres publics, elle en pèse chaque mot, chaque circonstance; marchant pour ainsi dire après l'enfant dans les différentes routes qu'il a parcourues, elle s'assure de la main qui lui a fourni les besoins de la vie, elle interroge le pere qui le désavoue; & s'il reste encore quelque chose de douteux, elle cherche la Vérité qu'elle desire dans le témoignage de ceux qu'une heureuse nécessité a fait les confidens & les témoins de l'Intrigue.

L'Extrait-Baptistaire du sieur de Saint-Martin, dans lequel on a voulu tromper tout à la fois, & la prévoyance des Loix, & la Religion du Ministre, est, malgré son déguisement, un Acte constitutif de filiation; puisqu'à travers l'obscurité que l'on y a voulu répandre, il en sort des rayons de lumière plus que suffisant pour éclaircir les esprits, & pour faire voir que nul autre que le Marquis de B**, & la D^{moiselle} de Lecluse, ne peuvent être pere & mere de l'enfant qui fut baptisé à Saint Severin le 18 Octobre 1719, sous les noms de *Jean-Louis-Edme de Saint-Martin*, & depuis appelé de *Montigny*.

En effet, quels sont les noms de Jean-Louis? Ceux du Marquis de B**. Quel est le nom d'Edme? C'est celui de la D^{moiselle} de Lecluse. Quel est celui de

de Saint-Martin ? C'est celui d'une Terre dépendante du Marquisat de B ** , aussi-bien que celui de Montigny que le Marquis de B ** voulut dans la suite qu'on lui donnât , & qu'il porte encore ; parce que , disoit-il , il lui faisoit présent de cette Terre.

Mais, pourquoi cet enfant est-il baptisé à Saint Severin, pendant que le Marquis de B ** demuroit Rue de Richelieu ? C'est qu'alors, comme on l'a déjà dit , plus sensible à l'honneur qu'il ne l'est aujourd'hui , il conduisit lui-même la Démonioiselle de Lecluse chez la nommée le Moine, Maîtresse Sage-femme, Rue de la Harpe , pour tâcher de voiler sa Honte : cette même femme déclara lors du Baptême, qu'elle l'avoit reçu chez elle , & que c'étoit un enfant naturel. En faut-il davantage , pour faire voir , que *Jean-Louis Edme de Saint-Martin* est fils de *Jean-Louis Marquis de B *** , Seigneur de *Saint-Martin* ?

Enjoignant, à toutes ces Circonstances , la date de la naissance arrivée un an après la sortie de la Démonioiselle de Lecluse du Couvent de Lonchamp , les fréquentes visites du Marquis de B ** pendant ses couches , son fils nourri dans la Maison par la femme de son Suisse , l'attention qu'il avoit de se le faire apporter tous les matins à son lit , les soins qu'en pere tendre il prit de son éducation , en le plaçant chez des Maîtres dont les Pen-

sions

sions ont toujours été payées par les gens d'affaires, la curiosité qu'il eut de le voir dans un âge plus avancé se le faisant amener à Passy, le présent qu'il voulut lui faire de la Terre de Montigny, le nom qu'il lui en donna, les quatre cens-cinquante Livres qui ont été payées en 1733, de l'ordre du Marquis de B **, par les mains de son nouvel Intendant au Maître de Pension, en l'étude & présence du Procureur de la partie adverse, & cela pour faire cesser les poursuites du Maître de Pension; ne sont-ce pas-là autant de Preuves séparées, qui, réunies, annoncent & garantissent la filiation de cet enfant, auquel même elles tiennent lieu de Possession d'Etat: *Quæ singula non profunt, cumulata juvant.*

Enfin, la Nature, souvent curieuse de nous déceler ses secrets, nous offre une Preuve bien complete de cette filiation, dans la parfaite Ressemblance entre le Marquis de B ** & son fils: ce sont les mêmes traits, la même physionomie, la même taille, conformité avantageuse si l'on veut pour le sieur de Saint-Martin; mais, encore plus utile aujourd'hui, pour assurer son Etat.

Ces Preuves reçoivent une nouvelle force, quand on les rapproche du Commerce dans lequel le Marquis de B ** a encore vécu pendant quatre ans avec la Démoniselle de Lecluse, depuis la naissance de cet enfant malheureux. Si l'on

rappelle encore à la suite de tous ces faits la conduite du Marquis de B ** à l'égard de la D^{mo}iselle de Lecluse, son entrée au Couvent, la Pension de trois mille livres qu'il lui a d'abord faite; celle de douze cens livres, à laquelle elle fut réduite, qu'il lui a payée pendant plusieurs années; la Donation, quoique nulle, qu'il lui fit de la maison rue Saint-Jean de Beauvais, dont la grosse en parchemin est encore en l'étude de Me. le Verrier, successeur de Me. le Maignan; le dessein dans lequel il a paru vouloir la marier; enfin, la dernière promesse par écrit de lui payer quatre cens livres de Pension sa vie durant; tous ces faits ne laissent plus de doute: une charité étrangère est certainement moins étendue, la Nature & l'Amour plus que la pitié paroissent avoir inspiré ces secours, & leur abondance constate leurs motifs.

Je crois avoir rempli le premier Objet de ma Cause, & vous avoir prouvé à n'en pouvoir douter, que *Jean-Louis Edme de Saint-Martin* est le fils de *Jean-Louis* Marquis de B **, Seigneur de *Saint-Martin*. Le Marquis de B **, & la D^{mo}iselle de Lecluse, sont pere & mere de l'enfant: ce fait doit demeurer pour constant; mais, le Marquis de B ** dont-il une Pension alimentaire à son fils, & des dommages & intérêts à la mere? C'est la Question de Droit.

Quest.

Question de Droit.

C'est un principe, *ex Equitate Canonica*, les alimens sont dûs aux bâtarde qui ne sont souillés que de l'incontinence de leur pere, *qui non peccaverunt, sed vitio paterno laborant*. C'est à celui qui a donné la vie à un autre de la lui conserver, c'est une obligation indispensable de sa part : l'honneur est un nouveau motif qui doit y engager une personne de condition ; autrement, ce ne seroit avoir été son pere, que pour devenir son bourreau, & ne lui avoir donné la vie, que pour lui faire sentir dans l'instant les horreurs de la mort.

Les enfans naturels sont hommes: nos Loi 4. ff. de agnoj. & alend. liberis. Loix empêcheroient-elles, que l'on ne nourrisse des hommes ? Ils sont citoyens : adopterions-nous des maximes, qui laisseroient des citoyens dans la plus affreuse misere ? Ils sont innocens : quelle injustice nous porteroit à refuser à des innocens les moyens de subsister ? Mais, si l'on n'ose pas dire, que c'est parce qu'ils sont hommes, citoyens, & innocens, leur refusera-t'on donc à vivre, parce qu'ils sont nos enfans ? Non, sans doute : il ne faut que consulter nôtre cœur, & écouter ses sentimens, c'est un devoir que la nature nous apprend, & une nécessité que la sévérité des Loix impose.

se à des peres tels que le Marquis de B * *.

Toutes les fois qu'il s'en est trouvé d'assez inhumains pour méconnoître leurs enfans , & leur refuser les secours qu'ils leur avoient administrés depuis leur naissance , la Cour , toujours protectrice de l'Orphelin , s'est armée pour la défense de ces victimes d'incontinence ; & , leur accordant des Pensions alimentaires, elle a toujours fait attention, pour en fixer la quotité , à la condition, aux dignités, & à la fortune, des peres.

Cette sage & judicieuse précaution devient pour le sieur de Saint-Martin une espece de titre, à la faveur duquel il doit compter sur une subsistance aisée : car, par rapport à la naissance du Marquis de B * *, il est d'une des bonnes Maisons de Normandie.

A l'égard de sa fortune , tout le monde sçait, qu'elle étoit grande avant le Système, & que cet événement, par l'attention qu'il a eu d'en profiter , n'a pas peu contribué à l'augmenter.

Tout concourt donc à assurer au sieur de Saint-Martin une Pension, mais une Pension proportionnée à la fortune de son pere, pour lui tenir lieu d'un établissement : car, enfin, il lui en doit un, & j'en ai pour garant la Jurisprudence de la Cour, & en particulier le Jugement qu'elle a rendu dans la Cause de la Demoiselle Crucifix, contre le Marquis de

de

de Crequi, qui est parent du Marquis de B **.

Dans cette Cause, deux enfans, un fils & une fille, l'un de six ans, & l'autre de sept, demandoient des alimens au Marquis de Crequi leur pere. Vous le condamnâtes à payer à ces deux enfans, c'est à la fille dans un Couvent, & à son fils chez son Maître où il étoit en apprentissage, une Pension alimentaire jusqu'à l'âge de seize ans, sauf à eux à se pourvoir après ce tems contre leur pere pour raison de leur établissement.

L'espece de cette Cause, infiniment moins favorable, devient pour la nôtre un Moyen victorieux. Dans l'espece, la mere étoit une fille âgée de plus de trente ans, qu'on ne pouvoit présumer avoir été séduite par le Marquis de Crequi, qui à peine étoit majeur; & une circonstance remarquable, c'est que cette fille étoit femme de chambre de l'épouse du Marquis de Crequi dans la Maison duquel elle demouroit. L'Etat des enfans fit sur vous son impression ordinaire. Vous nous apprenés donc, que les enfans naturels ont une action ouverte en Justice contre leur pere, non seulement pour avoir de lui des alimens dans leur pas âge, mais encore pour raison de leur établissement.

Ce Principe posé, le sieur de Saint-Martin, âgé de dix-neuf ans, non pas mis en métier comme le fils du Marquis

de Crequi, mais qui a reçu une éducation convenable, prêt de finir le cours de ses études dans lesquelles il s'est toujours distingué, ne doit-il pas espérer que la Cour le mettra en état de faire un établissement conforme à son éducation ?

Si vous aviez besoin d'autres Exemples de ce que vous avez fait dans de pareilles Causes, je serois en état de vous rapporter nombre de Jugemens, qui ont déjà décidé nôtre espece, & qui ont toujours mesuré la quotité de la Pension à la condition, aux dignités, & à la fortune, du pere.

Tout porte donc, sur l'Etat du sieur de Saint-Martin, la lumiere dans les esprits : la nécessité de lui assurer des alimens est démontrée; il n'a point à craindre ces fâcheux événemens, dont on l'a menacé avec ce ton qu'on a vû prendre tant de fois à la mauvaise Cause : rassuré par la bonté de la sienne, plein de respect pour son pere qui le désavoue, & prêt à baiser la main qui le persécute, il fonde toutes ses espérances sur vos lumieres, sur votre Justice.

Je crois avoir suffisamment établi ce Moyen essentiel de ma Cause, je veux dire la Nécessité d'assurer des alimens au sieur de Saint-Martin : passons maintenant au second Objet, à la Pension, que le Marquis de B** doit à la Démoniselle de Lecluse, pour lui
tenir

tenir lieu de dommages & intérêts.

Om me dira peut-être, que demander <sup>Domma-
ges & in-
térêts.</sup> des dommages & intérêts douze ans après une Séduction, c'est s'y prendre un peu tard : j'en conviens dans le Principe général ; mais, en même tems, je soutiens que l'enchaînement des Faits, la succession non interrompue d'évenemens singuliers plus cruels les uns que les autres qui sont arrivés à la Demoiselle de Lecluse, pertes considérables qu'elle a souffertes par la mechanceté & la mauvaise foi réfléchie du Marquis de B**, deviennent elles-mêmes des raisons & des motifs de dommages & intérêts aussi pressans que le premier corps de délit, qui seul doit naturellement les opérer : ainsi son silence, qu'elle garderoit encore au milieu même de l'oppression, si elle n'eut crû devoir le rompre pour les intérêts de son fils, devient chez elle une délicatesse qui rend les dommages & intérêts plus nécessaires. C'est maintenant ce qu'il s'agit d'examiner : mais avant, & pour le faire avec plus de succès, il est bon de vous observer, que le Marquis de B** a reconnu lui-même la justice de cette Demande, en faisant à la Demoiselle de Lecluse une Promesse par écrit, que je tiens à la main, de lui payer quatre cens Livres de Pension sa vie durant.

Les motifs de cette Pension étoient bien justes. Séduction de la part d'un homme de cinquante ans dans la personne d'une fille de seize, fille de condition, déshono-

rée par la naissance d'un enfant, & un Commerce de cinq ans. Perte irréparable qu'elle a fait de sa jeunesse, amusée tantôt par la promesse d'une Pension de mille écus, qui n'a été payée que pendant un quartier, dès lors réduite à douze cens Livres qu'elle n'a encore reçue que pendant trois ans : tantôt par l'idée flatteuse d'un mariage que cent mille Livres de dot doivent lui procurer; première occasion d'établissement marquée par la trahison du Marquis de B** lui-même; seconde occasion d'établissement qu'il lui a fait perdre, en lui refusant la restitution de son bien*; abandon total, qu'il a fait de sa personne: vie misérable & languissante, qu'elle a traînée, s'exécutant elle-même pour subsister dans les Couvens jusqu'au tems de la promesse par écrit de quatre cent Livres de Pension; enfin, nouvelle misère dans laquelle elle est tombée depuis qu'il a cessé de la payer. Ce sont, j'ose le dire avec confiance, autant de torts, qui chacun séparément méritent des dommages & intérêts, mais qui réunis les rendent encore plus indispensables.

* Ce sont les trois Actions quatre dixièmes pour raison de quoi la Demoiselle de Lecluse est aujourd'hui avec lui en instance au Conseil.

Combien cette Demande devient-elle favorable, si on la met en parallèle avec l'Action ouverte qu'a en Justice une Concubine contre celui avec qui elle a vécu en commerce, pour le faire condamner à lui fournir des alimens? Et la raison qu'en donne l'Arrétiste, qui en rapporte

une

une infinité d'Exemples, c'est afin qu'elle puisse vivre hors du vice.

Il est vrai que les Loix, dont la sage précaution ne tend qu'à la destruction du crime, distingue toujours les diverses sortes de concubinaires. Car, si la Justice écoute les demandes en alimens de celles-ci, elle annulle même les Donations faites à celles-là. Rien de plus juste en effet, que de défendre d'en faire à celles qui se prostituent à une impudicité publique : nos mœurs, qui ne reconnoissent d'autre union que le mariage, admettroient-elles aux Donations les personnes que le Droit Romain, qui permettoit le Concubinage, n'y admettoit pas ? Nous nous faisons gloire de surpasser en cela les plus sages Payens ; mais, nous distinguons toujours dans la vengeance même du crime le motif qui nous anime.

Non seulement nous autorisons, dit Richard, les Donations modiques, c'est-à-dire, selon cet Auteur, les Donations d'alimens, quoique faites à des personnes tachées d'adultère, afin, comme on l'a déjà dit, que le donataire ait le moyen de vivre hors du crime ; mais encore, suivant les cas & les circonstances, nous en prononçons la condamnation en leur faveur.

Pour être persuadé de cette Vérité, il ne faut qu'écouter la Nature : elle nous dit, que la nécessité de vivre n'admet aucune incapacité ; de-là vient, qu'il est permis

de donner des alimens à ceux même qui sont morts civilement ; parce que le Droit Civil ne peut jamais donner atteinte aux Devoirs naturels : *Civilis ratio naturalia jura corrumpere non potest.*

Or, si l'on accorde des alimens à une Concubine, si ceux même qui sont morts civilement sont capables de pensions alimentaires, la Démonfelle de Lecluse n'est-elle donc pas bien fondée à demander aujourd'hui l'exécution de celle qui lui a été faite par le Marquis de B**, qui l'a ravie d'un Azile saint, où elle se formoit un établissement solide, & qui a employé pour la séduire des ruses & des subtilités, contre lesquelles elle ne pouvoit être en garde, étant alors dans cet âge tendre, où le peu d'expérience rend le danger plus à craindre, & la Séduction plus facile ?

La Démonfelle de Lecluse n'est point de ces femmes accoutumées au vice, qui, courant publiquement une carrière honteuse, savent rendre la multiplicité de leurs Avantures aussi utiles à leurs plaisirs qu'à leur intérêt ; & qui, pour éviter la difficulté d'un choix souvent trop embarrassant, flatent tous ceux qui les approchent également de la préférence. Au contraire, se sépare-t-elle du Marquis de B**, chez qui elle avoit vécu comme sa nièce, & avec sa nièce, sous des dehors de bienfaisance, qui dans l'attachement rendent la foiblesse plus pardonna-

ble ;

ble ; bien loin de caractériser cette effronterie toujours criminelle, ses yeux se dessillent d'abord , & s'ouvrent aux rayons de la Grace ; & comme la retraite avoit été son premier goût, elle se retire avec joie au Couvent de Saint-Chaumont , pour y pleurer sa conduite, toute cachée qu'elle avoit été. Là, elle y reçoit quelque tems après les propositions de deux époux du choix même du Marquis de B * *. Le premier, qui est le Marquis de Choifinet, se retire après avoir été amusé pendant un an, parce que le Marquis de B * * lui fait dire par dessous main, qu'elle a eû un enfant. Le second, qui est le nommé de Chavannes, meurt à Fontainebleau , attendant pour l'épouser la restitution de ses actions de la Justice du Marquis de B * *. Tous ces événemens ne l'abbatent point : au contraire, ils lui en font mieux goûter les douceurs & la nécessité de la retraite ; elle ne sort de ce lieu que plusieurs années après, quand le Marquis de B * * l'abandonne totalement , & retire de chez le sieur de Montlis ses actions, dont les dividendes payoient une partie de sa Pension. Comme il en restoit encore dû quelques quartiers , elle fut obligée de laisser en gage un effet assez considérable, qui a même été perdu, n'ayant jamais été en état de le retirer depuis.

En sortant de là , la Démoniselle de Lecluse où va-t'elle chercher un azile ?

Chez

Chez la mere d'une Religieuse, qui lui offre sa maison. Avec quoi vitrelle pendant plusieurs années? Avec une somme

† C'est fait de huit cens livres †, que la Marquise de Monstrieux fut condamnée de lui payer pour la valeur d'un diamant qu'elle lui avoit confié, & qui fut perdu, & en vendant peu à peu quelques unes de ses nippes.

est prouvé par un procès verbal dressé à l'occasion d'un Référé fait en l'Hôtel de M. le Lieutenant Ci-vil.

En 1727. arrive un retour apparent d'une médiocre fortune, je veux dire la Promesse par écrit que le Marquis de B** fait de payer à la Démoniselle de Lecluse sa vie durant une Pension de quatre cens livres. Pour en profiter, elle se retire au Couvent de Belle-Chasse, où les talens de sa voix suppléent à la modicité de cette Pension: au bout d'un an, le chœur l'incommode, c'est pourquoi elle changea d'azile, & entre aux Filles de Saint-Thomas, où peu de tems après le Marquis de B** cesse de payer cette modique Pension.

Je vais parler dans un moment de la teneur de cette Promesse, & des sommations inutiles qui furent faites d'y satisfaire.

Le Marquis de B** ayant cessé de payer cette modique Pension, la Démoniselle de Lecluse ne sortit pas pour cela du Couvent: ne trouvant de véritable satisfaction que dans la retraite, elle y est restée tant que ses effets & bijoux ont pû fournir au payement de sa Pension:

tion : je le prouve par les quittances des Supérieures que je tiens à la main : je rapporte aussi la preuve qu'elle a vendu à M. de *** une petite Ferme qui lui restoit en Bourgogne ; tous lesquels expédiens unis ensemble l'ont fait subsister jusqu'à présent.

Voilà au vrai la Conduite de la Démonfelle de Lecluse ; Conduite d'autant plus louable, que sa vie est traversée depuis douze ans par des révolutions & des événemens qui trouvent peu de femmes constamment vertueuses : ils doivent toucher tous ceux qui m'entendent, & déterminer la Cour à ordonner l'exécution de la Promesse du Marquis de B * *.

Cette Promesse offre à sa première lecture un homme vain jusqu'à l'excès : elle caractérise sa léfine & sa mauvaise foi jusques dans un trait apparent de générosité.

Le Marquis de B * * fait à la Démonfelle de Lecluse une Pension sa vie durant, tant qu'elle demeurera au Couvent : voilà la générosité, ou plutôt la justice, qu'il lui rend : il insère dans cette Promesse la clause, qu'au cas qu'elle en sorte, la Pension demeurera éteinte : voilà la subtilité, parce qu'à ce moyen, il s'est rendu maître de l'événement, l'ayant obligée de sortir faute de paiement, malgré les sommations qu'il a reçu d'y satisfaire. Aujourd'hui, il veut faire re-

tom,

tomber sur la D^émoiselle de Lecluse l'inexécution de la clause. N'est-ce pas le comble de la mauvaise-foi ?

Mais, allons encore plus loin, nous découvrirons le Marquis de B * * encore plus injuste.

Le Marquis ne déferant point aux sommations de payer, la D^émoiselle de Lecluse regarde sa Promesse comme un billet d'honneur, elle l'appelle devant les Maréchaux de France : mais, le Marquis de B * * n'ayant osé comparoître, ce Tribunal expéditif ne trouva point la Demande assez de sa compétence, pour la juger par défaut : aujourd'hui, que les vrais motifs de cette Promesse sont constans, c'est à la Cour, qui en voit la légitimité, à condamner le Marquis de B * * à l'exécuter, pour tenir lieu à la D^émoiselle de Lecluse des dommages & intérêts, dont j'ai établi la Nécessité & la Justice.

Je crois à ce moment mon Ministère consommé : je vous ai développé la Séduction, je vous ai établi l'équité des dommages & intérêts qui en résultent en faveur de la personne séduite, je vous ai prouvé que le fleur de Saint-Martin (a) est fils du Marquis de B * *, & je vous ai

(a) L'Extrait-Baptistaire du fleur de Saint-Martin n'ayant pu être levé que pendant le cours de la Plaidoirie, il est bon d'observer, que le nom de Jean, mis dans le Plaidoyer, ne se trouve pas dans l'Acte.

ai fait sentir la nécessité de lui adjuger une Pension proportionnée à la Condition & à la Fortune de son pere. C'est présentement à vous, Messieurs, à remplir les espérances de notre juste Cause: la Démonioiselle de Lecluse persiste dans ses Conclusions.

Par Sentence contradictoire du 27 Juin 1738, rendue sur les Conclusions de M. Moreau, Avocat du Roi, après que la Cause a été plaidée pendant cinq Audiences, le sieur Chignon, Maître de Pension, a été reçu Partie intervenante, & le sieur de Saint-Martin a été admis à la Preuve des Faits contenus dans sa Requête pour justifier son Etat, sauf la Preuve contraire; dépens, dommages, & intérêts, réservés.

Cette Sentence a été confirmée par Arrêt du 23 Février 1740, qui accorda à la Démonioiselle de Lecluse & à son fils une Provision de 1000 Livres: & comme elle a fait sa Preuve, & quelle est concluante, elle a lieu d'espérer, qu'elle aura des dommages & intérêts considérables. Pendant ce tems-là, le Marquis de B** est mort, & les héritiers ont parlé d'Accommodement.

Le Marquis étoit apparemment dépourvu de moyens solides, puisqu'il n'en a employé aucun. M. de Gêne, son Avocat; se fit lire avec plaisir, c'étoit tout ce qu'il pouvoit faire dans cette Cause.

M.

M. d'Hermand, Avocat de la D^émoiselle de Lecluse, attira l'attention de tous ses Auditeurs, dont il enleva les suffrages. Il remplissoit alors avec beaucoup de réputation la Charge d'Avocat - Général aux Requêtes de l'Hôtel, qu'il exerçoit par commission. Il y avoit été installé par Arrêt suivant le choix de M. le Procureur-Général. Pendant le tems de trois ans qu'il exerça cette Charge, non seulement il fit briller ses talens, mais il gagna les cœurs des Magistrats auxquels il étoit associé, qui auroient fait récompenser ses services, si on eut déferé à leurs vœux & aux témoignages qu'ils lui rendirent. Il a consacré depuis ses talens dans une Charge d'Avocat au Conseil, où il continue de signaler son éloquence pour ses Cliens.

Pour venir à la matiere de la Séduction, nous n'en avons point de plus importante pour l'intérêt du public, & où les Loix ayent pris plus de précaution. Aussi le Souverain, & les Dépositaires de son Autorité, sont extrêmement jaloux de leur observation; parce qu'ils sçavent que ces Loix sont le seul rempart de l'honneur des familles, & l'unique fondement de la confiance de ceux qui en sont les chefs.

Les Filles seroient à l'abri des Séducteurs les plus dangereux, si elles étoient bien persuadées, comme elles doivent l'être, qu'elles n'ont point de plus
cruels

cruels ennemis ; & qu'ils sont destinés à leur rendre la vie la plus douloureuse du monde , la plus fatale , la plus empoisonnée de malheurs les plus piquans.

Qu'on parcoure toutes les diverses espèces d'hommes qui peuvent leur tendre des pièges, on n'en trouvera point qui ne jouent à leur égard le rôle d'ennemis les plus terribles, & d'artisans de leur destinée la plus malheureuse. Il est superflu de le prouver aux filles d'une famille honnête, touchant leurs Amans qui sont de véritables Aventuriers disgraciés de la fortune. Car, sont-elles séduites par ces gens-là ? Leur déshonneur, qui rejaillit sur leurs parens, engendre dans leur cœur une haine irréconciliable. Quoi de plus triste, que d'être haï par un pere & une mere, qui deviennent vos persécuteurs, & vous regardent, avec le public, comme un objet d'horreur ? Elles sont d'autant plus infortunées, que leur honneur perdu sans ressource est irréparable. Mais, je suppose à une fille de famille un Amant d'une condition & d'une fortune égale à la sienne, ne s'expose-t'elle pas à être méprisée d'un Amant, qui, dégoûté d'elle, l'abandonnera ? Et, quand il la voudroit posséder, captivé par ses sens, ou amorcé par son intérêt, peut-il se défendre de la mépriser toute la vie ? Son infamie ne l'accompagnera-t'elle pas éternellement, non-seulement dans sa famille, mais

dans le public , où elle ne paroîtra point , qu'elle ne la porte sur le front écrite en caracteres ineffaçables & lisibles à ceux même qui ne sçavent pas lire ? Vient-elle à s'étourdir sur sa honte ? Bientôt , au moindre différent qu'elle aura , on la lui rappellera. Elle se voit placée dans une classe de femmes prostituées , condamnées au mépris de tous les hommes. Les filles de famille , pour affermir leurs pas dans la vertu , n'ont qu'à avoir ce tableau devant les yeux , & se dire à elles-mêmes : Je tiens entre les mains mon sort , heureux ou malheureux ; & je le décide par ma Conduite. Mes a-grémens , qui me donnent un rang si distingué parmi les femmes & parmi les hommes , rendent ma destinée encore plus déorable. Si je suis la proie d'un Séducteur , pourrois-je conspirer avec lui à me perdre ? Puis-je livrer mon cœur à un homme , qui se sert de l'intelligence qu'il y a , pour me plonger dans l'abîme du déshonneur ? Quel aveuglement de regarder un tel homme comme un Amant ! Pouvois-je finir cette Cause par une Morale plus utile & plus importante ? Mais , je n'abandonnerai pas la Cause des filles , & je dirai , que les parens sont obligés de prévenir ce malheur , en les établissant dans leur jeunesse.

Me. Erard , dans son troisième Plaidoyer , parle pour un Bâtard adulterin. Il dit , que la Loi , qui oblige les peres &

me,

meres à nourrir leurs enfans, est commune aussi bien pour les bâtards que pour les enfans légitimes; puisque la Nature ne connoît point ces distinctions, & que les uns & les autres, contribuant également à leur donner la vie, doivent aussi contribuer de même à la leur conserver. Il dit que, suivant le Droit Canonique que nous suivons en France, les alimens sont dûs à tous les bâtards, & même à ceux qui sont nés de l'inceste, suivant le Chapitre *Cum haberet* au Décretale *de eo qui duxit in matrim.* Et les Arrêts, qui sont dans tous les Livres, ont fait de cette Décision une Jurisprudence certaine & universelle †.

Le Droit Romain exclut des alimens les incestueux, qui *ex incesto, nefario, & damnato sunt coïtu*; & ceux dont le pere est entierement incertain, à cause de la prostitution publique de leur mere, que l'on appelle *spurius*, & vulgò *quæsitus*; mais, ce n'est que faute de connoître leur pere, qu'ils ne lui peuvent rien demander. Hors de ces deux especes, le Droit Civil laisse subsister en faveur de tous les bâtards l'obligation que le Droit naturel impose aux peres & meres, & à leurs héritiers, de les nourrir, comme il impose réciproquement aux bâtards le même devoir de piété envers leurs parens, sans que les différentes especes des crimes, qui donnent occasion à la nais-

† Journ.
des Aud.
Tom. 2. L.
I. C. 25.
M. Bou-
guier, Let-
tre B. n. I.
Le Vest.
Art. 68.
Ricard, des
Donat.
Part. I.
Chap. 3.
Sect. 8.
nom. 443.

ce des bâtards, mettent entre eux aucune différence à cet égard, parce qu'ils en sont également innocens.

Me. Erard, qui s'adresse à la mere, soutient, qu'elle est obligée également comme le pere. Il cite la Loi 5. ff *de agnosc. & alend. liber.* dont voici les termes: *Ergo & matrem cogemus liberos alere, præsertim vulgò quæritos, nec non ipsos eam.* Cela dit deux choses: la premiere, que toutes les meres sont tenues de nourrir leurs enfans; la seconde, qu'elles sont encore plus obligées de nourrir les bâtards que les légitimes.





SUPPLEMENT

aux

Causes de Séparation de Corps & de Biens.

C'EST un Fragment du Traité des Séparations, qui n'a pû entrer dans le Tome XVI, à cause de l'étendue de la matiere: je me flate, que le Lecteur trouvera ce morceau digne de sa curiosité. Nulle Séparation de Corps, qui ait un Sujet plus singulier, que celui que nous avons vû de nos jours.

Une Dame avoit un mari du tempéramment du fameux Lantgrave de Hesse: elle ne pouvoit suffire aux embrassemens de son époux; à peine avoit-il éteint son feu, qu'il s'allumoit de nouveau. Ses efforts continuels le conduisoient au tombeau: en voulant vivre perpétuellement de la Vie de l'Amour, il entroit dans le Sein de la Mort: l'excès de ce plaisir légitime devenoit un plaisir défendu.

Pour obliger son épouse à favoriser cette passion violente, il la prenoit par des motifs de conscience: elle se livroit à ses desirs, croyant faire une bonne œuvre. Son confesseur, qu'elle consulta, lui

défilia les yeux, & lui fit comprendre, que sa complaisance la rendoit la meurtriere de son mari; & qu'il ne leur étoit pas permis à tous deux de goûter des plaisirs, dès qu'ils étoient excessifs, surtout quand ils entraînoient des suites aussi funestes pour son mari qui risquoit la vie. Pour se délivrer de cette guerre continue, & satisfaire au devoir de sa conscience qui lui défendoit de se prêter aux caprices d'un époux si peu raisonnable, & se mettre en même tems à couvert d'un époux trop amoureux, esclave de ses transports, elle lui intenta un Procès en Séparation d'Habitation. La Loi, ni ses Commentaires, n'ont point parlé d'une semblable Cause de Séparation; mais, son Défenseur ne fut pas dérouter. Il dit, que le danger de la vie d'un époux étant une Cause légitime de la Séparation de Corps, la cause est aussi forte, & même très-louable, quand il forme cette Demande pour conserver la vie de l'autre époux. Ici l'époux, transporté pour sa femme, sacrifie sa vie à son plaisir. Pour le mettre à l'abri du danger où il s'expose, n'est-elle pas obligée de se séparer de lui. La Cause fut plaidée à huis clos. L'Avocat de la Dame eut beau champ pour faire valoir la sagesse de sa Partie, qui s'élevoit au dessus des passions des sens, & qui avoit des idées de vertu qui n'étoient pas communes. Ce qui rendoit cette Demande singulière, c'est que la Cause de ce Procès n'étoit pas
seu,

seulement la sagesse de la femme, mais encore l'amour qu'elle avoit pour son mari, qu'elle aimoit plus que son plaisir.

Elle disoit dans son Plaidoyer: Je demande à me soustraire de l'empire que mon mari a sur mon corps, parce qu'il en abuse, pour sacrifier sa propre vie. Délivrez-moi du spectacle de voir un mari amoureux, que j'aime avec la dernière des passions, s'égorger lui-même, parce qu'il m'aime trop ardemment.

Nulle Cause pareille dans aucun de nos Recueils de Jurisprudence, & cependant elle n'en est pas moins vraie. Qu'on ne croie pas, que je fasse ici un Jeu: le mari ne désavoua pas les excès qu'on lui imputoit. Quoique les Juges admirassent la femme, & que la raison parlât pour elle, ils ne crurent pas qu'ils dussent lui accorder sa Demande, & donner un Exemple unique d'une Séparation qui fut l'ouvrage de l'amour. Qui peut comprendre, que l'amour qui nous unit pût nous porter à nous séparer, lorsque l'union a été contractée sous l'auspice de l'Hymen?

Afin de ne rien laisser à désirer sur la matière des Séparations, je rappellerai encore une Cause de cette nature.

M. de Sacy, célèbre Académicien, dont l'Œuvre enlevait tous les suffrages, dans le Recueil de ses Factums commence par ceux qu'il a fait pour M. de P***, à qui la Dame son épouse avoit intenté un

Procès en Séparation d'Habitation. J'in-
truirois peu le Lecteur, si je faisois le
précis de ses Factums & de ceux de la
Dame son épouse, qui sont d'une plume
aussi délicate †. Ces ouvrages de part &
d'autre rouloient sur une Discussion sans
fin d'Enquête & de Contre-Enquête, qui
plut dans ce tems-là, parce qu'elle com-
posoit un Procès où l'on prenoit parti.
Je me contenterai d'en rapporter quel-
ques morceaux. M. de Sacy commen-
ce ainsi.

† M. de
laBliniere,
à présent
Conseiller
au Grand
Conseil.
Ainsi l'on
voit en
concurren-
ce deux
grands
Maîtres
dans l'art
d'écrire.

La plainte formée contre M. de P***
par Madame son épouse, pour parvenir
à une Séparation de biens & d'habitation
d'avec lui, le réduit à la plus triste ex-
trêmité où un honnête homme, qui aime
ses enfans, puisse jamais se trouver. S'il
se tait, respectant encore une union qui
a fait ses plus cheres délices, tant qu'il
a plu à Madame de P*** de la culti-
ver, son silence donnera lieu de croire
qu'il est un barbare, acharné à persécu-
ter, & l'innocence, & la vertu même: s'il
parle au contraire pour se défendre, il
faut qu'il informe le public des chagrins
& des malheurs domestiques qu'il ne
plaint guères ordinairement. Il dit en-
suite, après avoir rapporté quelques rai-
sons pressantes auxquelles il cede:

Toutes les personnes, dit-il, qui se
sentiront secretelement intéressées dans la
Cause de Madame de P***, ceux qui,
étant trop crédules, ne sçavent point
dou-

douter d'une fable qui a excité leur pitié; ceux enfin, qui, jugeant les causes sur la première idée qu'ils en ont eue, sans vouloir se donner la peine d'examiner la vérité des faits, ni de peser les raisons, croiroient être déshonorés, s'ils ne soutenoient avec une opiniâtreté inflexible un jugement précipité: tous les esprits de ce caractère s'irriteront à proportion que la vérité se montrera plus clairement à eux. C'est donc aux Juges, accoutumés à ne point charger leur balance, ni d'égards, ni de sentimens, ni de déclamations, que ce Factum s'adresse. C'est au Public, toujours prêt à secouer le joug de la cabale, toujours libre de préventions, toujours empressé à s'instruire, toujours équitable quand il est instruit, que cette Justification est présentée. Elle sera établie sur des faits si certains, & sur des principes si connus & si simples, qu'elle effacera jusqu'aux impressions les plus légères, que les personnes vraiment indifférentes pourroient avoir reçues.

M. de Sacy se prévaut du long intervalle de tems, que Madame de P * * * a vécu avec M. son époux, sans songer à se séparer de lui.

C'est un avantage considérable pour M. de P * * * dans cette Cause, que la Demande en Séparation ne vienne qu'à la suite d'une union qui a duré pendant plus de vingt années. A la première Reflexion, les moins défians comprendront

sans peine, que la Discorde, qui survient après une si longue Paix, que les plaintes d'une femme si longtems contente doivent avoir d'autres principes que le caprice & la mauvaise humeur de son mari. Le monde a peu de Foi pour ces Métamorphoses subites, qui transforment un homme sage en tigre. On n'en a gueres plus pour ces longues patiences, qui sont à l'épreuve de vingt années de souffrances & de malheurs; & si quelqu'un s'imagine une telle vertu, il ne s'imagine pas que, soutenue de tout ce que l'habitude lui a donné de nouvelles forces, elle puisse se démentir.

Sans entrer dans tous les détails où la Cause de M. de Sacy l'oblige d'entrer, & qui n'oublie rien pour représenter M. de P * * * sous un point de vue favorable, il finit en s'adressant aux Magistrats. Comme ils sont, dit-il, les dépositaires de l'honnêteté publique, les protecteurs des Loix & de la Police, ils comprendront sans peine toutes les suites que cette Affaire pourroit avoir pour le repos des familles. Leur bonheur dépend de l'autorité du mari, & de la déférence de la femme pour ses volontez. C'est à lui à prescrire la Conduite qu'on doit tenir dans sa Maison. Quel désordre, s'il est permis à la femme de se révolter, quand on ne veut pas la laisser vivre au gré de ses goûts! Et si sa révolte est autorisée dans un siècle où tout porte rapi-

pidement au luxe, au jeu, & à la debauché, qu'attendre des femmes, si on offre le secours de la Séparation à celle qu'un mari voudra retenir? Faudra-t'il réduire un malheureux mari à choisir, ou de se voir ruiné & déshonoré, ou d'avoir à soutenir un Procès en Séparation, & toutes les infamies dont une femme irritée ne manque jamais de l'accompagner? Faudra-t'il (ce qui est cent fois de plus cruel) que, pour se justifier, il soit forcé de publier ce qu'il voudroit se taire à lui-même? Enfin, les Loix faites en faveur des femmes innocentes contre des maris cruels, s'armeront-elles contre un mari sage, en faveur d'une femme foible & imprudente? Car, M. de P*** le repete encore, il n'est point convaincu que Madame de P*** ait rien fait contre son devoir; mais, il croit qu'il étoit du sien à lui-même de la conduire comme une femme susceptible de deux goûts, dont l'un attire tôt ou tard la ruine des familles, l'autre conduit presque toujours aux plus grandes fautes.

M. de la Bliniere, Défenseur de Madame de P***, a mis en usage le même Artifice qui a si bien réussi à M. Roy; c'est-à-dire, qu'il a mis dans la bouche de cette Dame sa propre Défense.

Un ouvrage plein d'esprit, le croit-on le fruit du génie d'une Dame, cette opinion lui donne un si grand relief, qu'on le

le regarde comme un chef-d'œuvre, sur tout si l'on y trouve ce tour d'imagination, & cette facilité d'expressions, qui sont le partage des Dames spirituelles.

On croit dans le Commerce mutuel des Lettres de Madame de Sevigné avec M. de Buffi, que dans celles de la Dame elle surpasse ce bel esprit. Qu'on y prenne garde: cette idée, qu'on a d'un bel ouvrage qu'on attribue à une Dame, ne fait pas beaucoup d'honneur au sexe; car, c'est la rareté de ces sortes d'ouvrages qui en augmente le prix. Quand on les admire, on semble dire, qu'on est surpris de trouver une femme qui soit capable de produire un ouvrage de cette force. Mais, j'aime beaucoup mieux penser, que les femmes qui écrivent bien encherissent sur ceux qui ont le talent d'écrire; qu'on trouve dans leurs ouvrages une fleur, un agrément, une délicatesse d'imagination, qu'on n'apperçoit pas dans les plus grands écrivains: & cela est si vrai, que, lorsqu'ils nous donnent des ouvrages sur le compte des femmes, on ne les admire tant, que parce qu'ils les ont imitées.

Au reste, on ne doit point prendre à la Lettre ces Accusations mutuelles, que se sont fait Monsieur & Madame de P***. On en doit seulement conclure, que leurs manieres ne s'impatisoient pas, & qu'ils étoient parvenus de l'indifférence à l'antipatie. Un mépris continuel,
par:

parmi des gens de condition, est aussi insupportable, que des sévices & des mauvais traitemens continuels parmi des gens du peuple. Voici comme elle commence son Factum.

La nécessité d'une prompte Défense m'oblige de parler moi-même, pour me justifier des calomnies dont on veut me noircir. Je suis forcée en même-tems d'exposer aux yeux de mes Juges, & du Public, les outrages que j'ai reçue de Monsieur de P * * * : c'est un moyen nécessaire pour me délivrer de son oppression.

Monsieur de P * * * a bien jugé, qu'un Récit simple & naturel soutiendrait mal une mauvaise Cause: il a eu recours à une Plume éloquent & fatirique, pour insinuer avec plus de facilité les mensonges dont il se sert pour me déshonorer; il s'est flaté, qu'en me supposant des vices imaginaires, il pourroit faire excuser des violences effectives.

Pour éviter une Séparation fondée sur de mauvais traitemens, il accuse sa femme d'une passion dominante pour le jeu; il l'accuse de galanterie; il compte que le moyen le plus sûr de se réunir avec elle, est de l'attaquer dans son honneur; sans songer que le contre-coup en retombe nécessairement sur lui, sans songer qu'il me fournit une seconde Cause de Séparation encore plus légitime que la première.

Si

Se je suis coupable de ce qu'il m'impute, doit-il desirer de demeurer avec moi? Si j'en suis innocente, puis-je me résoudre à retourner avec lui? Il a trouvé le secret de mettre un obstacle invincible à la Réunion qu'il paroît desirer avec tant d'empressement.

Un conseil judicieux auroit évité d'entrer dans des vues si opposées aux véritables intérêts de sa Partie. M. de Sacy au contraire trouve qu'il est beau d'employer sa plume à flétrir celui qui le paye, de prêter son ministere à la fureur, d'entretenir l'égarement, de réaliser des chimeres, au lieu de travailler à les dissiper. On ne croira pas, que ce dernier parti lui eut été difficile, puisqu'après tous les vains efforts qu'il a faits pour rendre ses faussetez vraisemblables, il est obligé d'avouer lui-même à la fin de son Factum, *que Monsieur de P * * * n'est point convaincu que j'aye rien fait contre mon devoir.* Il a donc grand tort d'en vouloir persuader le Public.

Si je n'avois à me défendre que contre Monsieur de P * * *, je me servirois de son aveu, & je l'opposerois à lui-même: mais, je dois répondre au Public; & mon honneur exige, que je dissipe les fausses idées qu'on lui a données de ma Conduite.

Je n'emprunterai point de stile fleuri pour éblouir, & un Récit simple & véridique, des Réponses sages à

chaque Accusation me tiendront lieu de l'art que M. de P*** cherche hors de chez lui. Je fonderai ma Justification sur mon innocence : je ne compterai que sur la force de la Vérité, les lumieres & l'équité de mes Juges.

M. de P***, dit-elle, semble vouloir tirer avantage de ce que j'ai été vingt ans sans me plaindre publiquement : mais, je ne pense pas qu'il puisse se servir de ma longue patience comme d'une prescription. D'ailleurs, la crainte que j'ai eue de nuire à une idée de fortune & de rang que je desirois pour M. de P*** & mes enfans, à l'ombre du crédit de M. son pere, flattoit quelquefois mon ambition, & étoit une espece d'opium qui assoupissoit pour un tems mes malheurs.

Une femme, qui a de la douceur & de la sagesse, connoît assez les devoirs de son Etat, pour dissimuler les caprices & les bizarreries de son mari. J'avoue que l'éclat m'a infiniment coûté.

Dans le cours du Factum, où regne une grande Industrie à détruire toutes les Déppositions que M. de P*** lui oppose, elle rapporte un Raisonnement curieux de M. de Sacy.

La troisième espece de Preuve, que cet Avocat rapporte pour prouver, à n'en pouvoir douter, les bontés de M. de P*** pour moi, & qu'il ne m'a pas toujours traitée en tyran, est que j'ai eu
deux

deux enfans. Ses termes méritent d'être rapportés : *Elle a donné deux enfans, l'un en 1695, l'autre en 1697. Que peut faire de plus une femme pour le mari qu'elle aime le mieux ? S'il m'étoit permis de rire un moment au milieu des soins qui m'occupent, je me divertirois de l'Auteur de cette infailible Conséquence : mais, le sérieux me convient, & je dois rapporter la suite de cet endroit. C'est un des plus recherchés de son Factum : il n'en doit pas perdre le fruit. S'il est vrai, dit-il, que, parmi le petit peuple, la plupart des femmes passent leur vie dans un cercle continuel de caresses & de coups, il est certain, qu'il en est tout autrement des femmes de condition. La plus modérée ne revient jamais des coups aux caresses : elles se croient par un tel outrage dispensées de traiter en mari celui qui ne les a pas traitées en femmes. Que si la Religion prend assez d'empire sur quelques unes d'entre elles, pour leur faire préférer les maximes évangéliques à ces manières du monde, cette même Religion, qui bannira du cœur d'une femme si rare le ressentiment d'une telle injure, en fera sortir jusqu'au souvenir de sa mémoire. Mais, comme il paroît bien que Madame P * * * ne se pique point de cette haute vertu, il faut faire d'elle le Raisonnement que l'on feroit naturellement de toute autre femme de sa condition. Il n'y en a aucune de celles qui sentent quelque noblesse & quelque éléva-*

tion

tion dans , l'ame qui n'avoue de bonne foi, que si elle avoit été une fois frappée par son mari, rien au monde ne pourroit la faire résoudre de lui accorder, & de recevoir de lui, des marques du plus vif & du plus tendre amour.

Madame de P * * * répond à cet Argument. Je ne connoissois point, dit-elle, de parti plus sûr pour moi, que celui d'une Soumission aveugle: j'étois réduite à obéir successivement à ses différens caprices; je croyois, qu'en lui donnant des marques de ma tendresse, il donneroit quelque relâche à ses fureurs. Pourquoi ne veut-on pas, que la Religion & des Raisons si naturelles fussent des motifs qui m'engageoient à le traiter en mari? A-t'on lû dans mon cœur? Bien des femmes de condition auroient sans doute pris leur parti de meilleure heure, & n'auroient pas attendu si longtems à se plaindre en Justice; mais, si elles avoient été dans la même situation, elles auroient été aussi embarrassées que moi.

Elle répond dans la suite avec un Art infini à tout ce qu'on a allégué contre elle.

M. de Sacy commence ainsi sa Replique pour M. de P * * *.

M. de P * * * ne se propose point d'être plaisant dans cette Replique: il lui suffit d'être vrai. Le sérieux seul convient dans cette Cause, où ce que l'on est forcé de dire fait encore plus souffrir.

frir celui qui le dit, que ce qu'il est obligé d'entendre; & où la victoire même est honteuse. Toutes les gentilleffes, dont la Réponse de Madame de P*** est semée, ne sont propres qu'à une personne qui joue la Comédie, & qui oublie quelquefois son Rôle. Mais, si M. P*** a le malheur que Madame sa femme ait sçu mettre les Rieurs de son côté, il essayera du moins de mettre les Sages du sien.

Cette Replique a le même mérite que le premier Ouvrage: on la peut voir dans M. de Sacy. Voici ce qu'il dit de l'Ouvrage auquel il répond.

La Réponse, que Madame de P*** vient de faire, est donnée & reconnue par elle pour son Ouvrage: on peut donc juger d'elle sur les idées qu'il en fait naître. Avec quel Art les couleurs de la Vérité y sont-elles employées pour parer le Mensonge! Qu'elle Adresse à excuser les Faits qu'elle ne peut nier! Quelle Habileté à déguiser ceux qu'elle ne peut détruire! Quelle Souplesse à éluder les Raisonnemens qu'elle n'ose combattre de front, & à embarrasser ceux qu'elle ne peut réfuter! Quelle Facilité à tourner les Cœurs comme il lui plaît, & à tirer de ses Lecteurs des larmes, tantôt de compassion par la douleur, & tantôt de joye par la plaisanterie! Quand M. de P*** lit ce séduisant Ouvrage, peu s'en faut que, s'adressant à ses Ju-
ges,

ges, il ne s'écrie avec cet Ancien: *Eh quoi! Messieurs, faudra-t'il je périsse, parce que cette femme est éloquente?* O! qu'une femme si rare seroit un précieux trésor, si elle avoit appliqué tant de lumieres & de science au bonheur de son mari, & au repos de sa famille!

Quoique M. de P * * * n'ait pas taxé son épouse d'avoir fait aucune démarche qui aille au crime, & qu'il se soit expliqué clairement là-dessus, il lui a reproché d'avoir écrit des Lettres de Galanterie. Madame de P * * * a répondu, que ces Lettres s'adressoient à une femme; M. de Sacy dit là-dessus agréablement :

Il faut avouer, que Madame de P * * * propose ici pour sa défense tout ce qui se peut imaginer de mieux. S'il y avoit eu quelque'autre chose plus convenable à penser sur ce sujet, Moliere sans doute l'auroit découvert. Le Misantrope est une des meilleures Pièces qu'il ait donné au Théâtre: cependant, quelqu'attention qu'il ait apportée à la travailler, il n'a point trouvé d'excuse plus apparente, pour une femme coquette qu'il introduit sur la scene, & qui a laissé surprendre une de ses Lettres, que de lui faire dire qu'elle s'adresse à une femme. Madame de P * * * a trouvé cette Excuse toute faite; elle s'en sert. C'est ainsi, qu'elle a utilement employé, à lire les Comédies, un tems que la plupart des autres femmes

y perdent : tantôt elle y voit son mari dans Harpagon , autrefois elle se retrouve dans la femme coquette. Peut-elle trop estimer un Auteur, qui lui fournit ainsi des armes offensives & défensives ?

M. de Sacy prétend, que les Preuves des sévices, qu'alléguoit Madame de P***, étoient fondées sur des témoins qui disoient avoir ouïs ses cris & ses plaintes ; mais, qu'ils n'avoient pas été témoins oculaires là-dessus, & qu'il faisoit se défier des Artifices de Madame de P***.

De-là M. de Sacy dit, que les Histoires, que les femmes qui veulent se pourvoir en Séparation font des sévices de leurs maris, sont très-suspectes. Il attaque ensuite l'Enquête de Madame de P*** : il prétend, que tous ses témoins déposent sur cent faits différens, & que l'accord de deux témoins manquant sur un même fait, il n'y a aucune Preuve.

Que si cette grande Regle, poursuit-il, souffre quelqu'exception dans le cas de l'usurier & du concussionnaire, il est évident que cette exception même la confirme, loin de la détruire. Dès que l'Ordonnance à l'égard de la concussion, & une jurisprudence reçue à l'égard de l'usure, ont établi qu'une foule de témoins feroient Preuve dans ces deux cas, quoiqu'ils ne déposassent chacun

que

que de faits singuliers, il n'en est que plus certain, que tous les autres cas qui n'ont point été tirez de la Regle générale y sont demeurez : d'où il s'ensuit clairement, qu'une pareille exception n'ayant jamais été introduite pour les Séparations, on ne peut l'y appliquer.

Il n'est pas même difficile de sentir, que les mêmes raisons, qui ont déterminé à établir une pareille exception en faveur de ceux qui avoient souffert par l'usure ou par le concussion, ne l'établissent pas en faveur des femmes qui veulent faire divorce avec leurs maris.

L'usure & la concussion ont toujours été regardées dans les Etats bien policez comme le poison le plus dangereux pour la Société civile. On ne peut trop curieusement fixer les yeux sur leurs moindres traces ; on ne peut trop fortement en arrêter le cours, par les facilités qu'on apporte à convaincre les usuriers & les concussionnaires. Les altercations entre maris & femmes n'ont au contraire jamais été regardées que comme des accidens inséparables de la misere & de la condition humaine. On ne peut trop fermer les yeux sur les petits accidens qui troublent la paix domestique. Les mariages sont le plus solide appuy de la Société civile, on ne peut trop sagement écarter tout ce qui tend à les rompre. Aussi, autant les Loix marquent d'indignation contre la concussion

& l'usure, autant elles témoignent d'éloignement pour les Demandes en Séparation: & toute la prévention qu'elles apportent dans les accusations d'usure & de concussion contre ceux qui en sont accusez, elles l'apportent dans les actions contre les femmes qui accusent leurs maris de mauvais traitemens, & qui veulent faire divorce avec lui. Car, il importe également à l'Etat, que l'usure & la concussion soient sévèrement proscrites, & que les divorces soient difficilement introduits. Ainsi, la même sagesse qui veut, qu'en haine des usuriers & des concussionnaires, on se relâche sur la rigueur des Regles établies pour rendre une Preuve complete, veut aussi qu'en haine du Divorce, on redouble plutôt cette rigueur, qu'on ne la tempere, pour favoriser les femmes qui veulent venir à cet éclat.

M. de Sacy soutient ensuite, qu'il ne faut point rendre les Divorces aisés; qu'il faut au contraire y apporter tous les obstacles qu'on y peut opposer; que les Législateurs persuadent qu'entre les femmes toutes celles, qu'un heureux naturel & une raison éclairée ne conduisent pas, ou sur qui la Religion n'a pas pris un empire absolu, ne respirent que l'indépendance, ils ont songé à les retenir. Ils ont compris, que les femmes de ce caractère ne se mettent sous le joug d'un mari, que pour secouer celui du pere

pere & de la mere; & qu'ensuite elles ne cherchent à rompre le joug du mari, que pour se livrer plus librement aux plaisirs. Ils ont considéré, qu'en faisant voir aux femmes des moyens aisez pour être séparées, c'étoit les inviter au Divorce, & qu'au contraire, en leur rendant les routes de la Séparation presque impraticables, c'étoit leur en ôter toutes les vues. Ils ont jugé, que de-là il arriveroit que moins une femme espéreroit de pouvoir parvenir à une Séparation, à force d'irriter son mari par une mauvaise conduite & par une mauvaise humeur, plus elle seroit docile, circonspecte, & attentive à lui plaire. Qu'en un mot la plupart de celles, qui ne trouvent pas dans la Religion & dans la Raison de quoi soutenir leur vertu, s'en feroient une de la nécessité où elles se trouveroient de vivre bien avec leur mari, dont il leur seroit très-difficile de se séparer. Les Loix divines, aussi-bien que les Loix humaines, paroissent pleines de cet esprit: en établissant le mari Chef de la Famille, elles ont présumé, qu'il avoit plus de prudence & de modération: qu'ainsi on devoit moins craindre de ne réprimer pas assez l'abus qu'il pourroit faire de l'Autorité qui lui est confiée, que de favoriser trop la révolte contre un pouvoir si juste & si légitime.

M. de Sacy prétend, que, dans ces Causes de Séparation, la nécessité de la défense

fense du mari l'oblige de faire des portraits désavantageux de sa femme, qui ne tirent point à conséquence après la définition du Procès; que cet Argument, que l'on fonde sur ce qu'on dit au mari si sa femme est telle qu'il la dépeint, qu'il ne doit pas souhaiter de vivre avec elle, n'a aucune solidité; qu'il n'en fait un pareil tableau, parce que sa Cause l'y oblige. Il cite le huitieme Plaidoyer de M. le Maître, le dix-neuvieme de M. Gautier, le douzieme de M. Gillet, celui de M. Erard pour M. de Mazarin, où les femmes, que ces Avocats Défenseurs des maris avoient noircies, n'avoient pas réussi dans leurs Demandes en Séparation, elles ne s'en sont jamais prises à ces Défenseurs, comme Madame de P * * * l'a fait à l'égard de M. de Sacy.

M. de Sacy rend ensuite deux Raisons pourquoi M. de P * * * redemande sa femme. Premièrement, il est, dit-il, si favorablement prévenu pour elle, qu'il ne peut croire qu'elle l'ait flétri. Si les gens du monde étendent plus loin leur Jugement, ils pensent autrement que M. de P * * *. Il connoit & il aime Madame sa femme; il l'a jugé peut-être avec prévention, & avec indulgence: ils ne la connoissent, ni ne l'aiment; ils la jugent sans doute avec défiance, & avec malignité.

L'autre Raison, c'est que non seulement

il n'est point convaincu que Madame de P * * * ait violé les sermens qu'elle lui a faits à la face des Autels, mais qu'il est encore persuadé qu'il n'a point de quoi en convaincre les Juges. Les Lettres, que Madame de P * * * a écrites, celles qu'elle a reçues, les vers qu'elle a composés, prouvent bien, qu'elle a été sollicitée, qu'elle a écouté, que son cœur a été surpris & troublé par des passions dangereuses; mais, il n'en peut jamais résulter de Preuves, qu'elle se soit oubliée jusqu'à s'engager dans le crime. Ce sont pourtant ces sortes de Preuves qu'il faut avoir, & plus claires que le jour, quand on s'embarque dans une occasion de cette espèce contre une femme.

Ce seroit un grand Déshonneur pour M. de P * * *, que les personnes indifférentes le regardassent comme le mari d'une femme coupable; mais, c'en seroit un infiniment plus grand, qu'ils pussent le regarder comme le persécuteur d'une femme innocente. Il finit en disant, que cette Cause est très-importante. Si Madame de P * * * gagne son Procès, l'autorité maritale sera un vain nom sans force & sans usage. La dépendance, poursuit-il, coûte beaucoup aux femmes, même les plus raisonnables: combien coûte-t-elle davantage à celles qui ne le sont pas? Les femmes de ce caractère, & qui ne sont retenues que par l'austérité des Loix, attendent avec impatience la

décision de cette Cause, comme de la leur, pour sçavoir si en leur faveur on ne se relâchera point de l'ancienne sévérité. Peut-on ne pas craindre de leur laisser entrevoir que le Mariage est un joug qu'elles peuvent secouer quand il incommode, & rompre quand il pèse trop? Celles, qui sont nées avec une Raison supérieure, n'ont pas besoin de frein, elles vont d'elles-mêmes, & sans détour, à tous leurs devoirs: mais, qui retiendra les autres, lorsqu'elles s'écarteront, si le mari, à qui les Loix en ont confié le soin, ne le peut faire qu'au hazard d'essuyer un Procès dont l'événement le plus avantageux est un grand mal? Quelle docilité attendre de ces femmes, dont les inclinations sont vives, & les passions impétueuses, quand elles connoîtront que rien n'est plus aisé que de se soustraire à la domination d'un mari peu commode? Ne commenceront-elles pas à mépriser une Autorité qu'on ne peut leur rendre trop respectable? Du mépris de cette Autorité, ne passeront-elles point jusqu'à mépriser celui qui l'exerce? Et alors, avec la subornation ne verra-t'on point disparoître la tranquillité des familles? Alors, ne reverra-t'on point ces malheureux siècles, où l'espérance du divorce étoit le premier objet & le plus doux fruit du mariage?

On ne peut pas tourner avec plus de délicatesse les Moyens que M. de Sacy
met

met en œuvre, ni mieux se prévaloir de tous les avantages que sa Cause lui fournit.

Madame de P * * * commença ainsi sa Replique. Si M. de P * * * a voulu par sa Replique réparer les excès de son premier Factum, il y a mal réussi; ses expressions ne voient pas bien ses sentimens: s'il se montre moins violent, on le retrouve aussi injuste; sa modération apparente est une colere déguisée.

Comment le concilier avec lui-même? Tantôt, appliqué à rendre sa femme criminelle, il conclut qu'elle n'est qu'imprudente. Tantôt, animé par sa passion, il la présente comme une femme *convaincue d'Intrigue*; & il est forcé d'avouer ensuite, qu'il n'en a point de Preuves. A-t'il établi les motifs d'une juste indignation, il en tire la conséquence d'une amitié sincère. A-t'il proposé Madame de P * * * comme une personne qui oublie quelquefois son rôle, quelques pages après, elle a tous les talens d'une femme éloquente, qui dispose des cœurs, & qui les tourne comme il lui plaît.

Comme cette Réponse de Madame de P * * * est d'une longue haleine, & roule sur une quantité de Faits qui ne sçauroient qu'être ennuyeux à mon Lecteur, j'ai crû que je devois les lui épargner. Quelque bien écrit que soit l'ouvrage, je me contenterai de rapporter les Autorités qu'el:

qu'elle employe pour défendre sa Preuve qui porte sur le témoignage de Domestiques. Elle cite la Loi. On reçoit les Preuves domestiques sur les coups que l'un ou l'autre époux peuvent se porter: c'est ce que nous voulons qui soit observé; car, on ne peut pas prouver facilement par une autre voye leur violence (a).

Bartole, sur la même Loi, dit que la Preuve s'admet dans ce cas par les Domestiques qui sont des témoins familiers, quoiqu'on ne l'admette pas dans un autre genre (b).

A l'égard des témoins uniques & singuliers; qui déposent différens faits qui ont rapport à un fait général, ils en forment une Preuve complète. C'est le sentiment unanime des Docteurs qui ont traité la Question: & M. de P * * * est le seul au monde, qui ait voulu restreindre cette maxime aux accusations de concussion & d'usure, aussi n'en rapporte-t'il aucune Autorité. En voici au contraire de très-formelles pour soutenir la proposition de la Dame son épouse. On admet les témoins singuliers, lorsqu'il s'agit

(a) *Super plagis etiam illatis ab alterutro commovendis easdem probationes, quoniam non facile, quæ domi geruntur per alienos, poterunt confiteris, volumus observari. Lege consensu 8. Cod. de repudiis §. 6.*

(b) *Probatio admittatur per familiares & domesticos, licet aliàs non admittatur. Bart. in L. eadem.*

git de prouver une habitude continuelle, & qu'on traite de cette habitude en général (a). La raison de cette Décision est que le genre se constate par la preuve de plusieurs especes de faits particuliers, & quoique les témoins déposent divers faits, on admet leur déposition parce que ces faits ont pour objet le même genre, & tendent à la même fin (b). En maniere de preuves, quand plusieurs parties, tendent à former un tout, ces parties séparées ne seroient d'aucun usage, mais leur assemblage est utile (c).

Il est donc vrai de dire, que, quoique des témoins n'attestent pas tous les mêmes faits particuliers, & qu'à cet égard chacun d'eux puisse être regardé comme un témoin unique, dès qu'ils conviennent tous dans le fait général qu'on doit établir, les faits singuliers qu'ils expliquent servent à le prouver : le genre
con-

(a) *Quando agitur de probando habitu quodam hominis successivo, & tractatur de tali habitu in genere, singularitas testium admittitur.* Innocent. in cap. qualiter & quand. 24. colum. prima de accus. Bart. in. I. de minore § plurium n. 24. Versic. sed quid si testes ff. de quæst.

(b) *Genus constat & perficitur ex pluribus speciebus, & particularibus, & licet testes deponant de diversis actibus, tamen quia tales actus tendunt ad eundem finem, & ad probationem illius generis, ideo admittuntur.*

(c) *Quando plura tendunt ad perficiendum unum totum, tunc quæ non prosunt singula, simul collecta jurant.* Bart. in L. prima §. idem Cornelio versiculo. Sed contra ff. de quæst.

contenant plusieurs especes , tout ce qui tend à établir ces especes particulieres , prouve parfaitement le fait principal qui est regardé comme le genre.

Alexandre établit ce principe d'une maniere bien précise. *De plus* , dit - il , *des témoins , qui ne s'accordent point , ou qui sont singuliers dans leurs dépositions , ne sont pas suffisans pour prouver un fait particulier ; mais , ils peuvent établir un fait général , comme par exemple , qu'un homme est un infâme , qu'il est un furieux , & le reste (a).*

Il cite ensuite un très-grand nombre d'Auteurs , pour appuyer son Opinion.

M. le Président Boyer , dans le nombre 44. de sa vingt-troisième Décision , fait la même distinction qu'Alexandre. *En quatrième lieu* , dit - il , *je suppose que quoique des témoins singuliers ne prouvent pas un fait particulier , ils peuvent établir un fait général (b).*

Def.

(a) *Præterea testes discordes , seu singulares in dictis suis , ad probandum unum actum in specie non sufficiunt sed ad probandum quid in genere , puta quem esse infamem , quem esse furiosum , &c. sufficiunt.* Alexand. dans son Conseil 41. de son premier volume , n. 4. & il se sert du même principe , comme étant incontestable , dans son trezieme Conseil du septieme volume , n. 23. & dans son Conseil 47. n. 19. du même volume.

(b) *Quarto præsuppono quod licet singulares testes super aliquo deponentes non probent illud verum quando tractatur de probando actum in specie particularem : tamen ad probandum quid in genere , scilicet , quem esse insanum , quem esse furiosum , &c. sufficiunt testes singulares.*

Despeisses, n. 3. tit. 10. sect. 2. décide après Philippe, dans sa Réponse 88. *que les témoins singuliers forment une preuve complète, lorsqu'il est question de prouver quelque chose en général.*

Enfin, cela est expressément décidé en matière de sévices : quoique les témoins soient singuliers, ils servent à prouver les sévices en général; & la preuve est complète, parce qu'il s'agit alors d'établir une habitude continuelle (a).

On feroit un volume entier, si on vouloit rapporter le sentiment de tous les Docteurs : ils sont unanimes, & la Jurisprudence des Arrêts est uniforme à cet égard.

Madame de P*** fut séparée de Corps par Arrêt du Parlement du 4. Juillet 1709. en la deuxième Chambre des Enquêtes confirmatif de la Sentence par défaut des Requêtes du Palais.

Arrêt qui
sépara Ma-
dame de
P*** le
4. Juillet
1709.

On ne doit pas être surpris, qu'un époux & une épouse, qui sont doués chacun d'un véritable mérite, ne puissent pas vivre ensemble : ils ne sont pas faits l'un pour l'autre, & les portraits désavanta-
geux

(a) *Et quamvis testes sint singulares, tamen ad probandam sevitiam sufficiunt, & planè probant, quia tunc agitur de probando habitu quodam hominis successivo, & tractatur de tali habitu in genere, quo casu singularitas testimonium admittitur.* Gratian. disceptat. Forens. Tome 4. cap. 738. n. 52. Idem Gratian. Tome 2. cap. 338. n. 338. Silvester Aldobrand. Conf. 71. n. 30.

geux qu'ils font mutuellement de leurs personnes dans les Procès qu'ils ont ensemble, ne sont pas tout-à-fait fideles, & ne reglent point l'Opinion qu'on doit avoir d'eux.

M. de P * * * étoit un homme estimable, & Madame de P * * * unissoit les agrémens d'esprit avec ceux qui font impression sur les sens.

Comme l'homme & la femme les plus accomplis ont des défauts, qui sont la source des mariages discordans, l'attention, qu'on devroit apporter dans les mariages, devroit avoir pour objet, après avoir étudié les caracteres de l'un & de l'autre, de prévoir si leurs défauts pourroient s'affortir. *Voyés, sur la Matiere des Séparations de Corps & de Biens, les Arrêts de M. le Prêtre, Centurie premiere, chap. 67.*

Fin du dix-neuvieme Tome.





T A B L E

D E S

CAUSES CÉLEBRES

C O N T E N U E S

D A N S C E

XIX. V O L U M E.

HISTOIRE de la Naissance de Ma-
demoiselle de Sfrondate, & de la Fi-
liation qu'elle a réclamée, jugée par
le Sénat de Turin. Page 1

Première Histoire du Procès, que racon-
te la partie adverse de Mademoiselle
de Sfrondate. 4 & suiv.

Histoire racontée par le Défenseur de
Mademoiselle de Sfrondate. 18 &
suiv.

Mémoire pour la Dame Contarini, qui
contestoit la Naissance de la Démoi-
selle de Sfrondate. 45 & suiv.

Preuve des Faits antérieurs au Mariage
Tome XIX. Hh de

T A B L E.

de la Mere qui a épousé le Pere qu'elle reclame.	48 & <i>suiv.</i>
Preuve des Faits qui se sont passés pen- dant le Mariage: premiere Circonf- tance.	51 & <i>suiv.</i>
Seconde & troisieme Circonstances.	53
Quatrieme Circonstance.	55 & <i>suiv.</i>
Cinquieme Circonstance.	58
Sixieme Circonstance.	60
Septieme Circonstance.	61
Huitieme Circonstance.	64
Examen des Principes de Droit, où l'on détruit les Présomptions que Made- moiselle de Sfrondate employe pour prouver qu'elle est légitime.	78 & <i>suiv.</i>
Réponse du Sieur & de la Demoiselle de Sfrondate.	99
Premiere Partie: La Demoiselle de Sfron- date est la même Fille, qui est née le 7. Septembre 1700. à Scarampo, & qui a été baptisée le lendemain 8. à Pontaloné.	101 & <i>suiv.</i>
Seconde Partie: La Demoiselle de Sfron- date est légitime.	113 & <i>suiv.</i>
Autoritez du Droit Romain.	114 & <i>suiv.</i>
Sentiment des Docteurs François, ou au- tres	119 & <i>suiv.</i>
Jurisprudence François.	121 & <i>suiv.</i>
Défense des Collatéraux.	147 & <i>suiv.</i>
Dispositif de l'Arrêt.	153
<i>Histoire de Marie Stuart, Reine d'Ecosse, condamnée à Mort, sans Autorité, par Eli.</i>	

<i>Elisabeth, Reine d'Angleterre.</i>	155
Marie Stuard passe en France, pour épouser le Dauphin, en 1548.	157
Elle épouse le Dauphin à l'Age de seize Ans, qui devint Roi sous le Nom de François II.	158
Elle retourne en Ecosse, après la Mort du Roi.	159
Elle épousa Mathieu Stuard, Comte de Lenox.	165
On assassina Rizzo, Favori de la Reine.	167
Elle accoucha d'un Fils, qui fut Roi sous le Nom de Jacques I.	167, 168
Mort violente du Roi d'Ecosse.	170
Présomptions, qui établissent que la Reine l'a fait assassiner.	171 & suiv.
Les Grands se déclarent contr'elle: elle perd la Bataille contr'eux, & se réfugie en Angleterre. La Reine Elisabeth l'arrête Prisonniere.	175 & suiv.
On l'accuse d'avoir conspiré contre la Reine, & on lui fait son Procès.	182 & suiv.
Elle est condamnée à Mort, & on ne publie pas cette Peine.	186, 187
Lettre, qu'elle écrivit à la Reine.	190 & suiv.
Ce qu'elle fit le Jour & la Veille de son Exécution.	194 & suiv.
Elle est décolée.	207
Grande Dissimulation de la Reine Elisabeth.	209
	Elle

Elle pousse la Couriosité jusqu'à vouloir
être instruite de la Conformation du
Corps de Marie Stuard. 211

Elle a entrepris sur les Droits de Dieu,
en faisant mourir, par Ordre de sa Jus-
tice, Marie Stuard. 213 & suiv.

Elle pardonne à Marie Lembrun, E-
cossaise, qui a voulu l'assassiner. 216
& suiv.

Filiation reclamée, sans Acte de Baptême, sans une véritable Possession d'Etat, sur le Fondement de plusieurs fortes Conjectures. 221 & suiv.

Plaidoyer de M^r. Laverdy pour la
Dame de Bruys. 222 & suiv.

La Dame de Bruys n'est pas Fille de
Guillaume la Salle & d'Antoinette
Barriere. 248

La Dame de Bruys est Fille de la Mar-
quise de la Ferté. 256

Premier Commencement de Preuve
par écrit: Mistere de l'Extrait-Bap-
tistaire, Supposition des Noms des
Pere & Mere, prouvée par écrit. 258

Second Commencement de Preuve par
écrit: Education donnée à la Dame
de Bruys. Soins distingués que la Mar-
quise en a pris. 259

Troisième Commencement de Preuve
par écrit: Interrogatoire de la Mar-
quise. 260

Quatrième Commencement de Preuve
par écrit. 263

Cin-

Cinquieme Commencement de Preuve par écrit.	264
M ^e . de Laverdy répond aux Arrêts qu'on lui oppose.	272 & suiv.
Plaidoyer de M ^r . Cochin pour Madame la Marquisé de Boudeville , son E- poux, & les Collatéraux.	291 & suiv.
Principes sur les Questions d'Etat.	296 & suiv.
<i>Premiere Proposition.</i> La Dame de Bruys n'a , ni Titre, ni Possession, de l'Etat de Fille des Sieur & Dame de la Fer- té; &, par conséquent , ne peut être admise à la Preuve qu'elle est née de leur Mariage.	306 & suiv.
<i>Seconde Proposition.</i> La Dame de Bruys qui n'a , ni Titre , ni Possession , de l'Etat de Fille des Sieur & Dame de la Ferté , a Titre & Possession d'un Etat contraire , qui ne peut être é- branlé par aucun Genre de Preuve.	344 & suiv.
Arrêt définitif.	359 & suiv.
Lettre d'un Magistrat de Province à l'Auteur.	361 & suiv.
<i>Séducteur , qui se dévoile après la Séduc- tion.</i>	370
Mémoire pour M. le Marquis de B*** contre Edme - Elisabeth de l'Ecluse.	371 & suiv.
Réponse de Mademoiselle de l'Ecluse.	394
Plaidoyer pour D ^{emoiselle} Edme - Elisa- beth	

T A B L E.

beth de l'Ecluse de Villiers-les-Haux ;	
Tutrice de Jean-Louis-Edme de Saint-	
Martin de Montigny , Fils du Sieur	
Marquis de B * * ; contre le Marquis	
de B * * .	400 & <i>suiv.</i>
Sortie de la D��moiselle de l'Ecluse du	
Couvent de Lonchamp.	407
Dénouement de l'Intrigue , à l'occasion	
de Madame Law.	410
Moyens.	417
Premiere Preuve de la Paternité effecti-	
ve du Sieur de Saint-Martin dans la	
Personne du Sieur Marquis de B * * ,	
��tablie par les Lettres qu'il écrivoit à	
sa Mere pendant son Noviciat de	
Lonchamp.	419 & <i>suiv.</i>
Seconde Preuve de l'Etat du Sieur de	
Saint-Martin.	430 & <i>suiv.</i>
Troisieme Preuve de l'Etat du Sieur de	
Saint-Martin.	430 & <i>suiv.</i>
Question de Droit.	435 & <i>suiv.</i>
Domages & Intérêts.	439 & <i>suiv.</i>
Conduite de la D��moiselle de l'Ecluse ,	
depuis sa Sortie de chez le Marquis	
de B * * , jusqu'à présent.	442 & <i>suiv.</i>
Sentence contradictoire du 27. Juin	
1738, confirmée par Arrêt du 23. F��-	
vrier 1740, qui accorde à Mademoi-	
selle de l'Ecluse , & à son Fils , une	
Provision de mille Livres.	447
Triste Peinture des Filles séduites.	448.
	& <i>suiv.</i>
La Loi oblige les Peres & Meres de nour-	
rir	

T A B L E.

rir leurs Enfans bâtards , aussi . bien que les légitimes.	450 & suiv.
<i>Supplément aux Causes de Séparation de Corps & de Biens.</i>	453
Demande en séparation de Corps, sans Exemple.	455 & suiv.
Cause de Séparation, traitée entre M. de Sacy , & M. de la Bliniere son Con- tradicteur.	455 & suiv.
Replique de Madame de P * * *	475 & suiv.
Arrêt qui sépare Madame de P * * * le 4. de Juillet 1709.	479

*Fin de la Table de ce dix-
neuvieme Tome.*









